

# Le rapport qui accable la Commission de Bruxelles

● La Commission Santer a démissionné en bloc dans la nuit de lundi à mardi ● L'enquête des sages révèle des cas de fraude, mauvaise gestion et népotisme ● Ses conclusions mettent en cause « la Commission en tant que collège » ● Parmi les commissaires épinglés, Edith Cresson fait figure d'accusée numéro un ● L'Europe en quête d'un nouvel exécutif

## Kosovo : la balle dans le camp serbe

Après l'accord donné par les Kosovars au plan international de paix, Slobodan Milosevic est contraint de prendre position. Les pourparlers de Paris reprennent. p. 4

## Cuba : dissidents condamnés

Les quatre dissidents qui avaient réclamé la démocratisation de l'île dans un document intitulé *La patrie appartient à tous*, ont été lourdement condamnés, lundi, par la justice cubaine. p. 38



## Prêt-à-porter, la leçon parisienne

Les défilés de l'hiver 1999-2000 se sont achevés à Paris. Entre chic sauvage et lignes vives (ci-dessus Thierry Mugler). p. 28 et 29

## Concubinage homosexuel

Le Sénat, qui examine mercredi la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS) votée par les députés de gauche, préférerait étendre aux homosexuels les droits du concubinage. p. 6

## Réformer la recherche

Face aux projets de Claude Allègre, les scientifiques ont choisi de ne pas « dresser un front du refus » et d'organiser une « vaste consultation », explique au Monde François Ledrappier, président du CNRS. p. 30

## Les capacités d'Aerospatiale-Matra

Accusé d'avoir bradé les intérêts du groupe public Aerospatiale, Alain Richard, ministre de la défense, explique sa stratégie au Monde. p. 23

## L'homme du sport

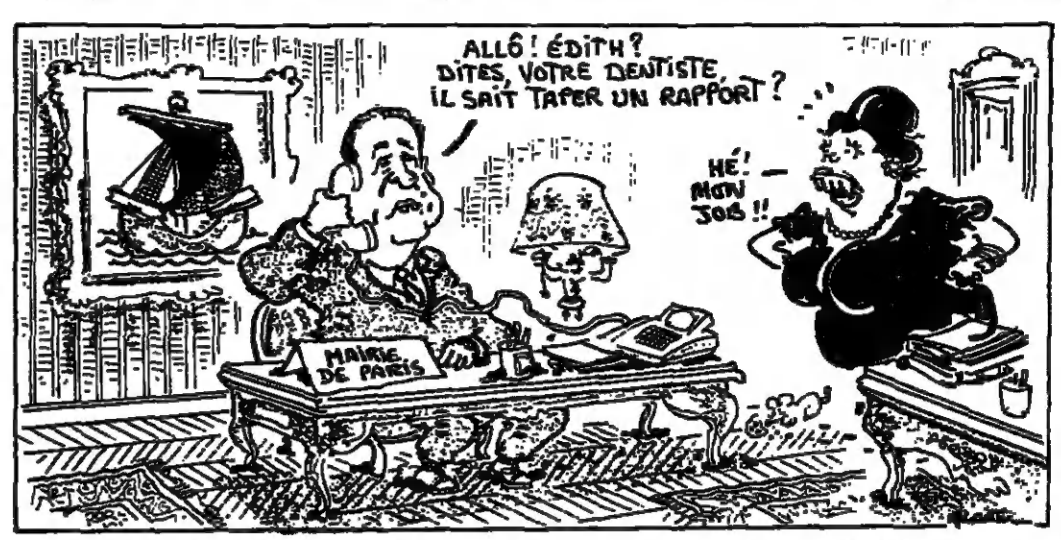
Il voulait faire du Comité olympique une grande institution pacifiste de la planète. Après les affaires de corruption, Juan Antonio Samaranch a entrepris de nettoyer le CIO. p. 17

## Célébrer Koltès

Les pièces de Bernard-Marie Koltès, violentes, perturbantes, sont de plus en plus lues, jouées et étudiées. Dix ans après sa mort, l'auteur sera célébré en France et à l'étranger. p. 33

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Brésil, 45 R\$ ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 140 E ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 Dir ; Norvège, 140 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Escudo ; République tchèque, 100 Kč ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 10 Sk ; Suisse, 2,50 CHF ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (WT), 2 \$ ; USA (Internat), 2,00 \$.

M 0147-317-7,50 F



gée de la recherche, de l'éducation et de la formation : « Les autorités politiques ont perdu le contrôle sur l'administration qu'elles sont supposées gérer. Cette perte de contrôle im-

investigations sur le programme Leonardo de formation professionnelle - « Il est inacceptable que [M<sup>me</sup> Cresson] n'ait pas informé le Parlement », le programme MED d'aide aux pays méditerranéens - « improvisation, précipitation, voire incompétence », l'Office humanitaire Echo - « tolérance à l'égard de pratiques notoires irrégulières ». Gravement mise en cause, Edith Cresson passe, à la lecture du document, pour l'accusée numéro un. Non seulement elle apparaît dans le dossier du programme Leonardo, mais elle est la seule à être rendue responsable d'un cas « certain » de favoritisme pour avoir embauché, sur des contrats jugés « irréguliers », le docteur Berthelot, dentiste, dont l'essentiel des missions - treize sur dix-sept - a eu lieu à Châtelleraut, la ville dont elle fut maire.

## Journal de gloire pour Monsieur Léon, employé à l'imprimerie du Parlement

**BRUXELLES**  
de notre envoyé spécial  
Il restera dans l'histoire, Léon Van Hoegaerden. En coupant, grâce à un solide canif, les ficelles qui entouraient les piles du rapport des « sages », ce Batave déboussa, employé au service de l'imprimerie du Parlement européen, donne le signal de départ d'une des séquences les plus échevrées de quarante années de construction européenne. Il est 5 heures du soir à Bruxelles et les journalistes, dans une joyeuse mêlée, peuvent enfin se procurer les 146 pages qui démontrent les pratiques insoutenables d'une institution jusqu'alors épargnée par les scandales.

Un de leurs porte-parole tente vainement de les joindre à Paris. « Il faut les comprendre, nous sommes quand même en campagne électorale », explique-t-il sans y croire. Les Verts exultent. Toute à son émoi, une représentante belge en vient à confondre « commissaire » et « commissio-nnaire ». A la tribune, Paul Van Buitenen, le fonctionnaire européen qui révéla une partie des scandales et fut suspendu un temps pour cette « faute », a le triomphe modeste. Il raconte les moments difficiles qu'il a vécus, et le soutien sans faille de sa femme, Edith (rires dans la salle). Le Belge Wilfried Martens n'a rien oublié des leçons des bons pères de l'Université catholique de Louvain ni de ses recherches perpétuelles de compromis lorsqu'il dirigeait le gouvernement du royaume : il rend hommage à l'intégrité de Jacques Santer et... attend de consulter son groupe pour définir une ligne de conduite. Les autres parlementaires ont un peu de mal à être plus clairs. Ils exigent la démission soit d'Edith Cresson, soit du collège dans son ensemble.

se réunira dans une heure. Hans Van Den Broek, le commissaire néerlandais, profite de ce répit pour aller dîner au Pomo d'oro, le restaurant situé face à la Commission, qui ne désespère pas depuis midi. « Qu'attendez-vous pour ce soir? », lui demande-t-on. « Ma pizza », répond-il, héroïque. Lorsqu'il s'esquive, un court instant, pour se servir de son téléphone portable, un malin ironise : « Il cherche déjà du travail! »

- Le récit d'une journée et d'une nuit qui ont ébranlé l'Europe et conduit à la démission collective de la Commission de Bruxelles. p. 2
- L'historique de la crise et le fonctionnement des institutions européennes. p. 2
- Les principaux points du réquisitoire du Comité des Sages. p. 3
- L'euro, victime de la défaillance de l'exécutif européen. p. 3
- Le bilan de Jacques Santer, ce président qui avait « le mauvais œil ». p. 3
- La Commission expédie les affaires courantes jusqu'au sommet de Berlin, qui se tiendra les 24 et 25 mars. p. 3
- Le texte intégral des conclusions du rapport des sages et le dossier d'Edith Cresson. p. 18 et 19
- Notre éditorial et la chronique de Pierre Georges. p. 20 et 38

## Il faut supprimer la mise en examen

par Edouard Balladur

DANS la recherche, toujours recommandée, d'un équilibre entre la nécessité de l'ordre et les exigences de la liberté, notre pays a ceci de particulier qu'il cumule aujourd'hui deux handicaps a priori contradictoires et dont l'addition illustre une peu enviable « exception française » : l'insécurité est grandissante, comme le gouvernement lui-même le reconnaît ; la protection des droits des citoyens est, tout compte fait, assez faible. Pourtant, il n'y a de bonne justice qu'autant que la protection des droits des citoyens est assurée de manière égale à l'indépendance des juges.

## Un beur chez les « potes »



« L'ÉPOQUE des beurs de service est derrière nous » : élu, le 20 février, président de SOS Racisme, Malek Boutih explique combien sa génération a dû apprendre « pour arriver à maturité ». Fils d'un ouvrier algérien, il explique au Monde les raisons pour lesquelles il a décidé de réorienter radicalement les priorités de son association en direction des quartiers en difficultés.

Lire page 10

International	2	Tableau de bord	25
France	6	Aujourd'hui	28
Société	10	Jeu	32
Régions	12	Culture	33
Carnet	14	Guide culturel	35
Horizons	17	Kiosque	36
Entreprises	22	Abonnements	36
Communication	24	Radio-Télévision	37

VOUS N'AVEZ PAS LE DROIT

Comment mettre en œuvre la loi sur les 35 heures dans mon entreprise? Quels plafonds d'heures supplémentaires retenir? Quid des salaires à temps partiel? Quelles sont les règles applicables aux cadres?...

Si vous n'avez pas de réponses précises à ces questions au moment de décider, vous courez tout simplement le risque de vous tromper.

Vous n'avez pas le droit.

EDITIONS LEGISLATIVES

Vous avez le droit



**UNION EUROPÉENNE** Le Comité d'experts indépendants a remis lundi 15 mars à 17 heures son « premier rapport sur les allégations de fraude, de mauvaise gestion et

de népotisme à la Commission européenne ». Celui-ci se révèle sans appel pour le fonctionnement de l'exécutif : les cinq Sages jugent que, collectivement, les commissaires ne

contrôlaient plus les activités de leurs administrations. ● EDITH CRESSON, sur le plan individuel, est la responsable la plus sévèrement critiquée par le rapport. ● LE PRÉSIDENT

Jacques Santer, à l'issue d'une réunion avec les vingt commissaires européens, a annoncé dans la nuit la démission de la Commission. L'exécutif démissionnaire assurera l'inté-

rim et participera aux discussions sur l'Agenda 2000 qui doit être finalisé à Berlin les 24-25 mars. (Lire aussi le document pages 18-19 et notre éditorial page 20.)

## L'Union européenne en quête d'un nouvel exécutif

Le rapport des experts indépendants souligne les dérives généralisées de la gestion de Bruxelles. Il accable « la Commission en tant que collège ». Pour éviter une motion de censure au Parlement de Strasbourg, il ne lui restait qu'à démissionner collectivement

**BRUXELLES** (Union européenne) de nos correspondants

Il était minuit quarante-cinq, dans la nuit de lundi à mardi, lorsque le luxembourgeois Jacques Santer, le président de la Commission européenne, accompagné de Martine Reicherts, son porte-parole, est venu annoncer devant une salle de presse comble la démission du collège. En deux phrases, et sans laisser place aux questions, le président Santer, visiblement ému, a résumé les deux heures et demie du débat difficile entre les vingt commissaires, qui venaient d'aboutir à cette « première » dans l'histoire de la construction européenne. La décision d'une démission collective, prise à l'unanimité, était la conséquence inéluctable du rapport-réquisitoire du comité des sages, rendu public quelques heures plus tôt. « Les autorités politiques ont perdu le contrôle sur l'administration qu'elles sont supposées gérer. Cette perte de contrôle implique dès le départ une lourde responsabilité, aussi bien des commissaires que celle du président de la Commission en tant que collège », lit-on en conclusion de ce document de 148 pages.

Le rapport des cinq « experts indépendants », qui avaient été désignés en janvier conjointement par la Commission de Bruxelles et par le Parlement européen, fait donc porter sa critique au moins autant sur le dysfonctionnement général de l'institution que sur les dérives individuelles de ses membres. Sur ce chapitre des fautes personnelles, le comportement d'Edith Cresson, la commissaire chargée de la recherche, la formation et l'éducation, est le plus sévèrement jugé.

Pourtant, à l'aube de cette journée qui marquera, à bien des égards, l'histoire de l'Union, une telle issue dramatique, certes présente à l'esprit de tous, n'apparaissait en rien inéluctable. Inconscience ou forfanterie ? Les

### Les dysfonctionnements commencèrent sous le magistère Delors

commissaires, surtout ceux les plus menacés qui, la veille, avaient pu prendre connaissance des passages les concernant directement, reprenaient courage : tout le monde ou presque était épinglé, le ton de cette compilation de juristes restait civilisé, aucune révélation plus ou moins catastrophique n'apparaissait, expliquaient-ils avec soulagement, brochant presque sur le thème du « beaucoup de bruit pour rien ».

Chacun des cabinets des commissaires faisait ses propres comptes, supputant la stratégie du président Santer ou celle du Parlement, fantasmant sur d'éventuels soutiens venus des capitales. Bref, lundi matin, la vie reprenait sous un jour presque ordinaire. En témoignait, illustration rassurante et parmi les plus prestigieuses de l'activité communautaire, la réunion mensuelle des ministres des finances, où Jacques Santer et Yves Thibault de Silguy, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, notaient avec une sorte de ravissement qu'il était bien davantage question, dans les conversations de couloir, de la dé-

mission d'Oskar Lafontaine, le puissant ministre des finances allemand, que des malheurs de la Commission.

Au briefing traditionnel de midi, la porte-parole, tel le chef d'état-major d'une armée en bon état de marche, donnait l'impression de parfaitement maîtriser la situation. A 17 heures, le président Santer devait recevoir le rapport de la commission des cinq sages ; après que le collège en a pris connaissance, il devait faire, assurait-elle, à 19 heures, une déclaration au nom de l'institution ; il était prévu que la Commission se réunisse à 21 heures pour arrêter sa stratégie. A cette heure du jour, à l'évidence, personne au douzième étage du Breydel, le bâtiment-phare de la Commission, n'enviait cette réunion puisse tourner à la déroute. Pour la suite, comme si aucune forme de précipitation n'était nécessaire, le président Santer devait se présenter mardi matin devant les chefs de groupe de l'Assemblée.

Mais, faisant l'effet d'une douche froide, la lecture attentive du rapport mit brutalement fin à ces illusions. On y découvrait, en français ou en anglais, tout au long des 148 pages, l'image d'une institution immature et irresponsable. D'une institution, car le précédent collège n'était pas épargné. C'est, rappelle à plusieurs reprises le rapport, sous le magistère de Jacques Delors que la Commission, certes poussée dans ce sens par les gouvernements membres et par le Parlement, avait commencé à accepter des missions qu'elle n'avait ni les moyens financiers ni surtout le personnel qualifié pour mener à bien. Là réside assurément la faute originelle.

Telle est bien, au-delà des mises en cause personnelles, la caractéristique principale du rapport : le constat d'une grande organisation politico-administrative privée, dans une large part de son activité quotidienne, d'une direction effective. Un navire alourdi, médiocre à la manœuvre, au commandement trop souvent dépassé par les événements. Cette mise en cause, de nature structurelle, n'était pas attendue, du moins sous une forme aussi dure. Elle provoqua immédiatement étonnement et inquiétude. La critique, pour l'essentiel, ne portait pas sur tel ou tel cas conjoncturel, c'était l'équipe qui était visée.

Ce caractère cruellement gé-

néralisait davantage épinglé que le commissaire socialiste espagnol. En bouleversant ainsi la hiérarchie des responsabilités, les sages, qui n'avaient disposé que de six semaines pour conduire leur enquête, montraient ainsi leur aptitude à juger d'eux-mêmes et à prendre leurs distances par rapport à certaines idées reçues.

Edith Cresson est critiquée à un double titre : négligence coupable et mauvaise gestion du programme Leonardo qui concerne la formation professionnelle d'une part, cas avéré de favoritisme de l'autre. Le rapport examine en détail l'aventure bruxelloise de René Berthelot, ce dentiste de Châtelleraut, ami de M<sup>me</sup> Cresson, nommé

« visiteur scientifique ». Peu importe, jugent les sages, si les procédures d'engagement ont été à peu près formellement respectées. Ce qui n'est pas acceptable, c'est que M. Berthelot n'ait pas les compétences requises pour le poste occupé ; ce qui ne va pas, c'est que ses missions le conduisent presque exclusivement à Châtelleraut, promu ainsi au sommet de la recherche européenne.

Bref, ce qui ne va pas, c'est « la confusion des genres » : M<sup>me</sup> Cresson utilisait les talents de son protégé pour l'aider dans sa tâche de maire de Châtelleraut, laquelle n'a que peu à voir avec l'Union. « La Communauté n'en a pas eu pour son argent », concluent les sages pour qui ce cas, à l'évidence, est exemplaire des comportements à proscrire à l'avenir.

En fin d'après-midi, lundi, lecture faite, on distinguait aussi quel enseignement le Parlement européen s'appropriait à tirer de l'affaire. Le groupe des Verts demandait très vite la démission immédiate du collège, avec la menace explicite de déposer une nouvelle motion de censure dans l'hypothèse où la Commission ne s'incriminerait pas. De leur côté, les démocrates-chrétiens (groupe du Parti populaire européen, PPE), dont la priorité depuis le début de l'affaire était de faire « tomber » la socialiste Cresson, se trouvaient en porte-à-faux par rapport à l'orientation du rapport et hésitaient sur la tactique. Une fois de plus, la décision claire de Pauline Green, la présidente britannique du groupe socialiste, exigeant la démission de la Commission en raison du dysfonctionnement généralisé mis en relief par les experts, fut déterminante.

Philippe Lemaître et Marcel Scotto

### « Les autorités politiques ont perdu le contrôle sur l'administration qu'elles sont supposées gérer » lit-on en conclusion du rapport

raliste de l'audit n'exonérât pas cependant les fautes individuelles. A cet égard, la distribution des rôles et des erreurs, telle qu'elle était mise en scène avant l'intervention des sages, se trouvait sensiblement modifiée. Edith Cresson apparaissait pratiquement seule comme méritant un blâme sévère du jury. L'Espagnol Manuel Marín, chargé de la politique méditerranéenne, qui, jusque-là, avait été placé par les observateurs au même niveau d'opprobre que l'ancienne première ministre française, se trouvait, lui, largement blanchi. A telle enseigne que le président Santer, pour son défaut de surveillance du Bureau de sécurité, appa-

rait être jugé responsable de la mission confiée aux « sages », en pensant faire apparaître principalement les responsabilités individuelles plutôt que les erreurs collectives, subissant maintenant le retour de bâton », fait-elle valoir dans une allusion limpide à la manœuvre du président Jacques Santer.

### Edith Cresson pointe les « dysfonctionnements généraux »

**BRUXELLES** (Union européenne) de nos correspondants

« C'était prendre un grand risque de déléguer le pouvoir de jugement à une instance extérieure pour évaluer l'activité d'une institution », Edith Cresson, si elle nourrit quelque ressentiment à l'issue de cette longue et difficile journée bruxelloise, l'adresse apparemment davantage à ceux qui, au sein de la Commission et au Parlement de Strasbourg, ont eu l'idée de mettre en place ce comité des sages qu'aux cinq juges eux-mêmes.

Elle constate, avec soulagement, que le rapport insiste particulièrement sur les responsabilités collectives du collège. Elle se sait sévèrement épinglée, conteste d'ailleurs certains reproches qui ne correspondent pas, à ses yeux, à la réalité (telle une supposée lenteur de réaction pour stopper les irrégularités du programme d'éducation Leonardo), mais elle relève que ce sont surtout les « dysfonctionnements généraux » qui sont dénoncés.

« Ceux qui ont défini les termes de référence de la mission confiée aux "sages", en pensant faire apparaître principalement les responsabilités individuelles plutôt que les erreurs collectives, subissant maintenant le retour de bâton », fait-elle valoir dans une allusion limpide à la manœuvre du président Jacques Santer.

« DES RÉSULTATS INCONTESTABLES » : Soupçonnée de « favoritisme », l'une des deux commissaires les plus sévèrement mises en cause dans les fraudes imputées aux services de la Commission de Bruxelles admet devant la presse « avoir peut-être été imprudente (...) ». Mais ce que j'ai fait, je l'ai fait pour l'intérêt général et le travail qui a été accompli par mes services et par moi-même est un travail considérable. En me retournant, je peux en être satisfaite ».

Elle explique que la réunion de la Commission, lundi 15 mars, s'est tenue dans le calme

et la dignité. Certains, comme Leon Brittan et Marcelino Oreja, ont tenté de suggérer une solution autre que la démission collective, mais ils n'ont pas vraiment insisté.

L'ancienne première ministre française évoque, encore une fois, avec un peu de nostalgie « les résultats incontestables acquis durant quatre ans et demi ». Quant à l'avenir ? Après avoir constaté que la Commission « est jusqu'ici une administration avec des règles approximatives », Edith Cresson s'interroge sur l'opportunité de parvenir, coûte que coûte, comme cela semble la tendance aujourd'hui à une culture administrative unique. Et sur France 2, mardi matin, elle ajoutait : « Quand on est très engagée et qu'on a des positions fortes, des fortes convictions entraînent des problèmes, des difficultés qu'il faut savoir surmonter (...). Je continuerai toujours à militer pour l'Europe, où qu'elle soit ».

Ph. L. et M. S.

### Une crise qui couvait depuis plus de six mois

LA COMMISSION européenne est l'exécutif européen siégeant à Bruxelles. Indépendante vis-à-vis des gouvernements, elle propose des lois européennes (directives), veille au respect des traités, gère les politiques communes, notamment agricole et de la concurrence. Elle est composée de vingt personnes nommées par les États membres. Son mandat est de cinq ans. Une accumulation d'événements a conduit, depuis l'automne 1998, à la démission collective annoncée le 16 mars.

● 5 octobre 1998 : le quotidien belge *La Meuse* révèle le contenu très sévère d'un rapport du service de contrôle financier de la Commission européenne datant du mois de mai. Ce rapport dénonce l'absence de supervision quant aux dépenses humanitaires destinées à la Bosnie et à la région des Grands Lacs en Afrique centrale en 1993 et 1994. Fin août, la presse belge révélait déjà que des détournements de fonds et des malversations avaient eu lieu à l'Office d'aide humanitaire de l'Union européenne (Echo). Echo

admet avoir surfacturé le montant des contrats conclus avec des entreprises de fourniture ou des prestataires de services pour que des conseillers ou des experts extérieurs à la Commission puissent être rémunérés.

En fait, il y a une escroquerie qui porte sur 400 000 euros qui se sont volatilisés en cours de route. Cette enquête a abouti à la suspension de deux fonctionnaires d'Echo et à la mise en cause de la société luxembourgeoise Perry-Lux, consultant pour la Commission. Le commissaire Manuel Marín était en charge d'Echo à l'époque des faits. Emma Bonino lui a succédé en 1995.

● 5 janvier 1999 : la Commission suspend un de ses fonctionnaires, qui avait écrit pour le groupe des Verts du Parlement européen un rapport sur la gestion des fonds communautaires. Ce fonctionnaire néerlandais, Paul van Buitenen, avait décrit dans son rapport plusieurs cas de mauvaise gestion et de détournements de fonds à la Commission. Étaient particulièrement visés l'entourage

d'Edith Cresson mais aussi les responsables des programmes d'aide aux pays méditerranéens. « J'admetts que nous avons connu des difficultés de gestion, mais de là à remettre en cause de façon globale l'action de la Commission, c'est intolérable », déclare Jacques Santer.

● 14 janvier 1999 : le Parlement européen repousse une motion de censure déposée contre la Commission (par 293 voix contre 232), mais décide la mise en place d'un « comité d'experts » indépendant chargé d'enquêter sur les cas de fraude ou de népotisme. Les eurodéputés votent également contre une résolution demandant la démission de deux commissaires, Edith Cresson et Manuel Marín. Le Parlement avait commencé à manifester sa mauvaise humeur à l'égard de la Commission lorsque, en décembre, elle avait refusé de lui accorder son quitus pour sa gestion financière au cours de l'exercice budgétaire 1996.

● 11 février 1999 : la Commission suspend les activités du bureau d'assistance technique exté-

rieur qui gère le programme de formation professionnelle Leonardo. Les services du contrôle financier de la Commission ont mis en évidence des problèmes de gestion et de contrôle financier. Edith Cresson, commissaire européenne à la Recherche, est interrogée quelques jours plus tard par la commission du contrôle budgétaire du Parlement sur ce dossier. Elle est également interrogée sur les raisons pour lesquelles elle a engagé, comme « visiteur scientifique », René Berthelot, un dentiste ami de Châtelleraut, qui a continué à percevoir ses appointements bruxellois alors qu'il était en arrêt maladie.

● 3 mars 1999 : Jacques Santer présente un « code de bonne conduite » qui stipule que les commissaires européens ne pourront exercer aucune autre activité professionnelle, ne pourront avoir aucun mandat élu, et devront déclarer leurs intérêts et avoirs financiers ainsi que ceux de leur conjoint.

Lucas Delattre

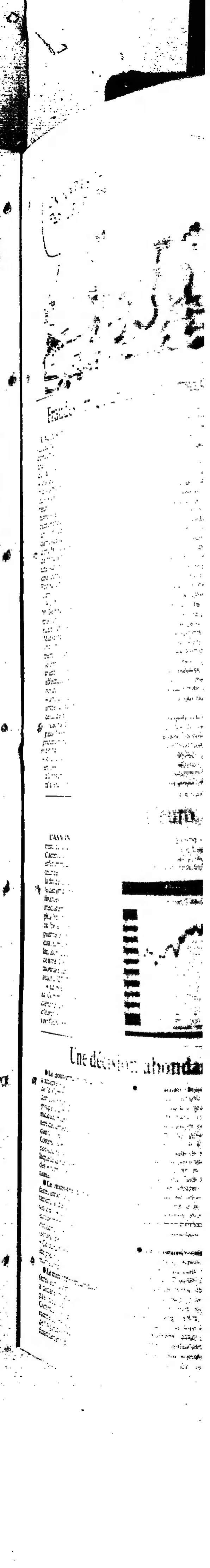
Par l'instituteur de  
« Ça commence aujourd'hui »,  
DE BERTRAND TAVERNIER

Dominique  
Sampiero  
Le temps  
captif

Flammarion

Un texte splendide  
Sophie Grassin, L'Express

Un cri trop longtemps  
refoulé  
Jean-Claude Rapiengeas,  
Télérama







## Fraudes, irrégularités, favoritisme, irresponsabilité

L'ACCUSATION la plus grave lancée dans le rapport des experts concerne l'affaire Cresson-Berthelot. L'embauche du vieil ami de la commissaire en tant que « visiteur scientifique » alors qu'il n'a visiblement pas le profil requis constitue pour les rapporteurs « un cas certain de favoritisme ». En seize mois d'activités rémunérées, dont quarante et un jours de « mission » dûment défrayée à Châtelleraut, ville dont M<sup>me</sup> Cresson était maire, le dentiste a produit dix notes, dont une sur le « Sida en Thaïlande », une autre sur « l'innovation en Poitou-Charentes », le tout « totalisant à peine vingt-quatre pages ».

Au total, pour ce travail, M. Berthelot a effectué dix-sept missions dont treize à Châtelleraut, une à Issoudun et une à Marseille. « Il est hautement invraisemblable », écrivent les experts, « que de telles missions soient justifiées ». En fait, présumant-ils, elles ont sans doute été effectuées « dans l'intérêt personnel de M<sup>me</sup> Cresson », faisant surgir « une confusion d'intérêts » nette entre le statut de commissaire et celui de maire.

Leonardo da Vinci : piloté depuis 1995 par Edith Cresson, ce programme de formation professionnelle faisait déjà l'objet « d'allégations tellement graves » en 1994 que la commissaire aurait dû intervenir dès le début. Rien n'a été fait. En 1997, un rapport

d'audit « met au jour de nombreuses irrégularités et pratiques frauduleuses » dans la manière dont le contractant privé, Agenor, met le programme en œuvre. « Il n'est pas concevable » que M<sup>me</sup> Cresson n'ait pas été informée, écrit le comité d'experts. Pourtant, rien ne bouge. En juillet 1998, un projet de rapport d'audit dont la commissaire a dû prendre connaissance et qui sera finalement adressé au Parlement le 10 décembre, « confirme les allégations de nombreuses fraudes » et « laisse apparaître d'importantes carences » au point « qu'on ne sait pas toujours très clairement qui contrôle qui ». Pourtant, Edith Cresson, qui sait que le Parlement s'apprête à lancer le programme suivant, Leonardo II, ne dit toujours rien. « Inacceptable », concluent les experts, « la commissaire responsable » aurait dû « informer le président et, par son biais, le Parlement » de ces allégations. Le dossier Leonardo fait l'objet d'une plainte contre X avec constitution de partie civile déposée en janvier 1999 par la députée radicale européenne belge, Nelly Maes.

Mais des irrégularités et des fraudes sont révélées par les experts dans d'autres dossiers gérés par d'autres commissaires. Dans le programme MED (aide aux pays méditerranéens), lire notre document en pages 18-19) géré depuis 1995 par Manuel Marín, des

contrats techniques – antérieurs à 1995 et donc pilotés à l'époque par Abel Matutes, actuel ministre espagnol des affaires étrangères – ont été attribués sans appels d'offres, ou alors truffés d'infractions.

Dans le dossier Echo (aide humanitaire), une enquête a révélé la conclusion de quatre contrats frauduleux en Bosnie et en Afrique pour un montant de 600 000 euros. Un fonctionnaire d'Echo a été suspendu en juin 1998 et la société luxembourgeoise Perry-Lux, consultante pour la commission, a été mise en cause. Cette affaire est en cours d'instruction judiciaire.

Pour ce qui concerne l'aide à la sécurité nucléaire dans les pays de l'est, un rapport spécial publié en novembre 1998 mettait en lumière « le manque de clarté et de réalisme » des attributions de fonds.

En définitive, le comité d'experts note que « la responsabilité » des uns et des autres « est trop diluée dans la chaîne hiérarchique », qu'il « devient difficile de trouver quelqu'un à la commission qui ait le moindre sentiment d'être responsable ». Or, « la responsabilité des commissaires ou de la Commission dans son ensemble, ne peut être une idée vague, une notion idéaliste dans la pratique. Elle doit aller de pair avec un exercice permanent de "responsabilisation" ».

## Assommée, la Commission assurera l'intérim au moins jusqu'au Sommet de Berlin

BRUXELLES  
(Union européenne)  
de nos correspondants

Après la démission de la Commission, la balle est clairement dans le camp du Conseil européen, c'est-à-dire des gouvernements qui composent l'Union. Dans l'immédiat, les quinze vont demander à l'exécutif démissionnaire de gérer les affaires courantes. C'est la tâche qui laisse suffisamment de latitude à la Commission pour agir de manière active dans le déroulement des grandes négociations en cours. Elle pourra ainsi présenter des propositions de compromis pour favoriser au Sommet de Berlin, les 24-25 mars, la conclusion de l'Agenda 2000 sur le financement futur de l'Europe, ou encore pour piloter les pourparlers d'élargissement aux pays d'Europe centrale.

Mais il est évident que toute initiative d'envergure à caractère politique lui est désormais interdite.

C'est au Conseil européen qu'il revient de désigner une nouvelle Commission. S'il décide de le faire lors d'une de ses prochaines réunions, le nouveau collège ne pourra exercer son mandat jusqu'à la fin de l'année. Plusieurs groupes parlementaires à Strasbourg envisagent une réunion d'urgence des quinze pour désigner rapidement une nouvelle commission. D'ores et déjà, sept commissaires, non cités dans le rapport, dont Yves-Thibault de Silguy, ont demandé à être de nouveau désignés.

Les quinze devront en tout état de cause procéder, en accord avec le Parlement, au choix du président qui dirigera le collège entre 2000 et 2004. Peut-on envisager que la

Commission Santer puisse exercer les affaires courantes jusqu'à la fin de cette année ? En dépit des avantages pratiques d'une telle solution – compte tenu des pouvoirs de l'assemblée en la matière, les procédures de mise en place d'une Commission sont longues et compliquées –, une telle formule semble à beaucoup difficile à retenir en raison du discrédit qui pèse sur elle.

C'est au Conseil européen de Cologne en juin que les chefs d'Etat et de gouvernement doivent désigner celui qui présidera la Commission entre 2000 et 2004. Romano Prodi, l'ancien chef du gouvernement italien est à ce jour la personnalité la plus souvent citée.

Ph. L. et M. S.

## Un tournant politique pour l'Union

LA COMMISSION Santer a eu sans doute pour principal tort de gérer les affaires communautaires à un moment charnière de la construction européenne. L'ancien premier

ANALYSE  
Jacques Santer cumulait dès le départ tous les handicaps

ministre luxembourgeois Jacques Santer avait-il le mauvais œil ? Il cumulait dès le départ tous les handicaps. Il succédait à un Jacques Delors au sommet de sa popularité, qui avait su faire de la Commission un véritable moteur d'intégration... dans une Europe à douze qui n'existait déjà plus : une Europe encore dominée par le président François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl, qui n'avaient pu cependant imposer le candidat de leur choix, le Belge Jean-Luc Dehaene, contre lequel le britannique John Major avait opposé son veto. Une Europe qui, en janvier 1995, lorsque Jacques Santer prend ses fonctions, vient d'intégrer trois nouveaux candidats

(Suède, Norvège, Autriche), ce qui complique singulièrement le fonctionnement des institutions.

Dès le départ, ce candidat de deuxième choix, issu de la droite de l'échiquier politique européen – il était président du parti social chrétien luxembourgeois – s'est en outre heurté à la volonté du Parlement européen de faire valoir face au Conseil et à la Commission les nouveaux pouvoirs que lui avait conférés le traité de Maastricht. Pour la première fois, les parlementaires avaient en effet à se prononcer par un vote de confiance sur le choix qui leur était présenté par les gouvernements européens. Le débat fut difficile, une grande partie de la gauche refusant de donner un blanc seing à un candidat qui apparaissait certes comme un européen bon teint, mais qui ne possédait pas le charisme de son prédécesseur et surtout devait son choix... au premier ministre conservateur britannique. Lourds handicaps dont il ne se débarrassa jamais, véritablement, ne réussissant pas à conquérir le cœur des eurodéputés.

PREMIER AVERTISSEMENT  
Ceux-ci, à la recherche de leur propre place dans le nouveau jeu

Henri de Bresson

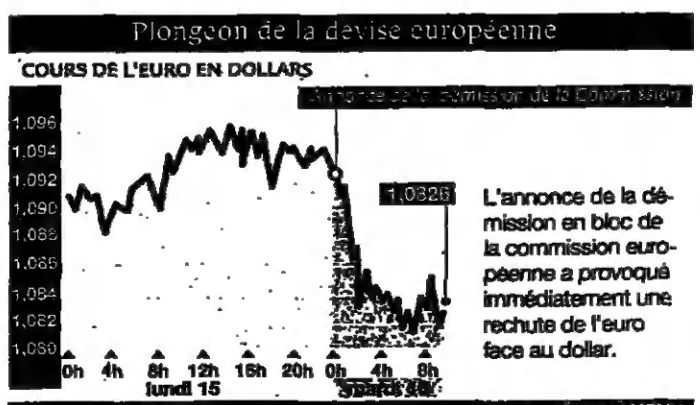
## L'euro, autre victime de la défaillance de l'exécutif européen

L'ANNONCE, au milieu de la nuit, de la démission en bloc de la Commission européenne a eu un effet immédiat sur les marchés des changes. L'euro, qui s'était repris à la fin de la semaine dernière après le départ du ministre allemand des finances, Oskar Lafontaine, a immédiatement replongé vers ses plus bas niveaux historiques face au billet vert. La devise européenne est tombée mardi 16 mars dans la matinée jusqu'à 1,0814 dollar, alors qu'elle s'échangeait lundi contre 1,0940 dollar. Face à la monnaie japonaise, l'euro baissait aussi à 127,37 contre 128,62 yens.

« La nouvelle de la démission de la Commission européenne a déclenché des ventes systématiques d'euros. Je crois que nous pourrions voir l'euro atteindre des records à la

baissé dans un proche avenir », a déclaré à Tokyo et à l'Agence Reuters Yasuharu Tsuru, de la Mitsubishi Trust and Banking. L'euro

avait atteint son plus bas niveau historique le 4 mars à 1,0783 dollar. Au-delà des péripéties que sont



L'annonce de la démission en bloc de la commission européenne a provoqué immédiatement une chute de l'euro face au dollar.

les démissions en l'espace de quelques jours de M. Lafontaine et des vingt commissaires européens, la devise européenne est affaiblie par les pronostics récurrents d'une baisse prochaine de ses taux d'intérêt par la Banque centrale européenne (BCE) afin de soutenir la croissance. D'après un sondage effectué en fin de semaine dernière par l'agence Reuters auprès de vingt-quatre économistes, seize d'entre eux parient sur un assouplissement monétaire en Europe avant la fin du mois de mai.

CONJONCTURE FAIBLE  
La Commission européenne a d'ailleurs reconnu, lundi 16 mars, la relative faiblesse de la conjoncture en Europe, notamment par rapport aux Etats-Unis. Elle pré-

voit désormais une croissance « autour de 2 % » pour la zone euro en 1999, contre 2,6 % il y a quatre mois. Le ministre espagnol des finances, Rodrigo Rato, a souligné lundi que ce ralentissement était avant tout la conséquence du recul des exportations lié à la crise du commerce mondial.

Enfin, l'euro est aussi affecté par les difficultés économiques et politiques de l'Allemagne, principal pays de l'Euroland. Les ministres

des finances des quinze ont ouvert vendredi critique lundi à Bruxelles le gouvernement et le programme budgétaire allemand pour les trois ans à venir. Le Conseil demande à l'Allemagne de prendre des mesures « pour éviter que la dette publique ne reparte à la hausse » et encourage Bonn à accorder « davantage d'attention à l'investissement public ».

Eric Leser

## Une décision abondamment et diversement commentée

● Le gouvernement allemand a accepté « avec respect la décision de la Commission européenne de démissionner après le rapport du groupe d'experts indépendants », a indiqué, mardi 16 mars, le ministre des affaires étrangères à Bonn dans un communiqué. La Commission « a ainsi repris la responsabilité politique » à propos de laquelle le rapport lui avait adressé des « reproches », selon le communiqué.

● Le ministre danois des affaires étrangères, Niels Helveg Petersen, a déclaré mardi à la télévision « que la Commission européenne se devait de démissionner, car elle n'avait pas le choix, à la lecture de ce rapport critique ». « Ça aurait été pénible si elle avait été poussée à la porte par le Parlement européen », a-t-il ajouté.

● Le ministre finlandais des affaires européennes, Ole Nottback, a déclaré, mardi, qu'il ne faudrait pas que la démission de la Commission européenne interrompe le processus d'avalisation de l'Agenda 2000, et la réforme du financement de l'UE.

● La Grande-Bretagne a fait savoir, mardi, qu'elle ferait la démarche nécessaire pour que soient immédiatement réengagés ses deux commissaires européens. Un porte-parole du gouvernement a estimé qu'il n'y avait aucune preuve de ce que le vice-président de la Commission européenne, Sir Leon Brittan, et le commissaire aux transports Neil Kinnock aient fait quelque chose de répréhensible : « Quand nous disions qu'il fallait s'attaquer à la fraude, cela ne veut absolument pas dire que Leon Brittan et Neil Kinnock y étaient impliqués de quelque façon que ce soit ».

● Le commissaire belge à la concurrence, Karel Van Miert, a estimé, mardi, que les conclusions du rapport d'audit sur la Commission européenne étaient injustes. « Ils [les experts] ont fait comme si tout ici marchait mal », a-t-il dit à la radio belge VRT. M. Van Miert a mis l'accent sur le fait que la Commission avait pris un certain nombre d'initiatives pour améliorer son fonctionnement et qu'à l'exception du cas dans lequel

M<sup>me</sup> Cresson a été impliquée », le rapport d'audit « concernait surtout des cas vieux de plusieurs années ».

● Les journaux italiens soulignent mardi, comme La Repubblica, que cette démission représente « une crise institutionnelle sans précédent ». Pour La Stampa, « l'UE se trouve décapitée », et dans son éditorial, le Corriere della Sera prévoit que « nous assisterons à une nouvelle campagne contre la technocratie de Bruxelles ».

● Dans la presse britannique, le Times (conservateur) voit dans le rapport la preuve des dysfonctionnements de la « bureaucratie » bruxelloise. « L'Europe, un bateau à la dérive », écrit le très eurosphobe quotidien Daily Mail. Le Sun, qui mène campagne contre l'intégration européenne, parle de « la plus grave crise traversée par l'Union européenne », tandis que le Daily Telegraph estime que le psychodrame « risque de compliquer encore un peu plus » les négociations sur la réforme du budget des quinze.

Le Guardian estime pour sa part

que l'affaire a provoqué « un changement profond dans l'équilibre du pouvoir entre les institutions de l'UE » au profit du parlement européen, et le Financial Times partage cet avis, en soulignant que la démission collective devrait « au moins assainir la situation », même si la crédibilité de la Commission a été « définitivement affaiblie ».

● A Paris, les éditorialistes espèrent que la crise qui secoue l'exécutif européen servira de leçon. « L'exécutif européen est humilié, décrédité, sonné », écrit La Tribune. « Longtemps comparée à un rouleur compresseur, la Commission est aujourd'hui en crise. Le navire amiral de l'Union prend l'eau », dit Le Figaro, dans un éditorial. Intitulé « Une chance », l'éditorial de Libération tire de lui-même les conclusions du rapport « accablant » sur les activités de la Commission, estimant qu'un tel geste collégial est une façon de « reconnaître (...) la primauté d'une éthique stricte et la nécessité d'un contrôle démocratique ». (AFP, Reuters.)

VOUS AVEZ LE DROIT

Aux Editions Législatives, nous vous donnons les réponses que vous attendez sur la réglementation des 35 heures, comme sur toutes les questions d'actualité qui vous préoccupent.

C'est pourquoi chaque Dictionnaire Permanent et chaque CD-Rom des Editions Législatives vous donnent le droit de décider, d'agir ou de réagir en sécurité.



Vous avez le droit

www.editions-legislatives.fr

01 40 92 36 30



صكنا من الامل

## Ehoud Barak disculpé sur son rôle dans un accident militaire

JÉRUSALEM. Un rapport du contrôleur de l'état, le juge Eliezer Goldberg, publié le lundi 15 mars, a globalement disculpé le chef du parti travailliste israélien, Ehoud Barak, des accusations portées contre lui, concernant un accident qui a coûté la vie à cinq membres d'un commando d'élite, en 1992. M. Barak était chef d'état-major à l'époque des faits. Il était accusé d'avoir abandonné les soldats blessés et tués lors d'un exercice d'entraînement qu'il supervisait. Le document laisse cependant planer un doute sur son comportement personnel dans le drame, ce qui a permis à un haut responsable de la droite au pouvoir de poursuivre sa campagne contre M. Barak à ce sujet. Le procureur s'abstient en effet de dire si M. Barak a eu tort ou raison de ne pas aider personnellement les blessés, soulignant qu'il y a eu des « témoignages contradictoires à ce sujet sur lesquels il n'était pas en mesure de trancher ». (AFP)

## Plus de 300 cas d'extrémisme de droite dans la Bundeswehr en 1998

BONN. Quelque trois cent-vingt incidents à connotation d'extrême droite ont été recensés en 1998 dans les armées allemandes, selon Claire Marienfeld, chargée de mission à la Chambre des députés pour le contrôle de la Bundeswehr. Il s'agit, précise cette élue de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), d'agissements ou de soupçons d'agissements. Dans le même rapport, elle critique « la bureaucratie croissante » de la Bundeswehr et l'état de son matériel. Selon le quotidien Bild qui fait état du rapport, certaines unités sont contraintes de démonter une part de leurs véhicules pour en maintenir d'autres en état de marche et des soldats, faute de crédits, doivent se cotiser pour acheter du matériel de bureau. (AFP)

### DÉPÊCHES

■ **POLOGNE** : le président polonais Aleksander Kwasniewski a déclaré mardi 16 mars que son pays pensait être en mesure d'adhérer à l'Union européenne d'ici la fin 2002, soit plus rapidement que ce que prévoient les diplomates. En visite à Kuala Lumpur (Malaisie), M. Kwasniewski a ajouté que la Pologne s'attendait à remplir les critères pour l'adhésion à la monnaie unique européenne entre 2006 et 2008. La plupart des diplomates, à Bruxelles, ne prévoient pas de nouvelle adhésion avant 2005. (Reuters)

■ **IRAK** : un avion transportant 110 pèlerins irakiens, dont un ministre, a décollé, mardi 16 mars de Bagdad pour La Mecque (Arabie saoudite), en violation de l'embargo de l'ONU, a annoncé l'agence officielle irakienne INA. En 1997, l'Irak avait déjà envoyé une centaine de pèlerins âgés ou malades par avion à La Mecque, défiant l'embargo qui lui est imposé depuis 1990, et les autorités saoudiennes avaient autorisé l'appareil à se poser. (AFP)

■ **ISRAËL** : Israël refuse de restituer à leurs familles les dépouilles de Palestiniens tués et détient actuellement au moins 24 cadavres, ont affirmé, mardi 15 mars, deux associations israéliennes de défense des droits de l'homme, Betsalem et Hamoked. Dans un rapport conjoint intitulé « Corps captifs », elles soulignent que la rétention de cadavres par Israël est devenue systématique depuis quatre ans, dans le cadre d'une politique de « punition collective et de vengeance contre les familles des tués ». (AFP)

■ **ALGÉRIE** : des islamistes présumés ont égorgé ou brûlé six civils et en ont blessé une dizaine dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 mars non loin de la ville-garnison de Bida. Selon des habitants, les victimes, dont deux femmes, étaient toutes membres de familles de « patriotes », des miliciens armés par les autorités. Selon le quotidien El Achel, plus de 400 civils ont été tués depuis l'annonce, en septembre, par le président Liamine Zeroul de son départ anticipé. (AFP Reuters)

■ **MAROC** : le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali est arrivé lundi à Marrakech pour une visite officielle de quarante-huit heures au Maroc. Il s'agit de sa première visite officielle au Maroc depuis son arrivée au pouvoir en 1987, il y a douze ans. (AFP)

■ **ÉTHIOPIE-ÉRYTHÉE** : le Conseil de sécurité de l'ONU va demander à l'Éthiopie et à l'Érythrée de respecter strictement le plan de paix de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ont indiqué lundi 15 mars des diplomates, alors que sur le terrain se poursuivaient de violents affrontements. Le Conseil, qui a discuté à huis clos de la situation, a chargé son président, l'ambassadeur de Chine Qin Huan, de convoquer les représentants permanents des deux pays belligérants. (AFP)

■ **ANGOLA** : le médiateur des Nations unies, Issa Diallo, a quitté définitivement Luanda, lundi 15 mars, pour regagner New York en raison du retrait de la Mission de l'ONU (Monua), décidé fin février. « Je pars d'Angola encouragé. Nous avons fait pour le mieux », a déclaré M. Diallo à la presse. (AFP)

■ **VIETNAM** : le dissident Nguyen Thanh Giang a été arrêté pour « avoir violé la loi », a confirmé, lundi 15 mars, un porte-parole officiel sans autre précision. Giang, géophysicien âgé de soixante-deux ans, aurait été arrêté à Hanoï le 4 mars et pourrait être inculpé de « propagande contre le régime socialiste ». Il avait approuvé les critiques du général Tran Do, exclu du parti en janvier. Ces mesures augmentent mal de la visite de M. Celestino Migliore, diplomate du Vatican, arrivé lundi à Hanoï pour tenter un rapprochement entre le Vietnam et le Saint-Siège. (AFP Reuters)

## Le gouvernement japonais envisage une lente reprise de l'économie

TOKYO. L'économie japonaise sort progressivement de la récession, a déclaré mardi 16 mars le gouvernement de Tokyo. « L'économie est toujours dans une situation très difficile, la demande privée stagne encore, mais elle se redresse progressivement, soutenue par les mesures du gouvernement », écrit l'Agence de planification économique (EPA) dans son rapport mensuel. Ce rapport renforce l'optimisme né récemment d'une série d'indicateurs encourageants et qui a contribué à une hausse de 12 % de la Bourse de Tokyo au cours des trois dernières semaines. Mais le gouvernement s'est gardé d'un trop grand optimisme à la lumière de chiffres récemment publiés qui ont montré une récession de l'économie pour le cinquième trimestre consécutif. « Il est difficile d'espérer l'enclenchement d'une reprise auto-alimentée (...) tirée par le secteur privé », écrit la Banque centrale du Japon (BOJ) dans son rapport mensuel publié mardi 16 mars. (Reuters, AFP)

### STAGES PÂQUES

✓ 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> ANNÉE  
✓ DROIT / SCIENCES ÉCO  
**ISTH**

3 écoles de commerce :  
BAC + 5  
Concours en terminale

**ESSCA IÉSEG ESDES**

Angers Paris Lille Lyon

Inscriptions  
concours 99

# Les Albanais du Kosovo ont annoncé leur accord avec le plan international de paix

Slobodan Milosevic est contraint de prendre position

Tous les regards étaient tournés, mardi 16 mars, vers le président yougoslave Slobodan Milosevic et ses représentants aux pourparlers de Paris

sur le Kosovo, contraints désormais de prendre position après l'accord donné par les Kosovars au plan de paix de la communauté internationale

naïve, alors que les pourparlers devaient reprendre, mercredi, au Centre de conférences internationales de l'avenue Kléber.

LES CHOSES ont enfin bougé, lundi 15 mars, à propos du Kosovo, pour la première fois depuis que les grandes puissances tentent de faire admettre un plan de règlement aux parties prenantes au conflit. Alors que reprenaient à Paris les discussions interrompues le 23 février à Rambouillet, les Albanais du Kosovo ont en effet annoncé qu'ils donnaient leur accord à ce plan international. La balle n'est plus désormais que dans le camp des Serbes ; « La République de Yougoslavie est maintenant au pied du mur », disait le ministre français des affaires étrangères Hubert Védrine, en commentant lundi soir cet « élément nouveau très important ».

La décision des Albanais a été signifiée dans une lettre du chef de leur délégation, Hashim Thaqi, adressée à M. Védrine et à son homologue britannique Robin Cook, coprésidents des négociations, ainsi qu'à la secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright. Elle a été saluée par ses destinataires comme un acte de « courage politique ». M. Védrine a précisé que, lors des entretiens qu'en compagnie de Robin Cook il avait eus l'après-midi avec Hashim Thaqi, toute ambiguïté avait été levée. « Nous lui avons demandé si cette lettre engage tous

les responsables albanais du Kosovo ; il a répondu oui. Nous lui avons demandé si l'accord englobait bien les deux volets du plan [le volet politique et le volet militaire] qui à nos yeux forment un tout, il a répondu oui ».

Les représentants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) membres de la délégation albanaise n'avaient pas pu, à Rambouillet, s'engager au nom des leurs sur un plan qui ne promet pas l'indépendance du Kosovo même à terme et qui prescrit le désarmement de l'UCK. Ils ont sauté le pas ; ils affirment avoir convaincu les plus réticents des combattants sur le terrain et leur engagement est considéré comme crédible. « Nous avons accepté l'accord bien qu'il ne soit pas parfait. Nous voulons ainsi donner une chance à la paix », a déclaré Jakup Krasniqi, un des chefs de l'UCK, tandis que le leader modéré Ibrahim Rugova estimait que le plan « ouvre une perspective pour que le peuple du Kosovo décide lui-même de son avenir » et en appelait une fois encore à la communauté internationale pour « mettre un terme à la situation tragique et aux effusions de sang au Kosovo ».

Le succès du processus de Rambouillet n'est certes pas assu-

ré à ce stade : pour signer un accord, il faut être deux et la partie serbe n'a manifesté lundi à Paris aucune disposition dans ce sens. Mais la donne a changé. D'une part, comme le soulignait le ministre anglais, « la première ligne de défense des Serbes est tombée ». Depuis le début des pourparlers en effet, Belgrade affichait sa propre disposition à consentir à la province un statut d'autonomie et imputait le blocage des négociations à l'autre partie, accusée de n'avoir en tête que l'indépendance du Kosovo. D'après les diplomates présents aux négociations, les délégués serbes ont paru « surpris » lundi par le changement d'attitude des Kosovars, qui fait désormais peser sur eux seuls la responsabilité d'un éventuel échec.

### SIMPLIFICATION DU JEU

D'autre part, cette simplification du jeu redonne prise aux Occidentaux, qui, dans la confusion précédente, se trouvaient extrêmement démunis, ne sachant plus qu'imaginer pour imposer une paix dont aucune des deux parties ne voulait. L'escalade des pressions sur les Serbes, jusqu'à l'éventualité d'une intervention aérienne de l'OTAN, est de nouveau envisageable. Hu-

bert Védrine a rappelé lundi soir, en réponse à la question d'un journaliste, que « les dispositions prises par l'OTAN [en vue de frappes aériennes] restent inchangées ». On n'en est pas encore là ; les négociateurs internationaux s'attachent pour l'instant à arracher un accord à la délégation serbe. Ils ne se sont pas fixés de délai « mais s'il y en avait un, il serait bref », a indiqué le ministre français.

La fermeté semble de règle dans la conduite des pourparlers de Paris. Les diplomates occidentaux ont ainsi affirmé lundi qu'il n'était pas question de « rejouer Rambouillet » et qu'on ne tolérerait pas que les dispositions institutionnelles du plan de paix, réglées le mois dernier, soient remises en cause par la partie serbe comme elle en avait l'intention. Le point-clé reste donc l'acceptation par Belgrade des mesures de mise en œuvre du plan, à savoir le retrait des forces serbes de la province et le démantèlement de la police, sous le contrôle d'une force de l'OTAN de 28 000 hommes. Cette partie du plan de paix ne peut donner lieu qu'à des arrangements « à la marge » (par exemple sur le calendrier, sur les effectifs de la police des frontières, etc.), mais le principe d'un déploiement de l'OTAN sur le terrain, auquel Belgrade n'a cessé jusqu'à présent de s'opposer, est considéré comme non négociable.

Si Slobodan Milosevic « fait preuve d'intransigeance et d'agression, nous n'aurons que peu d'options », a dit lundi le président américain Bill Clinton en recevant le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, à la Maison Blanche. Comme en écho à la situation nouvelle qui s'est dessinée lundi à Paris, l'état-major yougoslave a annoncé dans la soirée à Belgrade que les soldats devant achever leur service militaire ces prochains jours seraient maintenus trente jours de plus sous les drapeaux, « en raison des pressions renforcées sur la République fédérale de Yougoslavie et des menaces d'intervention armée ».

Claire Tréan

## La lettre du chef de la délégation kosovare

VOICI le texte intégral de la lettre du chef de la délégation kosovare aux pourparlers de Paris, Hashim Thaqi, annonçant, lundi 15 mars, à Hubert Védrine et Robin Cook, la décision des Kosovars de signer l'accord élaboré en février à Rambouillet.



La décision des Kosovars de signer l'accord élaboré en février à Rambouillet.

La décision des Kosovars de signer l'accord élaboré en février à Rambouillet.

du 23 février 1999) issu de la réunion de Rambouillet, cette délégation, et moi-même personnellement, disons « oui » à cet accord.

« Nous serions honorés de signer l'accord en votre présence à l'heure et à l'endroit que vous choisirez ».

« L'accord offre une chance et une perspective pour le Kosovo et son peuple. Nos consultations au Kosovo étaient nécessaires et très importantes. Maintenant qu'un état d'esprit positif a été créé au sein des structures politiques et militaires à propos de cet accord, la délégation du Kosovo peut le signer ».

« Dans ce succès, votre contribu-

tion, comme celle des gouvernements de vos pays, a été grande. Le destin du peuple albanais du Kosovo est à un tournant historique et la délégation du Kosovo a une grande responsabilité. Vous avez fait preuve d'attention et de patience à ce sujet. Notre délégation, et moi-même, nous vous remercions beaucoup pour cela ».

« Nous espérons à l'avenir votre aide, ainsi que celle de vos gouvernements. Le peuple du Kosovo est, et continuera à être, l'allié de vos pays, vous pouvez y compter. Le Kosovo a besoin de liberté et de démocratie. Votre contribution personnelle et celle de vos pays est essentielle et respectée. » (Reuters)

## Une avocate catholique assassinée en Irlande du Nord

UN GROUPE paramilitaire protestant, opposé au processus de paix en Irlande du Nord, les « Défenseurs de la Main Rouge », a revendiqué, lundi 15 mars, dans un appel à la BBC Ulster, le meurtre de l'avocate catholique Rosemary Nelson, connue pour son engagement en faveur de la cause nationaliste irlandaise. M<sup>me</sup> Nelson a été tuée le jour même à Lurgan (ouest de Belfast), dans un attentat à la voiture piégée.

Le groupe « Défenseurs de la Main Rouge » est l'une des deux formations loyalistes dissidentes, qui avaient commencé à signer des actes de violence pendant l'été 1998. Ce sont des extrémistes basés à Portadown, un fief loyaliste théâtral chaque année des affrontements sanglants entre protestants et catholiques nationalistes minoritaires, au moment de la saison des marches traditionnelles protestantes.

liste théâtral chaque année des affrontements sanglants entre protestants et catholiques nationalistes minoritaires, au moment de la saison des marches traditionnelles protestantes.

### L'INCAPACITÉ DE LA POLICE

M<sup>me</sup> Nelson était notamment l'avocate des résidents de Garvaghy Road, le quartier catholique nationaliste de Portadown, opposé au passage des manifestations protestantes. Dans un entretien publié lundi par le quotidien nord-irlandais Irish News, elle dénonçait l'incapacité de la police à contrer la manœuvre des extrémistes protestants sur la ville.

Dans la soirée, des manifestants masqués ont

jeté des cocktails Molotov et des pierres sur la police et l'armée à Lurgan. Quelque deux cents personnes avaient auparavant défilé pacifiquement dans les rues pour demander la dissolution du RUC, la police d'Irlande du Nord à très forte majorité protestante, accusée de partialité par la communauté catholique.

De Washington où ils se trouvent, le premier ministre (protestant) David Trimble et le vice-premier ministre (catholique) Seamus Mallon - les deux principaux signataires de l'accord du 10 avril 1998, censé mettre fin à trente ans de violence entre catholiques et protestants - ont déclaré que ce meurtre ne saurait entraver le processus de paix. (AFP)

## Le terrorisme urbain et la fronde des députés pèsent sur la préparation des élections turques

À UN MOIS des élections générales et municipales prévues pour le dimanche 18 avril, un vent de confusion souffle sur une Turquie soudain confrontée à une nouvelle vague de terrorisme urbain et à la fronde des députés. Ceux d'entre eux qui ont été écartés des listes des candidats, non contents d'avoir obtenu la réouverture du Parlement, menacent désormais de retarder le scrutin. Ils ont par ailleurs introduit une motion de censure visant à faire tomber le gouvernement du premier ministre Bülent Ecevit.

L'arrestation, le mois dernier, du dirigeant du PKK, le parti kurde, Abdullah Öcalan, avait été saluée avec optimisme par les autorités turques comme une étape décisive dans leur lutte contre le « terrorisme ». Bien que, jusque-là, le conflit kurde ait eu un impact limité sur les régions occidentales du pays, au cours des semaines écoulées, la Turquie a été secouée par

tions kurdes ou d'extrême gauche.

Lundi 15 mars, alors qu'Istanbul enterrait les treize victimes de l'attaque incendiaire lancée l'avant-veille contre un centre commercial bondé et revendiqué par un groupe jusqu'ici inconnu, « les faucons vengeurs d'Apo », le PKK a fait monter les enchères en annonçant que le territoire tout entier de la Turquie était désormais une « zone de guerre ». Les touristes étrangers, européens en particulier, sont sommés de ne pas se rendre en Turquie.

### AVENTURE

Dimanche, trois attentats à la bombe, qui n'ont pas fait de victime, ont été signalés dans divers quartiers d'Istanbul et, lundi, une passante a été blessée par l'explosion d'une bombe placée sous un véhicule parké à proximité des bureaux de l'Union européenne (UE) à Ankara, la capitale. Quatre personnes avaient déjà perdu la vie

blessé le gouverneur de la province de Cankiri.

Sur le plan politique, la situation est tout aussi incertaine. Le mouvement de grogne des députés est en train de prendre de l'ampleur grâce à l'appui du Parti de la vertu (Islamiste). Ce dernier espère profiter de la réouverture de l'Assemblée nationale pour faire modifier l'article 312 du code pénal - utilisé notamment pour condamner l'ancien maire islamiste d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan - et obtenir la levée de l'interdiction de participer à la vie politique imposée à l'ancien premier ministre Necmettin Erbakan. « La levée de l'article 312 est la précondition principale [pour la tenue des élections] », a déclaré, lundi, le dirigeant du Parti de la vertu, Recai Kutan.

Bien que l'arrestation d'Öcalan ait renforcé les chances de succès du premier ministre Ecevit et de son Parti démocratique de gauche, le Parti de la vertu demeure dans le

convaincu de miser sur les parlementaires rebelles par Necmettin Erbakan, le « père » du mouvement islamiste qui, bien qu'absent de la scène politique, continue de faire pression dans les coulisses. Écarté du pouvoir par l'armée en juin 1997 et frustré d'avoir vu sa candidature en tant que député indépendant rejetée par les autorités, Necmettin Erbakan a usé de son influence pour embarquer le mouvement dans une aventure qui pourrait lui coûter de nombreux votes.

Les chances de succès des mécontents apparaissent cependant limitées puisqu'aucune loi ne peut être adoptée sans l'appui du gouvernement. Mais leur initiative, qui a une fois de plus démontré le manque de transparence au sein des partis et les lacunes du système politique, a en quelque sorte déjà atteint son but en causant de sérieux remous au sein du gouvernement et en jetant une ombre sur le processus électoral.

La Chine recon...

Nouveau C









صحنات من الامل

6

## FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 17 MARS 1999

**DROIT CIVIL.** Le Sénat examine, mercredi 17 mars, la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS), adoptée par l'Assemblée nationale le 9 décembre 1998. Cette lé-

galisation du couple homosexuel mobilise contre elle une partie de l'opinion, associant les confessions religieuses et les partis de droite, et soulève des critiques à gauche. La

majorité sénatoriale propose d'étendre la reconnaissance et les droits du concubinage. ● LES SOCIALISTES, au Sénat, sont prêts à entrer dans cette logique, à condi-

de préciser explicitement que le concubinage peut être le fait de deux personnes du même sexe. Le gouvernement y est favorable. ● LE STATUT des couples homosexuels

est un problème pris en compte dans la plupart des pays européens, certains ayant déjà adopté une législation à ce sujet, d'autres se préparant à le faire.

# Le Sénat propose d'étendre aux homosexuels les droits du concubinage

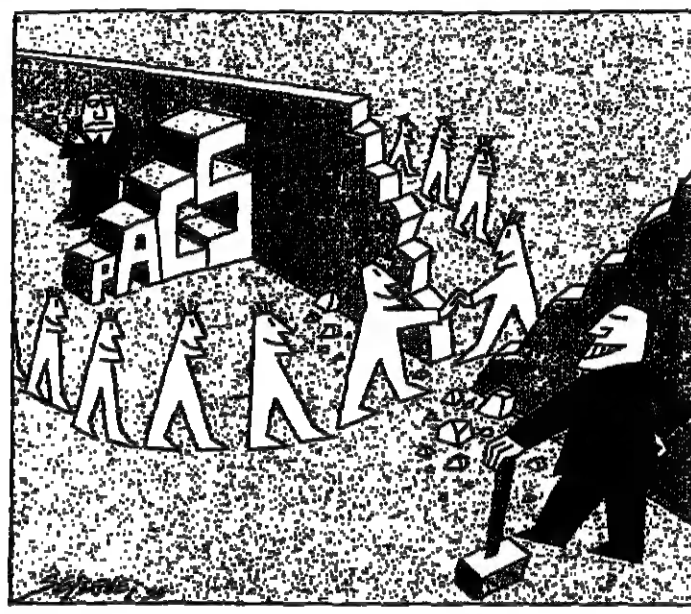
Refusant le pacte civil de solidarité (PACS), voté par les députés de gauche, la majorité sénatoriale préfère inscrire dans la loi des dispositions juridiques, fiscales et sociales liées à l'union libre, celle-ci pouvant concerner des personnes de même sexe aussi bien que de sexes différents

C'EST une belle issue de secours pour la droite et la gauche : faire entrer le concubinage dans le code civil pour dépasser la jurisprudence de la Cour de cassation, qui ne reconnaît le concubinage - et les droits associés - qu'aux couples hétérosexuels. A la veille de la discussion de la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS) au Sénat, mercredi 17 mars, l'idée s'est imposée dans chaque camp.

Le PACS, adopté par l'Assemblée nationale, en première lecture, le 9 décembre 1998, a pour fonction de permettre aux couples non mariés de formaliser leur union et d'accéder à certains droits. Il a pour inconvénient de priver de droits, à l'inverse, le concubinage ou l'union libre. Cette objection, présente dans les esprits dès la première lecture du texte par les députés, a alimenté les débats des sénateurs socialistes depuis que leur groupe de travail, piloté par Orlin Derycke (Nord), s'est emparé du texte.

A droite, Patrice Gélard (RPR), rapporteur de la commission des lois du Sénat, a vu l'intérêt politique d'une proposition allant dans le sens du refus du PACS, la reconnaissance légale de l'union libre et la possibilité, pour les concubins, de résoudre leurs problèmes matériels en passant un contrat devant notaire ou sous seing privé (Le Monde du 10 mars) ; moderniser l'usage du Sénat et semer la zizanie entre les pro-PACS et les partisans d'une simple extension des droits des concubins - renforcés - aux couples homosexuels.

« J'ai évolué au fil des auditions », indique M. Gélard. Selon sa version, approuvée par la commission



des lois, le 10 mars, le concubinage est « le fait, pour deux personnes, de vivre en couple sans être unies par les liens du mariage ». Jacques Larché (RPR, et Ind.), président de la commission, avait refusé de mettre aux voix un sous-amendement socialiste qui visait à compléter cette définition par : « Quel que soit leur sexe... ». Faute de cette précision, selon Xavier Tracol, avocat et porte-parole du Collectif pour l'union libre, la proposition de loi du Sénat serait, en l'état, « insuffisante » pour entraîner un revirement de jurisprudence de la Cour de cassation. Le rapporteur n'en disconvient pas et se dit prêt, pour lever toute ambiguïté, à accepter, en séance, le sous-amendement socialiste.

Parallèlement, M. Gélard propose de « verrouiller » le mariage

en précisant, dans le code civil, qu'il ne peut être que l'union d'un homme et d'une femme célébrée par un officier de l'état civil ». Chacun, à droite, pourrait donc trouver son compte dans le dispositif qu'il propose. Les sénateurs ont affiché, en effet, jour après jour, une plus grande ouverture à l'égard des couples non mariés. Après avoir déclaré, le 8 mars, qu'il n'était « pas d'accord » pour reconnaître le couple homosexuel dans le code civil (Le Monde du 10 mars), Jean-Jacques Hyest (Un. cent. Seine-et-Marne) a annoncé, deux jours plus tard, le 10 mars, qu'il reprendrait le sous-amendement du PS en séance. « J'ai réfléchi, depuis », a confié M. Hyest, qui a annoncé, lundi 15 mars, le dépôt d'un sous-amendement identique à celui du PS.

Le groupe socialiste du Sénat était devant un dilemme : refuser la reconnaissance du concubinage, pour défendre le PACS, le ferait apparaître comme moins moderne que la droite sénatoriale ; l'accepter aurait pour effet de brouiller l'image du PACS. La formule « concubinage » avait, toutefois, l'avantage de rassembler la gauche. Robert Badinter (PS, Paris), qui, en 1982, alors garde des sceaux, avait fait voter la dépénalisation de l'homosexualité, n'a jamais caché son désir de voir l'union libre entrer « par la grande porte » du code civil.

LES MÊMES DROITS SANS DÉLAI

Accusé par ses pairs, lors des débats sur la parité, puis sur le PACS, de faire le jeu de la droite, l'ancien garde des sceaux s'est montré discret, mais actif. Il a tenu à ce que son groupe entende, le 2 mars, Daniel Borrillo, juriste d'Aides, qui plaide en faveur de l'égalité des droits entre les couples homosexuels et les couples mariés, filiation comprise (Le Monde du 16 février). Sans être favorable au mariage homosexuel, l'ancien président du Conseil constitutionnel a été sensible au discours universaliste du militant.

Devant les sénateurs PS, désireux de ménager la chèvre et le chou, M. Borrillo a proposé un amendement qui permet aux couples « de même sexe ou de sexe différent », ayant prouvé « leur état de concubinage », d'échapper aux délais prévus dans le PACS pour bénéficier de certains droits. Les sénateurs PS ont finalement tranché en maintenant le texte adopté par les députés... et en introduisant le concubinage. Dans son état actuel, l'amendement du PS défi-

nit l'union libre comme la « cohabitation stable et durable de deux personnes, quel que soit leur sexe ». L'examen du texte au Sénat a permis d'ouvrir un débat qui n'aurait pu avoir lieu au Palais-Bourbon. Après le rejet du PACS, le 9 octobre 1998, les cinq composantes de la majorité avaient chacune déposé sa propre proposition de loi (Le Monde du 15 octobre 1998). Celle d'Alain Tourret (PRG, Calvados) prévoyait, outre le PACS, la possibilité de constater le

Le 3 novembre 1998, devant les députés, Elisabeth Guigou, garde des sceaux, avait expliqué pourquoi la logique du « contrat » - le PACS - avait été préférée à celle du « constat » - la reconnaissance de l'état de concubins. « La société, avait-elle dit, a un réel intérêt à accorder des droits à ceux qui manifestent une volonté claire de s'engager et à encourager une démarche qui concrétise un souhait de stabilité. » Légiférer sur le concubinage, avait ajouté le ministre de la jus-

## Matignon ouvert aux nouvelles propositions

L'irruption du concubinage dans le débat sur le pacte civil de solidarité (PACS) ne suscite de tempête ni à Matignon ni à la chancellerie. Lionel Jospin s'en est entretenu, lundi 15 mars, dans l'après-midi, avec Elisabeth Guigou, garde des sceaux, qui devait organiser, mardi, un déjeuner de presse sur ce sujet. Matignon n'est pas, a priori, défavorable à l'idée de définir l'union libre dans le code civil. Cette perspective, qui couperait court à la polémique à gauche sur le PACS, est même jugée intéressante, étant entendu qu'il ne s'agit en aucun cas de renoncer au PACS, voté par la majorité « plurielle » en décembre 1998. En vue du retour du texte à l'Assemblée nationale, le 30 mars, la proposition de loi fait l'objet d'un « examen technique » au ministère de la Justice : outre la suppression des fratries, la chancellerie tient compte de remarques faites devant la commission des lois du Sénat, le 27 janvier, par Jean Hauser, professeur de droit, auteur du pacte d'intérêt commun.

concubinage, défini comme la « possession d'un état stable et durable du couple, que les concubins soient ou non de sexe différent ». « C'est de la dynamique, tu donnes raison à la droite ! », avait averti Véronique Neiertz (PS, Seine-Saint-Denis), le 14 octobre 1998, lors de l'examen des textes par la commission des lois, qui n'avait pas retenu la formule de M. Tourret. M. Neiertz observe aujourd'hui : « Ce n'était pas une erreur juridique, mais une erreur politique. »

Classe Fabre

## Mariage, PACS, concubinage : trois régimes différents pour les personnes vivant en couple

● **Fiscalité.** 1) Les personnes mariées établissent une déclaration commune de leurs revenus. Il en irait de même pour celles qui auraient conclu un pacte civil de solidarité (PACS) depuis trois ans. Les concubins déclarent leurs revenus séparément. 2) Les personnes mariées font une déclaration commune de leur fortune. Les concubins dont le concubinage est reconnu comme « notoire » font également une déclaration commune. Il en irait de même pour les signataires d'un PACS, sans condition de durée. 3) Le PACS prévoit un régime proche de celui des couples mariés : les personnes « pacées » depuis deux ans bénéficient d'un abattement de 300 000 francs en 1999 et de 375 000 francs en 2000 (respectivement 400 000 et 500 000 francs pour les couples mariés) ; les biens transmis seraient taxés à 40 % à hauteur de 100 000 francs et à 50 % au-delà (de 5 % à 40 % pour les personnes mariées, en fonction de sept tranches de revenus) ; le délai de deux ans n'est pas applicable en cas de maladie grave du testateur. Les concubins sont considérés, eux, comme des étrangers aux yeux du fisc : au-delà d'un abattement de 10 000 francs sur les successions, l'héritier acquitte une taxe de 60 %.

● **Patrimoine.** Les couples mariés sont placés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, sauf s'ils ont conclu un contrat de mariage qui en dispose autrement. Les concubins sont soumis au régime de l'indivision pour les biens acquis en commun. Il en irait de même pour les signataires d'un PACS.

● **Protection sociale.** Le conjoint est considéré comme l'ayant droit pour l'assurance-maladie. Il en irait de même pour les personnes ayant signé un PACS. Dans un couple non marié hétérosexuel, le partenaire qui est à la charge permanente et effective de l'assuré a la qualité d'ayant droit pour l'assurance-maladie. La « Sécurité » accorde le même avantage aux couples homosexuels, à condition qu'ils justifient d'un an de vie commune.

● **Logement.** Dans le cas d'un couple marié, en cas d'abandon du logement ou du décès du preneur, le bail est transféré au profit du conjoint. Les concubins bénéficient de cette disposition, à condition que leur concubinage soit notoire depuis deux ans. Le partenaire d'un couple homosexuel ne bénéficie pas de ce droit, la Cour de cassation ayant considéré, le 17 décembre 1997, que les couples homosexuels ne sont pas des concubins. Le droit au bail s'appliquerait, en revanche, dès la signature d'un PACS, quel que soit le sexe des signataires.

● **Filiation.** Un couple marié exerce automatiquement l'autorité parentale conjointe sur les enfants qui naissent pendant le mariage. L'adoption plénière peut être demandée par deux époux non séparés de corps, mariés depuis plus de deux ans ou âgés l'un et l'autre de plus de vingt-huit ans. L'adoption conjointe n'est pas ouverte aux

La procréation médicale assistée (PMA) est ouverte sans délai aux couples mariés, ainsi qu'aux concubins qui justifient d'une vie commune d'au moins deux ans. Elle est fermée aux couples homosexuels par l'article 152-2 du code de la santé publique, qui réserve la PMA aux couples formés d'un homme et d'une femme. Le PACS ne contient aucune disposition sur l'adoption ni sur la PMA.

● **Travail.** Les personnes « pacées » bénéficieraient du régime des couples mariés : l'entreprise devrait prendre en compte les possibilités du conjoint (ou partenaire) pour l'attribution des vacances, l'accorder des jours de congé en cas d'événement grave touchant le partenaire et traiter en priorité les vœux de mutation des fonctionnaires.

● **Nationalité.** Le mariage d'un citoyen français avec un ressortissant étranger ouvre droit, sans délai, à un titre de séjour provisoire, ainsi qu'à l'acquisition de la nationalité française après un an de mariage, ou sans délai lorsqu'un enfant naît avant ou pendant le mariage. La conclusion d'un PACS constitue un des éléments pour apprécier l'existence de liens personnels en France. L'article du PACS relatif à la nationalité, selon lequel, conclu depuis un an, il serait un élément d'appréciation de l'assimilation d'une personne à la communauté française, a été supprimé à l'Assemblée nationale, à la demande du gouvernement, qui s'est engagé à prendre cette mesure par décret. Pour obtenir une carte de séjour temporaire au titre de la « vie privée et familiale », le concubinage doit justifier du caractère « notoire » et « relativement ancien » - cinq ans - du concubinage. La naturalisation est accordée par décret, sous conditions, à la demande du demandeur.

## Une évolution des législations et des statuts qui concerne plusieurs pays européens

CONTRAIREMENT à ce que certains opposants au Pacte civil de solidarité (PACS) ont pu suggérer, la France n'est pas le seul pays qui envisage d'accorder un statut aux couples homosexuels. Un document rédigé, en décembre 1998, par le service des affaires européennes du Sénat montre, à travers d'une analyse de la situation dans la dizaine de pays européens dont les parlements ont été saisis de cette question au cours des dix dernières années, que plusieurs d'entre eux, essentiellement en Europe du Nord, ont décidé de dépasser la simple reconnaissance des unions de fait.

● **Extension du concubinage.** L'Espagne et le Portugal envisagent de reconnaître les unions de fait homosexuelles ou hétérosexuelles. De nouveaux textes sont à l'étude après le rejet, par leurs parlements respectifs, en 1997, de précédentes propositions de loi, qui assimilaient les couples de concubins aux couples mariés dans tous les domaines. En Espagne, deux propositions de loi ont été déposées : l'une étend aux couples stables, hétérosexuels ou homosexuels, certains droits actuellement réservés aux couples mariés ; l'autre concerne toutes les catégories de personnes qui cohabitent, sans prendre en compte la nature de leurs relations. Deux textes sont à l'étude au Portugal : l'un, émanant des écologistes, vise à élargir les droits des personnes vivant en union libre ; l'autre, préparé par les socialistes, ne concerne que les couples hétérosexuels. En Catalogne, les couples stables, hétérosexuels ou homosexuels, bénéficient, depuis juin 1998, d'un statut comparable à celui des couples mariés dans tous les domaines relevant de la compétence de la communauté autonome.

● **Législations réservées aux**

En 1989, à se doter d'une loi relative à l'enregistrement des couples homosexuels. La Norvège en 1993, la Suède en 1994, l'Islande en 1996 ont suivi cet exemple. Dans ces quatre pays, le principe général est l'identité de l'union enregistrée et du mariage. L'adoption conjointe et la procréation médicalement assistée sont toutefois refusées aux partenaires. En Islande et en Norvège, deux partenaires de même sexe peuvent bénéficier de l'autorité parentale conjointe. Le Danemark envisage d'assouplir les conditions de nationalité et de résidence nécessaires pour conclure un partenariat enregistré. Des projets concernant les seuls couples homosexuels sont en cours d'élaboration en Allemagne (Le Monde du 2 février) et en Finlande.

● **Un nouveau statut pour les couples,** quelle que soit leur composition. La législation entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 1998, aux Pays-Bas s'adresse aux couples homosexuels, qui ne peuvent pas se marier, comme aux couples hétérosexuels qui ne le veulent pas. Elle confère aux couples « enregistrés » à peu près les mêmes droits qu'aux couples mariés, les couples homosexuels se voyant refuser l'adoption conjointe et le partage de l'autorité parentale. Les partis de la coalition au pouvoir se sont engagés, dans leur programme de gouvernement, à présenter un projet de loi sur l'ouverture du mariage civil aux homosexuels (Le Monde daté 13-14 mars).

En Belgique, la loi sur la cohabitation légale, adoptée en octobre 1998, s'adresse à deux personnes qui désirent établir entre elles une communauté de vie, indépendamment de leur sexe et de la nature de leurs relations. La déclaration de cohabitation est remise à l'officier d'état civil du domicile commun. Les personnes concernées bénéficient d'une protection juridique minimale, les modalités de la cohabitation pouvant être réglées par convention notariée.

Jean-Baptiste de Montvalon

## 4 copieurs personnels Chez Duriez

Sans entretien • Compacts et légers  
• Canon FC200 • 4 copies/minutes  
2390 F TTC (1982 F HT) • FC220-bac  
allim. papier 30 feuilles 2980 F TTC  
• RC336 6 copies/minutes 3390 F TTC  
• PC 740 plateau fixe, agrandissement  
réduction 6890 F TTC (5713 F HT).

**Sur Minitel la nouvelle version euro**

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

**NATEXIS GROUPE**

**08 36 29 00 65**  
**3623 NXMULTIDEV**

**NATEXIS MULTIDEVISES**



## Les agents des finances font grève contre les suppressions d'emplois

### La réforme de Bercy inquiète les syndicats

C'ÉTAIT il y a dix ans, en 1989, pendant plusieurs semaines, un vaste mouvement social avait paralysé l'administration des impôts. Aujourd'hui, les organisations syndicales annoncent une situation presque aussi explosive pour l'ensemble des administrations des finances. La mobilisation des quelque 180 000 employés de Bercy, appelés à la grève par tous les syndicats, mardi 16 mars, sur les thèmes de l'emploi, de la définition des missions et de la réduction du temps de travail, aura valeur de test.

« Le 28 janvier, date de la dernière grève nationale, on a eu des taux de participation qu'on n'avait pas vus depuis dix ans [45 % selon les syndicats, 38 % selon le ministère], à l'exception de la grève d'octobre 1995 qui avait annoncé le mouvement de novembre et décembre 1995 », considère Jean-Pierre Thévenaux (FO Impôts).

« Localement, les conflits se multiplient. Certains départements envisagent déjà une grève générale reconductible. En 1989, il avait suffi de trois départements pour lancer le mouvement. Aujourd'hui, il y en a cinq qui sont "remontés" : la Moselle, la Sarthe, le Pas-de-Calais, le Gard et le Haut-Rhin », poursuit Bernard Bédère (CGT Impôts).

A Bercy, on se dit secretin dans l'attente du comité technique paritaire qui doit se tenir mi-avril. Mais l'inquiétude est latente. Le 22 février dernier, le ministre et ses quatre secrétaires d'Etat écrivaient une lettre à l'ensemble des salariés du ministère pour les rassurer. Le ministre a même commandé à la Sofres un sondage auprès de 1 400 agents pour tester le poulx social de son entreprise.

Si, comme l'ensemble des fonctionnaires, ceux de Bercy s'inquiètent des réformes à venir sur les retraites ou de la mise en œuvre de la réduction du temps de travail, c'est l'emploi qui est au cœur de leurs préoccupations. Pour respecter son objectif de stabiliser les effectifs de l'Etat, Lionel Jospin a demandé à certains ministères de réduire la voilure pour permettre à d'autres de s'efforcer. Dans ce cadre, les finances doivent baisser leurs effectifs de 0,5 % par

an pendant trois ans. Cette année, 696 départs sont prévus, après 555 en 1998. « Depuis douze ans, on a perdu 13 000 salariés », explique Christian Boulais, du Syndicat national unifié des impôts. Les 3 000 à 4 000 départs à la retraite que compte Bercy chaque année ne sont pas toujours intégralement remplacés. « Sur vingt ans, les effectifs sont stables », rétorque Bercy.

#### GAINS DE PRODUCTIVITÉ

Aujourd'hui, des menaces sérieuses planent sur l'emploi. Si Dominique Strauss-Kahn simplifie le système fiscal français comme il le promet, s'il modernise son ministère comme il le souhaite, il en découlera d'inévitables gains de productivité. La question de l'emploi ne pourra être évitée. D'autant que 70 000 départs à la retraite sont prévus aux finances d'ici à 2010.

Cette année, diverses simplifications (droit au bail, TVA, certificats de scolarité) se sont traduites pour la direction générale des impôts (DGI, 80 000 personnes) par 15 millions de formulaires en moins à traiter. « Ce sont 850 postes qui deviennent de facto inutiles. Pourtant, seuls 323 postes ont été supprimés cette année. On ne sait pas ce que vont devenir les autres », développe M. Boulais. « La modernisation informatique devrait dégager 5 000 à 10 000 emplois à la DGI. Que deviendront-ils ? De la même manière, que se passera-t-il pour les salariés qui s'occupent du forfait agricole si celui-ci est supprimé l'an prochain ? », interroge-t-il.

A Bercy, on refuse de parler des conséquences sur l'emploi des gains de productivité possibles. Le sujet est tabou. Le groupe de travail, dirigé par Paul Champsaur, sur la réorganisation du recouvrement de l'impôt ne l'aborde pas. Les syndicats craignent que celle-ci ne se traduise par des redéploiements entre la DGI et la Comptabilité publique (60 000 personnes). Les syndicats veulent donc des engagements sur les emplois et la nature de leur mission avant de s'engager, à l'aveuglette, dans toute négociation.

Virginie Malinche

## Mobilisation en ordre dispersé dans toute la fonction publique

LES FONCTIONNAIRES n'entendent pas accepter aujourd'hui « ce qu'ils ont refusé et combattu hier » : pour défendre l'emploi, les retraites et la réduction du temps de travail, menacés par la « politique économique singulièrement orthodoxe » du gouvernement, les syndicats de la fonction publique devaient organiser, mardi 16 mars, un vaste mouvement de grève et de manifestations à Paris et en province.

A l'appel de la Fédération générale des fonctionnaires Force ouvrière (FO) et de la Fédération CGT des services publics territoriaux, plusieurs milliers d'agents devaient participer à une « grande journée nationale » de grève et de manifestations pour « mettre en garde le gouvernement contre la campagne de dénigrement des agents publics, notamment au travers des rapports Roché [sur le temps de travail des fonctionnaires] et Charpin [sur les retraites] ».

#### MÉCONTENTEMENT GÉNÉRAL

Les agents du ministère des finances (impôts, comptabilité publique, douanes, etc.) ne devaient pas être les seuls à manifester, mardi, dans les rues de la capitale, à l'appel de l'intersyndicale SNUJ, CGT, FO, CFDT, CGC, CFTC et UNSA (lire ci-dessus).

Le mouvement de protestation devait également toucher les fonctionnaires de l'équipement - les fédérations FO, CGT et CFDT du secteur ayant appelé à une journée de grève nationale et à un rassemblement régional devant le ministère -, et ceux de l'arme-

ment, qui devaient se rassembler mardi matin devant le ministère de la défense à l'appel de la CGT et de FO, pour protester contre les restructurations du secteur de l'armement. « Si l'objectif du gouvernement est de supprimer les emplois statutaires dans la fonction publique pour les remplacer par des contrats emploi-solidarité, il faut qu'il le dise clairement », s'empare un gréviste.

Différents syndicats de Force ouvrière, dont celui des officiers de ports, celui des inspecteurs du permis de conduire, ceux de l'aviation civile (DGAC), celui des ingénieurs et techniciens de la météorologie nationale (avec la CGT), ainsi que la Fédération nationale de l'électricité et du gaz FO ont aussi appelé à la grève. Le syndicat des pompiers CGT et les policiers municipaux CGT et UNSA doivent aussi se joindre au mouvement.

« Derrière les revendications sectorielles, ces manifestations doivent inciter le gouvernement à prendre en compte le mécontentement général des fonctionnaires, à qui l'on demande plus de flexibilité sans création d'emplois », affirme Pierre Judith, secrétaire national de l'Union générale CGT des fédérations de fonctionnaires. A l'heure actuelle, on est déjà très loin de la loi Aubry, et très près de ce qu'aurait voulu le patronat. La CGT, qui n'a pas lancé de mot d'ordre unique pour l'ensemble de la fonction publique, n'exclut pas cependant « d'élargir » le mouvement après la semaine d'actions à venir.

Alexandre Garcia

## Le Medef demande le report d'une année de l'application obligatoire des 35 heures

Le patronat souhaite que l'Etat supporte le coût de la réforme du SMIC

Le Mouvement des entreprises de France (Medef) a présenté, lundi 15 mars, à l'issue de son conseil exécutif, ses propositions pour la se-

conde loi sur les 35 heures, qui doit être présentée au Parlement d'ici à la fin de l'année. L'organisation patronale souhaite que cette loi soit la

moins contraignante possible, en s'inspirant des accords de branche déjà conclus. Elle plaide pour un report d'un an de sa date d'application.

POUR ATTÉNUER les « effets négatifs » d'une première loi Aubry « artificielle et perverse », élaborée « à l'abri des vents forts de la concurrence », le Mouvement des entreprises de France (Medef) a sorti l'artillerie lourde. L'organisation patronale a présenté, lundi 15 mars, une série de propositions « réalistes et de bon sens » en vue de l'élaboration de la seconde loi sur les 35 heures, qui doit, à l'automne, fixer les modalités définitives de la réduction du temps de travail. Ces propositions, adoptées à l'unanimité par son conseil exécutif, le Medef n'« imagine pas qu'elles ne soient pas reprises comme base de la seconde loi », selon son président, Ernest-Antoine Seillière.

#### PRIORITÉ À LA NÉGOCIATION

Rendant un hommage appuyé au « dialogue social » et invoquant les quarante-six accords de branche déjà conclus, M. Seillière veut « donner la priorité à la négociation collective sur la loi en matière d'aménagement du temps de travail ». Le Medef a ainsi, en guise d'introduc-

tion, réclamé l'application « sans réserves » de « toutes les dispositions » des accords intervenus, signifiant ainsi qu'il n'accepterait pas de voir le gouvernement refuser d'étendre intégralement celui signé dans la métallurgie.

L'organisation patronale demande, de plus, le report d'au moins un an de la date d'entrée en vigueur des 35 heures légales, qu'elle souhaite voir repoussée au 1<sup>er</sup> janvier 2001 pour les entreprises de plus de vingt salariés. Pour les plus petites, il souhaite que la date d'application soit également décalée d'un an et que le seuil de vingt salariés soit relevé à cinquante.

A propos du SMIC, le patronat propose de « garantir le revenu » des salariés passant aux 35 heures, « sans augmenter pour autant les prélèvements sur l'entreprise, ni remettre en cause les abattements de charges sociales pour les bas salaires, ni changer l'assiette des cotisations patronales », en mettant le surcoût à la charge de l'Etat. Le coût d'une telle mesure, estimé par le Medef à « une dizaine de milliards de

francs », sur la base de 1,5 million de salariés payés au SMIC, devrait être financée par l'aide structurelle prévue par le gouvernement.

Sur les heures supplémentaires, le patronat demande que les entreprises non couvertes par un accord au moment de l'entrée en vigueur de la loi puissent bénéficier d'un contingent légal de 188 heures supplémentaires par an, contre 130 heures actuellement. Le taux de majoration de la rémunération de ces heures devrait, selon le patronat, être « fixé à 5 % » pour les heures comprises entre 35 et 39 heures et maintenu à 25 % pour les heures comprises au-delà des 39 heures.

#### AGRESSION CONTRE L'EMPLOI

Le Medef a également plaidé pour « un décompte annuel de la durée légale du travail » et souhaité des dispositions spécifiques pour les cadres, dissociant leur « mission » de la durée du travail. Quant à la formation professionnelle, l'organisation patronale demande qu'elle soit désormais « réalisée pour tout

ou partie hors du temps de travail ». Ces propositions ont immédiatement fait réagir la CGT. « Ce n'est pas une base de négociations, c'est un programme d'agression contre l'emploi, contre les droits des salariés », a estimé Maryse Dumas, numéro deux de la confédération. Pour la centrale ouvrière, « la seconde loi sur les 35 heures doit faire barrage aux objectifs » du patronat. M<sup>me</sup> Dumas a adressé une mise en garde au gouvernement, qui « ne peut se contenter d'un rôle de pseudo-arbitre », mais « doit affirmer des choix clairs correspondant aux engagements pris ».

De son côté, dans un entretien à La Croix du 16 mars, la secrétaire générale de la CFDT a signifié son opposition à toute augmentation du contingent d'heures supplémentaires, précisant que, lorsque « la négociation introduit une souplesse accrue dans l'organisation du travail, comme l'annualisation, la logique voudrait que les heures supplémentaires diminuent ».

A. Ga et C. M



**Singapour**

## Vous relier à l'Asie

NTT - Le choix de la flexibilité pour vos communications.

#### Arcstar Communications globales avancées par NTT

Le réseau Arcstar de NTT propose des services de communications globales d'une flexibilité unique. Qui mieux que NTT peut vous connecter à l'Asie et au Pacifique ? A Singapour, par exemple, pour satisfaire au mieux chacun de vos besoins, le centre d'assistance clients de NTT vous offre des services complets d'intégration de réseau et de maintenance. En bonne place parmi les leaders mondiaux de la télécommunication, NTT met à la disposition des entreprises des services de très haut niveau tels que : une assistance multilingue, un service de maintenance 24 heures sur 24, ainsi que de nombreuses technologies de pointe destinées à faciliter vos affaires. En choisissant NTT, vous faites le meilleur choix pour vous relier à l'Asie.



Pour plus d'informations, contactez : NTT France S.A. 90, Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris TEL: 33-1-40-76-06-00 FAX: 33-1-40-76-00-15 <http://info.ntt.co.jp/global>



## La FNSEA se ressoude à Versailles en pleine tourmente agricole communautaire

**La négociation de la réforme de la Politique agricole commune (PAC) pèse sur les débats du congrès de la FNESEA, qui s'est ouvert mardi**

**16 mars à Versailles.** Les dirigeants syndicaux ont en effet unanimement critiqué le compromis trouvé dans la nuit du 10 au 11 mars. Ces diffi-

**cultés ont ressoudé les membres du principal syndicat agricole, qui devrait reconduire son président.**

**PAS D'IMPROVISATION**

Quoi qu'il en soit, le président de l'UDF n'entend pas laisser une

**Cécile Chambraud**

Le syndrome du printemps 1992 plane sur le 53<sup>e</sup> congrès de la FNSEA. A cette époque en effet, au cœur même des négociations sur la précédente réforme de la PAC, le ministre de l'Agriculture Louis Merzav avait été copieusement hué et chabuté lorsqu'il était venu à Bourg-en-Bresse et à Joué-les-Tours conclure les congrès de la FNSEA et du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs). M. Glavany en a tiré les leçons et cherche une parade, car il sait que si les négociations communautaires ne se terminent pas trop mal, le président de la République cherchera à en tirer les bénéfices, alors que si la France ne peut que limiter

Par rapport aux enjeux européens, le congrès ne sera pas un événement syndical majeur. Luc Guyau en effet va se représenter à

### Réunion d'un conseil re

Comme avant chaque échéance, le sommet des chefs de file des 24 et 25 mars -, le président des 15 mars, un conseil restreint au

Le compromis proposé par la p

jugé inacceptable à l'Elysée, cou

dérage des finances commun

soutenir l'essentiel.

On affirme, à Malignon, qu'en

caractérisent inévitablement la

tion, la position française rester

sur le dossier - très important

nourrie à l'herbe, la France avail

comme pour la viticulture. Les s

doivent être apportées sont sur

tions étrangères riches en pro

la présidence et il n'aura probablement pas de rival. En dépit des tensions régionales, sectorielles et politiques qui l'obligent à concilier les requêtes des petits viticulteurs du Sud-ouest, des « industriels du porc » de Bretagne, des céréaliers du Loiret et des éleveurs de bœufs charolais de la Nièvre, il reste l'homme de la moins mauvaise

La composition du conseil d'administration (69 membres) est su-

Comme avant chaque échéance européenne importante - en l'occurrence, le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, à Berlin les 24 et 25 mars -, le président de la République a réuni, lundi 15 mars, un conseil restreint au sujet de l'Agenda 2000 et de la PAC. Le compromis proposé par la présidence allemande de l'Union est jugé inacceptable à l'Elysée, comme à Matignon. Il conduirait à un dérapage des finances communautaires, dont... l'Allemagne devrait supporter l'essentiel.

On affirme, à Matignon, qu'en dépit des difficultés politiques qui caractérisent inévitablement la dernière ligne droite de la négociation, la position française restera une et indivisible. On ajoute que sur le dossier — très important pour Paris — de la vache allaitant nourrie à l'herbe, la France avait obtenu des avancées significatives comme pour la viticulture. Les sujets sur lesquels des améliorations doivent être apportées sont surtout les céréales, le lait et les productions oléagineuses riches en protéines.

la présidence et il n'aura probablement pas de rival. En dépit des tensions régionales, sectorielles et politiques qui l'obligent à concilier les requêtes des petits viticulteurs du Sud-ouest, des « industriels du porc » de Bretagne, des céréaliers du Loiret et des éleveurs de bœufs charolais de la Nièvre, il reste l'homme de la moins mauvaise

tout la désignation du secrétaire général et de son équipe, en revanche, donnera lieu à de vifs débats à trois clois, car l'actuel titulaire du poste, Dominique Chardon, qui n'a pas que des amis dans le Massif central, en Bretagne et chez les exploitants de blé et de betteraves, a décidé de briguer un nouveau mandat après avoir longtemps hé-

### 3 Comment concilier dynamique économique et sympathie de l'opinion ?

Ne nous laissons pas bercer d'illusions par les sondages imbéciles qui fleurissent chaque année lors du Salon de l'Agriculture sur le thème : "Les Français aiment leurs paysans". Ils risquent d'être utilisés comme alibis pour ignorer les défis : environnement, sécurité alimentaire, tourisme vert pour une nouvelle vie culturelle. Répondons en croisant deux logiques : la réalité économique par la maîtrise des coûts, et la vision politique qui place les hommes au cœur du projet agricole. Pour convaincre le consommateur, il faut fournir des produits "à discours", qui véhiculent l'authenticité.

**Propos recueillis par  
François Grosrichard**

tion M. Chardon, considéré comme progressiste et auteur d'un livre qui, au congrès de Toulouse 1997, avait provoqué une polémique interne à la FNSEA, « l'esprit de Toulouse n'est pas mort », les hommes, les produits, les valeurs, tout a une valeur. L'agriculture peut être un simple producteur de matières premières. Il y a des politiques spécifiques, pour l'agriculture, la viticulture, l'élevage, le maraîchage, le monde du porc, le monde de l'herbe... »

## « SERRER LES RANGS »

Ses adversaires d'hier, essentiellement Henri de Benoist, président des producteurs de blé et Dominique Duroquet, patron des planteurs de betteraves, se valent aujourd'hui beaucoup plus cordialement. « On a tenu compte de nos positions et de nos amendements, reconnaissant la diversité des agriculteurs, et il n'y a pas de raison que cette année on fronce les sourcils », dit le premier. « Il y aura des débats, mais quand ça va mal - je parle de la PAC - il faut qu'on serre les rangs et on le fera », ajoute le second qui demande cependant avec insistance à Luc Guyau de « réagir fermement » contre les « perpétuelles agressions » de Dominique Vernet.

L'essentiel des débats du congrès se tournera autour du rapport présenté par le président de la fédération du Vaucluse, Jean-Pierre Boisson, maire de Châteauneuf-du-Pape, sur la protection sociale des agriculteurs, qui avait été approuvé à l'unanimité moins cinq abstentions. Faut-il introduire progressivement, pour les agriculteurs, un régime obligatoire de retraite complémentaire, ce qui suppose que les exploitants acceptent de payer une cotisation supplémentaire et que l'Etat subventionne l'assuré régime ? Comment modifier l'existence des cotisations en défalquant du revenu ce qui est réinvesti dans l'exploitation ? Faut-il - question ancienne - introduire en France, de façon obligatoire ou volontaire, un système d'assurance récolte comme en Espagne ou au Canada et demander, à nouveau, une aide de l'Etat ? Au moment où le monde agricole a plus que jamais besoin d'unité et de légitimité, ces sujets sont de nature à emporter mieux le consensus que ceux des gros contre les petits ou la redistribution plus juste des subventions.

**Francois Grosrichard**

**1** Président de la chambre d'agriculture de la Meuse, vous tirez la sonnette d'alarme. Sans électrochoc, le département risque la catastrophe.

C'est sûr. La viande bovine compte pour 22 % des livraisons, le lait 33 % et les grandes cultures 37 %. Nous dépendons quasi totalement des orientations de la PAC. L'importance des surfaces moyennes - 120 hectares - cache une vraie faiblesse : la désertification. Le salut ne passe pas par le gigantisme. Nous avions fixé le chiffre de cent installations de jeunes par an et l'on en est à quatre-vingts à peine, ce qui navre l'ancien président du Centre national des jeunes agriculteurs que je suis. Nous avons un continuum de

primes ovines, or nous ne sommes pas en mesure de les consommer. Pis, la Meuse produit peu de valeur ajoutée : elle figure au 10<sup>e</sup> rang pour le revenu moyen par exploitation mais n'est qu'au 74<sup>e</sup> pour la valeur ajoutée.

**2** Comment conviendrait-il de réagir ? D'abord par la diversification des productions, car il n'est pas intelligent d'avoir tous ses œufs dans le même panier... européen subventionné. Une quinzaine de journées se sont lancés dans la vigne, sur une quarantaine d'hectares. On commence aussi la culture des truffes et certains développent l'élevage du boeur bio argonnais. Les outils coopératifs devraient prendre davantage en compte les secteurs situés en aval de la production, qui créent des emplois et de la valeur ajoutée.

**LA BAISSE** des prix garantis, qui soulève un tollé presque unanime chez les agriculteurs français, est l'un des axes majeurs de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Dès le printemps 1997, elle était inscrite dans les propositions initiales de la Commission européenne, aujourd'hui démissionnaire (*lire page 2*).

Franz Fischer, le commissaire européen chargé de l'agriculture, avance plusieurs raisons pour justifier cette orientation qui, d'abord, est, globalement approuvée dans plusieurs pays européens. Il s'agit, en diminuant les prix de référence, de rapprocher les niveaux européens des cours mondiaux et, donc, de rendre le blé, la viande, le beurre ou le soja plus compétitifs. Le réajustement vers le bas permet aussi de diminuer la facture des restitutions, c'est-à-dire des subventions versées par l'Europe aux exportateurs. C'est aussi l'un des axes de la réforme : rendre les produits, par définition chers, aux acheteurs étrangers sollicités par les grandes firmes américaines, néo-zélandaises, argentines ou canadiennes. C'est aussi une façon d'aborder en force les futures négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), au sein de laquelle les pays qui interdisent les subventions à l'exportation sont majoritaires et où les pratiques européennes seront, à plus ou moins long terme, condamnées.

édente réforme, celle de 1992, que la baisse des prix intérieurs permettra une reprise en main du marché des Quinze, les quelque 360 millions d'Européens se trouvent alors plus volontiers, à qualité égale, vers des produits « *made in European Union* » que vers des fabrications étrangères mal identifiées. La baisse du prix des céréales, depuis dix ans, a d'ailleurs entraîné une chute du prix du bœuf, par le biais, par exemple, de la cuisson, par le feu, l'orge ou le maïs européens, du très dynamique marché de l'alimentation du bœuf, au détriment des importations de soja américain ou de manioc thaïlandais. Ces baisses sont, en outre, un précieux baillon d'oxygène pour les producteurs de porcs, confrontés acroulement à une grave crise

Enfin, l'infléchissement vers le bas des prix actuels est une nécessité à l'heure où l'on prépare l'arrivée dans l'Union d'autres pays, qui

sont des puissances agricoles, comme la Hongrie ou la Pologne. A Varsovie ou à Budapest, en effet, les prix sont inférieurs de 30 % à 50 % à ceux pratiqués par les Quinze. Sans diminution, les paysans de ces pays seront naturellement incités à produire le plus possible dans des conditions garanties, ce qui provoquera, mécaniquement, le gonflement des stocks de viande, de blé ou de lait, impossibles à exporter sans aides publiques.

**CHIFFON ROUGE**  
Moins 10 %, 15 %, 20 % ? Indépendamment du niveau, le principe même tient la baisse des prix pour le rôle de chiffon rouge chez les agriculteurs, sauf chez les oisifs, qui savent bien qu'ils peuvent encore dégager des réserves de productivité et qu'il existe, pour l'exportation, de nombreux marchés prometteurs pas toujours bien pénétrés. « Ce n'est pas en diminuant les prix, même de moitié, qu'on fera manger davantage de beurre ou de yaourts aux Français, leur capacité d'estomac est limitée », s'insurge Jean-Michel Lemetayer, président de la Fédération des producteurs laitiers. Pour sa part, Jean Glavany ajoute en substance : « Une faible baisse des prix garantis - ce qui est la position de Paris - induit automatiquement des plus faibles compensations, donc de moindres dépenses communautaires. »

Il a raison. Mais quel rôle doit jouer

de toutes les matières premières agricoles, à l'exception des huiles et du cacao. Cette baisse résulte, avant tout, de « la contraction de la demande mondiale, notamment asiatique et russe, sans que les agriculteurs aient été en mesure d'ajuster leur production à la baisse », indique l'économiste André Neveu dans une étude que vient de publier la Caisse nationale du Crédit agricole. Il estime que les effets des baisses de prix sur les marchés mondiaux seront « variables » selon les productions. « Les premiers touchés, prévient-il, sont les secteurs structurellement excédentaires, comme ceux du porc et du cognac. »

Fr. Gr.



L'anglais à Oxford

L'anglais à Bristol

L'anglais à Heidelberg

L'anglais à Cambridge

L'anglais aux USA

OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement, en famille, voyage et loisirs.

DU PRINTEMPS  
DU QUEBEC



LE FEU SOUS  
LA GLACE

DU 16 MARS AU 21 JUIN 1999  
[www.printempsduquebec.org](http://www.printempsduquebec.org)

Partenaires

Québec



## soude à Versailles agricole communautaire

En 1999, la Commission européenne a adopté une nouvelle réglementation pour la production agricole communautaire.

La Commission européenne a adopté une nouvelle réglementation pour la production agricole communautaire. Cette réglementation vise à améliorer la transparence et la sécurité des transactions dans le secteur agricole communautaire. Elle prévoit notamment des mesures pour renforcer la confiance des consommateurs et des producteurs.

La Commission européenne a adopté une nouvelle réglementation pour la production agricole communautaire. Cette réglementation vise à améliorer la transparence et la sécurité des transactions dans le secteur agricole communautaire. Elle prévoit notamment des mesures pour renforcer la confiance des consommateurs et des producteurs.

La Commission européenne a adopté une nouvelle réglementation pour la production agricole communautaire. Cette réglementation vise à améliorer la transparence et la sécurité des transactions dans le secteur agricole communautaire. Elle prévoit notamment des mesures pour renforcer la confiance des consommateurs et des producteurs.

La Commission européenne a adopté une nouvelle réglementation pour la production agricole communautaire. Cette réglementation vise à améliorer la transparence et la sécurité des transactions dans le secteur agricole communautaire. Elle prévoit notamment des mesures pour renforcer la confiance des consommateurs et des producteurs.

La Commission européenne a adopté une nouvelle réglementation pour la production agricole communautaire. Cette réglementation vise à améliorer la transparence et la sécurité des transactions dans le secteur agricole communautaire. Elle prévoit notamment des mesures pour renforcer la confiance des consommateurs et des producteurs.

La Commission européenne a adopté une nouvelle réglementation pour la production agricole communautaire. Cette réglementation vise à améliorer la transparence et la sécurité des transactions dans le secteur agricole communautaire. Elle prévoit notamment des mesures pour renforcer la confiance des consommateurs et des producteurs.

La Commission européenne a adopté une nouvelle réglementation pour la production agricole communautaire. Cette réglementation vise à améliorer la transparence et la sécurité des transactions dans le secteur agricole communautaire. Elle prévoit notamment des mesures pour renforcer la confiance des consommateurs et des producteurs.

## La CGT fait son entrée dans la Confédération européenne des syndicats

La CFTD et la CFTC approuvent, pas FO

MARDI 16 MARS après-midi, la CGT devait être, selon toute probabilité, la soixante-sixième confédération nationale adhérente à la Confédération européenne des syndicats (CES). En effet, en fin de matinée, le comité exécutif de l'organisation syndicale européenne, réuni à Bruxelles, devait se prononcer, sur sa candidature. Si l'affiliation de la CGT est acquise, malgré l'hostilité persistante de Force ouvrière, celle de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), également soumise au vote, est moins assurée.

Après avoir siégé pendant près de cinquante ans à la Fédération syndicale mondiale (FSM), depuis la création de l'ex-internationale syndicale communiste, en septembre 1945, jusqu'à 1994, la CGT devait ainsi rejoindre sur les bancs bruxellois FO, la CFTD et la CFTC. Il s'agit bien évidemment, pour la CGT, d'une journée historique qui consacre son adhésion au fait européen et tourne définitivement la page d'un engagement international marqué par la guerre froide.

Clore la parenthèse de la guerre froide... Marc Blondel, le secrétaire général de FO, s'y refuse. Dans l'hebdo du 10 mars, il rappelle que sa centrale votera contre cette admission « par fidélité au syndicalisme libre et indépendant et à l'histoire du mouvement syndical français en passant par les différentes scissions, le pacte germano-soviétique et l'éclatement de la CGT en 1947 ». Que le mur de Berlin soit tombé ou pas, M. Blondel ne déroge pas à une position traditionnelle de FO, qui s'est toujours déclarée hostile à l'adhésion à la CES des anciens membres de la FSM et avait ainsi contesté, en 1973, l'entrée de la CGIL italienne. Le leader de FO, également opposé à l'affiliation de l'UNSA, a choisi de ne pas se rendre à Bruxelles, laissant le soin à René Valladon, secrétaire confédéral, souvent présenté comme son dauphin potentiel, le soin d'exposer les griefs de son organisation.

En revanche, Alain Deleu, numéro un de la CFTC, qui se prononcera en faveur de la CGT et pourrait s'abstenir sur l'UNSA - après avoir annoncé un vote contre -, devait assister aux travaux. Nicole Notat, secrétaire générale de la CFTD et vice-présidente de la CES, assurera la présidence de la séance.

L'arrivée de la CGT à Bruxelles couronne, en tout cas, les efforts de deux hommes : l'ancien secrétaire général de la centrale ouvrière, Louis Vianet, et Joël Decailhon, membre de la commission exécutive, responsable des questions européennes. C'est en décembre 1994 que M. Vianet a posé une nouvelle fois la candidature de sa centrale à la CES; après deux tentatives avortées, en 1975 et 1979. Portée devant le comité directeur de l'organisation européenne en novembre 1996, la question de l'entrée de la CGT était différée sur intervention de M<sup>me</sup> Notat. En décembre 1996, la décision de M. Vianet de quitter le bureau national du PCF, suivie de la participation de la CGT à plusieurs « euromanifestations » aux côtés de la CFTD, avait été perçue à la CES comme un signe encourageant. Mais c'est l'alliance nouvelle nouée entre les deux organisations syndicales sur le terrain des 35 heures qui a permis de lever les dernières réticences de la centrale de M<sup>me</sup> Notat.

Caroline Mornot

### Marc Blondel vilipende les « usurpateurs »

On savait Marc Blondel hostile à l'affiliation à la Confédération européenne des syndicats de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), coupable, à ses yeux, d'avoir accueilli ses principaux opposants. Mais, là, le numéro un de Force ouvrière le dit tout net. Dans une lettre adressée, le 4 mars, au secrétaire général de la CES, M. Blondel s'en prend notamment à deux transfuges : Jacques Mairé, ancien secrétaire général de FO-Paris, et François Jolliet, ancien trésorier. Ces derniers, écrit-il, « ont quitté FO en laissant une dette de cotisation de 5,3 milliards de francs ». Et d'ajouter : « Seule notre hésitation à saisir la justice bourgeoise et le respect pour le syndicalisme nous freinent dans notre volonté de recouvrement des cotisations par voie contentieuse ». M. Blondel justifie encore son opposition à l'entrée de l'UNSA en expliquant qu'« il serait particulièrement difficile » à ses militants de « cohabiter avec des gens considérés comme des usurpateurs et des aventuriers ».

## Les « républicains nationaux » du RPR s'organisent en courant

ALORS que le Sénat devait ratifier, mardi 16 mars, le traité d'Amsterdam, l'« aile républicaine et nationale » du RPR a lancé, le même jour, un appel, intitulé « Debout la République ! », et a décidé de se constituer en association. La création de ce club de réflexion était en préparation depuis l'élection, le 19 janvier, de Nicolas Dupont-Aignan, député de l'Essonne, du poste de secrétaire national du RPR chargé des fédérations, après que celui-ci eut voté « non » à la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam. Dix-sept autres parlementaires ont signé cet appel, parmi lesquels les députés Jean-Jacques Guillet (Hauts-de-Seine), Lionel Luca (Alpes-Maritimes) et Jacques Myard (Vendée), proches de Charles Pasqua.

### DÉPÊCHES

■ **CORSE** : José Rossi (DL), candidat à sa propre succession à la tête de l'Assemblée de Corse, a affirmé, lundi 15 mars sur RTL, qu'« il y aura en Corse une majorité relative forte reposant sur une majorité de coalition ». Le président du groupe DL de l'Assemblée nationale a estimé que des « petites listes se réclamant de la famille libérale sont susceptibles de s'associer » à celle qu'il conduisait avec le RPR Jean Baggioni.

■ **RETRAITES** : Nicole Notat explique, dans un entretien publié, mardi 16 mars, par La Croix, que « la CFTD est prête à discuter de la durée des cotisations, pas à brûler les étapes ». « Toute décision sur ce point est, à ce stade, prématurée », précise la secrétaire générale de la CFTD. « L'objectif est de garantir les retraites, et non de les mettre à mal. De ce point de vue, passer du critère de l'âge à celui de la durée de cotisation n'est pas une régression », ajoute M<sup>me</sup> Notat.

■ **ASSURANCE-MALADIE** : les dépenses du régime général ont progressé de 1,9 % en janvier, selon les chiffres publiés, lundi 15 mars, par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Les dépenses des hôpitaux, ainsi que des médecins libéraux, ont augmenté de 2,4 %. Les médecins généralistes, en particulier, ont enregistré une hausse de 4,6 % (6,6 % pour les honoraires, du fait d'une revalorisation, et 4,4 % pour les prescriptions), tandis que les dépenses des spécialistes sont à la baisse.

■ **ÉDUCATION** : Nicole Borvo, membre du secrétariat national du PCF, a estimé, lundi 15 mars, « indispensable que le gouvernement engage un vrai débat démocratique sur les réformes à entreprendre » dans l'éducation nationale et « sache affirmer une priorité budgétaire ».

## Des associations s'inquiètent des conditions du recensement dans les villes FN

Leurs responsables craignent que la confidentialité des informations ne soit pas respectée

Les responsables d'associations de défense des droits de l'homme dans les villes dirigées par les deux FN (Toulon, Orange, Vitrolles et Mari-

gnane) ont demandé au préfet de leur département que le recensement en cours ne passe pas par ces mairies d'extrême droite. Ils craignent

que la confidentialité ne soit pas garantie et souhaitent renvoyer directement à l'Insee les formulaires du recensement.

LA CONFIDENTIALITÉ des renseignements recueillis lors du recensement en cours peut-elle être garantie dans les villes détenues par les deux FN ? Parce qu'ils en doutent, les responsables de mouvements antiracistes ou des droits de l'homme des villes d'Orange, Vitrolles, Marignane et Toulon ont écrit, à la fin du mois de février, aux préfets du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône et du Var - avec copie au directeur régional de l'Insee -, pour demander que le recensement ne passe pas par ces mairies.

Les responsables de ces associations expliquent les raisons de leurs craintes. Michel Barilley, président d'Alerte Orange, affirme ainsi que, dans sa ville, « la sécurité des dossiers confidentiels, notamment pour les opposants politiques, n'est pas garantie ». Il rappelle que plusieurs plaintes ont été déposées à la suite d'un « fichier de parents d'élèves du primaire piraté » et de l'utilisation « de renseignements confidentiels sur certains opposants » dans des tracts « diffamatoires distribués dans les boîtes aux

lettres ». De même, Toulon Réseau citoyen, qui fédère plusieurs associations, évoque diverses affaires dans lesquelles sont impliqués des adjoints du maire.

« La municipalité frontiste de Vitrolles n'a cessé (...) d'exercer des pressions, de proférer des menaces et même de harceler tous les opposants politiques », écrivent, de leur côté, les représentants de Ras l'front, qui parlent de « méthodes basées sur les principes élémentaires de la démocratie et des lois républicaines : filage, fichage, filature ». Ils demandent au préfet des Bouches-du-Rhône, préfet de la

région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de « prendre les mesures qui s'imposent » pour éviter « tout contact, de près ou de loin, avec la municipalité fasciste vitrolloise ».

Les associations orangeoises ont reçu, vendredi 12 mars, un courrier du préfet du Vaucluse. Ce dernier annonce que les bulletins de recensement sont stockés dans « un local extérieur à la mairie (Théâtre municipal), sécurisé de manière suffisante sous la surveillance des délégués de l'Insee ». Il souligne que les agents recenseurs sont tenus au « respect du secret professionnel sous peine de sanctions pé-

nales ». A la direction régionale de l'Insee de Marseille, Pierre Audibert rappelle que des mesures sont prises par l'institut pour veiller à ce que la confidentialité soit respectée « dans toutes les villes, quelle que soit leur étiquette politique ». Ainsi, les agents recenseurs, s'ils sont recrutés par les mairies, sont placés, explique-t-il, « sous le contrôle des délégués de l'Insee, eux-mêmes supervisés par des cadres de l'institut ». Quant aux bulletins, ils sont gardés dans une pièce, fermée à clé, de la mairie ou de locaux communaux.

Les militants de Ras l'front font remarquer que le délégué de l'Insee n'est pas le seul à avoir cette clé et que les locaux ne sont pas gardés en permanence. Pour éviter de s'exposer à un quelconque risque, ces militants ont donc décidé de renvoyer directement leur formulaire à l'Insee-Marseille plutôt que de passer par les agents recenseurs. Ils invitent, par voie de tracts, les habitants des villes frontistes à faire de même.

Christiane Chombeau

### Nouvelle défection chez Jean-Marie Le Pen

Jean-Marc Brissaud, secrétaire de la fédération de Haute-Saône, conseiller régional de Franche-Comté et membre du bureau politique du Front national pour l'unité française, a annoncé, à l'issue du bureau politique, lundi 15 mars, qu'il quittait le FNUP pour rejoindre le Front national-Mouvement national (FN-MN) présidé par Bruno Mégret. « En fermant la porte à tout dialogue et à toute future réunification du mouvement national, le Front national de Jean-Marie Le Pen s'est engagé dans une impasse », a expliqué M. Brissaud, dont le départ pourrait être suivi rapidement de celui de son épouse, directrice de la communication de Jean-Marie Le Pen.

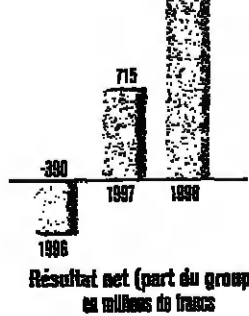
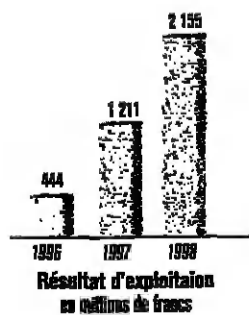
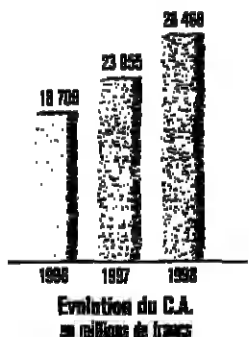


## 1998 : Forte croissance du chiffre d'affaires et du résultat

Le Conseil d'Administration de Snecma s'est réuni le jeudi 11 mars 1999, sous la présidence de Jean-Paul Béchat. Le Conseil a arrêté les comptes de l'exercice 1998 qui seront présentés à l'Assemblée Générale des Actionnaires convoquée le mardi 11 mai 1999.

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 28,47 milliards de francs (5,06 milliards de dollars) contre 23,05 milliards de francs en 1997, soit une progression de 23,5 %. Les ventes se répartissent ainsi : Export 71 %, France 29 %, Civil 80 %, Militaire 20 %.



### ACTIVITES

Snecma à travers ses divisions et filiales exerce ses activités dans trois branches où elle occupe selon les cas des positions de leader mondial ou européen à savoir :

- la propulsion aéronautique civile, militaire et spatiale au profit de Boeing, Airbus, Dassault Aviation et Arianeespace notamment.
- les équipements aéronautiques tels les atterrisseurs, systèmes de freinage, hydraulique, transmissions de puissance, nacelles et inverseurs, systèmes de régulation.
- les activités de services associés à l'ensemble de ses produits.

En 1998, Snecma a consolidé chacune de ses branches et notamment :

- la propulsion, en bénéficiant de la reprise du marché aéronautique civil et en achevant l'intégration de la propulsion spatiale.
- les équipements, en rachetant la participation de TI Group au capital de Messier-Dowty.
- les services, en réalisant une percée commerciale dans un marché très concurrentiel et en reprenant le réseau de réparation de TI Group.

En 1998, Snecma a enregistré 30 milliards de francs de prises de commandes (+ 10 % par rapport à 1997).

### RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation consolidé s'élève à 2,15 milliards de francs, soit une nouvelle progression de près d'un milliard de francs par rapport à 1997.

### RÉSULTAT NET

Le résultat net consolidé (part du groupe) qui s'établit à 1,63 milliard de francs connaît une progression analogue.

Ces résultats sont la conséquence des efforts et des actions de progrès menés dans tous les secteurs de l'entreprise depuis plusieurs années. Ils bénéficient aussi pleinement de la croissance du marché civil.

### PERSPECTIVES

Compte tenu de la qualité du carnet de commandes, l'année 1999 permettra de confirmer le niveau de chiffre d'affaires et de résultats de 1998.

\* Base fixant au 31 décembre 1998

Chiffre d'affaires  
+ 23,5 %

Marchés  
Export 71 %  
France 29 %  
Civil 80 %  
Militaire 20 %

Résultat d'exploitation  
+ 78 %

Résultat net  
+ 128 %



صكنا من الامل

10

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 17 MARS 1999

**BANLIEUES** la veille des rencontres nationales des acteurs de la prévention de la délinquance qui doivent avoir lieu les 17 et 18 mars à Montpellier en présence de Lionel

Jospin et de plusieurs membres du gouvernement, le nouveau président de SOS Racisme, Malek Boutih, explique, dans un entretien au Monde, que la priorité de son association est

de contribuer à résoudre les problèmes des quartiers difficiles. ● S'EN PRENANT à la « gabegie » de la politique de la ville, il explique que l'important est de redonner confiance

aux jeunes dans l'action collective, de leur donner une autre place, sociale et politique. ● LE COLLECTIF Stop la violence, dont nous publions de larges extraits du Manifeste, cherche

à prendre une ampleur nationale. Demandant le concours des pouvoirs publics et des élus, il vise à la création, « partout » en France, de comités Stop la violence.

# SOS Racisme réoriente son action vers les quartiers en difficulté

Dans un entretien au « Monde », son nouveau président, Malek Boutih, explique que, pour lutter contre la « violence de décomposition » qui s'installe dans certaines banlieues, il convient de « tout reprendre à zéro ». Et de redonner confiance aux jeunes dans l'action collective

« Comment analysez-vous la situation dans les quartiers difficiles, et en quoi les récentes évolutions concernent-elles SOS-Racisme ?

« Depuis quatre ans, j'ai vu la violence monter et se placer au cœur des rapports entre les habitants. Moins une violence de révolte qu'une violence de décomposition. Une logique de ghetto a commencé à s'installer. Tout ce qu'il y a de meilleur dans ces quartiers cherche à fuir. On assiste à une concentration de gens en difficulté, y compris d'un point de vue ethnique. Dans la tête des jeunes s'opère une rupture totale avec le reste de la société. La généralisation de la violence pose un problème spécifique à notre pays, car l'idée du ghetto est totalement incompatible avec le modèle républicain français. Le choix est clair : ou l'on accepte de remettre en cause les règles du jeu, ou l'on casse ces ghettos.

« Qu'entendez-vous par « casser les ghettos » ?

« On ne peut plus se contenter de constater des dysfonctionnements dans le tissu social, l'éducation, les transports, le logement. Un monde fonctionne à côté d'un autre monde. Il faut tout reprendre à zéro. On peut se détruire une partie de certains quartiers ou les réorganiser complètement. Dans les établissements scolaires, il faut une discrimination positive en matière de moyens, mais aussi de pédagogie.

« A vous entendre, les quartiers difficiles seraient au centre de l'action de SOS-Racisme. Qu'allez-vous faire concrètement ?

« Il faut d'abord clarifier le rôle

de chacun. Le discours qui consiste à dire aux associations « c'est vous, sur le terrain, qui allez aider à réguler le lien social » est archi-bidon. Ça ne marche pas car les associations sont débordées. On peut, ici ou là, aider quelques gosses, expérimenter, participer à la réflexion des autorités. Mais seules les autorités publiques peuvent transformer le réel. Ma priorité, c'est d'aider les jeunes à reprendre confiance en eux, leur expliquer que le chemin de la violence est un piège. Mais je considère que leur révolte est légitime, qu'il faut leur donner une autre réponse que morale. Les jeunes issus de l'immigration ont fait tout le chemin de l'intégration culturelle. Ils pensent, vivent, s'alimentent, rêvent en français. Mais la société n'a pas fait le pas vers eux en matière d'emploi, d'éducation, de représentation. Ils ont épousé la France, mais ils ont épousé une ombre.

« Votre association a mené d'autres combats contre le Front national, pour les sans-papiers. Quelle est aujourd'hui la priorité ?

### PROFIL UN BEUR À LA TÊTE DES « POTES »

Les échos de la « marche pour l'égalité » de 1983 avaient éveillé sa fibre militante. Seize ans plus tard, Malek Boutih, trente-quatre ans, successeur de Harlem Désir et de Fodé Sylla, est le premier beur à présider SOS-Racisme, association dont le succès, dès 1985, avait éclipsé le « mouvement beur ».

Fondateur d'une association à Le-

vallois (Hauts-de-Seine) au début des années 80, ce fils d'ouvrier algérien milite dès la première heure à SOS-Racisme, dont il devient, en 1988, l'un des deux vice-présidents. En 1992, il s'éloigne des instances dirigeantes en retournant au travail de terrain. Il crée la « Maison des potes » à la cité de la Grande Bornie à Grigny (Essonne), au cœur de ce qui deviendra, en 1993, avec son aide, la circonscription de Julien Dray, député PS, cofondateur et mentor de SOS-Racisme. Puis Malek Boutih est nommé président de la Fédération des Maisons des potes et

« Comment votre association peut-elle agir ?

« Je ne représente pas le syndicat des immigrés. Je suis un citoyen français qui veut que la France réussisse. Le rôle d'une association comme SOS-Racisme est d'abord d'affirmer la possibilité pour la France d'être un pays qui gagne dans le métissage. Entre Zidane et la « racaille », il y a une

partie de la population qui aime ce pays et a envie d'y faire de grandes choses. Il faut montrer ce qui peut rassembler les gens, à savoir le cadre démocratique. Dans le cas des discriminations, c'est devant la justice qu'il faut lutter, pas en brûlant des bus. Aujourd'hui, il y a une guerre entre les modèles libéral et républicain. Le modèle républicain gagne des batailles : j'en suis l'exemple, j'adore la France, je sais ce que je lui dois, et je ne suis pas une exception. Mais certaines batailles sont perdues, comme lorsqu'on se demande s'il faut mettre en prison des gosses de douze ans.

« Ces gamins appartiennent-ils à des « noyaux durs », qu'il suffirait d'éloigner des quartiers pour y ramener la tranquillité ?

« Je ne crois pas du tout à la théorie des noyaux durs. La réalité, c'est que, autour de quelques délinquants, il y a une population qui, certes, subit et condamne la violence des jeunes, mais la comprend puisque la violence de la société la vise. Il est trop facile de tout expliquer par une préten-

due logique des mafias, des gangs ou des islamistes. La réalité est celle du désordre absolu. Il faut reconstruire.

« Qu'allez-vous dire aux jeunes ?

« La responsabilité de SOS-Racisme est de leur redonner confiance dans l'action collective, de leur montrer qu'à travers le mouvement associatif on peut gagner certains combats. C'est difficile parce qu'aujourd'hui il y a une marginalisation des associations de banlieue. Tout est fait pour les étouffer. La politique publique, c'est un chèque donné, de temps en temps, pour se dédouaner de la misère dans laquelle on a laissé les gens. La politique de la ville, sous tous les gouvernements, est une grande gabegie. On a réussi la refaçon des immeubles, mais ce sont les gens qui souffrent en banlieue et d'eux, on ne s'occupe pas.

« Votre mot d'ordre, c'est donc politiser la jeunesse ?

« Je parlerai plutôt de conscientisation. Les seuls référents des gosses de banlieue, c'est Adidas, Nike et McDonald's. Ils ont l'impression de n'exister qu'en tant que consommateurs. Il faut leur donner une autre place, sociale et politique. Les partis les négligent parce qu'ils vivent dans une sorte de lapsus autour du mot « immigration », identifiant les jeunes à leurs parents, c'est-à-dire à des non-citoyens. Or cette jeunesse représente aujourd'hui des centaines de milliers d'électeurs, soit une force au moins égale à celle des paysans dont on s'occupe tant. Si elle en prenait conscience et sortait de la logique de l'assistanat, les responsables politiques la prendraient plus en compte. Je ne désespère pas. La France est le

pays démocratique où il y a simultanément l'extrême-droite la plus puissante et le plus de mariages mixtes. La période de frottement actuelle peut déboucher sur du mieux pour tout le monde.

« Ne sentez-vous pas naître une sorte de réaction vertueuse, dont le manifeste « Stop la violence » serait l'un des signes ?

« Cet appel est le reflet de quelque chose qui est en train de se passer. Les gosses de banlieue souffrent de la violence. Ils n'en sont pas que les acteurs, ils sont aussi les principales victimes des agressions verbales, physiques, sexuelles. Je ressens un début de prise de conscience, mais ce n'est pas un sursaut et, surtout, il a besoin de points d'appui. Nous allons prendre notre part à ce travail. On parle tellement de la « racaille », des durs ! Les autres ont intériorisé qu'ils étaient soit marginaux, soit « bouffons ». Il faut leur redonner courage, en particulier aux filles, qui ont totalement disparu de la vie sociale des quartiers.

« Vous êtes le premier président de SOS-Racisme d'origine maghrébine. Cela a-t-il pour vous un sens particulier ?

« J'ai reçu beaucoup d'encouragements de la part de responsables associatifs beurs après avoir été élu à la présidence de SOS-Racisme. Notre génération a dû apprendre pour arriver à maturité. Aujourd'hui, nous ne sommes plus des gosses. On ne m'a pas donné la présidence de l'association. J'ai été élu. L'époque des beurs de service est derrière nous.

Propos recueillis par  
Philippe Bernard  
et Marie-Pierre Subtil

## L'association Droit de cité est en crise

APRÈS plusieurs mois de tiraillements, le mouvement Droit de cité, né en 1992, s'est scindé, dimanche 7 mars, lors d'une assemblée générale au cours de laquelle Sophie Bouchet, un de ses piliers, et plusieurs « cadres » ont annoncé que pour eux l'« aventure est terminée ». Jean-Pierre Masdoua, président de l'association depuis ses débuts, reste à la tête de la structure, les « dissidents » ayant l'intention d'en créer une nouvelle.

Mouvement original, Droit de cité bénéficiait d'une réelle notoriété. Au-delà de la fédération d'associations, il s'est diversifié en réalisant des ateliers d'écriture (Prose Combat, en collaboration avec la FNAC), une école de formation interne, des tournées, un fanzine, des contacts avec l'étranger, etc. Créé par Sophie Bouchet, alors chargée de mission au ministère de la jeunesse et des sports, et des responsables associatifs, il a obtenu un soutien important des autorités publiques et des entreprises privées.

Jean-Pierre Masdoua reprochait à ses détracteurs de vouloir « engager l'association sur le terrain politico-médiatique ». En décembre, il avait été désavoué au cours d'une assemblée générale. Joëlle Maury avait alors été élue présidente. Deux mois plus tard, il reprenait les rênes, « dans une ambiance insupportable », selon Joëlle Maury.

Pour Sophie Bouchet, cette scission (treize des quinze administrateurs élus en décembre ont quitté le mouvement) résulte d'un fonctionnement trop « familial », l'association n'ayant pas perçu la nécessité « d'évoluer vers une démocratie formalisée ». Selon elle, « le conseil d'administration s'intéressait de plus en plus aux labels de musique, aux partenariats avec des fabricants de vêtements, et refusait de s'ouvrir à de nouvelles associations ».

## Le mouvement Stop la violence cherche à prendre une ampleur nationale

LE COLLECTIF des jeunes gens qui ont écrit le manifeste Stop la violence, publié dans le mensuel Nova Magazine (Le Monde du 3 mars), a organisé sa première conférence de presse, lundi 15 mars, à Paris. Constitué en association, ils ont appelé à la création de comités Stop la violence « partout : dans les lycées, les collèges, les foyers et les IUT, dans chaque quartier, cage d'escalier par cage d'escalier, et même dans les prisons ».

Ils étaient une quinzaine à la tribune, lycéens pour la plupart, déterminés à faire en sorte que leur initiative fasse tâche d'huile dans toute la France. Leur calendrier est chargé. Certains d'entre eux, invités par Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, devaient intervenir mercredi aux rencontres nationales des acteurs de la prévention de la délinquance, qui doivent avoir lieu les 17 et 18 mars à Mont-

pellier et auxquelles doit participer Lionel Jospin. « Pour la première fois, on nous demande notre avis », notait l'un d'eux. Deux jours plus tard, ils doivent rencontrer toutes les associations, syndicats, et mouvements qui leur ont proposé de l'aide. Une entrevue avec les partis politiques (« à l'exception des FN », précise un communiqué) est également prévue.

Des états généraux sur la violence seront organisés à Bouffémont (Val-d'Oise) le 20 mars et à Sarcelles (Val-d'Oise) le 4 avril. Une délégation de l'association doit se rendre à Lille, à Marseille, à Nantes, à Toulouse, à Lyon, à Strasbourg, à Meaux, à Mantes-la-Jolie, à Corbeil, à Nanterre, à Saint-Denis, à Créteil et à Argenteuil. Ces rencontres doivent aboutir, le 17 avril, à une coordination nationale des comités Stop la violence. Un comité de parrainage de l'association est en voie de consti-

tution, dont font déjà partie Akhe-naton, du groupe de rap marseillais IAM, le Père Christian Delorme et les humoristes Djamel et Dieudonné. Enfin, le collectif cherche des locaux, afin de prendre de la distance par rapport à Radio-Notre, qui héberge l'association pour l'instant.

### LUCIDITÉ

Dans leur appel, les jeunes gens demandent « aux maires, aux élus et, s'ils refusent, aux préfets, d'aider à diffuser le manifeste contre la violence et l'injustice, et à obtenir des salles de réunions et des locaux pour l'organisation des comités ». Le député vert du Val d'Oise, Yves Cochet, avait interpellé le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, lors de la séance des questions d'actualité du 9 mars, à l'Assemblée nationale, en lui demandant ce que comptait faire le gouvernement pour aider à la

mise en place des états généraux réclamés par les jeunes. « J'ai lu avec attention le texte de cet appel, qui rejoint l'idée souvent proclamée que la sûreté est un droit pour tous ; ce texte est réellement parfait », avait répondu le ministre de l'Intérieur, en indiquant qu'il avait appelé les préfets à soutenir l'initiative.

« On veut que la lucidité des jeunes soit reconnue », a expliqué l'un des garçons à la tribune. Mais pas question de cantonner le débat aux jeunes : les adultes sont également interpellés : « On n'a pas la prétention de vouloir tout changer ; il faut que tout le monde se sente concerné. » La violence, c'est vous aussi !, a lancé Love, une jeune fille de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), aux journalistes. Nous, on accepte de faire une autocritique, vous aussi vous devez en faire une ! » Nous on subit vous aussi ! », a ajouté une de ses amies. Et presque tous de s'en prendre aux

médias, qui les ont « déçus ».

« Tous les jeunes de Bouffémont en ont marre des médias, vous avez sali l'image de Stéphane, faites quelque chose pour lui, pour sa mémoire », a repris une jeune-fille de Bouffémont (Val-d'Oise) où, le 14 janvier, Stéphane Coulibaly y est mort alors qu'il tentait de s'interposer pour empêcher une bagarre. « Défendez-nous un petit peu, pour une fois ! Il faut croire en nous, en ce qu'on fait, parce que c'est quelque chose de sain, a repris un des membres du collectif en s'étonnant du faible nombre de questions des journalistes. Avec la foi, la rage qu'on a, normalement ça va réussir ».

M.-P. S.

\* Association Stop la violence, adresse provisoire : 33, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75001 Paris, tél. : 01-40-01-93-86.

## « Rendre la justice, ça devrait être merveilleux ! »

NOUS PUBLIONS de larges extraits du manifeste Stop la violence paru dans le mensuel Nova Magazine (daté mars 1999) :

« Ça peut plus durer comme ça

Nous, on dit : ça suffit comme ça. Il y a des crapules dans les quartiers, comme partout. (...) Les victimes, c'est toujours nous, mais quand les télévisions parlent, c'est pour nous traiter en coupables. On ne nous écoute plus, on nous condamne. On veut pouvoir vivre en paix. Circuler sans avoir peur. Le droit d'étudier sans crainte. On n'a rien de tout ça. La première des injustices, c'est ça.

« Respect ? On se parle sur un

par un regard. Mais c'est surtout

les mots. (...) Ce langage de défi ! Cette manie d'afficher sa force sur l'autre, en permanence, ça chauffe les esprits. Il faut se parler normalement, garder le contrôle. Certains disent : faut être respecté. Nous on dit : « Si tu veux le respect, commence par respecter les autres ».

« Pas besoin de sa bande pour se parler

C'est quoi, cette manie d'aller toujours chercher sa bande dès qu'il y a un malaise ? Règle numéro un : si t'as un problème, tu viens me le dire. (...) Avec une bande, pas de dialogue possible. C'est le plus chaud qui gagne. Résultat : la guerre. Pour rien.

« Rendre la justice, ça devrait être merveilleux !

Quand on était tout petit, on rêvait tous de devenir policier. (...)

murs et ils fouillent en hurlant. Ils nous prennent pour les ennemis. (...) Nous, pour un bout de shit [hachisch], on va au trou, avec une tête au carré à deux heures du matin ! Et qui vend les revolvers ? Qui s'occupe de ceux qui vivent de ça ? Tout le monde a le droit d'être protégé. La police doit montrer l'exemple.

« Pas de pouvoir aux crapules

On est tous protégés par les copains du quartier (...). Certains ont transformé leurs bandes en clans. (...) A la fin, ils font régner la terreur pour monter leur business. Les crapules prennent alors le pouvoir. Sur notre dos. Les crapules, c'est la mort des quartiers.

« Les armes, ça ne protège de rien. Au contraire

Celui qui part de chez lui avec une lachrymo, un couteau ou un revolver, même s'il croit que c'est

un problème. Les armes, ça ne protège de rien, au contraire.

« Les mecs qui frappent les filles sont des impuissants

Il y a des agressions sexuelles dans de nombreux lycées et collèges. C'est incroyable d'avoir à expliquer qu'une fille n'est pas une salope parce qu'elle est fille.

« Quand on casse, c'est toujours nous qui payons

Qui peut respecter qui que ce soit quand les lieux où l'on vit sont sans arrêt salopés, quand la moindre porte est cassée, quand tout ce qui est à nous est systématiquement déglingué ? Quand on casse quelque chose dans les quartiers, c'est toujours nous qui payons, jamais celui qui casse. Ça aussi, c'est injuste. A croire qu'on laisse des mecs tout casser pour justifier qu'on nous envoie les flics.

« Quand on casse, c'est toujours nous qui payons

Qui peut respecter qui que ce soit quand les lieux où l'on vit sont sans arrêt salopés, quand la moindre porte est cassée, quand tout ce qui est à nous est systématiquement déglingué ? Quand on casse quelque chose dans les quartiers, c'est toujours nous qui payons, jamais celui qui casse. Ça aussi, c'est injuste. A croire qu'on laisse des mecs tout casser pour justifier qu'on nous envoie les flics.

Pas les uns contre les autres. Il faut s'organiser, en association, en réseau, en comité de quartier. (...) Pour avoir une chance de gagner, il faut s'en prendre aux responsables, pas à nous ! La violence dans les quartiers, c'est l'injustice pour tout le monde.

« Un échec ? C'est pas pour ça qu'on est victime

(...) Marre d'entendre les mecs gueuler contre la société, le système, et ne rien faire pour bouger de là. Que les grands qui s'en sont sortis donnent l'exemple et montrent aux petits comment ça marche.

Qu'ils aillent dans les écoles, les assoc's, les quartiers pour raconter. On peut rêver d'une BMW à 14 ans. Mais dire qu'on est victime, si on n'en a pas, c'est n'avoir rien compris à la vie. La violence, la crapulerie, le racket et le reste,



## La grève des enseignants a été mieux suivie dans les écoles que dans les collèges et les lycées

Les professeurs du second degré défilèrent de nouveau à Paris le 20 mars

La grève des enseignants a été mieux suivie, lundi 15 mars, dans les écoles que dans les collèges et les lycées. Pour le premier degré, le ministère

évoque un taux de participation de 42,91 % tandis que les syndicats l'estiment à environ 60 %. Une manifestation est prévue, samedi 20 mars, à Paris,

à l'appel du SNES, du Snaic, de la CNGA, des comités anti-Allègre et des associations de professeurs de classes préparatoires.

C'EST désormais la coutume. Le mouvement de grève qui a affecté, lundi 15 mars, les établissements scolaires, a donné lieu à une querelle de chiffres entre le ministère de l'éducation nationale et les syndicats d'enseignants. La direction de Grenoble, qui fournissait en fin de matinée un tableau du mouvement, le 15 mars, les grévistes ont atteint 42,91 % dans les écoles élémentaires, 34,82 % dans les collèges et 33,45 % dans les lycées d'enseignement général et technique. Du côté syndical, le Snuipp-FSU et le SGEN-CFDT, qui appellent à la grève du premier degré, affirment que 60 % des instituteurs et des professeurs des écoles ont cessé le travail, tandis que le SNES-FSU évoque « entre 50 et 60 % de grévistes » pour les collèges et lycées.

Au-delà de la polémique, la volonté des syndicats du premier degré de « mettre la grève devant la scène des problèmes des écoles, trop occultés ces dernières semaines par la réforme des lycées », a abouti. La grève scolaire annoncée pour

prochaine rentrée a davantage que le projet ministériel « lycée pour le XXI<sup>e</sup> siècle » puisque environ un instituteur sur deux était en grève. Dans certaines académies comme celles de Versailles, Rennes, Montpellier, Lille, Grenoble, la grève a été plus suivie dans les collèges que les lycées, fait-on remarquer au ministère de l'éducation nationale.

### « VIRONS LE BOUFFON »

Quatre mille manifestants à Marseille, 2 000 à Lille, 900 à Toulouse, 800 à Lorient, 700 à Nantes, 600 à Grenoble, Bordeaux, Pau, Rennes, 500 à Bayonne... une province, comme à Paris (voir ci-dessous) : une journée de mobilisation a réuni les enseignants du premier et du second degré même si les revendications n'étaient pas les mêmes. Alors que les instituteurs et professeurs des écoles réclamaient « des moyens supplémentaires pour transformer l'école », les professeurs des collèges et lycées ont davantage

primé leur opposition au ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, aux cris désormais traditionnels « virons le bouffon ».

« La mobilisation a été forte », considère Jean-Luc Villeneuve, secrétaire général du SGEN-CFDT. « Les enseignants du premier degré ont exprimé massivement le décalage entre les discours ministériels et la réalité du terrain », souligne Daniel Le Bret, secrétaire général du Snuipp. Ces deux organisations syndicales devraient être reçues dans le courant de la semaine par Claude Allègre.

Si, à l'issue de la rencontre, c'est le Snuipp qui nous repousse pas l'éventualité d'une nouvelle action », prévient le responsable du SGEN-CFDT. Quant au degré de mobilisation dans le second degré, il pourra être réellement mesuré, samedi 13 mars, lors de la manifestation nationale organisée à Paris à l'appel du SNES, du Snaic, de la CNGA, collectifs et associations de professeurs de classes préparatoires. Pour le SNES, ce

défilé devrait réunir « plusieurs dizaines de milliers d'enseignants si l'on juge par la révision de la hausse de toutes les réservations de trains et les cars dans les académies de province par les inscriptions déjà enregistrées dans la région parisienne ».

### « PRIORITÉ BUDGÉTAIRE »

En son côté, le Parti communiste français a estimé, lundi 15 mars, « indispensable que le gouvernement engage un vrai débat démocratique sur les réformes à entreprendre » dans l'éducation nationale. « Sache affirmer une priorité budgétaire ». Les mouvements de grève et les manifestations « une chance pour la gauche », ont porté de transformations progressistes, estime dans un communiqué Nicole Borvo, secrétaire à Paris du membre du secrétariat national du PCF. « L'ignorer serait condamner au statu quo et à la réalité des régressions », ajoute-t-elle.

Sandrine Blanchard

## 2,9 millions de personnes touchées par la grippe depuis le 28 décembre 1998

EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, 2,9 millions de personnes ont été touchées par la grippe depuis le 28 décembre 1998, a indiqué, lundi 15 mars, le réseau Sentinelles de l'Inserm. La grippe poursuit son reflux mais, à cette date, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires (301 cas pour 100 000 habitants) restait au-dessus du seuil épidémique (118 cas pour 100 000 habitants) pour la onzième semaine consécutive. Durant la semaine du 8 au 14 mars, la moitié des patients qui ont eu une grippe avaient moins de 34 ans ; 24 % d'entre eux ayant moins de 20 ans, 11 % entre 20 et 59 ans, 10 % entre 60 et 69 ans et 6 % avaient 70 ans et plus. Des foyers épidémiques ont été actifs dans quinze régions, la plus touchée restant la région Rhône-Alpes (567 cas hebdomadaires) et la moins touchée l'Île-de-France (156 cas hebdomadaires).

### DÉPÊCHES

■ JUSTICE : le procès de l'ancien président de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC), Jacques Crozemarie, aura lieu du 25 mai au 2 juillet devant la 11<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris. Renvoyé devant le tribunal pour « abus de confiance et recel d'abus de biens sociaux », il est soupçonné d'avoir mis en place un système de surfacturation au préjudice de l'ARC.

■ CORSE : les officiers de police judiciaire de Corse menacent, dans un communiqué rendu public lundi 15 mars, de rendre leur habilitation à l'administration « ne soutient pas activement les fonctionnaires exposés », après l'interpellation, le 10 mars, d'un capitaine de la PJ de Bastia pour des contacts supposés avec les indépendantistes. Ils ont constitué une intersyndicale (SNOR UNSA, SNPT, Alliance, FO) qui a publié une motion signée, selon eux, « par plus de 80 % des effectifs en résidence en Corse ».

■ POLICE : une information judiciaire contre X pour violences a été ouverte, vendredi 12 mars, à la suite de la plainte d'un homme placé en garde à vue qui dit avoir subi des violences au commissariat central de Nantes (Loire-Atlantique). « Il n'est pas question de laisser sans réponse ce type de faits », a déclaré Pierre Forêt, le procureur, qui a demandé la saisie de l'inspection générale de la police nationale.

■ CONDAMNATION : le tribunal correctionnel de Rennes (Ille-et-Vilaine) a condamné à un mois de prison avec sursis, sans interdiction d'exercer, une surveillante de prison qui avait fourni un téléphone portable à Valérie Subra, condamnée en 1988 à la réclusion criminelle à perpétuité (son histoire avait inspiré le film de Bertrand Tavernier, L'Appât). Valérie Subra a, elle, été condamnée pour ce fait à deux mois de prison avec sursis.

## Deux manifestations parallèles sur le même boulevard

LES MÊMES BALLONS. Au-dessus du cortège, les manifestants ont souvent les mêmes visages et les mêmes drapeaux. D'une tranquillité inhabituelle sous le soleil parisien. Pourtant, les quelques milliers d'enseignants (4 600 selon la préfecture de police, 10 000 selon les organisateurs), qui, le lundi 15 mars, occupent le boulevard Raspail, ne défilent pas pour les mêmes raisons. À droite du terre-plein central, les instituteurs et professeurs d'école réclament « des moyens pour transformer l'école ». À l'autre côté du boulevard, les enseignants du secondaire critiquent avec vigueur la politique de Claude Allègre.

Partis de la place Denfert-Rochereau, les instituteurs et professeurs d'école défilent sous le slogan « 300 000 enseignants » et la devise « la grève scolaire, le manque de postes et l'exiguïté des locaux ». « Nous étions vingt-sept par classe cette année, l'an prochain, nous serons trente et un, tout ça parce que nous avons passé la barrière de 26,5 élèves en moyenne », regrette Marie-Luce, institutrice à Gif-sur-Yvette (Essonne). « Je suis une zone d'éducation prioritaire (ZEP) et j'ai vingt-huit élèves dans ma classe, confie Jacques, professeur d'école à Nanterre. Honnêtement, je n'ai pas l'impression de bien faire mon travail. » D'autres évoquent les remplacements assurés, l'indifférence

de la hiérarchie, la difficulté croissante du métier, comme résume obligée le film de Bertrand Tavernier, Ça commence aujourd'hui.

La charte du XXI<sup>e</sup> siècle proposée par Claude Allègre ? « Les principes, l'aménagement du temps scolaire, le soutien aux élèves en difficulté, le travail en équipe, on ne peut qu'être pour », sourient les jeunes professeurs des écoles, non syndiqués, à Sèvres (Hauts-de-Seine). Mais, les moyens, c'est la blague. « Il y a un décalage complet entre les discours et les propositions du ministère et ce que, sur le terrain, on offre pour réaliser ces objectifs », résume Daniel Le Bret, secrétaire général du Snuipp.

De l'autre côté de la chaussée, un air bien différent sort des mégaphones. Les enseignants du secondaire rejoignent le cortège au carrefour Valentin, mais n'ont pas rangé leurs drapeaux. « Pour une autre politique en faveur du second degré, le supérieur, des infirmières, sur la gauche, boulevard Raspail ! » Au micro, Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, prend soin de ménager ses cousins du premier degré, à l'origine de la manifestation toujours chatouilleux de leurs bégéismes. « Les professeurs des collèges et lycées, mais, derrière elle, les discours plus dur. « Ce qu'Allègre nous propose, c'est le couronnement d'une série de réformes, plus démagogiques les unes que les autres », s'emportent Yvan et Elisabeth.

Lui, professeur de lettres et de mathématiques au lycée Honoré-de-Balzac, à Paris. Ils dénoncent, en chœur, les « pieux papiers » du ministre. Le soutien aux élèves en difficulté ? « Ir-réalisable. » L'interdisciplinarité ? « Un mot magique qui ne répond à rien. » L'adaptation à l'hétérogénéité des élèves ? « C'est en amont, à l'école et au collège, qu'il faudrait agir pour que les élèves soient au niveau. » Le dialogue avec les parents ? « Est-ce que les parents des malades sont à l'hôpital ? »

Devant eux, les professeurs du comité anti-Allègre exigent la « démission » de celui qu'ils n'appellent plus que « le bouffon ». À côté, un groupe d'instituteurs des Hauts-de-Seine, volontaires pour appliquer la charte du XXI<sup>e</sup> siècle, continuent de réclamer les moyens d'appliquer les projets du ministre. Yvan contemple, un peu perdu, la manifestation « hétéroclite ». Puis sourit : « On démontre à Allègre qu'on réagit, c'est quand même mieux que rien. »

Nathaniel Herzberg

### Les disparités de la carte scolaire

À l'issue de la grève, les écoles primaires, l'élaboration de la carte scolaire illustre les disparités géographiques dans la redistribution des postes. Le document préparatoire du ministère de l'Éducation nationale, envoyé aux recteurs, dans Libération (15 mars) a publié l'essentiel, traduit les variations prévisibles de la rentrée : la diminution annoncée de 35 000 postes et la priorité affichée au directeur de la Seine-Saint-Denis (+ 230 postes malgré une baisse de 1762 postes) et du DOM-TOM. Le département de la Réunion obtient 146 postes pour 110 de plus et la Guadeloupe 44 postes pour 270 élèves de plus.

Les départements bénéficiaires sont essentiellement dans le quart sud-est de la France (académies de Grenoble, d'Aix-Marseille, de Nice et de Montpellier), ainsi que dans l'Ouest et la Haute-Garonne. Les diminutions les plus importantes concernent le Nord (3 836 postes) et 112 postes en moins), le Pas-de-Calais (2 179 postes en moins), la Seine-Maritime, l'Oise et l'Aisne ainsi que le Rhône et la Loire (Le Monde 16 mars).

# 92%

des apprentis de l'industrie  
professionnels, techniciens  
ou ingénieurs,  
trouvent un emploi dans les 6 mois



Entreprenez l'apprentissage. Une formation industrielle avec une première expérience professionnelle. Aujourd'hui l'apprentissage industriel vous mène directement à l'acte d'acte. Portes ouvertes par les 92% des entreprises, les apprentis de l'industrie ont une première expérience professionnelle. Ils sont encadrés, formés, leur stage est payé. Le résultat est une réussite.

Le monde de l'entreprise appelle des jeunes.

## L'APPRENTISSAGE INDUSTRIEL

APPRENDRE POUR S'ENGAGER

Internet : [www.2010.fr](http://www.2010.fr)

Numéro d'urgence : 1 800 120 120

Numéro d'urgence : 1 800 120 120

Numéro d'urgence : 1 800 120 120



## Menaces sur la vallée fromagère d'Epoisses

Le décès de deux personnes après la consommation de fromage de ce type porte un rude coup à toute l'économie d'une micro-région de Bourgogne. L'affaire de la listériose est vécue comme une injustice par des producteurs qui ont fait renaître, dans les années 60, ce produit disparu

**EPOISSES (Côte-d'Or)**  
de notre envoyé spécial  
Ce jour-là, le 24 février, peu avant l'ouverture du Salon de l'agriculture, le ciel tombé sur la tête de Jean Berthaut, fromager d'Epoisses (Côte-d'Or). Il venait d'apprendre, information relayée par les médias, que des fromages de type epoisses avaient été minés par le germe *Listeria monocytogenes*. Deux décès lui étaient imputés. Pour M. Berthaut, qui, en 1965, avait relancé, à partir du village d'Epoisses - moins de 800 habitants - adossé à l'impressionnant château où résida M<sup>me</sup> Sévigné, un fromage alors complètement disparu, un long et patient travail avait été mené.

Depuis six mois de février maudit - pour lui, pour les cinq autres fabricants laitiers et fermiers d'Epoisses, pour la centaine de producteurs de lait implantés sur les contreforts du plateau de Langres -, c'est une filière, patiemment mise au point, qui risque de disparaître. Pour cette micro-région de bocage, où l'on estime à deux cent cinquante le nombre de producteurs vivant du produit, le coup est rude. La fromagerie est le principal employeur du village. Chacun ici a en mémoire le désastre que constitua, en 1997, la contamination des vacheries suisses par le même germe. Aujourd'hui, dans le village bourguignon, l'affaire de la listériose est vécue comme une calamité et, surtout, comme une injustice. « Nous sommes les victimes d'un épouvantable amalgame », résume Bernard Chevalier, ancien président de la chambre d'agriculture de la Côte-d'Or, président du Syndicat de défense des epoisses.

Effondré dans son bureau, tirant nerveusement sur son pipe, M. Berthaut rappelle les faits : le foyer de contamination est parti d'une seule fromagerie, qui, pour le malheur du village, est la commune. « Cette usine a fait l'objet, le 26 février dernier, d'une condamnation par le tribunal correctionnel de Dijon pour avoir utilisé le nom d'Epoisses pour des fromages qui n'avaient pas droit à l'appellation, rappelle le fromager. D'autre part, l'Institut national des appellations d'origine, à Dijon (INAO), a prononcé, le 25 février, l'invalidation de la déclaration d'aptitude de cette fromagerie, que je qualifie d'usurpatrice, pour utilisation de lait

dont l'origine n'est pas garantie. » La direction des services vétérinaires (DSV) a identifié sans équivoque la fromagerie contaminatrice. Les Fromagers d'Armançon, dont le siège social n'est pas en Côte-d'Or, mais dans l'Aube. La DSV a fait procéder à sa fermeture et à l'incinération de sa production, mais l'amalgame était fait. Comment les consommateurs pouvaient-ils faire la distinction entre ceux qui pratiquent les usages locaux, loyaux et respectueux, et ceux qui ne le font pas ? L'INAO, qui a la qualité et la sécurité alimentaire en pratiquant des contrôles permanents sur

lots, au-delà même de la législation en cours, a une unique fromagerie aux pratiques douteuses ? « Ce que les gens retiennent, en France et à l'étranger, c'est le nom générique d'Epoisses », soupire M. Berthaut. Seul, le fromage de type epoisses, dont il a conçu un à un tous les procédés de production, en 1998, affirme-t-il, il aura investi 25 millions de francs pour la fiabilité de ses produits. « Dire que les fromages de train de mûrir - j'ai six semaines de stock - vont partir à la benne ! », s'indigne-t-il. Déjà, il a demandé à ses employés de solder leurs vacances, d'envisager le chô-

technique : « Plus de 60 % de nos epoisses n'ont pas trouvé preneur. Rungis les refuse. Les fondueurs (fromages fondus) n'en veulent pas. » Mais cela arrive peu avant Pâques, fête où l'on connaît un pic des ventes. Il ajoute : « J'ai 1 million de francs par an de frais fixes. Si la situation ne se redresse pas, moi et les autres producteurs nous allons à la cessation de paiements. »

### LE MEILLEUR DE LA TECHNOLOGIE

Dans la petite boutique de fromages, au cœur du village, les fromages arrivent en promotion. Les femmes d'alentour viennent en acheter. Beaucoup plus que dans les autres villages. Car Berthaut, ici, c'est plus qu'une fromagerie : une institution, un patrimoine intime et séculaire. Au-delà de l'aspect de santé publique, sur fond de polémique (lire ci-dessous), le choc est venu du plein cœur par le village bourguignon resté en question une dernière exemplaire.

Au début du siècle, environ cent cinquante fermes produisaient des epoisses dans la vallée. La guerre de 14-18, qui, à l'époque, vidait la région de ses hommes, porta un coup brutal à cette spécialité, attribuée par la tradition orale aux moines cisterciens implantés au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. En 1925, on dénombrait vingt-cinq fermes. En 1965, la fromagerie n'était plus commerciale, explique Georges Risoux, ingénieur agricole, l'unique représentant du syndicat de défense. C'est M. Berthaut père qui, après une enquête d'ethnologie dans les fermes, retrouva, au milieu des années 60, un savoir-faire disparu. Son fils lui emboîta le pas en fai-

sant appel au meilleur de la technologie, sans pour autant altérer les caractéristiques de ce fromage au lait cru à croûte lavée, dont le moulage ne saurait être que manuel. Résultat : la prestigieuse AOC - il n'en existe que trente-quatre en France - fut obtenue en 1991. Depuis, les gros moyens de promotion, les volumes réalisés par le secteur ont fait apprécier les fromages de la Bourgogne, par les tables parisiennes, belges, allemandes. Avec 710 tonnes produites annuellement, l'AOC qui progresse le plus, fait remarquer M. Berthaut. « C'est une filière exemplaire de production, à l'échelle d'une micro-région qui se voit menacée parce qu'un avocat a joué le jeu », réagit François Sauvader, député (UDF) de la circonscription et spécialiste des questions agricoles. Et lorsqu'il y a une perte de confiance, il n'y a plus de marché.

Cette filière, mise sur pied il y a dix ans, y compris pour les producteurs du lait. Avec eux, nous avons défini un cahier des charges précis concernant la conduite des troupeaux, l'alimentation, l'hygiène de la production laitière, la formation de l'élevage des germes pathogènes, cet art de qualifier les élevages », dit M. Berthaut. Sur son exploitation à Cussy, dans le nord de l'Auxois, Sylvain Aubay, directeur de la cinquième génération, la tradition historique de l'époisses, confirme : « J'ai tout mis sur l'AOC. Je valorise le lait de 30 à 35 centimes par rapport au prix de base. Faudrait-il tout vendre à zéro ? »

Jean-Marc Sève

## Polémique autour de la sécurité alimentaire

APRÈS l'annonce de deux décès dus à la contamination de fromage de type « epoisses » contaminé par une souche de *Listeria*, la polémique s'est envenimée. Les risques sanitaires sont, une nouvelle fois, témoignés des dysfonctionnements des conflits pouvant exister entre les différents services publics en charge de la sécurité alimentaire. Cette affaire survient à un moment où le gouvernement tarde à réformer les organismes de contrôle dans ce domaine : l'Institut national des appellations d'origine (INAO), l'Agence des produits de santé (ANP), l'Agence française de sécurité sanitaire (AFSSA) annoncée n'a, elle, toujours pas vu le jour. Au début de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1998 relative à la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme, l'AFSSA, qui aurait pourtant dû être créée avant la fin de l'année 1998, n'est pas question de minimiser ici ni la gravité des cas humains constatés ni la douleur des proches des victimes, tout nous n'anticipons nullement sur les résultats de l'enquête administrative en cours, précisions-on auprès du Syndicat national des vétérinaires inspecteurs de l'administration. Il convient cependant de préciser que cette affaire survient au moment où est à l'étude le décret relatif à l'organisation et au fonctionne-

ment de l'Agence française de sécurité sanitaire (AFSSA) et où se librent d'après tractations sur la nomination de son président, de son directeur général et de la composition de son conseil d'administration. Les vétérinaires inspecteurs dénoncent, pour leur part, une situation marquée par l'existence de trois tutelles : la santé, l'agriculture et la consommation. « Ce partage des contrôles entre trois administrations aboutit à une surcharge, voire à une "guerre des polices", dont les dernières prises de position médiatique sur le récent foyer de listériose ne sont qu'un exemple », disent-ils. Si les représentants du ministère de la Santé ou du corps médical ont violemment attaqué la compétence des services vétérinaires, leur efficacité, c'est uniquement dans le cadre d'assurances de préférence, c'est le ministère au sein de l'Agence en question. Tout en reconnaissant que la sécurité sanitaire des aliments peut être améliorée, ils soulignent qu'ils n'ont pu obtenir des moyens supplémentaires qu'à l'occasion de crises majeures, au premier rang desquelles celle de la « vache folle » : ils réclament le regroupement des diverses administrations en une seule instance de contrôle.

Jean-Yves Nau

## Les éoliennes sèment le vent de la division sur le Larzac

### RODEZ

de notre correspondant  
« Maria », « solaire », « global », « soudeur », les quatre noms du Larzac ne devraient pas être coupés en tranches par les pales d'éolienne. Le tout temps, le Larzac du sud Aveyron a été parcouru d'un air de liberté que l'on ne capture pas : ainsi en ont décidé les habitants du haut plateau, face au projet d'implantation d'éoliennes, grandes éoliennes courantes qu'EDF se propose de racheter au prix de celui du nucléaire. Le Larzac écologique peut prendre forme. Las, une partie des Verts locaux y est hostile.

Un programme de l'Europe de l'Etat, à l'initiative de l'implantation de microcentrales par des opérateurs privés, prévoit d'installer 11 champs d'éoliennes. Le Larzac est un territoire favorable à l'initiative. Le Larzac s'est construit pour les habitants qui vivent sur la cause : visites de centrales existantes, rencontres avec les techniciens, discussions et votes. Ceux qui, par le passé, avaient fait front contre l'extension du camp militaire de Larzac, aujourd'hui, se retrouvent solidaires, et prononcent majoritairement le plan d'Eole.

José Bové, pour la liste du Larzac, voulait de cette énergie susceptible, selon lui, de sortir le nucléaire : « C'est une contribution à l'avenir en conformité avec l'image du Larzac. » Cette vision alternative n'est pas partagée par une frange des militants Verts. Le premier d'entre eux, Gérard Galtier, trésorier national du parti de Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, plaide pour la préservation de l'espace : « En France, il n'y a plus un espace rural où cela se voit, depuis le Larzac. »

« M. Bové a l'argument : « Le Larzac, c'est une éolienne, aurait été une vitrine des airs. La vision des militants est égoïste. Elle bloque l'avenir du Larzac. Ce pays a une perspective de XXI<sup>e</sup> siècle. Nous avons été de tous les combats. Le Larzac est un symbole d'unité, de diversité, de paix, de division. C'est une image qui se tourne. »

L'avis des habitants du plateau est purement pragmatique. Ils ne veulent pas qu'il y ait des éoliennes. La commission nationale interministérielle, au Cailar, à l'autre extrémité du Larzac, côté héraultais, un champ d'éoliennes a été planté. Le « maria » et le « global » s'y laisseront prendre.

Elhan Da Silva

### DÉPÊCHES

**CONTRAT DE PLAN** : les régions Bretagne et Pays de la Loire ont engagé la préparation d'un programme de coopération interrégionale d'un volet inter régional des contrats de plan, ont annoncé, mardi 15 mars, dans un communiqué commun, leurs présidents respectifs, Josselin de Rohan (RPR) et François Fillon (RPR). Une session commune réunira les deux conseils régionaux, le 5 juillet à Rennes, au cours de laquelle les élus adopteront un programme d'actions.

**NICE** : le Journal officiel du 14 mars publie un arrêté, signé par le ministre des transports, qui institue des mesures destinées à lutter contre les nuisances sonores à l'aéroport de Nice. Il prévoit notamment l'interdiction, la nuit, des avions de chapitre 2 (les plus bruyants) et des essais de moteurs.

## Diplôme européen de troisième cycle sur la gestion de fonds

Nous accueillons à présent toute candidature pour la première année du programme européen de troisième cycle de gestion de fonds. Le programme intégrera un semestre à l'Université Bocconi à Milan, l'un des meilleurs établissements dans le domaine de l'enseignement et de la recherche économiques, et un semestre à l'University College Dublin en Irlande. Ce troisième cycle bénéficiera du soutien financier total de UniCredito Italiano - EuroPlus Research and Management et proposera les cours suivants :

- De juillet à décembre 1999 : Università Commerciale Luigi Bocconi - Milan
  - Finances d'entreprise (Professeurs Andrea Buraschi et David Goldreich)
  - Marchés et instruments à revenu fixe (Professeur Mark Britten-Jones)
  - Gestion de portefeuille et répartition de l'actif (Professeur Charles Cunniff)
  - Approfondissement du thème Finances d'entreprise (Professeurs David Goldreich et Francesca Cornelli)
  - Options et opérations à terme (Professeur Anthony Neuberger)
  - Mathématiques élémentaires appliquées à la finance (Professeur Lorenzo Peccati)
  - Probabilités élémentaires appliquées à la finance (Professeur Sandra Fortini)
  - Approfondissement des probabilités appliquées à la finance (Professeur Donato M. Cifarelli)
  - Modèles numériques de calcul des dérivées des prix (Professeur Francesco Corielli)
  - Réglementation financière et valeurs à risque (Professeurs Harold Kohn et Davide Menini)
  - Gestion des risques et ingénierie financière (Professeur Andrea Buraschi)

- De janvier à juin 2000 : University College Dublin - Dublin
  - Finances stratégiques (Professeur Cormac Mac Phionnlaigh)
  - Gestion des institutions bancaires (Professeur Raymond Kinsella)
  - Gestion de portefeuille (Professeur Simon Stevenson)
  - Ingénierie financière (Professeurs Ronan O'Connor et James Golden)

Les cours théoriques seront complétés par un stage de deux mois organisé par EuroPlus Research and Management, Dublin, gestion d'actif du groupe UniCredito Italiano, ainsi que par une série de conférences et de séminaires tenus par les autorités et des experts majeurs des thèmes tels que : l'évolution concurrentielle dans le secteur de la gestion de fonds - La BCE : Politique monétaire et son impact sur les marchés de capitaux européens - La Commission européenne et la réglementation des marchés de capitaux - Nouvelles tendances dans la diversification des portefeuilles européens - Crises financières : Principes essentiels de macroéconomie et réponse du marché - Considérations juridiques et jugements relatifs aux contrats - Litiges financiers - Problèmes relatifs aux organisations, à la gestion multiculturelle et aux relations humaines dans les entreprises - Gestion de fonds - Relations avec les investisseurs.

La langue officielle du cursus est l'anglais. Nous accueillons les candidatures de personnes hautement qualifiées et vivement intéressées par la gestion de fonds. Les diplômés de troisième cycle auront une expérience professionnelle soit souhaitable, mais pas essentielle. Un curriculum vitae détaillé, une présentation des objectifs professionnels, une lettre de motivation (pas plus de 500 mots) et deux photographies de taille officielle doivent être envoyés, avant le 12 avril 1999, à :

Professor Franco Bruni - Università di Economia  
Via Sarfatti, 25 - 20136 Milano - Italie - Tel. 39-02-5836.5329 - Fax 39-02-5836.5314

Pour obtenir des informations plus précises sur le contenu du cursus, veuillez nous rendre sur notre site Internet : <http://www.credit.it/universita/leu/degree>

Une commission sélectionnera les candidats qui participeront à des entretiens à la fin du mois d'avril 1999, de façon à pouvoir proposer des places à 15-20 étudiants avant la fin du mois de mai 1999. Les frais de déplacement pour se rendre aux entretiens à Milan, les frais de scolarité et l'aide financière pour le voyage jusqu'à Dublin et l'hébergement sur place seront offerts par notre parrain. Lors de l'acceptation de leur admission, les étudiants devront régler une somme de 2500 euros dont le remboursement ne peut être exigé.

EuroPlus  
Research & Management

UniCredito Italiano



## re poisses

l'économie d'une micro-région de Bourgogne dans les années 60, se produit disparu

Le village de Poissy, en Bourgogne, a connu une véritable révolution économique dans les années 60. Le produit disparu

Le village de Poissy, en Bourgogne, a connu une véritable révolution économique dans les années 60. Le produit disparu

Le village de Poissy, en Bourgogne, a connu une véritable révolution économique dans les années 60. Le produit disparu

Le village de Poissy, en Bourgogne, a connu une véritable révolution économique dans les années 60. Le produit disparu

Le village de Poissy, en Bourgogne, a connu une véritable révolution économique dans les années 60. Le produit disparu

Le village de Poissy, en Bourgogne, a connu une véritable révolution économique dans les années 60. Le produit disparu

Le village de Poissy, en Bourgogne, a connu une véritable révolution économique dans les années 60. Le produit disparu

Le village de Poissy, en Bourgogne, a connu une véritable révolution économique dans les années 60. Le produit disparu

Le village de Poissy, en Bourgogne, a connu une véritable révolution économique dans les années 60. Le produit disparu

Le village de Poissy, en Bourgogne, a connu une véritable révolution économique dans les années 60. Le produit disparu



Les colliennes sèment le  
de la division sur le Lar

### Révélateurs de pertinence

Noms :	Jack Deconfin, François Berry, Fabrice Amigot-Dubois, Philippe Ley.
Mission :	Permettre à l'ensemble des informations disponibles dans ses bases de données pour prendre des décisions pertinentes et rapides (Business Intelligence).
Une de leurs références :	Un outil conçu, pour une grande banque, un portail de données offrant une compréhension individualisée de leurs clients et des outils d'aide à la décision. D'où une plus forte compétitivité grâce à une amélioration du service client, un meilleur pilotage des activités commerciales et une réduction des risques.
Slogan :	"La réussite d'une entreprise est déjà en elle. Il suffit de la révéler."
Web :	<a href="http://www.ibm.com/services/fr">www.ibm.com/services/fr</a>
Téléphone :	0 801 835 426

**IBM Global Services**

Des gens qui pensent. Des gens qui agissent.

@ business people







675

675 - 775  
675 - 775

(Publicité)

LE MONDE / MERCREDI 17 MARS 1999 / 15

Qui peut attendre dix ans la sortie d'un nouveau médicament ?  
Aider à gagner un peu de temps, c'est faire renaître beaucoup d'espoir.



**Avec nous, vous changerez le monde.**

Nouer des alliances. Utiliser les nouvelles technologies. Lancer de nouveaux produits. Mettre en place de nouveaux circuits de distribution. Dans ces domaines notamment, nous aidons les groupes pharmaceutiques à optimiser le cycle de développement et à accélérer la diffusion de leurs produits. C'est notre façon de contribuer à leurs côtés à l'amélioration de la santé.

[www.pwcglobal.com/fr](http://www.pwcglobal.com/fr)

**PRICEWATERHOUSECOOPERS**   
CONSEIL EN MANAGEMENT

© 1999 PricewaterhouseCoopers. La marque PricewaterhouseCoopers renvoie aux entités juridiques qui constituent le réseau international PricewaterhouseCoopers. Tous droits réservés.

051 711 111



صكزا من الراجل

*L'esprit pionnier,  
c'est imaginer  
d'autres possibilités*

**Apprentissage, international, formation continue.  
Le groupe ESSEC réinvente l'enseignement en Europe.**

Pour être au cœur de l'innovation, le groupe ESSEC a choisi d'impliquer les entreprises dans ses enseignements (monitoring, chaires d'enseignement, partenariats sur les programmes spécialisés, formation continue, apprentissage), de créer de nouvelles thématiques, de

nouvelles filières pour que les étudiants d'aujourd'hui disposent d'atouts opérationnels pour être les pionniers des entreprises de demain. Première Business School à obtenir l'accréditation AACSB, le groupe ESSEC intègre l'association internationale la plus prestigieuse.

Le corps professoral du groupe ESSEC, composé de plus de 90 permanents d'un très haut niveau académique, est parmi les plus actifs en Europe en terme de recherche et de publications, garantissant ainsi un enseignement qualitatif et hautement innovant.



[info@essec.fr](mailto:info@essec.fr)

[www.essec.fr](http://www.essec.fr)

**GROUPE ESSEC  
ACTING FIRST**

(Agir en pionnier)



Première business school européenne accréditée par l'AACSB -  
The International Association for Management Education.



L'homme le plus puissant du sport moderne pouvait-il être si crédule face au problème de corruption ? « Non, répond un ancien collaborateur. Il n'ignorait rien des exigences des membres du

Le groupe de travail le plus convoité est la commission exécutive, composée de onze personnes, de M. Samaranch considéré comme le « gouvernement du CIO ». Il a fait entrer la plupart des postulants à sa succession. On trouve là Canadian Dick Pound.

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय







» qui a entraîné.

# démission de la Commission européenne

HORIZONS-DOCUMENT

LE MONDE / MERCREDI 17 MARS 1999 / 19

- Dans le cas de M. Wulf-Matthies, le comité a constaté que celle-ci a recruté un collaborateur personnel pour un travail d'intérêt communautaire, en utilisant une procédure inappropriée.

- Le cas de M. Pinheiro, le comité a constaté que la procédure selon laquelle son beau-frère a été recruté était correcte et que le contrat effectué par ce dernier était d'intérêt communautaire. La conviction du comité qu'en aucun cas un commissaire ne doit embaucher dans son cabinet un de ses proches.

- Dans les autres cas, le comité n'a pas trouvé de preuves étayant les allégations des fonctionnaires. Les commissaires Likanen, Marín et Santer.

## Evaluation au regard des principes en matière de conduite appropriée

La Commission est une institution qui agit en toute indépendance, dans l'intérêt général de la Communauté, ainsi qu'avait été défini et consacré, conformément à certaines règles de conduite. Comme le comité l'a observé au début de son rapport, les règles font partie d'un tronc commun de principes fondamentaux de la vie publique acceptés dans les systèmes juridiques de la Communauté et des États membres. Le comité a trouvé qu'aucun exemple dans lesquels aucune irrégularité ne fut qu'une fraude, n'a pu être mise au jour, en ce sens qu'aucune disposition législative ou aucun règlement n'a été violé, mais les irrégularités ne sont pas autorisées, voire même encouragées.

Une conduite qui, même si elle n'est pas illégale en soi, n'est pas acceptable. C'est le cas manifestement lorsque le favoritisme est en cause. Très souvent, la nomination d'une personne issue des amis proches ou de l'entourage d'un commissaire, à un poste bien rémunéré de la Commission, ou l'octroi d'un contrat de consultant tout aussi bien rémunéré constituent une violation des règles en vigueur. C'est le cas lorsque la personne concernée relève d'une catégorie de personnel pour laquelle elle ne dispose pas des qualifications requises. Quel qu'il en soit, même si de telles irrégularités n'apparaissent pas et même si les règles ne sont pas violées, les commissaires devraient s'abstenir de nommer des conjoints, des proches ou de leur famille ou des amis, même si certains disposent des qualifications appropriées, à des postes qui n'ont pas fait l'objet d'un concours externe ou d'une procédure d'appel d'offres. Dans de tels cas, il devrait y avoir au moins une obligation de divulgation dans le courant du processus de nomination.

Les principes de publicité, de transparence et de responsabilité constituent la base même de la démocratie et les instruments qui permettent à cette dernière de fonctionner normalement. La publicité et la transparence impliquent que le processus décisionnel à tous les niveaux soit accessible que possible à l'opinion publique, et responsable devant cette dernière. Cela signifie que les raisons pour lesquelles des décisions sont prises ou non sont rendues publiques et que ceux qui les prennent assument la responsabilité et sont prêts à en accepter les conséquences pour eux-mêmes s'ils apparaissent ultérieurement que ces décisions n'allaient pas dans le bon sens. Ainsi, les appels d'offres devraient avoir un caractère beaucoup plus public et plus transparent : tout candidat devrait être en mesure de savoir pourquoi une telle offre n'a pas été choisie et pourquoi une autre a été favorisée.

Le comité a constaté que la relation entre les commissaires et les directeurs généraux ne répondait pas toujours à cette exigence. La séparation entre la responsabilité politique des commissaires (pour les décisions politiques) et la responsabilité administrative du directeur général des services (pour la mise en œuvre de la politique) ne peut être invoquée de façon excessive. Comme indiqué ci-dessus, le comité est d'avis que les commissaires doivent s'efforcer en permanence d'être informés des agissements et des omissions des directeurs généraux qui relèvent de leur responsabilité et que les directeurs généraux doivent tenir leurs commissaires informés de toutes les décisions importantes qu'ils prennent ou dont ils ont connaissance. Cette obligation d'information mutuelle implique que les commissaires doivent chercher à savoir ce qui se passe dans les services, tout au moins au niveau du directeur général, et qu'ils doivent porter la responsabilité.

Le même ordre d'idées, le comité souligne que toutes les personnes qui travaillent dans les institutions communautaires doivent savoir qu'aucune stratégie visant à couvrir quelque chose ou à pourrir jamais ne sera considérée comme acceptable. Aucune information ne peut être cachée à d'autres institutions, comme le Parlement, ou à d'autres fonctionnaires - les commissaires en particulier - lorsque ces derniers sont appelés à jouer un rôle dans le processus décisionnel. Cette remarque vaut également pour les informations qui n'ont pas été entièrement soumise à la procédure d'audit, comme c'est le cas pour les rapports d'audit. Ces informations doivent être partagées très rapidement, et la confidentialité doit être évidente, mais les fonctionnaires, services, directions ou commissaires, qui doivent être au courant de ce qui se passe, ont la perspective des décisions qu'ils ont à prendre ou à élaborer.

## Réformes à envisager

A partir du début des années 90, la Commission a vu ses responsabilités de gestion directe augmenter considérablement. D'institution de régulation, elle est devenue une institution d'exécution. Parallèlement à la culture administrative et financière, les responsabilités individuelles, la responsabilité de la nécessité de respecter les règles de bonne gestion financière, n'ont pas évolué à la même rapidité. La haute hiérarchie, notamment, est restée davantage intéressée par les aspects politiques que par le travail de gestion.

Certes, la Commission Santer a entrepris des réformes

nombre de réformes pour accélérer le changement mentalités. Cependant, les insuffisances qui demeurent sont clairement apparues au comité à l'examen des dossiers spécifiques qui traitent de la gestion directe par la Commission.

La plupart des réformes auditionnées par le Comité ont allégué le manque de ressources humaines, étant la cause principale du retard aux mini-budgétaires, BAT, et autres formes d'assistance aux États membres. Cependant, la Commission dispose de la possibilité de faire les propositions qu'elle estime nécessaires en matière d'organigramme, au sein d'un projet de son avant-projet de budget à l'autorité budgétaire. C'est pourquoi il est apparu au comité que les insuffisances quant à l'insuffisance des ressources humaines sont en contradiction avec les décisions prises par la Commission elle-même de maintenir un budget de rigueur depuis 1993.

Nul ne conteste que la Commission a dû faire face, au cours des dernières années, à de nombreux défis nouveaux, tels que la préparation des élargissements, les crises humanitaires et le problème des réfugiés, la crise de la vache folle, etc. Dans ces nouvelles priorités de gestionnaire, la Commission se devait d'opérer des choix quant à ses priorités, et qu'elle a manqué de faire, préférant user des fonds communautaires (même illégalement) pour assurer l'adéquation entre les objectifs à mettre en œuvre et les moyens à disposition. Le manque de l'assistance externe (BAT et les autres) est la preuve que la Commission n'a pas pris l'initiative d'adapter ses ressources humaines (redéploiement, pourvoi des postes vacants).

Le comité estime qu'il était de la responsabilité collective des commissaires d'adopter une position collégiale face aux problèmes des ressources humaines constatés par les commissaires individuellement afin d'éviter non seulement une atteinte à l'intégrité de la fonction publique européenne assortie d'un préjudice moral et économique, mais aussi et surtout, d'une part, les limitations du pouvoir de contrôle (Cour des comptes et Parlement) d'autre part, par la presse enfin.

## Une situation lourde de conséquences

A l'origine des difficultés rencontrées dans chacun de ces dossiers se trouve la divergence entre les objectifs assignés à la Commission dans le cadre de la politique nouvelle décidée par le Parlement et le Parlement, sur proposition de la Commission, et les moyens que la Commission a pu (ou su) employer au service de cette nouvelle politique. Le redéploiement des effectifs existants n'a pas été possible pour plusieurs raisons : le cloisonnement des directions générales, l'existence d'autant de fœdalisés que de commissaires, le sentiment largement répandu qu'un changement d'affectation était une punition, ne l'ont pas permis. L'augmentation des effectifs d'auxiliaires au budget de la Commission aurait pu partiellement constituer une solution.

Le Comité des experts n'a nulle part trouvé de tentative de la Commission, tendant à apprécier a priori le volume des mesures nécessaires, au sein de la discussion d'une nouvelle politique, les institutions de la Communauté.

Le comité n'a pas eu le temps de réfléchir à la gestion du personnel, ni à d'éventuelles modifications du statut. Cependant, il a noté que plusieurs commissaires lui ont spontanément fait part de leur conviction qu'aucune amélioration du fonctionnement du service ne serait possible, sans une réforme approfondie sur ces points.

S'agissant des modes d'organisation, le même incapacité à anticiper se manifeste : la Commission n'a pas cherché à l'avance les modalités auxquelles chaque nouvelle politique allait être exercée, et à prendre en conséquence les dispositions nécessaires. Elle a réagi au coup par coup, sans doctrine et sans ensemble, d'une part en embauchant du personnel temporaire à l'intérimaire, d'autre part en recourant à la sous-traitance.

Les contrats de prestation de services ont souvent été passés dans des conditions discutables, favorisées par l'imprécision et la dispersion des tâches régissant la passation des marchés, ainsi que par la faiblesse de la CCAM, créant le risque de fraudes et de mauvaise gestion.

## Les mécanismes de contrôle

Ainsi se trouve posée la question centrale : pourquoi les mécanismes de contrôle n'ont-ils pas permis de rectifier à temps les dérives ?

L'auditeur externe (la Cour des comptes) a produit pour la plupart des affaires en 1992 et 1996 pour la tourisme, et en 1997 pour MEDC et ECHO. Mais seule l'une des deux branches de l'autorité budgétaire (le Parlement) a été efficacement examinée.

Au sein de la Commission, les mécanismes d'audit de contrôle n'ont pas fonctionné efficacement. Le comité considère qu'il s'agit d'une question centrale. Pour l'analyser, il faut bien distinguer l'audit et le contrôle a priori.

Le contrôle a priori s'exprime par la procédure de visa dont est responsable la DGKK : cette procédure, telle qu'elle est actuellement mise en œuvre au sein de la Commission, fonctionne mal. La plupart des irrégularités que le Comité a pu relever ont été évitées d'un visa favorable du contrôle financier.

L'audit interne, au sein d'une petite cellule au sein de la DGKK. Ses prestations, telles qu'a pu le constater le Comité, sont le plus souvent satisfaisantes. Mais elles ne couvrent pas en temps utile les affaires qu'il faut examiner. Elle n'est pas capable d'exercer la maîtrise dans les opérations visant à redres-

## Le comité des sages

Les cinq membres du « comité d'experts indépendants » ont été chargés d'examiner la façon dont la Commission agit et agit-elle les principes de la fraude, de la mauvaise gestion, du népotisme, en procédant notamment à l'examen de fond des pratiques de la Commission en matière d'octroi de contrats financiers. Les membres du comité sont :

- Iga-Britt Ahlén, suédoise, ancienne présidente du conseil d'administration de l'organisation européenne d'audit supérieurs.
- Juan Antonio Carrillo Salas, espagnol, professeur de droit à l'université de Séville.
- Pierre Lelong, français, président de chambre à la Cour des comptes.
- André Middelhoeck, néerlandais, ancien président de la Cour des comptes européenne.
- Willem Van Gerven, belge, avocat et professeur à l'université de Louvain.

## Les sigles

- DG XII : sciences, recherche et développement
- DG XX : contrôle financier
- DG XXII : éducation, formation, jeunesse
- DG XXIII : politique d'entreprise, tourisme et économie sociale
- AIPN : autorité investie du pouvoir de nomination
- ECHO : office humanitaire de la Communauté européenne
- MED : programmes pour la coopération avec les pays méditerranéens
- UCLAF : unité de lutte anti-fraude de la Commission



JACQUES SANTER

## Les personnalités

- Jacques Santer, président de la Commission européenne.
- Edith Cressat, ancien premier ministre français, chargée de la recherche à l'éducation.
- Erkki Likanen, commissaire finlandais responsable du budget européen et du personnel.
- Manuel Marín, commissaire espagnol responsable des relations avec les pays de la méditerranée et du Moyen-Orient.
- João Pinheiro, commissaire portugais responsable de l'aide à l'Afrique.
- Wulf-Matthies, commissaire allemand chargée de la politique régionale.

la situation. L'UCLAF, qui ne fait pas partie de la DGXX, a une plus en plus tendance à être sollicitée pour des enquêtes purement internes à la Commission, en concurrence avec l'audit interne, qui nuit à l'autorité de celui-ci.

Contrôle a priori et audit interne sont deux activités dont les techniques et les préoccupations divergent absolument. Les maintenir ensemble, à l'intérieur d'une même direction générale, mérite de faire l'objet d'une réflexion. L'audit interne doit jouer un rôle d'appui efficace, au service de la Commission, afin que celle-ci assume ses responsabilités. Pour cela, les ressources humaines de l'audit interne doivent être fortement accrues. De plus, celui-ci doit fonctionner de manière indépendante.

En général, les procédures contradictoires d'audit interne prennent trop de temps et ne permettent pas l'efficacité des constatations. Aussi devraient-elles être encadrées par des règles rigoureuses : passé un délai impératif - de l'ordre de un à deux mois - le service audité qui n'a pas répondu à un pré-rapport devrait savoir que l'audit publiera une évaluation de la réponse du service.

## L'UCLAF

La mission de l'UCLAF au sein de la Commission est quelque peu ambiguë. L'UCLAF ne doit pas être un service d'audit interne : ce n'est pas sa capacité, compte tenu de la qualification professionnelle de la majeure partie de ses agents. A présent il semble exister une concurrence entre deux services d'audit internes. L'UCLAF doit, à l'audit interne, mais de façon distincte, remplir une mission qui lui est propre. Elle consiste à examiner à l'extérieur et à l'intérieur de la Commission, à partir des rapports d'audit (dès le début du pré-rapport) et des autres sources d'information disponibles, les situations, concernant la protection des intérêts financiers de la Communauté, à mettre en forme des dossiers destinés à être transmis aux autorités judiciaires des États membres (parquet de Bruxelles notamment) et à suivre ensuite ces dossiers tout au long de la procédure.

Le fonctionnement de l'UCLAF, tel que le comité a pu le constater à l'examen des affaires en cause, ne correspond pas complètement à ce schéma. Son intervention tendrait parfois les procédures, mais toujours un résultat réel.

## Les enquêtes administratives et disciplinaires

Avant de découvrir des irrégularités ou des fraudes, les enquêtes administratives sont une procédure interne à la Commission utilisée souvent, même lorsque des irrégularités de l'ordre d'importance en cause. Elles sont en général confiées à un directeur général en exercice, parfois à un groupe de trois. Elles consistent à l'intérieur qu'il peut y avoir la révélation de cette façon des éléments relatifs en vue d'une éventuelle procédure disciplinaire, le comité met en garde contre leur multiplication, l'usage qui en est fait. En effet, il a constaté qu'elles

L'ensemble des notes du docteur Berthelot, correspondant à une année et demie de travail et de salaire, totalise à peine vingt-quatre pages...

étaient déclenchées trop tard, duraient trop longtemps, pour des résultats parfois faibles. Parfois même, elles dissuadent de passer à la procédure disciplinaire.

Les procédures disciplinaires sont rares, bien que le comité ait constaté un accroissement récent de leur nombre. Il a rencontré des cas où elles auraient dû être engagées et où elles n'ont pas été. Cela est notamment le cas pour les fonctionnaires de rang très élevé, auxquels a été appliqué, généralement et sans hésitation, l'article 11 du statut (retrait d'emploi sans l'intérêt du service), ce qui leur a permis de partir à la retraite, munis d'une confortable indemnité.

En deuxième lieu, les poursuites disciplinaires sont très lentes. Cette constatation rejoint ce qui a été écrit plus haut au sujet des faiblesses du contrôle financier, de l'audit interne, de l'UCLAF, des enquêtes administratives et du mélange de leurs activités. Le repérage des responsabilités individuelles est mal assuré au sein de la Commission et de ses services.

Enfin, les conseils de discipline proposent des sanctions trop légères, que l'AIPN ne peut pas aggraver, comme elle en a pourtant le droit. Le comité considère que l'impossibilité de laquelle l'administration ne trouve pas à présenter son point de vue au sein du conseil de discipline, et la grande complexité du barème des sanctions prévues par le statut, mériteraient d'être examinés.

## La responsabilité

La Commission manque d'une procédure interne, simple, rapide et pratique pour fixer les responsabilités en matière d'irrégularités, et de fraudes éventuellement consécutives, commises par ses propres fonctionnaires. Le comité a constaté qu'il y a une lacune dans la plupart des dossiers qu'il a examinés. Il serait donc souhaitable que, dans leurs conclusions, les rapports d'audit fassent plus systématiquement place, à l'avenir, à l'évaluation des performances individuelles. L'évaluation était franchement négative, un comité administratif indépendant, comprenant un représentant de l'audit interne, pourrait proposer à l'AIPN des suites appropriées.

La responsabilité des commissaires, au sein de la Commission dans l'ensemble, ne peut être une idée vague, une notion floue dans la pratique. Elle doit aller au-delà d'un exercice permanent de responsabilisation. Chacun doit sentir comptable de ce qu'il gère. A travers des études menées par le comité, il a pu constater que la responsabilité est devenue difficile à trouver, qu'un qui ait le moindre sentiment d'être responsable. Or ce sentiment de responsabilité est essentiel. On doit le trouver, au premier lieu, auprès des commissaires et de leur collège. La tentation de vider la notion de responsabilité de tout effet est dangereuse. Cette notion constitue la manifestation ultime de la démocratie.



صلى الله عليه وسلم

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75241 PARIS CEDEX 5  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Fax : 01-42-17-32-90  
Tél. relations clients abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

## Une chance pour l'Europe

**L** est des sacrifices... mais c'est justement... que Bruxelles a commis sa plus grave erreur politique, en sous-estimant l'évolution de l'esprit public européen. L'opinion européenne réclame la mise en œuvre d'une morale publique sans faille. En revanche, elle n'est pas europhobe... comme l'attestent les sondages... elle exige plus des institutions de l'Union que de ses gouvernements. Elle veut une Commission « irréprochable », à laquelle elle est prête à demander des comptes, par la voie du scrutin à Strasbourg. En cette période de crise budgétaire, elle est prompt à remettre en question le rôle de l'argent public européen... elle attend de chaque projet... une grande... ajoutée. Elle a le sentiment légitime que la Commission a longtemps cherché, par maladresse et mépris, à étouffer le scandale en son sein.

Lorsque viendra l'heure de la relève à Bruxelles, chacun devra prendre ses responsabilités. La future Commission devra assainir ses circuits administratifs et financiers, améliorer ses processus de décision et surtout retrouver l'inspiration et le souffle perdus. Peut-être faudra-t-il d'ailleurs, pour accueillir ses nouveaux membres, lui offrir une Commission forte et unie, tout comme d'un Parlement offensif. Quant aux gouvernements, ils devront enfin s'entendre sur une réforme des institutions. Face aux anti-européens qui tentent d'exploiter cette crise, il faut au contraire s'en servir pour aller plus loin vers une Europe démocratique et transparente.

**Le Monde** est édité par la SA Le Monde  
Président du directoire : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Bergevin, directeur adjoint  
Directeurs adjoints de la rédaction : Roger Pélissier ; Thomas Fenechi, Pierre George, Jean-Yves Lhommès  
Directeur artistique : Dominique Royette  
Directeur de la rédaction : Alain Fommont  
Rédaction en chef : Alain Fommont (Éditorial et diagramme) ; Laurent Godeau (Supplément et rubriques spéciales) ; Michel Kojman (Droits) ; Eric Le Boucher (Intermédiaire) ; Patrick Javeau (France) ; Franck Moncé (Société) ; Claire Baudou (Région) ; Jacques Bouché (Adm. Tech) ; Jacques Saragat (Culture) ; Christian Maudou (Secrétariat de rédaction) ; Rédacteur en chef technique : Eric Azou  
Médiateur : Robert Joffé  
Directeur exécutif : Eric Pélissier ; directeur délégué : Anne Chammehoung  
Conseiller de la direction : Alain Rullier ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; journaliste audiovisuel : Bernard Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Milon, président ; Michel Holsboeck, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Bourme-Méry (1944-1949) ; Jacques Faure (1949-1952) ; André Lemaire (1952-1955) ; André Fontaine (1955-1991) ; Jacques Lemaire (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Dirigé de la société : Jacques Faure (1944-1949) ; Jacques Faure (1949-1952) ; André Lemaire (1952-1955) ; André Fontaine (1955-1991) ; Jacques Lemaire (1991-1994)  
Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Société civile Les Médiateurs du Monde, Fonds commun de placement des personnes du Monde, Association Hubert-Bourme-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Le Monde Participations, Claude Bernard Participations.  
Droits de la société : Jacques Faure (1944-1949) ; Jacques Faure (1949-1952) ; André Lemaire (1952-1955) ; André Fontaine (1955-1991) ; Jacques Lemaire (1991-1994)  
Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Société civile Les Médiateurs du Monde, Fonds commun de placement des personnes du Monde, Association Hubert-Bourme-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Le Monde Participations, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## La comédie de l'essence se prolonge

LE GRAVE... de la pénurie d'acier n'existe plus pour nos... automobiles et nos raffinements... pétrole. Les uns... ont pu augmenter leur cadence... production. Le but final et obligatoire de ces... n'est-il pas le développement... la circulation automobile ? Qui donc peut s'y opposer ?

La France... un des rares pays qui... utilisé... de produits pétroliers en 1947 qu'avant la guerre. La... de 1938 étant prise comme... 100, la Belgique était l'an passé au... 201, la Norvège à 175, la Hollande à 164, la Grande-Bretagne à 158, l'Italie à 141, et la France à 79 seulement.

considérable... notre activité économique risque... pâtir durement de... imprévoyance. L'... quelle... valable... pool inter-administratif de l'essence continue-t-il à tergiverser ?... ne... éliminés... l'allocation mensuelle et régulière de 30 litres au minimum... les... non prioritaires... le relèvement... contingents prioritaires insuffisants. Et... la... bien entendu, que le prix... unique.

Les responsables de nos... de notre... économique... mieux... quiconque les répercussions... qu'entraînerait le développement du commerce et de la circulation automobile ; il... pas possible qu'ils s'obstinent dans une politique fiscale à la Grébouille, dont le seul bénéficiaire... le marché... (17... 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) LEMONDE  
Documentation sur Minitel : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) LEMOND  
ou 36 79 25 26 27

Le Monde sur CD-ROM : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde CompuServe : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

## A qui sont les mots ?

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

LA VIE PUBLIQUE ne se contente plus de commander à nos plectres : fête des morts glorieux, des mères. Elle étend son règne sur le calendrier de nos ferveurs secrètes : l'amour, la fillette.

Cette semaine, un organisme rattaché directement au premier ministre nous ordonne de choisir la langue française. Des « actions » sont prévues : « moins de mots », « moins de mots », « moins de mots ». Des « ateliers d'écriture » joueront avec dix mots choisis ou ne sait par qui (sans doute est-ce le secret d'une transparence ambiguë pour s'en tenir aux vœux proposés). La francophonie, notez-le, date, sera l'honneur le 20 mars. Internet, qui est partout, ne saurait manquer « sur » une « machine à écrire » interactive « en diable. Colossale coïncidence : l'opération s'achèvera trois jours après l'ouverture du Salon du livre. Son titre sent bon l'invention d'office publicitaire pour flatter de parfum : « La française comme on l'aime ».

Qui : « on » ? Mystère. L'Académie française a adopté le « vous-et-moi » manipulateur des médias audiovisuels : « Ici, que voulez-vous ? », on aime Michel Sardou ! », de la confection : « On reviendra cet automne à la petite robe noire, vous verrez ! », de la Bourse : « A Brongniart, on a adoré le départ d'Oscar Lafontaine » - et de la réclame : « A la maison, on raffole du biscuit Crautwich ».

Le bon peuple est donc sommé de faire des

bouquets avec les mots jolis. Mais on se garde bien de lui dire que la cueillette est réglementée, et confisquée à la patrie.

Par le pouvoir politique, tout d'abord. Mécontent d'un avis de ses propres experts qui doutait de son droit à réglementer le genre des noms de titres et de fonctions, il s'apprêtait à passer outre, comme aucun régime de ce siècle n'a osé le faire - hormis les dictatures, recommissables à leur prétention de régenter la grammaire. Comme s'il suffisait d'écrire *Got mit uns* sur les ceinturons pour que les boureaux aient le Ciel avec eux !

L'Académie ? Parlons-en. Elle n'a jamais prétendu légiférer ni verbaliser, depuis que Richelieu a fait de La Fontaine, La Bruyère, Corneille, Racine et quelques auteurs de plutôt bonne venue les greffiers, et non les juges de paix, de l'emploi le plus bonhôte. Personne autant qu'elle ne respecte la souveraineté des usagers sur la plus démocratique des créations humaines.

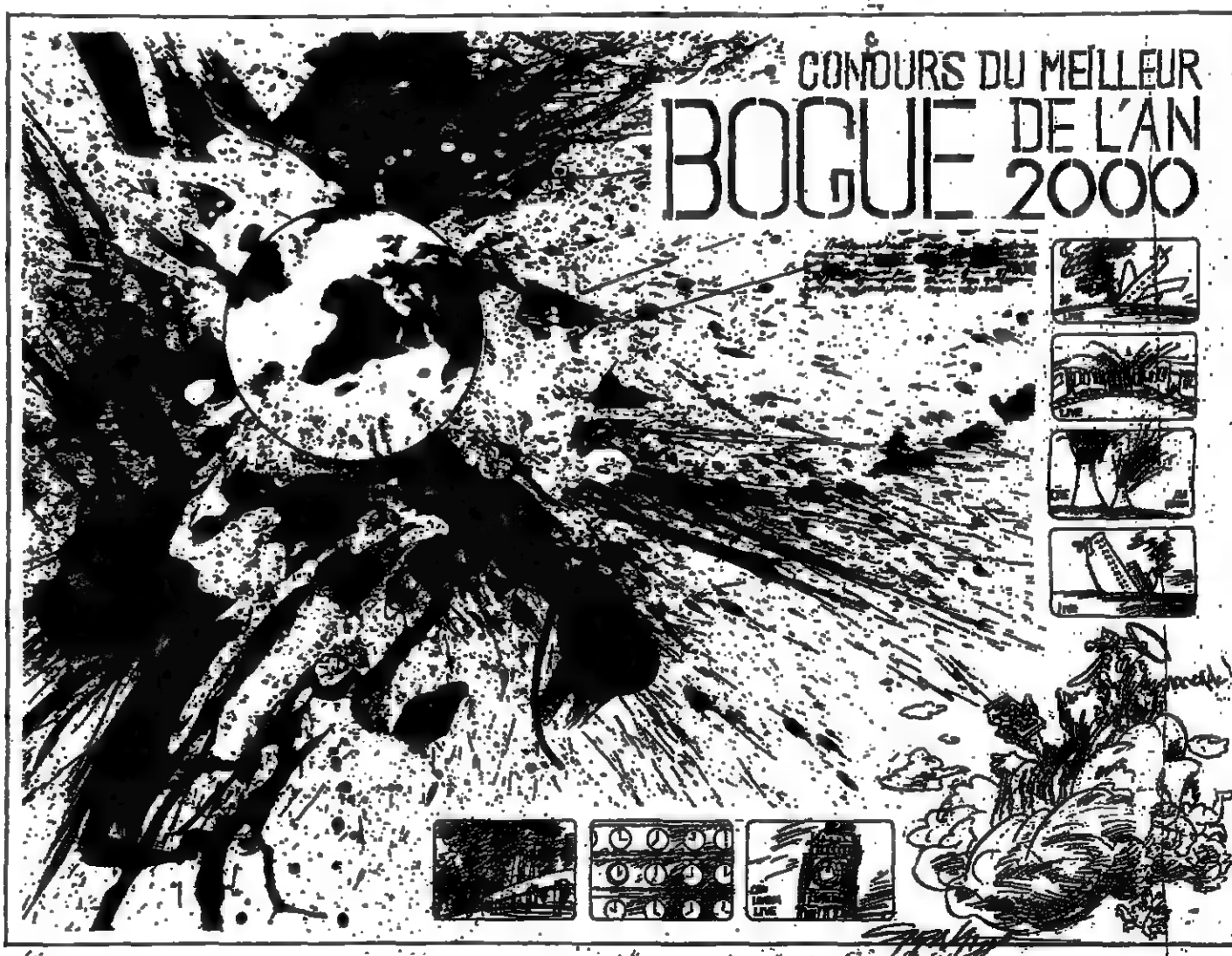
On ne peut en dire autant des linguistes médiatisés, toujours les mêmes, que leur monopole de fait ne semble pas encombrer, ni des pouvoirs économiques, qui se conduisent envers les mots comme envers les ressources naturelles et les épargnants, c'est-à-dire en pays conquis. Les propriétaires véritables d'une langue qui nous a façonnés et nous constitue, nous n'avons aucun recours contre les margouillins qui trafiquent le bien commun du vocabulaire (une habitude,

chez eux, de piquer dans la caisse), en imposant à coups de tric-fabrique « la positive », en privatisant « talents » (si banquiers et spéculateurs « conjuguent leurs talents », que restera-t-il aux artistes ?) ou en décidant d'avance que tel livre ou film sera un « événement », ce qui seule l'opinion devrait librement rester juge.

A qui appartenait, avant que chacun s'en serve, ces créations éminemment collectives et intimes que sont les mots, y compris les fulgurances que signent les poètes ? Il faudrait retenir, là-dessus, le *Crayle*, de Platon. Au risque d'une perplexité accrue ! Nommer les choses, est-ce pure convention, ou approche de leur nature intrinsèque ? Ce qui est sûr, c'est que les mainmises étatiques et les accaparements du premier arrivé, du plus offrant, du mieux-affichant, sont autant de vols et de viols d'un dépôt sacré parce qu'indivisible. En tant qu'organisme vivant, le langage échappe aux décrets gouvernementaux, aux appropriations abusives, aux trafics polluants. Est-ce le cas ?

La semaine de la langue française aura été autre chose qu'un catalogue de gentils travaux dirigés à l'usage de la jeunesse. Elle aura été un acte de résistance à l'écologie, à combattre les prétentions des politiques, les empiètements des médias, les transgéniques du rendement. Les aliments de l'esprit valent bien le soin nouveau apporté à ceux du corps. La vache-qui-rit, oui ; la vache folle : non.

## Projet de célébration de l'an 2000 par Jean-Pierre Cagnat



## Sanction corse contre la politique du gouvernement

POUR la première fois, une liste indépendantiste (Corsica Nazione, animée par A. Cuncoita, indépendantiste), favorable à une organisation armée clandestine, FLNC-canal historique, a recueilli 16,77 % des voix en Corse. Un tel résultat n'avait pas été atteint, y compris aux élections territoriales de 1992, qui avaient vu la mouvance nationaliste-autonomiste obtenir au second tour le record de 24,83 % des voix : deux listes se partageaient les suffrages ; ces regroupaient plusieurs mouvements, certains se démarquant de la violence, la référence à l'indépendance n'était qu'un symbole.

Jusqu'aux années 70, l'idée de quitter le giron français n'avait jamais fait l'objet d'un débat sérieux. Seule une frange d'intellectuels affirmait l'attachement à la Corse, mais la dévotion guerrière mondiale, par l'intermédiaire du mouvement qui avait adopté la thématique de l'« Italia nostra », la Corse. Cette dernière avait encouragé le mouvement régionaliste, qui n'a réapparu qu'au début des années 60. En 1975, les indépendantistes d'Aleria ont mené une partie des indépendantistes régionaux à la contestation, dans une période de dialogue avec l'Etat, était devenue la deuxième force politique de l'île.

Plus récemment, A. Cuncoita a remis en avant le mot d'ordre d'indépendance à l'été 1998, après le succès de la politique de l'Etat, commencé en 1996 (lorsque Alain Juppé a désavoué la politique de dialogue de Jean-Louis Debré) et amplifié à la suite de l'assassinat du préfet Claude Brignac en février 1998. En fait, le socle de la revendication d'essence régionaliste est moins l'indépendance que l'autonomie. En 1921 déjà, le président de la République Alexandre Millerand, en visite à Ajaccio, avait lui-même repris cette idée à son compte. En 1991, le statut élaboré par Pierre Joxe, toujours en vigueur, visait notamment à favoriser la constitution nationale en Corse, plus d'autonomie à l'Assemblée de Corse, à l'instar d'un conseil général.

La réaction des nationalistes indiques-t-elle une contestation d'une partie non négligeable des Corses à l'égard d'indépendance ? Il s'agit sans doute, pour partie, d'un retour à la fonction « tribunaire » des nationalistes. En 1992, leur score élevé avait montré leur enracinement. La mouvance nationaliste-autonomiste, en modérant sa contestation, dans une période de dialogue avec l'Etat, était devenue la deuxième force politique de l'île.

Sept ans plus tard, dans une situation inverse, avec le positionnement

gagne plus de 60 % de voix par rapport au second tour de 1998, au détriment de la gauche d'Emile Zuccarelli (PRG), mais aussi de la droite de José Rossi (DL) et de Jean-Louis Debré (RPR).

Si l'on ajoute les suffrages nationalistes qui ne sont pas reportés sur Corsica Nazione, sans compter ceux obtenus par les listes « coristes » (qui ont pour caractéristique commune de ne pas revendiquer la spécificité corse), on mesure la force de la réaction à ce qui est perçu, à tort ou à raison, comme une volonté de l'Etat de normalisation de la Corse.

Méthodes expéditives  
Tel est le résultat de l'action menée par le gouvernement et le préfet Bernard Bonnet depuis l'assassinat du préfet Brignac, pour « redresser la Corse à grands coups de pied au derrière », selon une formule de l'hebdomadaire *Le Journal de la Corse*. Le corps électoral corse est divisé en multiples maillages et inflige divers échecs au gouvernement. Celui-ci aurait tort de croire que les nationalistes, gênés par la perspective de l'Etat de droit, ont pour les nationalistes. Le fonctionnement erratique de l'enquête, les méthodes expéditives du juge Bruguière, ont heurté la sensibilité des insulaires et suscité les nécessaires remises en

l'impression de confondre l'Etat de droit et droit commun.

La réaction d'établir l'Etat de droit en Corse ne discute pas. La mouvance autonomiste-nationaliste elle-même s'est construite non contre, mais pour l'Etat de droit, même si, ensuite, de multiples dérives ont contredit son discours initial. L'établissement de l'Etat de droit, il y a quelques dizaines d'années, aurait sans doute économisé de l'argent, des énergies et évité des morts. Mais l'Etat de droit ne signifie pas la négation de toute spécificité. En ne s'opposant pas à l'abrogation à la hussarde des arrêtés Miot, selon des modalités et un calendrier inapplicables, le gouvernement a donné l'impression qu'il n'est prêt à s'engager dans cette voie. Enfin, il a paru hésiter entre la prise de compte de la réalité - la pénétration des idées nationalistes dans le corps social corse - et le refus de cette réalité.

Au bout du compte, le gouvernement a semblé considérer que « la Corse, c'est le Var ». L'expression d'un conseiller de Jean-Pierre Chevènement. Or la Corse n'est ni le Var, ni, dans un autre registre, la Creuse ou la Corrèze, mais une île à la singularité sculptée par l'histoire et la géographie. C'est pour l'avoir oublié que Paris, renouvelant les erreurs du passé, a ouvert la voie aux contestataires les plus radicaux.



**Suite de la première page**

à remontrer au principe de l'opportunité des poursuites, ce à quoi personne ne paraît sérieusement, il y a par définition plusieurs politiques pénales possibles. C'est la première la plus modérée, la plus humaine. Le projet du gouvernement, s'il était adopté, conduirait de fait à cette sorte de « modération » des sanctions et ce qui n'en compte pas une personne, et notamment pas la présentation nationale ; le risque est grand d'avoir autant de politiques pénales que de parquets, ce qui est contraire au principe d'égalité des citoyens devant la loi.

L'indépendance des juges est aujourd'hui garantie comme elle l'était. Vouloir aller plus loin, c'est la considérer comme une fin en soi, alors qu'elle n'est qu'un moyen - combien essentiel, il est vrai - au service de l'impartialité du juge. L'équilibre général du système est satisfaisant. Il ne faut pas le modifier.

« Les progrès doivent être réalisés dans le domaine de la justice, c'est en faveur des droits des citoyens : droit du justiciable à voir ses litiges résolus sans retard par la justice lorsqu'il décide de la saisir, droit des victimes à ne pas voir leurs plaies, comme c'est trop souvent le cas, *se saigner*. Cela pose la question des moyens de la justice et de la police. A cet égard, il est regrettable que le rythme des réformes décidées par la loi du programme du 1<sup>er</sup> janvier n'ait pas été maintenu. Droit, aussi, de prévention de l'innocence, protection de la liberté individuelle. C'est sans nul doute dans cette direction que d'importants progrès pourraient le plus rapidement être obtenus.

puis rapatriés. Depuis la loi du 17 juillet 1970, qui transformait la détention préventive en détention provisoire, sans compter les dispositions éraables, le régime de la détention provisoire, si elle est maintenue, est diminué en nombre absolu — mais les personnes environ quinze mille personnes sur cinquante — d'un mille détenus, ce qui signifie que les détentions provisoires ne semblent pas toujours justifiées et que, sur ce moyen, la médiation des officiers de la répression des personnes présumées irréparables à la réputation des personnes présumées irréparables. La réforme sémantique du 4 janvier 1993, qui a substitué la « mise en détention » à l'inculpation, n'a, en ce point de vue, changé.

Le gouvernement s'attaque de front à ce problème. En effet, se multiplient pour l'Etat des décisions du juge d'instruction du pouvoir de placer en détention provisoire, à multiplier les mesures techniques (conditions de durée de la détention provisoire, fenêtre d'information lors de l'instruction, restriction du port des menottes, communiqué du

parquet, contrat de procédure...). Il  
ainsi rendre droit positif.  
tout le monde s'accorde à re-  
connaître trop compliqué, encore  
plus confus, car, du passé, il n'ose  
faire table Rien ne vient  
garantir à la personne mise en exa-  
men la protection à laquelle elle  
légitimement prétendre  
un droit.

Comment y porter remède ?  
D'abord en limitant aux crimes  
et aux délits les plus graves, ainsi  
qu'à la récidive, les cas de mise en  
détention provisoire, **■ ■ ■** qu'elle  
■ aujourd'hui possible si la peine  
encourue est de deux ans, voire un  
■ seulement en **■** de délit fra-  
■ grant. Il s'agit **■** parvenir à une  
■ nouvelle répartition **■ ■ ■** qui  
■ pourrait justifier la détention pro-  
■ ■ ■ ■ ■ qui ne devrait  
■ ■ ■ ■ ■ de contrôle judi-  
■ ■ ■ ■ ■ appropriées, répartition pro-  
■ ■ ■ ■ ■ une plus juste conciliation  
■ entre l'impératif d'efficacité de  
■ l'enquête et la nécessaire préservation  
■ de la liberté individuelle.

Il faudrait, surtout, supprimer la mise en examen. En effet, à quoi sert-elle ? Elle met en examen le profit de la mise en examen de la défense ; l'assistance d'un avocat et l'accès au dossier. Sur ce point, force est de constater qu'aujourd'hui le juge d'instruction assiste dans les procès les avantages que dans une procédure ordinaire demain, il en sera de même pour la mise en examen placée sous la garde du juge. En fait, la mise en examen n'est que la mise en examen par le magistrat instructeur, qui lui permet d'utiliser les armes de la procédure ordinaire, de la mise en examen provisoire ou du juge d'instruction, à l'encontre du mis en examen. On peut se demander si la commodité de la seule justification n'est pas devenue la seule justification réelle de la mise en examen.

qu'aujourd'hui mise en examen, non susceptible d'appel, intervient dès le début de l'instruction, elle serait supprimée si la mise en examen ne devient possible qu'à la fin de la procédure ou au moment d'écarter la mise en examen provisoire. Cette mise en instruction serait, dans tous les cas, susceptible d'appel et aurait une audience publique. A ce système opaque et inexorable serait substituée la procédure contradictoire transparente. Faute d'adopter ces propositions, il n'y aura pas de véritable réforme de la procédure pénale dans le sens de la liberté des citoyens.

Enfin, la nouvelle procédure romprait avec la tradition inquisitoriale que nous avons eue jusqu'aux derniers à pratiquer, ce qui ne permet d'offrir au prévenu les garanties auxquelles il peut légitimement prétendre aujourd'hui. Les choses seraient plus claires: il y aurait des situations, *le témoin*, strictement protégée contre toute atteinte à sa présomption d'innocence, *le mis en accusation*, *le défendeur* étant, dans la plupart des cas, dans une situation sans doute, repoussée au-delà de la mise en examen actuelle et de la mise en accusation, la procédure publique. Quant à la détention provisoire, elle ne serait possible qu'en cas de *mis en accusation*. Les droits de la défense, le respect de la présomption d'innocence seraient ainsi mieux assurés, sans que cela nuise à la recherche des infractions. Un nouvel équilibre entre l'ordre et la liberté serait ainsi, plus juste et plus respectueux des droits de la personne.

**Edouard Balladur**

## par Olivier Duhamel

**A** Bruxelles, la Commission **■** tombée. Longtemps latente, l'insatisfaction visait avant tout son président, trop peu consistant. Différée par la réussite du lancement de l'euro, la vraie crise **■** commencé à la mi-janvier, en exigeant, elle, le rachat d'une réduction de leur dépense, **■** impatiences parlementaires, ravivées à la veille d'élections **■** il faut exister, **■** révélations, souvent intéressées et déformées, parfois exactes, ont fait monter la vapeur. Une fois la mécanique lancée, elle ne pouvait que s'accélérer. Une partie de la droite européenne voulait détruire un ou deux socialistes pour se faire une virginité. L'opération a échoué et il y a deux mois. Mais, en échange, la gauche européenne a attaché au président de la Commission une enquête par un comité d'experts assortie d'un calendrier.

veulent. Mettez en prime quelques antifranchismes vicéreux, **■** flammingas **■** ou **■** mirdochiens **■**, et nous étions partis vers une injustice commode. La femme française aurait payé pour épargner tous les autres.

**■** dérive semble ardue. Le comité d'experts, non **■** hésitations à l'origine, a consacré tous azimuts, du nord à la mesure **■** il pouvait en six semaines. Les principaux dysfonctionnements **■** ont été repérés, les éventuelles fraudes suffisamment pointées pour y aller voir de plus près. Trop de commissaires en portent la responsabilité, à commencer par le président Santer, pour que l'on puisse, une fois encore, y substituer l'abusive responsabilité pseudo-pénale d'une ou deux personnes clouées au pilori médiatique. La Commission, sous pression du Parlement européen, a **■** moins **■** en tirer les conséquences.

D'aucuns espèrent s'en tirer en prenant Edith Cresson comme bouc émissaire. Elle cumulerait les handicaps : une certaine arrogance aiguës par la certitude légitime d'être honnête et injustement visée, la maladresse qu'elle commet en recrutant un proche pour l'aider — comme tous les dirigeants français le font au sein de leurs cabinets, mais les Nordiques y volent du favoritisme. Ajoutons un **antifranco** francophobe : depuis les conditions confuses de désignation du président de la Banque européenne, en mal d'entrer, les Néerlandais et quelques autres nous le

dias, dont nous connaissons le pa-  
~~rt~~ avec les procès du drame du  
 sang contaminé. Au moins, ici, n'est-  
 il question, au pire, que de favori-  
 tisme et de corruption, pas de morts.  
 Le pire encore : l'Europe décriée

Europe assimilé à quelques margoulins en l'air de chaînes lorsqu'il lui fallut gérer une multitude de nouvelles tâches sans qu'on lui ait donné les moyens de le faire, l'Europe insultée par les médias, l'Europe en quête de mauvaises voix. Mais le meilleur, aussi, si les Européens veulent élever la voix, rappeler que les fraudes sont infimes par rapport à ce qui se passe pour les communautés nationales mêmes, dans les relations, montrer qu'au niveau européen la responsabilité politique fonctionne. Le meilleur, si les nouvelles procédures sont mises en place, la bonne conduite défilée, des mœurs modifiées et, demain, une

Commission plus **forte** retrouvée.

Il n'en avait **rien** repéré le paradoxe de la démocratie. Nos modernes civilisées, les bonnes institutions ne peuvent naître, mais ce sont les bonnes institutions qui créent les mœurs. Citoyens et responsables travaillent tous sur cette contradiction. Lorsqu'ils échouent, le cercle vertueux s'écroule. A nous tous de le recréer vertueusement.

**Olivier Duhamel** est député socialiste européen ■ professeur ■ d'études politiques ■ Paris.

[illegible]

**Le résultat net consolidé part du groupe s'est établi à 132,7 millions d'euros (870,5 MF) ■ 11% en progression ■ 5,3% par rapport ■ 1997. Hors provisions ■ restructuration, le groupe dégage un résultat net en hausse de ■ à 149,9 millions d'euros (983 MF).**

L'année 1998 a vu une nouvelle étape du développement de la filiale du groupe. Ses opérations importantes de croissance externe ont été réalisées, l'une en Finlande, au profit de son activité de cigarettes en Europe du Nord, l'autre en États-Unis à l'acquisition de la filiale américaine Cigar Holdings, le groupe rééquilibre ses activités en renforçant son pôle cigares et devient le premier producteur de ce marché. En outre, Cigar a intégré les comptes de la Selta dès 1999 et devrait apporter une contribution positive la première année.

La stratégie de développement sur les marchés européens, où le chiffre d'affaires de Selta a progressé de près de 114 en 1998, s'appuie sur la croissance de ses marques de cigarettes blanches, notamment sa marque phare Gauloises Blanches.

**En France,** ■■■■ de cigarettes ■■■■ la Seita ■■■■ redressées (+7,1% en volume).  
L'objectif pour ■■■■ Seita ■■■■ reconquérir durablement sa place ■■■■ numéro deux sur ■■■■ marché

L'année 2001 a vu d'autre part le lancement de la démarche Performance 2001 qui vise à améliorer l'efficacité d'activité de l'entreprise en touchant l'ensemble des processus de fonctionnement. Performance 2001 s'appuie sur trois leviers principaux : le développement des activités, l'amélioration de la qualité des services et la réduction des coûts.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 2 150 millions d'euros (1 541 MF) : progression de 4,8 % périmètre constant. Plus représentatif de l'activité d'entreprise, le chiffre d'affaires économique atteint 1 550 millions d'euros (7 541 MF), en hausse de 4,6 %. Cette progression résulte en partie des variations de périmètre (pour 2,1 %), mais aussi de l'amélioration de la production vendue (+1,2 %) et de la marge commerciale (+11 %).

Le résultat d'exploitation s'élève à 235,7 millions d'euros (1 546 MF), progression 23% par rapport à 1997. Cette évolution s'explique par les bonnes performances de la société mère, par les économies réalisées sur les frais de production, par l'amélioration de la contribution des filiales, notamment ZPT Radom Intégré en année pleine dont les résultats sont en hausse significative.

Le **résultat financier** s'établit à 25,1 millions d'euros (165 MF) et progresse de 15,4% par rapport à 1997. Malgré le **taux** difficile des marchés, la **trésorerie** de la société mère dégage une **performance** largement positive du fait d'un **rendement** obligatoire supérieur à celui de 1997.

**Le résultat exceptionnel** ■ -29,3 millions d'euros (192 MF), ■ -7,9 millions d'euros (52 MF) en 1997, ■ constitué à hauteur ■ 27 millions d'euros (177 MF) ■ provisions pour restructuration au sein de la ■ mère.

Le **net par élève**, pour **2008**, à **2,55** (soit **16,73** F).

Le **dividende net** proposé à l'assemblée générale des actionnaires du 1<sup>er</sup> mai 1997 de 1,22 euro (8 F) par action, assorti d'un avoir fiscal de 0,61 euro (4 F), soit une progression de 10% par rapport au dividende versé au titre de l'exercice 1996. Cela représente une distribution de 47,8% du résultat net par action de 1996, soit 45,9% en 1997.

Le groupe a lancé en octobre 1997 un programme de rachat d'actions portant sur 10% du capital, principalement d'annulation. Le groupe, qui détenait 3,6% d'autocombrôle 1998, dont 1,6% au de la stock options, proposera à la prochaine assemblée générale une résolution lui permettant de poursuivre ce programme.

## Perspectives

Le groupe poursuit l'effort engagé en matière d'amélioration de ses performances commerciales ainsi que sa rentabilité. Commentant résultats et perspectives, Jean-Dominique Comolli, Président-Directeur Général de la Seita, a déclaré : "Soyez certains que nous œuvrons pour développer nos positions, continuer à améliorer notre rentabilité afin de faire du groupe Seita l'un des plus performants en Europe".

# Setback

quai d'Orsay 75347 Paris Cedex 07

\* Chiffre d'affaires industriel - marge commerciale sur l'activité logistique

**actionnaires** ☎ 0 801 56 67 (tarif appel local). La présentation **comptes** disponible **le** interne! **Serla**: <http://www.serla.fr>



سكنا من الاموال

22

## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 17 MARS 1999

**FINANCE** Comment se terminera le double raid boursier de la BNP sur la Société générale (SG) et sur Paribas pour créer le groupe SBP ? Les salariés des trois banques concer-

nées s'interrogent et s'inquiètent. Mais ils sont certains d'une chose : que la BNP réussisse ou échoue, rien ne va plus comme avant. ● LE CONSEIL des marchés financiers

(CMF) devait faire savoir, mercredi 17 mars, si l'offre publique d'échange (OPE) des titres Paribas et Société générale contre des actions BNP est recevable. L'accord de l'autorité

marqué est indispensable pour la poursuite de l'opération. ● LA PYRAMIDE des âges devrait, dans les prochaines années, permettre aux banques de réduire les effectifs

plans sociaux massifs. ● L'ASSUREUR français Axa, actionnaire de la BNP, la Société générale et de Paribas, souhaite toujours entrer dans le tour de table du Crédit lyonnais.

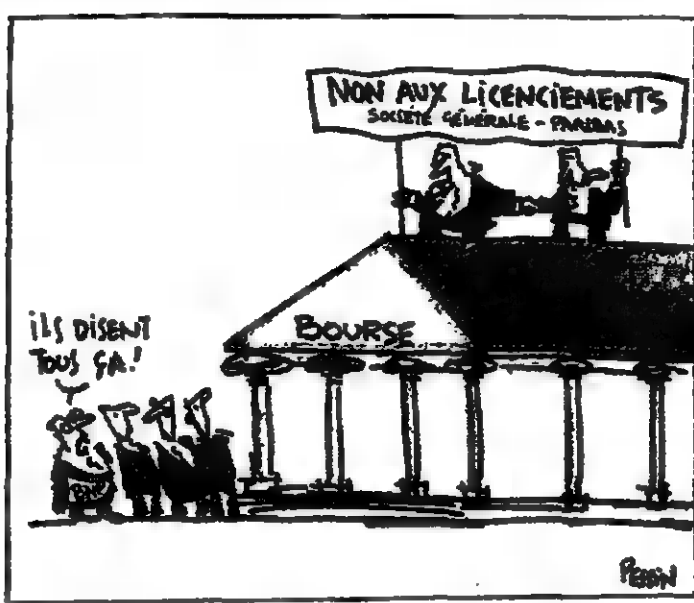
# 130 000 salariés de banques françaises plongés dans l'incertitude

Les syndicats de la BNP, de Paribas et de la Société générale s'indignent de voir leur sort suspendu à la décision de la Bourse. Le Conseil des marchés financiers devait donner, mercredi 17 mars, son avis sur la recevabilité de la double offre de la BNP

LES 130 000 SALARIÉS de la Société générale (SG), de Paribas et de la BNP se préparent à de longues semaines, voire de longs mois, d'interrogations. Ils ne savent pas comment se terminera le double raid boursier de la BNP sur la Société générale et Paribas pour créer le groupe SBP. Ils ne savent pas si la banque du boulevard des Capucines parviendra à mener à bien le rapprochement SG-Paribas annoncé depuis le 1<sup>er</sup> février.

Ils ont certains d'une seule chose : rien ne sera plus comme avant. Les trois groupes se sont unis dans SBP avec les risques que cela comporte pour l'emploi, mais aussi la menace de banques étrangères. Les représentants syndicaux, amers, déboussolés, sont peu rassurés par les discours de leurs dirigeants.

Daniel Bouton, PDG de la Société générale, André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas, sont pourtant bien décidés à mettre en avant l'intérêt de leurs salariés pour faire capoter l'opération de la BNP. « Nos collaborateurs sont terrifiés à l'idée d'une fusion à trois. Ils ont vu qu'une fusion à deux était déjà très difficile, alors à trois... », rappelle M. Lévy-Lang le 15 mars. « J'ai vu fermer une adresse Intranet, j'ai vu des messages affluer, clairement en faveur du projet SG-Paribas », et donc contre le projet SBP de la BNP affirmait le même jour M. Bouton.



« La méthode choisie par la BNP est inacceptable », déclare un proche de M. Bouton. Les salariés de la Générale n'accepteront pas d'être pris par effraction, surtout pas par Michel Lévy-Lang après le raid du frère Georges en 1997. Dès le 1<sup>er</sup> jour, il y a eu des réactions violemment opposées à l'opération. Les dirigeants de la Générale et de Paribas assurent que l'opération de la BNP a renforcé, voire créé, la cohésion entre les équipes de leurs banques.

Les salariés de la BNP ne cachent pas leur hostilité à l'opération BNP. « Au début les gens étaient remués, sur le thème : ceux de la BNP vont prendre nos emplois. Mais nous avons vu un exemple de la direction nous montrant de ne pas faire de rétrograde marche à l'égard de la BNP pour ne pas heurter les clients », raconte Michel Orger, représentant du syndicat de l'encadrement SM-CGC à la Société générale. « Les gens sont forcément inquiets : dans le

en province, le personnel n'est pas quand il y a trois agences. Il y a même place cela ne restera pas éternellement comme ça », poursuit-il. De là à afficher une solidarité totale avec la direction, il y a un pas que les syndicalistes ne veulent pas franchir : « Puisque la direction nous menace de suppressions d'emplois, le projet BNP échouera, qu'elle fera de la Société générale une banque plus sociale », demande Armand Jean de la CDT... sans illustration. « Le personnel a vu lors du raid de 1997, mais la politique sociale n'a pas changé pour autant », se défend M. Orger.

PAS DE DESCENTE DANS LA RUE Les équipes ne sont pas prêtes à descendre dans la rue si l'interrogent sans fin sur toutes les options : « Que se passera-t-il si on ne se met pas à table pour discuter et que le projet BNP réussit ? », ne peut s'empêcher de souligner M. Orger. Il est attesté qu'une affaire franco-française soit tranchée par le marché et par les investisseurs anglosaxons. Les derniers chiffres au 31 décembre 1998 du capital de la Société générale et de Paribas et de la BNP. « Nous ne pouvons pas seulement attendre l'offre de la BNP. C'est le fonctionnement du système qui doit globalement être mis en cause.

Même si les discussions les 35 heures de travail, les organisations syndicales, il faut même réussir à prendre position au niveau fédéral », demande M. Orger.

qui « entraînerait l'inquiétude pour la solidité de l'épargne à long terme, compte tenu de la profitabilité très incertaine du projet public et de la désorganisation qu'il impliquerait », du conseil de la Générale.

### Crédit lyonnais : Axa toujours candidat

L'assureur français Axa souhaite toujours entrer dans le tour de table du Crédit lyonnais : « Axa a un intérêt de principe à une prise de participation de l'ordre de 10 % dans le capital du Lyonnais, en fonction des modalités de privatisation » qui seront rendues publiques dans les semaines à venir. « Nous avons participé à beaucoup de privatisations, qui ont été l'occasion de bons placements pour nous. Par ailleurs, nous avons un partenariat avec le Crédit lyonnais sur l'assurance-emprunteur (contrat d'assurance collectif souscrit par un banquier visant à prémunir ses clients emprunteurs contre un défaut de paiement en cas d'accident, décès ou perte d'emploi), qui représente un chiffre d'affaires de 700 millions de francs par an. » Les membres du groupe d'actionnaires partenaires qui souhaitent constituer le gouvernement pourront détenir chacun entre 1 % et 10 % du capital de la banque. - (AFP)

A l'heure de ces investisseurs étrangers, les positions sont claires, elles sont moins du côté des salariés de Paribas. Ceux-ci n'apprécient pas unanimement le projet SG-Paribas, en particulier dans le domaine de la banque d'investissement et des activités de marché où SG avait pris l'initiative sur Paribas. Ils refusent dans l'offre de la BNP un moyen de tout faire échouer. Il ne sera toutefois pas facile pour la BNP d'en tirer un avantage décisif.

Sophie Fay

### TROIS QUESTIONS À... JEAN-MARIE GIANNO

1. **Administrateur CGT de la BNP** vous ne vous opposez à la double offensive sur Paribas et sur la Société générale, mais seulement abstenu lors du conseil du 11 mars. Pourquoi ?

Je pense que les rapprochements en Europe ont des bases domestiques et pour que les établissements jouent pleinement leur rôle sur le marché de l'euro. En France, SBP (Société générale-BNP-Paribas) serait une grande banque, elle aurait une part de marché de 7 %, celle de la BNP en France. L'acquis fondamental - emploi stable, compétence - doit toutefois être préservé. Il faut dire que les opérations ne risquent pas d'être déléguées par les seuls impératifs des marchés financiers, par

des objectifs de rentabilité très élevés qui limitent l'emploi. C'est pour ça que les objectifs fixés par la BNP sont très élevés. Une grande interrogation pèse sur le devenir des réseaux, des back-offices, des plates-formes informatiques. Entre la promesse qu'il n'y aura pas de licenciements et les besoins d'effectifs qui se dessinent - et que l'on vit déjà tous les jours - la banque, nous voyons des perspectives plus précises, pour chaque ligne d'emplois.

2. **Une banque européenne aurait-elle des avantages pour la BNP ?** J'y vois des avantages. La BNP était la plus avancée des banques françaises par son partenariat avec la Linde Bank. Mais il y a des avantages culturels, de stratégie, de puissance entre les deux banques, surtout, le poids de l'assureur principal de la Dresde, l'assureur Allianz, qui est trop important par rapport à celui du

premier actionnaire de la BNP, AXA.

3. **Qu'attendez-vous des pouvoirs publics ?** Dominique Strauss-Kahn ne va pas au bout de sa logique. Il dit vouloir établir un contrat de mutation avec les banques, souhaiter la constitution de groupes bancaires français puissants, mais il s'abstient de toute action sur le marché. Où est le ligne du gouvernement ? Même si ces affaires relèvent du secteur privé, il peut peser sur certains enjeux (emploi, rôle des banques vis-à-vis de l'économie). J'attends que le ministre des affaires économiques s'implique plus concrètement. Même aux États-Unis, le directeur du Trésor ou le gouverneur de la banque centrale s'intéressent à la restructuration du secteur bancaire, et la Banque centrale européenne lui a consacré son premier rapport.

Propos recueillis par Sophie Fay

## La pyramide des âges au secours de l'emploi

UNE unanimité touchante, Michel Lévy-Lang (BNP) et Daniel Bérin (Société générale) expliquent que l'emploi est au cœur de leur stratégie. À plusieurs reprises, M. Pébereau et Bernard Lemée, directeur général de la BNP, chargé des relations humaines, ont affirmé qu'en cas de fusion entre la BNP et l'ensemble Société générale-Paribas, il n'y aurait pas de « licenciements collectifs ». En revanche, les volontaires que les effectifs du nouvel établissement diminueraient, mais à un rythme de 2,5 % à 3 % par an, essentiellement par le biais des mesures d'âge.

La pyramide des âges du secteur bancaire devrait, dans les prochaines années, permettre aux banques de réduire les effectifs sans plans sociaux massifs. Dans la revue Banque magazine (janvier 1999), Olivier Bérin, directeur des affaires sociales de l'Association française des banques (AFB) explique que « l'évolution démographique laisse prévoir à la fois l'arrivée d'un grand nombre de salariés à l'âge de la retraite à partir de 2000 et une augmentation de l'âge moyen des salariés ». Selon ses projections, « en 2010, l'âge moyen aura passé de 36 à 42 ans ; ce rythme, il sera proche de 50 ans en

l'an 2020 ». Les pyramides d'âge sont un des seuls points sur lesquels les partenaires sociaux de la branche semblent capables de s'entendre. L'accord sur les 35 heures, signé le 4 janvier 1999 avec le seul SNB-CGC, prévoit que « les partenaires sociaux engageront une négociation relative à la mise en place d'un dispositif de préretraites totales et/ou progressives pour embauche de jeunes. Ce dispositif devrait concerner de 15 000 à 20 000 salariés sur la période de 2003-2005 ».

Les syndicats non signataires du texte sur les 35 heures devraient accepter de se rallier le 26 mars à l'AFB pour ouvrir des négociations. Après avoir étudié si un accord de branche sur ce thème est plus pertinent ou non par rapport aux accords d'entreprise, il reviendra aux partenaires sociaux de la branche de décider, par principe, l'âge de départ en préretraite, les niveaux de revenus du remplacement et le nombre de jeunes embauchés. La BNP affirme ne pas avoir tenu compte d'éventuelles préretraites de la branche dans ses projections. Même si, évidemment, celles-ci lui faciliteraient la tâche.

Frédéric Lemaître

## La balle est dans le camp des autorités de tutelle

LA BATAILLE qui oppose la BNP à la Société générale et à Paribas entre dans une phase critique. C'est en principe mercredi 17 mars que le Conseil des marchés financiers (CMF) jugera recevable ou non l'offre publique d'échange (OPE) des titres Paribas et Société générale contre des actions BNP. L'accord de l'autorité de marché est indispensable pour la poursuite de l'opération.

L'exercice est délicat pour une institution composée de trois personnes physiques et de la communauté financière par le milieu des finances. Parmi les grandes sa décision, l'institution se réunira sans son président, Jean-François Lépétit qui est également directeur de la gestion actif-passif à la BNP, en l'absence de Dominique Hoern, membre du comité exécutif de Paribas. Une précaution indispensable afin que la décision du CMF ne puisse être contestée.

Le Conseil ne portera pas un jugement de fond sur le projet industriel de la BNP, en revanche attentif au traitement réservé aux actionnaires de la Société générale et Paribas. Le Conseil va en premier lieu juger « les objectifs et les intentions » de la BNP. Il devra ensuite apprécier « la portée d'échec, en fonction des

la réalité vécue ». Cela risque d'être un exercice complexe. Car il n'est pas proposé aux actionnaires de Paribas et de la Société générale l'argent sonnait et débouchait mais des titres de la BNP. Or la valeur de ces actions dépendra de la situation de l'établissement à l'issue de l'offre.

### EQUATION À 22 INCONNUES

M. Lévy-Lang parvient à prendre le contrôle de Paribas et de la Société générale, les salariés de ces deux banques valables. Mais c'est loin d'être la seule équation à résoudre. La Société générale a chiffré à vingt-deux le nombre de situations dans lesquelles pourrait intervenir la BNP. La BNP doit donc répondre à ces vingt-deux situations, par exemple, de mettre la main sur Paribas pour obtenir la majorité dans la Société générale. Un cas de figure qui valait déjà différemment l'action de la banque dirigée par Michel Pébereau. « Il va falloir que la BNP explique ce qu'elle fait dans chacune de ces situations », juge M. Bouton. La BNP reste très discrète sur ses intentions, son scénario linéaire ne décollerait pas.

Malgré l'équation à 22 inconnues, les probabilités sont minces pour que le CMF déclare irre-

dente de l'Association des actionnaires minoritaires et représentant des petits porteurs au Conseil de surveillance de Paribas. Plus vraisemblablement, le CMF pourrait prendre un peu de temps et demander des précisions sur les projets alternatifs de la BNP en cas de non-réussite de l'une des offres.

Une fois connue la décision du CMF, la seconde autorité boursière, la Commission des opérations de Bourse (COB) pourra à son tour se prononcer sur l'opération lancée par la BNP. Le gendarme de la Bourse est chargé de viser deux notes d'informations destinées à éclairer les actionnaires de la Société générale et de Paribas. Ces textes doivent notamment préciser les « intentions pour les douze mois à venir, relatives à la politique industrielle, financière et sociale des sociétés concernées ».

Ces documents d'une centaine de pages chacun doivent permettre aux actionnaires des deux établissements de décider de répondre ou non aux sollicitations de la BNP. Mais pour faire leur choix, « ils doivent connaître le projet industriel de la banque de Michel Pébereau au cas où elle ne prendrait le contrôle que de l'une ou l'autre des banques », souligne M. Neuville. Les salariés qui n'auraient pas

« brouillon » de l'offre d'information, au lendemain du dépôt de l'offre.

Le gendarme de la Bourse lui aurait donc demandé de préciser ses intentions au cas où elle prendrait uniquement le contrôle de la BNP. Ce n'est pas avant le début de la semaine prochaine qu'il devra rendre les versions définitives des notes. Car il attend aussi la décision du Comité des établissements de crédit et d'entreprises d'investissement (Cecel).

### TOUJOURS UN ESPoir

Celui-ci se réunira lundi 22 mars. Il sera le lieu d'un débat animé, au cours duquel le ministère de l'économie et la Banque de France pourront faire valoir leur point de vue. Certains, à la Société générale et à Paribas, ne cachent pas leur espoir que si le CMF déclare l'offre recevable, le Cecel puisse bloquer en raison de l'incertitude que la double OPE fait peser sur l'actionnariat des deux banques. Ils mettent en avant l'article 15 de la loi bancaire qui permet au Coel d'apprécier « l'opportunité de l'entreprise requérante à réaliser ses objectifs de développement » des conditions compatibles avec le bon fonctionnement du système bancaire.

## Baroud d'honneur aux Chantiers navals du Havre

ROUEN

Les salariés des Ateliers et Chantiers du Havre (ACH) et l'Union départementale CGT de Seine-Maritime ont appelé, mardi matin 16 mars, à un rassemblement régional devant l'entreprise pour exiger du gouvernement un plan de construction navale au Havre. Pour les 800 salariés et quelque 500 sous-traitants qui travaillent encore sur les deux sites du chantier, il s'agit d'une ultime démarche en direction des pouvoirs publics et des actionnaires de l'ACH.

Les Ateliers et Chantiers du Havre devraient fermer leurs portes en 2000, après avoir livré le second des deux navires chimiques commandés en 1995 par l'armement norvégien. C'est une commande, mal préparée, inadaptée aux compétences du chantier, qui a plongé le chantier dans une situation de quasi-faillite, en raison de retards importants de livraisons.

Le premier chimiquier, actuellement d'armement, sera achevé qu'en juin, deux

bre 1997. Pour le troisième, l'Etat, qui a déjà « avancé » aux ACH près de deux milliards de francs, soit plus du double du montant du contrat pour deux navires, a refusé de jeter l'éponge. Le gouvernement préfère appuyer les projets industriels dans la Basse-Seine. Le montant total des investissements, soit 100 millions de francs, ou à l'étude, y avoisine les deux milliards de francs.

### LIVRAISON

Mais, pour les « métalliques » de l'ACH, des cadres aux ouvriers, qui ont reçu mercredi 17 mars par le ministère de l'Etat à l'Industrie, se posent des questions plus immédiates sur la pertinence du plan de fermeture.

Les rumeurs circulent au Havre, sur un possible refus de l'armement Nielsen de prendre livraison du premier navire s'il n'est pas disponible la première semaine d'avril. Il serait alors mis en vente sur le marché et les ACH n'en tireraient qu'un produit limité, à une échéance indéfinie. Un scénario pourrait provoquer l'arrêt immédiat du chantier.



Alain Richard, ministre de la défense

## « Le contexte européen recèle plus d'une possibilité pour assurer des partenariats »

Le ministre de la défense, Alain Richard, réfute, dans un entretien au Monde, les accusations de bradage des intérêts du groupe public Aérospatiale dans le projet de fusion avec Matra. « S'il y a d'un côté les très grands atouts du savoir-faire, du

fonds de commerce et des ressources technologiques considérables d'Aérospatiale, explique le ministre, il y a aussi des facteurs qui viennent en soustraction : les risques techniques assu-

conditions de garantie sur les variations du dollar pour des chiffres de ventes importants, la faible marge dégagée sur certains contrats... » M. Richard voit désormais pour les groupes français des « pistes multiples d'alliances ».



ALAIN RICHARD

« Le gouvernement a été accusé de brader les intérêts du groupe public Aérospatiale en cédant 11 % de son capital à un partenaire stratégique privilégié, Matra. Que répondez-vous ? »

« Nous sommes en train de transformer Aérospatiale. D'une part, l'entreprise fusionne avec Matra hautes technologies (MHT) qui elle obtient d'importantes synergies industrielles. D'autre part, elle se soustrait des actions circulant sur le marché et établissent sa valeur. Si nous ne faisons pas ce choix, c'est pour permettre au nouvel Aérospatiale de se lancer dans des projets, dans la durée, dans des financements beaucoup plus amples que ce que le budget de l'Etat, seul, apporterait. Tous nos partenaires, notamment les syndicats, qui l'ont compris, ont approuvé la stratégie. La plupart approuvent et les autres ne proposent pas d'alternative. »

« Au moment d'un changement, on ne peut pas décréter la valeur qu'on attribue pour Aérospatiale, ni la déduire d'une théorie. On l'établit en conformité avec les méthodes qui ont cours sur les marchés. La confiance pour Matra qui y investissent. S'il y a d'un côté les très grands atouts du savoir-faire, du fond de commerce et des ressources technologiques considérables d'Aérospatiale, il y a aussi des facteurs qui viennent en soustraction : les risques techniques assumés dans les contrats de vente de Airbus, les variations du dollar pour des chiffres de ventes importants, la faible marge dégagée sur certains contrats, entre autres éléments, doivent être pris en compte pour dire la valeur de mise sur le marché d'Aérospatiale. MHT, lui, a déjà une valeur testée selon les critères. »

« Mais pourquoi le gouvernement se tait-il ? »

« S'il avait eu le légèreté d'afficher une estimation illusoire esquissant ces réalités, il aurait eu

échouer le renforcement d'Aérospatiale et les chances industrielles qu'il porte. La commission des participations et des transferts, qui examine les projets d'indépendance de la fusion et qui fixe en même temps la valeur de la nouvelle entreprise, ne peut pas contrôler les marchés, mais démentirait à juste titre. C'est ce qui, selon la loi du 6 mai 1986, fixe la valeur de l'entreprise ou qui détermine la parité en cas d'apport d'une nouvelle société. Les entreprises doivent rendre publiques. Toute expression extérieure d'une opinion officielle enfreindrait l'indépendance de la commission et justifierait des recours judiciaires contre la procédure. Ceux qui ont émis des critiques polémiques sur ce sujet, appuyés sur des calculs de la table, ne peuvent avoir que deux motivations. Ou ils déforment la réalité par esprit de système ou ils cherchent à répondre, chiffres en mains, jusqu'à la mise sur le marché. Ils s'opposent en fait à l'ouverture du capital d'Aérospatiale et à l'alliance avec Matra mais n'ont pas assumé leur position sans issue. »

« La juste valorisation sera confirmée, dans quelques semaines, lors de la mise en vente des actions qui, chacun le sait déjà, sera un grand succès notamment chez les salariés. Mais il serait contraire à la loyauté du citoyen de laisser d'ici-là sans réponse des accusations injustes et fausser l'appréciation des citoyens. »

« Demandant à l'Etat de conser-

ver son autonomie de manœuvre. Etait-ce un jeu à jouer ? »

« La partie d'actionnaires entre Aérospatiale-Matra et Dassault Aviation prévoit des prises de décisions communes sur toutes les questions majeures intéressant la société : la stratégie d'activités, acquisition ou cession d'actifs, nouveaux programmes. C'est un niveau de convergence nécessaire entre les deux ensembles et c'est celui qu'on peut attendre aujourd'hui par voie d'accord. »

« Après la fusion entre British Aerospace (BAE) et Marconi, que peut devenir le projet de grande entreprise européenne de l'aéronautique et de défense (EADC), la Thomson-CSF n'est-elle pas isolée ? »

« Le groupe allemand DASA entretient des relations nombreuses avec Aérospatiale-Matra, mais de synergies potentielles. C'est le cas de Airbus, Eurocopter, dans la future société Matra-Marconi-DASA, ce qui représente des perspectives d'activités très importantes. De son côté, Thomson-CSF a de nombreuses opportunités d'activités en Allemagne et en Grande-Bretagne où les autorités ne peuvent pas forcément avoir un fournisseur en situation de monopole. Mais, plus largement, puisque vous citez la grande société EADC, je trouve que le contexte européen recèle plus d'une possibilité, plus d'une force pour assurer des partenariats. »

« Toutes les entreprises autour de ce projet EADC ne sont-elles pas bloquées tant que BAE n'aura pas défilé Marconi ? »

« Les entreprises françaises dans leur nouvelle configuration ont des pistes multiples d'alliances cohérentes avec nos préoccupations d'équilibre européen et d'autonomie stratégique à long terme. Et, donc, elles vont faire preuve de créativité. »

« Je parlais de l'absence d'autonomie stratégique. Il n'y a bien entendu que notre préoccupation de convergence européenne est une

priorité, mais qu'elle n'exclut pas les partenariats transatlantiques. Celui qui marchait bien, par exemple, entre Snecma et General Electric pour les moteurs CFM. Nous devons garder la préoccupation, envers nos partenaires américains, de ne pas conclure d'alliances débouchant sur une subordination. »

« Je ne peux pas répondre à la question précise de demander la fusion BAE-Marconi. Ce qui est sûr, c'est que l'ensemble Aérospatiale-Matra sera, très peu de temps, en pleine capacité pour négocier avec ses partenaires les types d'accord d'intérêt commun. »

« Voyez-vous dans le jeu du groupe espagnol CASA dans celui du groupe italien Alenia ? »

« CASA et Finmeccanica sont des acteurs importants dans l'industrie européenne et nous souhaitons qu'ils soient partenaires des grandes entreprises françaises qu'ils connaissent bien. La stratégie de leurs dirigeants, que je rencontre régulièrement et cohérente, est la nôtre : privilégier la logique industrielle et des alliances renforçant leurs compétences sans faire disparaître leur identité. »

« La survie des entreprises de l'aéronautique et de défense passe-t-elle nécessairement par le gigantisme ? »

« L'industrie de défense est une industrie à fort contenu technologique. Pour se maintenir au meilleur niveau, les grands industriels de la taille permettant de financer un effort durable de recherche et développement. C'est ce qui a conduit le gouvernement à réunir les principales capacités françaises qui étaient trop divisées en 1997. Mais la concentration n'est pas la panacée et nos deux pôles, centrés l'un sur l'électronique de défense, l'autre sur l'aéronautique, pourront, grâce à leurs capacités nouvelles, développer des stratégies diversifiées. »

Propos recueillis par Jacques Isnard

## Soyouz, petite sœur adoptive d'Ariane

La fusée a lancé quatre satellites américains. Starsem, société franco-russe, est devenue le principal client du lanceur

BAIKONOUR (Kazakhstan)

de notre envoyé spécial  
Quarante ans après Spoutnik, la fusée qui a lancé le premier satellite russe, c'est peu ou prou la même fusée qui a lancé le premier satellite américain.

### REPORTAGE

La vieille garde russe apprend peu à peu à partager son savoir-faire

(Kazakhstan), lundi 15 mars 8 h 00. Mais désormais, la fusée qui a lancé le premier satellite américain, quatre décennies après, est la même. Elle est la propriété de la société Loral, et les sièges des « copilotes » occupés par la société française Aérospatiale et européenne ArianeSpace.

Sept ans après la disparition de l'URSS, les fusées mythiques de la conquête spatiale soviétique, pilotées par les ingénieurs russes-occidentaux et louées par les opérateurs de télécommunications qui remplissent l'espace de communications de l'Europe, c'est la société franco-russe Starsem, constituée d'Aérospatiale (35 %), d'Arianespace (15 %), de l'agence russe Roscosmos (25 %) et du centre spatial de Samara (25 %), qui a transformé l'essai avec le lancement réussi de son deuxième vol, un mois après le premier.

Pour Dimitri Kostov, directeur général et constructeur général du centre spatial de Samara (Russie), il ne s'agit pourtant que du 1627<sup>e</sup> Soyouz. M. Kostov, qui, à quatre-vingt ans, est un ancien survivant de l'épopée spatiale communiste, s'amuse à remettre les pendules à l'heure en offrant sa photo, en tenue militaire et décoré de l'ordre des héros de l'Union soviétique, à Jean-Yves Le Gall, le jeune PDG de Starsem, qui venait de lui remettre la photo du 1<sup>er</sup> vol commercial de Soyouz, commercialisé par Starsem.

C'est le portrait de Lénine, le héros américain Globalstar, un succès qui efface le traumatisme commercial et financier de la perte de satellites en sep-

tembre 1998, dans l'explosion d'une fusée Zenith. Globalstar estime pouvoir inaugurer son réseau de téléphonie mondiale, en septembre prochain, un an après son concurrent Iridium.

La vieille garde russe apprend peu à peu à partager son savoir-faire, en échange de la contribution commerciale, technique et financière de la partie française. Starsem est devenu le principal client du lanceur Soyouz, avec, en 1999, sept fusées et vingt-deux.

### LANCERMENTS À BAS COUT

A 35 millions de dollars le tir, contre plus de 100 millions de dollars pour Ariane IV, Starsem compte bien s'imposer sur le marché des lancements à bas coûts pour les petits satellites en orbite basse qui ne nécessitent pas la puissance de gros lanceurs. ArianeSpace, déjà, Starsem, la possibilité d'offrir davantage les technologies européennes. La colite d'Ariane IV sera prochainement utilisée pour lancer les satellites plus gros sur Soyouz, le troisième étage cryogénique de la fusée européenne pourrait être également greffé sur le lanceur russe. Starsem envisage même de lancer un jour Soyouz depuis le site guyanais de Kourou pour augmenter les capacités du lanceur russe, au risque de faire de l'ombre à sa famille d'adoption Ariane.

L'évolution du marché et des prix des lanceurs pourrait pousser à envisager une décision. Starsem n'est pas le seul exemple de coopération russo-occidentale. L'américain Boeing s'est associé à l'ukrainien Izhmash et au norvégien Kvaerner pour lancer les fusées Zenith depuis une plateforme pétrolière « SeaLaunch » ancrée à l'équateur. L'autre américain Lockheed-Martin a choisi de s'associer au russe Khrounitchiev pour commercialiser le puissant lanceur Proton.

Une fois n'est pas coutume, c'est l'ex-Union Soviétique qui souffre le vent de la concurrence et de la dérégulation du marché des lanceurs.

Christophe Jakubyszyn

LE DOUBLE AIRBAG<sup>®</sup>  
L'AIR  
LE DÉTECTEUR DE PLUIE<sup>®</sup>  
ET L'ANALYSE D'ÉMISSIONS  
VOTRE SENS DES AFFAIRES DOIT ÊTRE INNÉ.

Peugeot 605. Prix spécial pour une 605 Plaisir - 2.0i, essence, A.M. 99. Lieu de 160 000 F TTC (tarif conseillé au 4/01/99). Offre spéciale valable du 01/03/99 à 30/04/99 dans tous les concessionnaires Peugeot affichant l'opération. (1) Coussins de sécurité. (2) Le vitrage avant à détecteur de pluie. Modèle présenté : 605 Exécutive 2.0i, essence, option peinture métallique.

605 X  
PEUGEOT



## Jean-Marie Cavada achève la réorganisation de Radio France

La mise en place des organigrammes est terminée et les nouveaux responsables des chaînes de la radio publique, dotés des pleins pouvoirs, font l'apprentissage de leur autonomie. France-Inter, France-Culture et France-Musique sont invitées à développer une politique de marques

UN PEU PLUS de trois mois après son investiture à la présidence de Radio France, Jean-Marie Cavada devait présenter, mardi 16 mars devant le comité central d'entreprise, les derniers aspects de la réorganisation de la radio publique. Toujours dans une période d'«*à la carte*», celui qui surnomme «*Laurent-Désiré Cavada*» ou «*serial speaker*», doit cependant percevoir une légère tension due aux incertitudes liées à l'autonomie des chaînes et à l'affectation des personnels.

À France-Inter, France-Culture et France-Musique, Jean-Luc Hees, Laure Adler et Pierre Bouleiller s'entourent d'une équipe d'une demi-douzaine de personnes chargées de leur épauler sur les programmes, l'information et l'administration. Ils ont même pué dans les locaux de la maison, comme Jean-Luc Hees, qui a débouché Marie-

Meyer à la direction du budget ; quelquefois, ils ont même l'extérieur, comme Laure Adler, qui a allé chercher son adjoint, Olivier Kaepelin, au ministère de la culture. Ces nominations ont provoqué le départ des anciens responsables, installés au septième étage, dans un couloir surnommé «*allée des cyprès*» ou «*allée de la honte*», suivant le cas de celui qui en parle.

«*BELLE* » ET «*INTELLIGENTE* » Une fois achevée la mise en place des organigrammes, les directeurs retrouvent à la tête des petites entreprises sur lesquelles ils ont tous les pouvoirs et dont ils sont totalement responsables. Au risque d'être régulièrement interpellés sur leur téléphone portable par Jean-Marie Cavada, qui les tient pour comptables de tout ce qui se passe dans leur chaîne. En revanche, ils jouissent d'une maîtrise complète de leurs antennes,

contrairement au système précédent où tout ce qui relevait de l'information ou de la musique par exemple devait passer par la direction de la musique ou de l'information.

Le plus angoissant sans doute Jean-Luc Hees, nouveau patron de France-Inter. Avec une audience supérieure à 11 points, la chaîne généraliste se porte plutôt bien et intervient sur une scène médiatique très riche. «*Je veux faire une radio intelligente*», se dit-il, dit M. Hees, qui va devoir régler dans les semaines qui viennent deux problèmes difficiles : celui du remplacement de son magazine «*Synergies*» et celui de «*Quel qu'il en soit*» de Pierre Bouleiller, deux émissions phares de la chaîne.

À France-Culture et à France-Musique, l'amélioration de la courbe d'audience devrait être plus aisée. Laure Adler a déjà une idée bien précise de ce qu'elle

vent faire. «*C'est moi à l'avant-garde de la modernité que je réinventerai les longues plages de musique classique consacrées à des portraits, à des épisodes de l'histoire. Il faut aussi des formats plus courts et donner la parole à des jeunes pour intéresser le public des 18-35 ans*», explique-t-elle.

À France-Musique, Pierre Bouleiller se fait discret. Il a été le dernier à quitter son poste de directeur et se trouve un peu empêtré dans les polémiques que provoque la saisie des pouvoirs de la direction de la musique, qui a longtemps eu un droit de regard total sur tous les programmes diffusés par la maison. Une réforme que les syndicats s'efforcent de contrôler. Une réforme que les syndicats s'efforcent de contrôler. Une réforme que les syndicats s'efforcent de contrôler.

La tension sociale qui régnait au

Mouv, la radio pour les jeunes, a obligé Jean-Marie Cavada à intervenir plus vite que prévu. Il a dû lui-même à Toulouse pour calmer les troupes, ligées par Olivier Nanteau, fondateur et directeur du Mouv, à annoncer son remplacement par Marc Garcia. Fondateur d'Europe 2, il est natif de France-Musique. Il se rendra jusqu'à la fin du mois pour rendre plus lisible la grille des programmes. Ensuite, il s'occupera de l'amélioration, en y intégrant des éléments mal ou peu connus comme les sports, les sciences, par exemple.

«*ROI DU CASTING* » En ce qui concerne les ressources humaines à travailler sur le passage à 35 heures et la nouvelle patron de la technique, Sylvain Anichini, prépare son calendrier de modernisation. Outre la défini-

tion d'une «*stratégie de réseau*», permettant d'y voir clair dans la répartition des fréquences, le dernier aspect à être traité sera la création de programmes spécifiques composés par exemple avec les chaînes de France-Culture.

En cohérence avec l'organisation mise en place, Jean-Marie Cavada encourage ses directeurs à mener une politique de marques, dans le sens où il n'est pas interdit d'accompagner les orchestres dans leur tournée en Afrique du Sud ou de présenter la musique du Printemps des poètes, au théâtre de l'Odéon, ainsi qu'au Palais du Livre, ou au théâtre de la Ville.

Enfin, en matière de communication, le «*roi du casting*», comme surnomme certains, s'attribue évidemment un rôle à sa mesure.

Françoise Chivot

## Le groupe Lagardère cède Skyrock à Morgan Grenfell Private Equity

JEAN-LUC LAGARDÈRE, président du groupe qui porte son nom, a fini par vendre la presse qu'il avait faite à Henri Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Il y a dix-sept mois, au milieu d'un déjeuner. La vente de Skyrock s'est enfin réalisée.

Le groupe Hachette Filipacchi Médias et le groupe d'investissement Morgan Grenfell Private Equity, du groupe Deutsche Bank, ont annoncé, lundi 15 mars, qu'ils étaient parvenus à un accord pour la cession de 87,56 % des actions détenues par Hachette dans Skyrock, editrice de la chaîne de télévision payante. Le montant de la transaction s'élève à 250 millions de francs (38,11 millions d'euros) pour la société. De leur côté, Morgan Grenfell et Hachette, le fondateur et PDG de Skyrock, ont annoncé qu'ils s'associaient «*au sein d'une société qui prendra la dénomination d'Or-*

«*Orbis*» sera le PDG et assurera la direction des filiales. Orbis aura l'acquisition de 100 % du capital de Vortex.

Cette vente est suspendue à l'accord du CSA. Arnaud Lagardère, nouveau président d'Europe 1 Communication, et Gérard de Roquemaurel, PDG d'Hachette Filipacchi Médias, accompagnés d'un représentant de la banque Lazard, ont présenté le dossier, lundi matin, aux membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le CSA doit s'assurer des intentions du nouveau propriétaire quant au respect du format et du fait que ses participations éventuelles dans d'autres médias n'enfreignent pas la législation anti-concentration.

La cession de Skyrock va permettre au groupe Europe 1 de relancer son développement, notamment en investissant dans de nouvelles fréquences, ce qui était impossible tant que le groupe était propriétaire de cette station.

F. Ch.

## L'audience de la presse a fléchi en 1998

Une hiérarchie inchangée

AUDIENCE D'UN NUMÉRO MOYEN EN 1998

en milliers de lecteurs

1. L'ÉQUIPE	2 000	1. NOUVELLE RÉPUBLIQUE	2 000
2. LE MONDE	1 900	2. LA DÉPÊCHE DU MIDI	1 900
3. LE PARISIEN AUJOURD'HUI	1 800	3. L'EST RÉPUBLICAIN	1 800
4. LE FIGARO	1 700	4. LA MONTAGNE	1 700
5. LIBÉRATION	1 600	5. LE COURRIER	1 600
6. LES ÉCHOS	1 500	6. LE COURRIER DE L'OUEST	1 500
7. FRANCE-SOIR	1 400	7. LA MONTAGNE	1 400
8. LA TRIBUNE	1 300	8. L'UNION	1 300
9. L'HUMANITÉ	1 200	9. L'ÉQUIPE	1 200
10. LA PROVOQUE	1 100	10. L'ÉQUIPE	1 100

1. OUEST-FRANCE	1 100	1. LE TÉLÉGRAMME	1 100
2. LE PROGRÈS	1 000	2. LE RÉPUBLICAIN	1 000
3. LA VOIX DU NORD	900	3. LE RÉPUBLICAIN	900
4. SUD-OUEST	800	4. LE RÉPUBLICAIN	800
5. LE DAUPHINÉ LIBRE	700	5. LE RÉPUBLICAIN	700
6. NICE-MATIN	600	6. LE RÉPUBLICAIN	600
7. LA PROVENCE	500	7. LE RÉPUBLICAIN	500

Toutes ces variations peuvent s'expliquer par la marge d'erreur de l'étude. La méthode est plus délicate pour la presse régionale que pour la presse nationale. Le quotidien de la rue du Louvre a baissé de 11 %. Depuis 1995, Le Figaro est passé de 1,705 à 1,380 million de lecteurs. Des chiffres qui montrent la baisse de la nouvelle formule du quotidien, que son PDG, Yves de Chateaubriant, a prévue pour septembre. En revanche, à France-Soir, la nouvelle formule a permis d'augmenter la cote d'audience, comme celle de la diffusion.

LA PRESSE FÉMININE

Le lecteur de la presse quotidienne nationale est plutôt masculin et actif. Six lecteurs sur dix habitent en province. Un lecteur sur trois a moins de 35 ans et les deux tiers, moins de 50 ans. La durée moyenne de lecture est de 32 minutes. Les journaux régionaux sont lus plus rapidement : 25 minutes. Leur lectorat est plus âgé : 47,8 % ont plus de 50 ans, mais les moins de 35 ans représentent 26,4 % de leurs lecteurs. La presse régionale est plus féminine que la presse nationale : 48,9 % de lectrices contre 39,2. L'audience de la presse régionale augmente surtout chez les lecteurs les plus urbains.

Le taux de pénétration est variable d'une région à l'autre. L'Alsace et la Bretagne arrivent en tête avec plus de 60 %. La région parisienne est la dernière avec 18,1 %. Dans seulement cinq régions, plus de la moitié des habitants sont lecteurs de quotidiens régionaux : Lorraine, Limousin, Pays de la Loire, Auvergne, Champagne-Ardenne. On trouve la barre des 40 % la Picardie, la Haute-Normandie, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées.

Enfin, quotidien du septième jour, Le journal du dimanche fait partie de l'enquête EuroPQN. Face à la concurrence des suppléments dominicaux des journaux de l'Ouest et de L'Équipe, le JDD a cédé du terrain, passant de 1,5 à 1,282 million de lecteurs, une chute jugée significative par le CSA, ce qui justifie la suppression du journal du groupe Hachette, entamée le 7 mars (Le Monde du 4 mars).

Alain Salles

## L'accès à Internet, trop cher ?

Internet pour tous

ce n'est pas une utopie

c'est un projet

Novices, confirmés, tous les internautes ont des besoins différents

du net trouveront sur AOL des solutions adaptées à leurs besoins

Essentiel : 157 F/mois pour 1 Mo de bande passante

Liberté : 95 F/mois pour 1 Mo de bande passante

Idéal : 650 F par an, soit 54 F/mois

55 F par mois, pour 1 Mo de bande passante

Liberté : 95 F/mois pour 1 Mo de bande passante

Idéal : 650 F par an, soit 54 F/mois

55 F par mois, pour 1 Mo de bande passante

Liberté : 95 F/mois pour 1 Mo de bande passante

Idéal : 650 F par an, soit 54 F/mois

55 F par mois, pour 1 Mo de bande passante

Liberté : 95 F/mois pour 1 Mo de bande passante

Idéal : 650 F par an, soit 54 F/mois

55 F par mois, pour 1 Mo de bande passante

Liberté : 95 F/mois pour 1 Mo de bande passante

Idéal : 650 F par an, soit 54 F/mois

55 F par mois, pour 1 Mo de bande passante

Liberté : 95 F/mois pour 1 Mo de bande passante

Idéal : 650 F par an, soit 54 F/mois

55 F par mois, pour 1 Mo de bande passante

Liberté : 95 F/mois pour 1 Mo de bande passante

Idéal : 650 F par an, soit 54 F/mois

55 F par mois, pour 1 Mo de bande passante

Liberté : 95 F/mois pour 1 Mo de bande passante

Idéal : 650 F par an, soit 54 F/mois

55 F par mois, pour 1 Mo de bande passante

Liberté : 95 F/mois pour 1 Mo de bande passante

Idéal : 650 F par an, soit 54 F/mois

55 F par mois, pour 1 Mo de bande passante

sur la connexion illimitée

AOL

Pour recevoir votre kit gratuit de connexion,

Simplifiez-vous Internet















صوتنا من الراحل



L'appel de la forêt

Polyester ou laine comme une écorce d'arbre... Issey Miyake, faux pelage de loup... Xuly Bet, palette de vert décliné à l'infini : pour l'automne-hiver 2000, les tissus ont répondu à l'appel de la forêt et se réapproprient la nature de façon artificielle. Le Salon européen des tissus Première Vision, qui a accueilli 39 340 visiteurs au Parc des expositions de Villepinte, du jeudi 11 au dimanche 14 mars, confirme la tendance. L'été 2000. Au-delà des traditionnels imprimés fleuris, l'herbier des mélanges de fleurs de feuilles marécageuses indistinctes, des superpositions hybrides évoquant des galets ou des strates archéologiques ou des enductions « à l'huile de lin », selon les cahiers de tendance. Fournisseur des couturiers et créateurs de mode, l'italien Orsini même brodeur traditionnel se convertissent à la nature high-tech, comme Hurel et sa soie appliquée de silicone, qui évoque une eau de source. Le retour au chic rustique encourage les mailles au tricotage arachnéen et les laines d'écorce comme un tapis de mousse.



Bouillons de renard et d'organdi barbe-à-papa, pour la collection rose de Jeremy Scott, présentée à l'Elysée-Montmartre.

Photographies de Hien Lam Duc/VU



PRÊT-À-PORTER HIVER 1999

Paris entre paillettes et malaise

De peaux de bête en cuir glacé, la mode parisienne a revêtu sa tenue de survie pour les derniers frimas du siècle, dans une bataille entre chic sauvage et lignes vives

ENTRE DÉCOUPAGES graphiques en noir et blanc, appels à la forêt et rêves mondialistes magnifiés par Jean Paul Gaultier, le prêt-à-porter d'hiver 1999-2000, présenté à Paris entre le 8 et le 15 mars, laisse derrière lui une sensation mêlée de beauté, d'énergie et de malaise. Sur fond de néo-punks, la capitale de la mode semble avoir du mal à vendre la mode comme un plaisir de la vie.

Cuir glacé et peaux de bête, photographes en eau hurlant, escarpins en vipère d'Alain Tondowski : l'hiver 1999-2000 est un monde à part, un monde surchargé - plus de 140 défilés organisés entre le 8 et le 15 mars, sans compter les présentations en show-rooms -, l'hiver 1999-2000 déboulé dans un ouragan.

En prévision des derniers frimas du siècle, la capitale a donné l'impression d'avoir revêtu sa tenue de survie, d'une façon paillard de braconniers, de rappeurs et de lapins teints, traquant la nouveauté comme une proie. « Nouveauté » justifiant bien des impostures, liée à une « stylisme » (choix de mannequin, maquillage, coiffure, mélanges de vêtements et le « fait » lui-même. L'été 1999-2000, à la coupe, à la mine au point. Les véritables critères de la mode qui ont valu à Junya Watanabe, ou à Rei Kawakubo les ovations les plus sincères.

Face à une très belle saison milanaise sortie de son état d'hibernation, pour entrer dans une danse de couleurs, l'enthousiasme est là, magnifié par le travail sur une marque, à l'identité reconstruite par Michael Kors chez Céline, Alber Elbaz chez Yves Saint Laurent, ou Martin Margiela chez Hermès qui apportent avec sérénité un nouveau souffle au prêt-à-porter de luxe français : de nouvelles doublures réversibles en imperméable, une manière de concilier le confort inspiré du sport et le sens de la construction, au nom d'un certain idéal pragmatique de l'ailleurs.

Alors que Li Edelkoort, préresse des tendances, annonce pour l'hiver 2000-2001, l'avènement d'un



design « autiste », avec des panoplies technologiques à l'extérieur, douces et sensuelles à l'intérieur, la mobilité, la protection justifiant des panoplies transformables, à partir de recherches inspirées de l'outdoor : doudounes-édredon au bout de plumes chez Martin Margiela et Jean Paul Gaultier - qui le double d'un charme de mousseline ou de dentelle chair... -, coupevent en cuir waterproof APC, vestes à manches amovibles de Christophe Lemaire.

ROSE CHIPOLATA

Après la folie du Nylon, un intérêt se fait à nouveau sentir pour les matières naturelles, dans une profusion de gros tricots faits main, de tissus mis en relief. C'est le nouvel âge techno-artisanal, qu'exalte Comme des Garçons, ou

Rustique chic : robe et gilet en peau de bête, de la Coréenne Lee Young Hee.

Junya Watanabe avec ses vestes comme qui se mettent à bouillir en boule pour former un sac-globe en métal.

Pourtant le prêt-à-porter s'installe avec des premiers pas : beige gris et rose chipolata, cynisme néo-70 chez Guy Laroche, ratage chez Balmain, pochettes-surprises dorées chez Nina Ricci pour un hommage à Promod. Des marques semblent désertées par des exercices de style, qui les cloîtent dans un rapport très narcissique à l'image. Le manque d'enjeux fait qu'on s'ennuie à Paris à l'automne : démenties : une acheteuse de Bloomingdale refoulée chez Ricci, dans la foule hostile, des bureaux de presse débordés par les journalistes, une atmosphère d'ordre de concert rock qui confondent fan-club et public.

Alors qu'il est question qu'Alexander McQueen et Hussein Chalayan (l'un des favoris de Jean Paul Gaultier) subit le choc d'une grève surprise des photo-

A gauche : jupe de plumes de faisan, façon tweed, par Michael Kors (Céline).

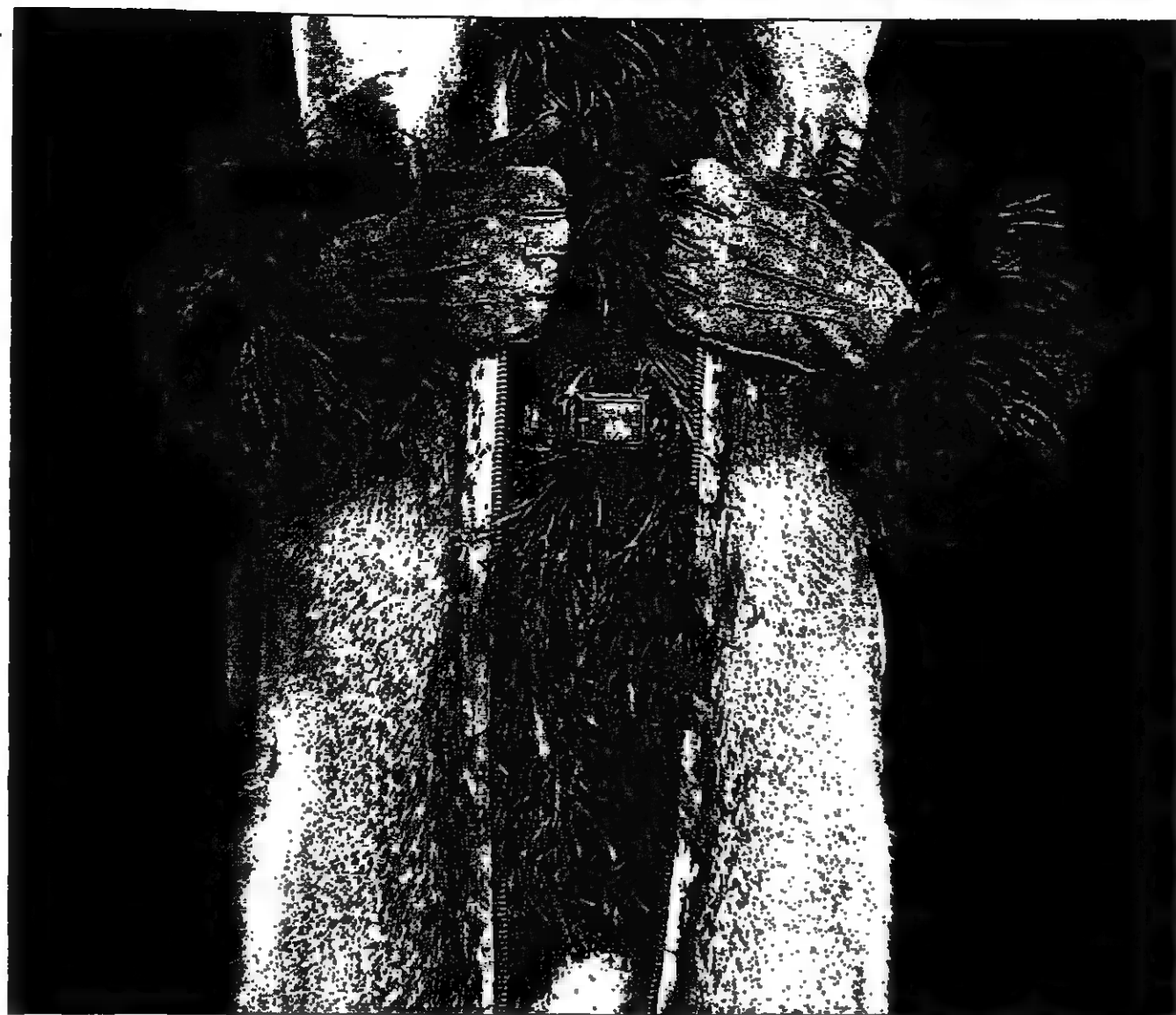
Au centre : blais et spirales de drapés par Rei Kawakubo (Comme des Garçons).

A droite : lignes précises et ajustées d'un tailleur noir de Thierry Mugler.





# e paillettes et malaise



## Jean-Paul Gaultier : défilé brillant, mais sans images



ture déjà doublé sur la saison d'été. Ces de défilés, pu- six mois la vente des modèles en boutique, repré- sentent 20 % 1 500 parutions saisonnières du créateur français. Le jeu est jassé. Dans les défilés, il y a de plus en plus de photographes indépendants qui revendent partout leurs photos moins de photo- graphes de magazines. A terme, pourrait réclamer des droits et transformer défilés spectacle payant, ajoute Donald Potard. Ironie du sort, Jean-Paul Gaultier certainement le couturier qui joue le plus avec l'image de ses vêtements. Dans collection métissage, il a travaillé jusqu'à l'obsession les trompe-l'œil : détails cachés dans des jupes d'opossum, en rectangles, simu- lant un mur de briques un pan- talon double, assemblage d'un modèle mario en drap laine, jambes de 1 mètre d'enver- gure, d'un étroit pantalon de

AVEC UN BUDGET de 1,7 million francs, dont 30 consacrés à la « ca- bine » 45 mannequins, le Jean-Paul Gaultier n'a suivi que par 1 photographe 2 équipes de télévision, vendredi 13 mars (on en attendait respec- tivement 85 et 40). « Nous ne dépensons 3 de francs par an en publicité. L'absence de couverture rédactionnelle d'autant plus pénalisant pour maison de notre dimension », explique Potard, président Jean-Paul Gaultier, qui a 500 francs de chiffre d'affaires en 1998, au début de l'activité parfum, et dont les ventes de haute cou-

Devant les résidences Industriels français, le plus parisien couturiers une grande part de production usines italiennes Fuzzi et - qui fabriquent notamment pour Narciso Rod- riguez, Alberta Ferretti, Moschino. Il présente depuis deux collec- tions prêt-à-porter masculin Milan. Pour accueillir son dernier haute couture janvier 1999, Jean-Paul Gaultier avait d'ailleurs choisi l'ambassade de Paris.

Anne-Laure Quilleret

graphes, la citadelle se fissurerait- elle ? La réalité industrielle ou commerciale semble toujours éclipsée au profit du « défilé », sans qu'une véritable remise en question d'une de mono- pole médiatique du des années 80 ne semble envisa- gée.

Deux milliers de journalistes et photographes du entier sont donc au ri- tuel carnassier sa- son. Les voici témoins d'une nouvelle ba- taille entre chic vage-rustico-pollu- crépu et lignes vives, blanc Prozac et noir krach, accessoirisés colliers chlen talons-lame.

Peau d'Ane contre les maîtresses du « raider » : la guerre du est déclarée, à l'image d'un ordre du monde fin où s'opposent sans concession libéralisme effréné et utopies communautaires. c'est Milan que les plus beaux portraits radar an- ti-OPA ont par Tom Ford chez Gucci - entre bottes d'anaconda parme et velours rouge Borgia - la tendance jusqu'à la noirceur. Co- papier immaculé revêtu tulle chez Jean Colonna, lacérations punk-couture chez Martine Sibon un jeu d'al- guilles rompues et de fragments imprimés.

Sur un échiquier existentiel, le noir surigné de blanc détermine, sous l'influence il Néerlandais Viktor and Rolf, de intermi- minutes d'attente. En face, l'autre école retrouve les ronces d'un Larzac mondialisé par érotisé par Emanuel Ungaro dans une psychédé-

Jean-Paul Gaultier : fourrures, paillettes trompe-l'œil photographiés dans la maison du faubourg Saint-Antoine.

Caresse de maille et de plumes par Sonia Rykiel, dans un hommage aux nuits parisiennes.



co-folko du mouton retourné, de l'agneau Mongolie permanent et brodé, glissant sur la pétroleuses rondement décoile- tées.

Quand Sonia Rykiel tromphe avec son petit pull pailleté de lipstick et ses grands man- teaux de maille, Thierry Mugler - l'un des à savoir allon- gés aplatis - signe les plus robes noires du réveillon. L'euphorie là, qui chez les babouchkas urbaines d'Eric Bergère, ou l'éclair Saint Laurent lancé par Jeremy Scott : une collection croquer comme un de renard et d'organdi, bouillonnements shocking pour re- le plaisir de l'enfance - lais- biler le le plaisir.

Laurence Gemail

En cuir lustré, brodées, ergonomiques, à scratchs, plates, à talons-lames : les bottes ouvrent la marche de l'hiver 1999-2000 d'un pas Ici, Thierry Mugler.



## AVEC SFR PRO, JE REÇOIS MES E-MAILS MÊME LORSQUE JE SUIS EN RÉUNION À L'EXTÉRIEUR. Internet sur votre téléphone portable.



### DES FORAITS ET DES SERVICES QUI CHANGENT TOUT.

SFR Pro, c'est la formule idéale pour tous qui veulent simplifier leur vie au quotidien. Idéale le choix parmi 7 forfaits 100 600 minutes, à partir de 175 TTC par mois (165 FHT) • le changement de Forfait gratuit • la fois • souhaite • Idéale, tous • inclus, • double appel, la présentation du numéro, TransContinents, la facture • signal conso • Idéale pour recevoir ou envoyer des e-mails • Idéale, pour aller au • le mercredi après-midi • en contact avec mon travail • Pour savoir plus, appelez le 0 800 426 • abonnés SFR, appelez votre service clientèle.

SFR est une marque de cegetel

0571 011111



François Ledrappier, président du Comité national de la recherche scientifique

## « Avec ou sans Allègre, nous voulons réformer la recherche »

Les scientifiques préparent le colloque qui devrait clore en juin la mission parlementaire nommée par le gouvernement

Les chercheurs n'ont pas embêté le pas aux enseignants qui manifestent, cette semaine, contre le ministre de l'Éducation nationale et de la recherche, ses projets de réforme. François Ledrappier, président du Comité

national de la recherche scientifique, affirme, dans un entretien au Monde, que « l'objectif de la communauté scientifique est la réforme positive de la recherche ». Il souligne

que, face aux projets de Claude Allègre, les chercheurs ont choisi de ne pas dresser « un front du refus », mais, au contraire, d'organiser « une vaste consultation ». Se félicitant de la mission confiée par le gouvernement

à des députés socialistes Jean-Yves Le Déaut et Pierre Cohen, qui devrait s'achever par un colloque national sur la recherche, au mois de juin, il appelle les chercheurs à « faire leur devoir ».

« Les chercheurs, au-delà du CNRS, nous avons progressé sur ce front, puisque nous avons eu des réunions avec les représentants d'autres organismes, notamment l'Inserm, l'INRA et le CEA, ainsi qu'avec la Conférence des présidents d'université. Le premier ministre a appelé aux députés socialistes Jean-Yves Le Déaut et Pierre Cohen une mission de réflexion sur la recherche, qui se terminera sans doute par un colloque. Est-ce le débat national que nous réclamiez ?

— Pas du tout. La journée du 14 décembre a été une étape. Elle a montré que la communauté scientifique aspirait à une réflexion collective sur l'organisation de la recherche en France et qu'elle entendait prendre en charge sa rénovation. A cette occasion, des pistes ont été tracées à une série de propositions concrètes — qui viennent d'être consignées dans les Actes de cette journée — et ont été avancées. Nous sommes maintenant entrés dans une autre phase. Il s'agit de poursuivre et d'amplifier le débat, en y impliquant plus large-

mentaire porte le projet de loi sur l'organisation de la recherche en France. Cela va dans le sens que nous souhaitons. La loi que nous fusait Claude Allègre aura donc lieu. A nous maintenant de le faire vivre.

— Précisément, vous êtes déçus du pied du mur. Il vous faut faire des contre-propositions, sous peine de donner raison au ministre, quand il raille les « révolutionnaires du statu quo ».

— Face à l'offensive du ministre, les chercheurs ont réagi en dressant un front. Cela n'a pas été le cas. Au contraire, ils ont choisi d'organiser une vaste consultation allant au-delà des seuls projets de réforme du CNRS. Claude Allègre est un adepte du mouvement brownien et de l'agitation moléculaire. Nous voulons être plus constructifs.

— Pour nous, nous n'allons pas sortir des propositions toutes de notre chapeau. Nous ne marchons pas. C'est dans la discussion, petit à petit, que les points de blocage du fonctionnement de la recherche pourront être identifiés et des solutions trouvées. C'est le principe de la méthode scientifique.

— Quels thèmes souhaitez-



FRANÇOIS LEDRAPPIER

vous voir traités lors du colloque national ?

— Les sujets à développer pour approfondir la réflexion et engager de vraies réformes sont nombreux : les structures de la recherche en France et dans les grands pays scientifiques ; les processus décisionnels, c'est-à-dire le pilotage ; la politique scientifique et l'autonomie des organismes et des chercheurs ; les relations avec les universités ; les métiers de la recherche ; enfin, la recherche privée et les transferts industriels. Mais le choix des thèmes qui seront traités sera la responsabilité de Jean-Yves Le Déaut et de Pierre Cohen.

à rendre les postes universitaires plus attractifs que ceux du CNRS pour les jeunes, notamment en allégeant la charge de travail des enseignants-chercheurs. Mais les pistes qui peuvent permettre de rendre les échanges plus souples — et cela dans les deux sens — de donner un minimum de moyens financiers, pour un peu d'efficacité, nous paraissent essentielles. Or Claude Allègre veut réformer à tout prix. C'est le noeud du problème.

— Plusieurs manifestations enseignantes « anti-Allègre » ont lieu cette semaine. Les chercheurs ne s'y joignent pas.

### Le « parlement » de la science

Le Comité national de la recherche scientifique, dont le mathématicien François Ledrappier préside la Commission des présidents de section, constitue une sorte de « parlement » de la science. Créé en 1945 auprès du CNRS, il est composé de près d'un millier de membres — dont les deux tiers sont élus par leurs pairs —, répartis en 40 sections couvrant chacune un champ disciplinaire. Parmi ses principales missions figure l'évaluation de l'activité des chercheurs et des laboratoires.

Il est également chargé, depuis 1959, d'analyser la conjoncture scientifique et de réaliser un travail prospectif sur les nouvelles tendances dans les différents domaines. Sa représentativité et son indépendance lui donnent un rôle dans l'actuel conflit entre les chercheurs et leur ministre.

— L'une des craintes principales des chercheurs est la remise en cause de leur statut. Répondent-ils à toute fin ?

— Sur la possibilité d'exercer le métier de chercheur pendant toute sa carrière — que veut supprimer le ministre mais qui existe dans tous les pays, y compris aux États-Unis — le débat n'est pas clos. Si l'on veut rendre plus fluides les passages entre la recherche et l'enseignement supérieur, la vraie solution consiste

— Cette question est du ressort des organisations syndicales. Elle fait partie, en tant que représentation de la communauté scientifique, nous avons un objectif clair : avec ou sans Allègre, nous voulons réussir la réforme nationale de la recherche. Nous l'avons montré, nous y sommes prêts.

Propos recueillis par Pierre Le Hir

### Cinq mois de conflit

■ 10 octobre : un projet de décret modifiant l'organisation et le fonctionnement du CNRS est présenté à son conseil d'administration. Il prévoit notamment la disparition des unités propres de recherche et une association systématique avec l'Université.

■ 5 novembre et 3 décembre : plusieurs milliers de chercheurs manifestent, à Paris et dans les provinces, contre la transformation du CNRS en agence de moyens et contre le pilotage autoritaire de la recherche. Ils réclament « un débat national » sur l'avenir de ce secteur.

■ 14 décembre : une réunion extraordinaire du Comité national de la recherche

scientifique rassemble un millier de participants à la Maison de la chimie de Paris. Ceux-ci réaffirment leur opposition aux projets de réforme de Claude Allègre.

■ 17 décembre 1999 : Lionel Jospin confie une mission de réflexion sur les problèmes de la recherche aux députés socialistes Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle) et Pierre Cohen (Haute-Garonne). Il leur demande d'organiser « une large concertation » sous les formes qu'ils jugeront « adéquates ». Les deux parlementaires prévoient, d'accord avec les représentants des chercheurs, de réunir un colloque national le 19 juin, après les élections européennes.

## Le risque de mortalité attribué au radon « domestique » serait surévalué

LE RADON, gaz radioactif d'origine naturelle, présent dans la croûte terrestre et qui s'insinue dans les habitations, « ne peut pas être considéré comme un problème de santé publique prioritaire », estime-t-il, y a un an, le Conseil supérieur d'hygiène publique de France. Cet avis a inspiré la récente circulaire des ministères du logement et de la santé sur la prévention du risque radon (Le Monde du 30 janvier).

Pourtant, un rapport d'experts américains chargés d'étudier les effets biologiques des radiations ionisantes (BEIR) a révélé que, en 1995, sur les 157 400 Américains morts du cancer du poumon, entre 15 et 21 % avaient été victimes de l'inhalation du radon. Or, la vérité ? Certes, il apparaît que le radon est un facteur aggravant, voire multiplicateur. Parmi les victimes évoquées par le BEIR, 2 100 à 2 900 « seulement » seraient des non-fumeurs. Il n'en est pas moins que le radon, gaz lourd, classé cancérigène pulmonaire par le Centre international de recherche contre le cancer (CIRC), est considéré par le ministre de la Santé — l'équivalent américain de notre ministre de la Santé — comme la deuxième cause de cancer du poumon.

Il y a un an, l'Institut de protection contre les rayonnements ionisants (IPSN) rendait public un rapport alarmant, inspiré du BEIR, évoquant plusieurs centaines de morts par an en France. Ces projections furent qualifiées de « délire sécuritaire » par Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la Santé. Le risque radon « est-il surévalué ? Le débat,

très technique, est loin d'être clos. Il renvoie à la question des doses radioactives. Y a-t-il un seuil au-delà duquel l'impact de la radioactivité est nul, ou existe-t-il toujours un risque quelle que soit la dose ? Plusieurs études récentes montrent que l'existence d'un seuil n'est pas exclue pour certains types d'exposition. En particulier, les études au radon « domestique ».

**BOMBARDÈMENT DE NÉUTRONS ALPHA**

La plus marquante vient d'être publiée par l'un des membres du comité BEIR, David Brenner, dans les Actes de l'Académie des sciences américaine (19-22 janvier). Avec son équipe du Centre de recherche biologique de l'université de Columbia (New York), il a mis au point une technique permettant de bombarder le noyau des cellules animales avec une seule particule alpha, le type de cellules issues de la désintégration des descendants du radon. L'expérience a permis de constater que ces cellules présentaient un risque d'évolution cancéreuse identique à des cellules témoins n'ayant subi aucune exposition radiologique. Illustration apparemment étonnante du fameux effet de seuil !

Jusqu'ici, faute de canon à particules suffisamment précis, les études portaient sur des populations de cellules soumises à un flux de particules alpha dimensionné pour atteindre, en moyenne, mais en moyenne seulement, chaque noyau. Le risque d'évolution cancéreuse était bien plus élevé dans ces échantillons, sans doute parce que certains noyaux étaient bom-

bardés par plusieurs particules, quand d'autres n'étaient pas touchés du tout. Or, dans les habitations présentant des niveaux élevés de radon, il est « improbable », rappelle David Brenner, qu'une même cellule du système broncho-pulmonaire soit traversée par plus d'une particule alpha au cours de sa vie.

Aussi conclut-il que les extrapolations tirées de cohortes de mineurs, soumis à des pics d'exposition plus élevés, conduisent à une « surestimation du risque pour des niveaux d'exposition plus faibles », de type domestique. Les projections inquiétantes du BEIR et, en France, de l'Institut de protection contre les rayonnements ionisants (IPSN), doivent sans doute tenir compte de ces observations.

Georges Monchaux, du laboratoire de cancérologie expérimentale du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) Fontenay-aux-Roses, juge cette étude « tout à fait séduisante et méthodologiquement astucieuse », même s'il ne s'agit pas à proprement parler d'une première. Une équipe de Los Alamos (Nouveau-Mexique) avait fait des expériences similaires sur des lignées de cellules fibroblastiques humaines. Ces résultats concordent avec certaines expérimentations animales : « Chez le rat, pour des faibles doses de radon, l'incidence cancéreuse est identique à celle observée chez des témoins non exposés », indique Georges Monchaux. Cette étude est donc selon lui « une contribution à une idée très à la mode chez les microdosimétristes », dont beaucoup mettent en doute la pertinence d'une relation linéaire entre l'impact des fortes et des faibles

doses. Une surprise, les épidémiologistes américains enthousiastes envers l'expérience, qui rappelle les hypothèses de la transposition d'un modèle cellulaire à l'exposition d'un humain : les particules alpha arrivent-elles à l'arbre bronchique ? Les cellules du système respiratoire sont-elles comparables à celle de l'homme ? David Brenner n'étudie pas ces questions, et indique que la prudence s'impose « avant d'appliquer les conclusions à l'estimation du risque chez l'humain ».

Il est dangereux que prévu pour les faibles concentrations, le radon n'en est pas moins un des plus élevés. Sans cesse, il est urgent de continuer à recenser les habitations et bâtiments publics où il est susceptible de se concentrer — 60 000 se situeraient au-dessus du seuil d'alerte de 1 000 becquerels par mètre cube d'air, au-dessus du seuil dit « de précaution » fixé à 400 Bq/m<sup>3</sup> —, afin de mettre en œuvre des systèmes de ventilation qui permettent d'écarter le radon.

Henri Morin

★ Des fiches techniques proposées conjointement par l'IPSN et la Fédération française du radon (FFR) présentent diverses techniques de réduction du radon, leur efficacité et le coût de l'installation. Elles sont diffusées par le Centre de l'habitat sur la sécurité nucléaire, tél. : 01-46-54-80-07.

## Polémique sur la radioactivité naturelle de la Manche

LE NORD-COTENTIN présente une radioactivité naturelle hors du commun. Il l'on en croit un rapport établi par Jean Pronost, chargé de l'enquête publique relative aux autorisations de rejets et à l'emprise maritime de la centrale nucléaire de Flamanville (Manche). Selon le commissaire enquêteur, les doses provenant de la radioactivité naturelle (gaz radon et divers radionucléides présents dans la chaîne alimentaire) seraient « plus de 1 000 fois » supérieures à celles dues à l'activité de la centrale. Elles atteindraient environ 11 millisieverts par an pour un adulte, et 17,86 mSv/an pour un enfant de un à deux ans, contre 0,01 mSv/an

pour la population. Révélés par Le Figaro du 3 mars, ces résultats surprenants ont poussé le préfet de la Manche à demander l'avis des « organismes compétents ». Selon un communiqué de l'Institut de protection contre les rayonnements ionisants (IPSN), « ils ne peuvent être interprétés comme représentatifs ». Ces chiffres résulteraient du « choix systématiquement majorant fait par le commissaire enquêteur », lequel précise d'ailleurs « l'origine de certaines mesures ».

L'IPSN estime l'exposition naturelle du Nord-Cotentin à 2,7 mSv/an, une valeur légèrement supé-

rieure à la moyenne nationale. L'organisme n'exclut pas « de larges variations selon les régions », qu'un « faible pourcentage de nos concitoyens soit vraisemblablement exposé à des doses dues à l'irradiation naturelle de l'ordre de 10 mSv/an ».

### EXPERTISE RÉCENTE

L'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) — qui indique n'avoir pas été officiellement créé par le préfet de la Manche — estime « peu crédibles » les chiffres avancés par Jean Pronost. Les données de l'OPRI indiquent que la radioactivité naturelle de la Manche est d'environ 1 mSv/an et que le fac-

teur de divers radionucléides porte la dose au maximum à 3 mSv/an.

Contredisant les confrères de l'IPSN, Jean-Luc Pasquier, directeur scientifique de l'Office, estime peu probable que ce niveau puisse être dépassé en France, hormis aux sommets, où la dose peut être majorée à 50 %, et à des tâches très ponctuelles.

Les deux organismes « experts » avec réticence les travaux du commissaire enquêteur, qui tendent à faire relativiser l'impact sanitaire d'activités qu'ils ont pour mission de surveiller. Jean Anger, conseiller régional (Verts) de Basse-Normandie, évoque pour

l'activité industrielle. Greenpeace, souvent prompt à dénoncer la radioactivité artificielle, n'a pas communiqué sur le sujet.

Jean Pronost a déjà réalisé nombre d'enquêtes publiques relatives au nucléaire (redémarrage de Superphénix, couverture du centre de stockage de la Manche, laboratoires d'enfouissement des déchets radioactifs, mines de Cogema, contamination à Villers-Cotteret...). Ses conclusions sont controversées. A Flamanville, outre une baisse de la radioactivité naturelle, il préconise un plan global de radioactivité naturelle, n'ayant procédé sur place, reconnaît-il, qu'à « un coup de flash ».

## Découverte au Kazakhstan d'une tombe scythe vieille de 2 400 ans

LA TOMBE d'un riche prince scythe nomade, vieille d'environ 2 400 ans mais très bon état de conservation, a été découverte à l'automne dans les monts Altaï, au Kazakhstan, par des chercheurs kazakhs, français et kazakhs. Recouverte d'un tumulus haut de 1 mètre et large de 25 mètres, la sépulture contenait des bijoux en bois, des objets d'or, représentant des animaux fantastiques réels, ainsi que les cadavres de 3 chevaux harnachés dans un parfait état de conservation, en raison du mode de construction du complexe funéraire. Enfant de terre, il a permis à l'eau de passer au travers des pierres, créant un état de gel permanent. Financée en partie par la compagnie pétrolière italienne ENI, les fouilles, qui ont été interrompues pour l'hiver, vont reprendre au retour du printemps. Les chercheurs devraient profiter pour atteindre le sépulchre du prince, qui se trouve à environ quatre mètres du niveau du sol. — (AFP)

### DÉPÊCHES

■ **ASTRONOMIE** : l'Agence spatiale européenne (ESA) a annoncé, lundi 15 mars, que son comité de programme scientifique avait donné son accord pour la réalisation, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, de deux observatoires spatiaux baptisés Planck et Euclid. Ces deux missions étudieront à la fois les modèles cosmologiques, Planck étudiera le rayonnement « fossile » considéré comme un « écho » du Big Bang, la grande explosion supposée avoir donné naissance à l'Univers. Quant à Euclid, qui sera le plus grand télescope spatial travaillant dans les domaines infrarouge et submillimétrique, il recherchera les systèmes planétaires et étudiera des processus liés à l'évolution des galaxies. Il donnera des informations très précises sur les objets les plus lointains et ceux qui sont masqués par la poussière. Ces deux observatoires, qui coûteront à environ 1,5 million de milliards de la Terre, devraient être lancés ensemble, en 2007. — (AFP)

■ **ESPACE** : une fusée Soyouz, lancée par le consortium franco-russe Starstream, a mis sur orbite un nouveau satellite de télécommunications de la constellation Globalstar, lundi 15 mars, à partir du cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan). Cela porte à 16 — sur 18 prévus — le nombre d'engins lancés pour le compte de Globalstar.

■ **INFORMATIQUE** : des leçons de musique à un logiciel amélioreront significativement les capacités des élèves en mathématiques, selon une étude publiée dans l'édition du 15 mars de la revue *Neurological Research*. Le rythme conduit les élèves à manipuler les ratios, les fractions, les proportions. Le programme informatique comprend des exercices de spatialisation à l'aide d'assemblage de puzzles et d'arrangement de pièces géométriques dans un ordre donné. L'expérience a été menée par le professeur Gordon Brown à l'université de Californie pendant quatre mois avec des élèves de l'une des écoles les moins performantes de Los Angeles. Une amélioration de 27 % des résultats en mathématiques a été enregistrée après cette courte période d'application.

■ **MÉTÉOROLOGIE** : une météoro-océanographie doit être mise en œuvre cette semaine entre la Corse et le continent, ce qui permettra à Météo-France d'affiner la prévision marine de la région ligurienne. Baptisée « Côte d'Azur », cette bouée, la première de Météo-France en Méditerranée, est ancrée par 2 300 mètres de fond à 50 km au sud-est de Nice, une zone où les vents sont particulièrement difficiles à observer et à prévoir. La bouée mesurera aussi la température de l'air, de la surface de la mer, l'humidité et la houle. Jusque-là, les données disponibles en Méditerranée étaient fournies par les stations embarquées sur 14 navires mar-



**Shiraz**  
(Australie)

### Clare Valley 1995

## Clare Valley 1995

■ Les premières vignes, ■■ Australie, furent plantées en 1788, dans la propriété du Gouverneur, ■■ centre de Sydney, ■■ le vignoble ■■■■■ bientôt ■■■■ régions de c ■■■■ ensoulé. Longtemps ignoré des Français, le vignoble australien produit des vins dont l'étiquette mentionne le nom du cépage, ■■■■ pour autant interdire les ■■■■ blages de vins ■■■■ cépages différents. Un usage qui peut paraître aux ■■■■ certains ■■■■ notre réglementation, mais qui ne nuit pas ■■■■ qualité ■■■■ certains vins ■■■■ à ■■■■ exceptionnels ■■■■ d'Australie-Méridionale (capitale : Adélaïde).

Ainsi, la bouteille produite par Hardy Laesingham (clare valley 1995), une syrah pure intense, dominée par des notes ■■■■ pin, fait-elle excellente figure dans une confrontation ■■■■ l'aveugle entre quelques grandes syrahs ■■■■ la ■■■■ du Rhône, de Marcel Guigal ■■■■ de la maison Chapoutier. ■■■■ Un vin très suave, très élégant ■■■■, note Eric Verdier, dégustateur et président ■■■■ Culture ■■■■ Goût, que nous rapprocherions volontiers, pour sa complexité, d'une grande syrah pure du regretté Jacques Reynaud ■■■■ Château Rayas (Châteauneuf-du-Pape).

**Papey.** A côté de la production de masse, Papey connaît déjà Hugh Johnson, l'Australie peut produire des vins rouges comparables aux meilleurs du monde, il est prix compétitifs.  
**Clare Valley 1995 : 89 F (13,57 €).**  
**Importation directe par Vins du Massif.** Claude Gillois, 54, rue Barreau, 63000 Pontchâteau. Tél. : 02-40-01-64-01. Télécopie : 02-40-45-  
 66-66. e-mail : c.gillois@massif.fr

## Bistrot

## CHEZ PAULINE

Nous devons prévenir : « Pauline, c'est fini ! » Cette mise en garde d'un client de l'époque ans, bonne fourchette de surcroît, aux goûts classiques, à dont la cabo et la cave ont bien tenu, ne pouvait être prise à la légère. Le souvenir mitigé d'un couvert dégesté l'an passé chez Pauline - bistrot chic de tradition bourgeoise - revenait en mémoire. Mais ce n'était pas à l'heure du midi que nous regretter l'accompagnement des choux-fleurs (trop cuits) à l'hulle de noix. À l'inverse, la daube de marcellin en sa sauce met surtout en valeur la finesse des haricots, au lieu de leur gibel qui est une marinade corsée. En revanche, épateste cabane de rôtir de veau en griliche et non moins agréable petit plat à l'embeurrée de choux verts nouveaux.

C'était donc une fois dans le temps que les tables étaient régulières ; aucune n'est à l'abri d'un accident, même les plus grandes. Au Grand Véfour, Cotteaux s'écroula sur le litte d'or : « Un chef-d'œuvre ne peut être qu'une catastrophe » sous la ligne où l'heureuse médiocrité circule librement. De là, sur la carte de printemps, se trouvent les deux plats : le Midi et le Midi et la salade de mouton à la purée d'avocat. Les deux (2 plats) : 70 F (25,92 €) et 80 F (33,54 €). A la carte, compter 40 F (60,98 €).

5, rue Villedo, 75001 Paris. Tél. : 01-42-95-20-70. Ouvert samedi midi et dimanche.

## Brasserie

**COQUIBUS**

■ Issy-les-Moulineaux, c'est un monde où cohabitent usines **de** et nouvelles Industries, tramway, chemin de fer et parcs paysagers bordés de quartiers neufs.

Une banlieue en mutation qui conserve, dans **son** centre piétonnier vivant, une inimitable brasserie d'autrefois. Cuisine sincère **et** généreuse, atmosphère bon enfant, bonne cave, **et** journalière. Il n'en faut pas plus pour fixer **les** qui plébiscitent la hure de tête **et** langue de veau sauce gribiche, le saucisson de canard en brioche tiède **et** la crème de lentilles **du** Puy **à** l'oëuf poché. Choix important **de** poissons (rascasse, julienne, merou) **et** surtout, délicate saucisse maison, confite plus grillée, **ou** haricots tarbais. Un délicieux fromages **et** choix de desserts élaborés **à** saveurs. Une bonne idée : le Hennessy-café (café + cl de Cognac VSOP) : 25 F (3,81 €). Menu-carte : Formule (2 plats) à 130 F (19,82 €). Entrée, plat, fromage **ou** dessert : 170 F (25,92 €).

★ 16, **avenue de la République**, **Issy-les-Moulineaux**. Tél. : 01-46-34-75-80.  **Fermé** **le** midi **et** dimanche.

Jean-Claude Ribaut

## Le gressin

L'histoire veut que ce petit bidonnet de pain sec doive sa gloire à un quasi-miracle survenu à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Le jeune duc Vittorio Amadeo II se mourait lentement d'un grave mal intestinal, auquel le médecin de la cour le faisait avaler du Souple, l'abbé Baldo Picchio, mit fin en prescrivant un sévère régime à base de gressin (médicament autant qu'aliment) puisque ce sale ne contenait presque pas d'eau. Reconnaissons, le fantôme du duc hante toujours, paraît-il, les galeries du château de Venaria Reale à Turin, s'avancant avec, dans une main, la bride de son cheval et, dans l'autre, un petit clerge doré qui n'est rien d'autre qu'un gressin ardent éclairant son chemin.

Selon Giuseppe Bracco, universitaire et président de l'association des boulangers du Piémont, « le mot *dérive en fait du dialecte piémontais : "ghèrso", qui signifie pain. Au*

XIV<sup>e</sup> siècle, les habitants de la région avaient l'habitude d'achever contre une pièce de monnaie des flûtes de pain, modèle miniature de vos baguettes. Avec les débuts boulangers se mirent à moins de pûte ce pain piécette. Il se réduisit p de chogrîn et donna n gressin, la minuscule p nous connaissons aujou. La recette originelle n farine, eau, levain, m plus tard, précise Guic Consortium pour la tarioins, que les boula-ncrporé un peu de m huile d'olive, beurre d'as des œufs. = On tro des gressins bio au sé

Ceux-ci sont fabriqués en Alsace sur des machines italiennes (Hédard se fournit ici). Evidemment ces gressins très fins et obtenus mécaniquement n'ont rien à voir avec les produits artisanaux que l'on trouve dans le Jura. Chériel, qui importe, au nom de la, la fine fleur des produits italiens, ces gressins travaillés à la main : le tello (version savoureuse dans un croûte), les gressini Fongo, de très beaux gressins fabriqués à l'ancienne par des artisans mémosiens à qui la saveur du pain saïndou n'est pas non dénuée.

**William Crowzet**

**Qualitalia** *Crouzet*  
 ■ **Qualitalia** blo au **Qualitalia**, Moulin des **Qualitalia**  
 10 F (1,52 €) environ ■ 125 g. **Qualitalia**  
 (tél. : 01-47-07-11-44) ■ **Qualitalia** par correspon-  
 ■ **Qualitalia** Castello, 34 F (5,18 €) ■ 350 g.  
 Fondo 53 F (8,07 €) les 400 g.

# GAS IRON OMIE

**PARIS 5<sup>e</sup>**

**LA FERME DU PERIGORD**  
1, rue des Fusillés St-Marcel  
Prix Jardin des Plantes  
- 01.43.31.69.20 -  
Angebot an charmes rustique. Salon.  
Rue 135 F et 220 m + Cuisine  
Maison traditionnelle 165 F (sarcinil de vin comp.)

**PARIS 5<sup>e</sup>**

**TOUTOUNE**

Un décor ensoleillé, tout le charme de la Provence. "Simple avec des produits frais et raisonnables" JC Ribaut.

Chef de cuisine : Christophe [REDACTED]

Menu 11 F au déjeuner en semaine

Carte menu à 188 F avec la souprière

de Saison d'office (198 F le [REDACTED])

5, rue de Pontoise - Tél. [REDACTED]

**PARIS 6°**

 **Yuganaj**

**Spécialités Indiennes**

*"Yuganaj demeure, dans sa catégorie, l'un des plus sûrs représentants parisiens".* *Condé William 99 - 14/20*

**A midi Delhi-Express 130 F**  
**Carte environ 110 F à 190 F**

**14, rue Dauphine 75001 - 91 - Fermé lundi midi**

**PARIS 6<sup>e</sup>**

**BISTROT & RESTAURANT**  
Maison de la Catalogne  
VINS ET PRODUITS CATALANS

4-6-8, cour du Commerce St-André | 01.55.42.16.19  
Au Bistrot Formales à 78 F et 85 F + tapas  
Salon de thé après-midi. Ouvert 7/7  
ou 1<sup>er</sup> et Restaurant avec Menu-Carte à 130 F  
poss. Banquets et Cocktails - Fermé Lundi.

**Vagenende** classée, fondée en 1904  
 Cuisine traditionnelle et du marché  
 Service continu TLJ de midi à 1h du matin  
 142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

**PARIS 6<sup>e</sup>**

**PARIS 7<sup>e</sup>**

**LA TERRASSE**  
l'axe à l'École Militaire, qualité et tradition  
sur les bords du jardin des Tuileries  
180 F (vin et service compris)  
Menu prestige à 215 F avec homard  
- 4 d'huîtres -  
31, bd de l'École Militaire - 8

**PARIS 7<sup>e</sup>**  
**LES MINISTÈRES**  
*Menu 175 F apéritif et vin compris*  
**Nouveau : Crêperie de**  
**Pâtis de Mer sur Saint Pierre**  
 10, rue de la Harpe - T. 01.42.41.21.21  
 LE RESTAURANT DE BELLE ÉPOQUE

**PARIS 9<sup>e</sup>**  
**TY COZ** 01.48.78.42.95/34.61  
 35, rue St Georges  
**PLATEAU de FRUITS MER 195 F**  
**POISSONS - CRUSTACES**  
*Menu de la "Mer" le soir : 135 F*  
 F/dim., 12h30-14h30 - 18h-20h

**PARIS 11°**  
**LE JARDIN du CURÉ**  
Béni soit qui bien y mange !  
*"Cuisine du marché" l'excellent rapport  
qualité/prix". Menu 89 F et 129 F. Ferm. dim. so.*  
6 av. Parmentier 11e - 01 43 79 19 81  
46 r. Jacques Hillairet 12e - 01 43 62 18 22

**PARIS 11°**

**Bistrot Paul Bert**  
Charmant, réservé, vintex style...  
Les plats sont simples, renouvelés  
pour accompagner une épitante cave  
de vins... Menu déj. 88 F et Carte  
18, Paul Bert 01.43.72.24.01

**L'Ecailler du Bistrot**  
Milles et brochettes sur place ou à emporter  
22, rue Paul Bert 01.43.72.76.77

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
**A TIPAZA**  
 COUSCOUS - TAGINES  
 GRILLADES AU FEU DE BOIS  
 Poissons - Carte ■■■ 160 F  
 155, rue Saint Charles  
 01.45.54.01.17 - Ouvert T.L.J.

**PARIS 15<sup>e</sup>**

R  
E  
S  
T  
A  
U  
R  
A  
N  
T

**LE CIEL**

A 200 m d'altitude  
au 56<sup>ème</sup> étage  
(incendie direct)  
une Vue de Paris à  
vent Couper le souffle

Tous les jours,  
déjeuner deux  
personnes  
pour 18 millions

79 Av. du Maréchal J.F. J. 75 015  
01 45 77 84 00

**PARIS 16<sup>e</sup>**  
**RESTAURANT DE**  
**L'AEROCUB DE FRANCE**  
**MENU-CARTE À PARTIR 150 F**  
**6, RUE GALVANI - 75016 PARIS**  
**TEL. 01.47.20.40.40 - FAX : 01.47.20.40.40**

**LES GRANDES MARCHÉS**  
Place de la Bastille  
Au pied de l'Opéra de la Bastille, une grande  
adresse pour un repas de qualité.  
Huîtres toute l'année, poissons du marché, plats  
traditionnels à découvrir.  
Tous les jours 11 h 30 à 1 h 30 ■ matin.  
Réservation : 01 43 42 ■ 32  
L. Gauthier, L. Petit, à dessert.

**La Chope d'Alsace**  
**Bar à affaires**  
**Menu 169 F**  
**4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6<sup>e</sup>**  
**Rés : 01 43 26 67 76**  
**Ouvre jusqu'à 2 h du matin**  
**Parking rue de l'École de Médecine**

**"GASTRONOMIE", renseignements publicité : ☎ 01.42.17.39.40 - Fax : 01.42.17.39.25**

Au Théâtre de Nesle (6<sup>e</sup>)  
**le Vin en Scène**  
par Eric SANSON - poète et comédien

Cette pièce met en scène un maître de chai qui vante les mérites ■ les délices du vin.

■ Théâtre de Nesle, 8 rue ■ Nesle. Paris 6<sup>e</sup>

Du mardi ■ samedi, séances à 19 h et 20 h 30

Réservez au 01 46 34 51 04



صحن من الارجل

## La réforme du droit de bail indispose les propriétaires

PARMI les nouveautés de la déclaration de revenus 1998, la réforme du bail de la contribution additionnelle n'aura échappé aux propriétaires bailleurs. Ces taxes, qui s'élèvent chacune à 2,5 % du montant du loyer, sont remplacées par deux nouvelles contributions : le droit de bail (CRDB) et la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail (CACRDB).

L'objectif était de simplifier le système. En effet, les propriétaires bailleurs n'auront désormais qu'une seule déclaration à faire au même temps que celle de leurs revenus, à un seul endroit, alors qu'auparavant il fallait déposer une déclaration au lieu de situation de l'immeuble. Le paiement n'est pas effectué séparément en novembre mais interviendra au même temps que l'impôt sur le revenu (mensualités) vers provisionnel, selon l'option choisie. Enfin, le droit de bail concernera désormais les loyers encaissés pendant l'année civile, alors qu'auparavant les propriétaires payaient en novembre pour la période qui courait à cheval sur

deux ans, du 1<sup>er</sup> octobre au septembre précédent. Les loyers seront désormais calculés sur les loyers effectivement perçus, non plus sur les loyers inscrits dans le bail, ce qui soulagera les propriétaires aux prises avec des locataires impécunieux.

**L'objectif était de simplifier le système. En effet, les propriétaires bailleurs n'auront désormais qu'une seule déclaration à faire**

Cette réforme aurait bien perçu si l'administration n'avait pas des dispositions transitoires violemment contestées. Logiquement, les propriétaires n'au-

raient dû payer en 1999 que la partie des loyers dus pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 décembre 1998, qui a été traduite par une hausse des revenus fiscaux de l'Etat de neuf douzièmes de 10 milliards, soit 7,5 milliards. Pour maintenir les rentes au niveau habituel, les services de Bercy ont décidé que les propriétaires déclarer en 1999 le droit de bail acquitté en novembre 1998 pour la période allant d'octobre 1997 à septembre 1998. Ce montant servira de base pour estimer la prochaine taxe due par le propriétaire en 1999.

Les propriétaires acquitteront la

nouvelle contribution même temps que leurs impôts de 1998, en septembre 1999. Il y a donc le sentiment d'une double imposition, ce que le ministère des Finances : « Il n'y a pas de double imposition, puisque les propriétaires paient, de toute façon, versé la même somme en novembre 1998 pour la période qui aura été comprise entre le 1<sup>er</sup> octobre 1997 et le 31 décembre 1998. Ce qui prête à confusion, c'est que la période - janvier-septembre 1998 - a servi deux fois à la même base d'imposition. » On estime que les propriétaires qui auront augmenté leur loyer pendant l'intervalle seront gagnants, puisque le

montant des loyers sera calculé sur les loyers de l'année précédente.

A l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI), on reconnaît que les propriétaires bailleurs ne paieront plus qu'avec l'ancien système, mais on s'indigne de ce que l'Etat rembourse le trop-versé éventuel « qu'en fin de bail, c'est-à-dire plusieurs années après, si les contribuables le demandent ».

Les propriétaires qui interrompent la location pendant neuf mois pourront réclamer, l'année suivante, la cessation ou l'interruption de la location, « un dégrèvement d'un tiers égal à celui du droit de bail et de la taxe addition-

acquis pour un immeuble, au 1<sup>er</sup> janvier de la période 1<sup>er</sup> janvier 30 septembre » (article 234 des lois du code général des impôts, Journal officiel du 31 décembre 1998).

Cette restitution sera tardive, puisqu'elle ne s'appliquera qu'à partir de l'an 2000 à l'expiration du bail, donner lieu à un versement d'intérêts. Enfin, il faudra que les propriétaires soient restés pendant au moins neuf mois consécutifs. Ce point a suscité l'indignation des organisations de propriétaires, qui ont qu'un bailleur rempli neuf mois. Ceux qui n'auront pas rempli neuf mois seront forcement lésés. L'UNPI réclame le remboursement du trop-perçu le 31 décembre.

Au ministère, on explique que le droit de bail aurait entraîné une gestion insurmontable. Quoi qu'il en soit, le Conseil constitutionnel par les sénateurs a tranché : le nouveau système ne viole pas la Constitution et n'est pas contraire à la Constitu-

Michaëla Dubois

### Deux taxes

● La contribution représentative du droit de bail (CRDB) est de 2,5 % du montant des loyers. En sont exonérées les locations dont le montant annuel n'excède pas 12 000 francs (1 829 €). Si la location a duré moins d'un an, il faut appliquer un prorata pour vérifier que ce seuil n'est pas dépassé. Sont également exonérées de cette taxe les locations

consenties à l'Etat ou aux établissements publics, nationaux, scientifiques, d'enseignement, d'assistance ou de bienfaisance.

● La contribution additionnelle (CACRDB) est de 2,5 % du montant des loyers. Elle n'est exigible que si l'immeuble est achevé depuis au moins, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition. Cependant la CACRDB sera réclamée pour des locaux ayant fait l'objet de travaux

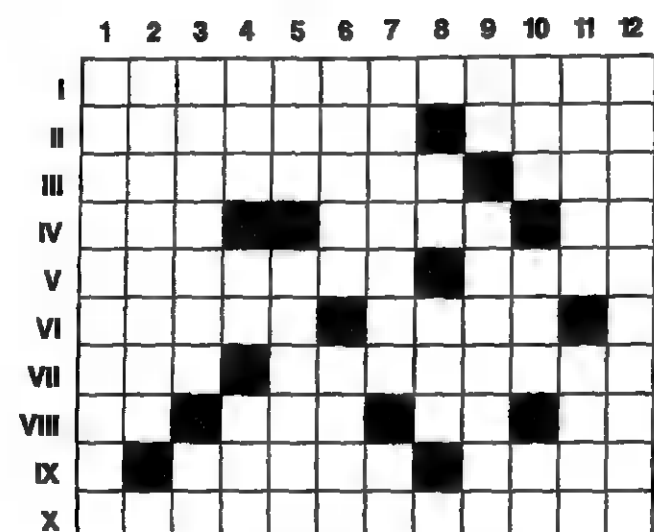
d'agrandissement, de construction, ou de reconstruction financés avec le concours de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH), même si les travaux datent de moins de quinze ans.

● Les charges récupérables auprès du locataire. La contribution représentative du droit de bail est à la charge du locataire et la contribution additionnelle à celle du

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99064

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 €/min).



#### HORIZONTALEMENT

1. Grande ouverture, grande aventure. - II. Mauvais terrain pour faire du vélo. - III. Femmes. - IV. Quitte l'office après le service. Gardé quand ça va mal. - V. Clandestin puis interdit. II. - VI. Pouvoir depuis 1994. Ruines au Proche-Orient. La moitié de tout. - VII. Dégagements désagréables. Rencontre d'eau douce et d'eau salée. - VIII. Mise à nu. - IX. encore lavé. - X. Passage historique. Produit de substitution. - XI. Per-

sonnel. Livré son plan d'excursion. Voyelles. Note. - IX. Appelés la barre. Mouvement incontrôlable. - X. Mises feu.

#### VERTICALEMENT

1. Ne prend plus qu'en poudre. - 2. Belle fin pour une truite. - 3. Rencontre risque. Pour communiquer distance. - 4. Possessif. Points. Alliance du rouge et du blanc. - 5. Percut à moitié. tout pour obtenir. - 6. Réduit en esclavage par les Spartiates. A un

jour près, on les échange. Personnel. - II. Lieu où professeurs étudiants l'ouverture. - 9. Possessif. Pour prier en passant à Rome. - 10. Finit dans le Rhin. Pain rond. Point de départ. - 11. Met le feu aux pavillons. - 12. Assurent les réputations.

Philippe Dupuis

#### SOLUTION DU N° 99063

##### HORIZONTALEMENT

1. Surexploités. - II. Université. - III. St. Arde. - IV. Jules. Sceau. - V. An. User. Enta. - VI. Vê. Sabrait. - VII. Epées. Définit. - VIII. Netsukes. - IX. Tol. Vis. - X. Entrât. Bases.

##### VERTICALEMENT

1. Sus-jacente. - 2. Ligne. Péon. - 3. RI. Vêit. - 4. Evaluées. - 5. Xé. Rés. Suva. - 6. Prises. Kit. - 7. LSD. Rades. - 8. Oies. - 9. It. Cerf. Na. - 10. Tégénaires. - 11. OE. - 12. Situations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

12, rue M. Guisbourg 94002 Ivry la Seine

57 437

PRINTED IN FRANCE

### SCRABBLE

PROBLÈME N° 113

## Les quatrième et cinquième mots

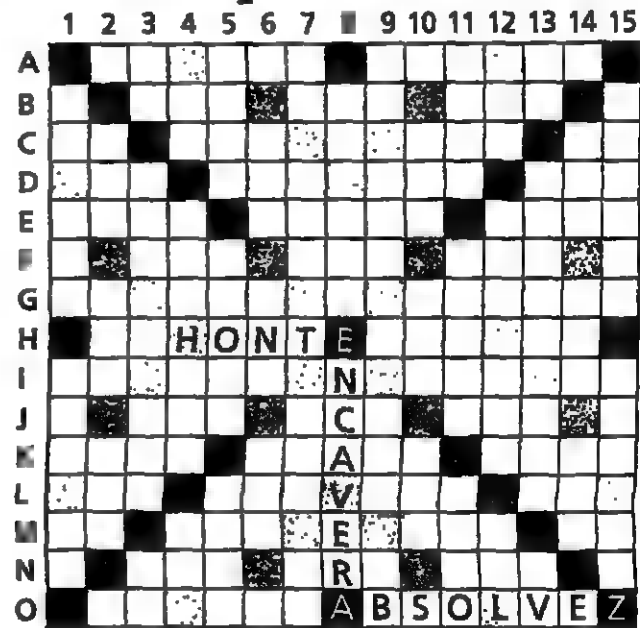
1. Quatrième tirage : CEILOPT  
a) Trouvez 3 mots de huit lettres en le complétant avec 3 lettres différentes appartenant à l'un des mots placés sur la grille.

2. Cinquième tirage : EEILSSU  
b) Trouvez et placez 2 sept-lettres.  
c) Placez un mot qui rapporte plus de 100 points.

3. Préparation de la grille de la semaine prochaine.  
d) BCEHOSU. Trouvez un sept-lettre. A E I N R U Z. En utilisant 2 lettres différentes du tirage précédent, trouvez 2 huit-lettres.

Solutions dans Le Monde du 24 mars.  
Solution a) ci-dessus : CAPITOILE, édifice public, K 7, 74.

Solutions du problème paru dans Le Monde du 10 mars.  
Chaque solution est localisée sur la



grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) TONIQUE, 1 D, 104 faisant NANISSE, ou l'anagramme ONTIQUE, (connaissance) qui se rapporte aux objets du  
b) COQUINET, A 8, 104 - ROQUE-

TIN, petite bobine, C 8, 82 - QUOTIENT, D1, 96 - EQUATION, 2 C, 67 - l'anagramme ATONIQUE - QUESTION, 5 C, 80 - NOETIQUE, 75.

c) DIA-ISO-LEP-PHO-PLA-PLU-TEC-TEU-  
d) NANISSE

Michel Charlemagne



## Le Monde

### UN PROCÈS TRÈS PARTICULIER

Historique ? Surréaliste ? Le procès du sang contaminé dans lequel ont comparu trois anciens ministres fera date et laissera un goût d'imperfection.

Le Monde publie les comptes rendus de Jean-Michel Dumay et des articles inédits afin d'éclairer ce procès hybride où les victimes n'ont pas eu le droit de se constituer parties civiles et où l'accusation a clairement requis la relaxe. A lire aussi : les réquisitions et le jugement.

Une publication de référence, illustrée par Noëlle Herrenschmidt

VIENT DE PARAÎTRE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

Le Monde  
INTERACTIF

<http://www.lemonde.fr>

La place du marché : achetez vos livres CD, cédéroms, vidéos, DVD.



**THÉÂTRE** Dix ans après sa mort, le 15 avril 1989, Bernard-Marie Koltès est de plus en plus lu, étudié, joué, en France et dans le monde. EN FRANCE, la plupart des universités l'étudient, et

Quoi Ouest a été au programme du bac (option théâtre). Mais, même pour des étudiants qui en font un objet de thèse, cette œuvre radicale n'est bien servie que « par des metteurs en scène eux-

mêmes en marge de l'institution, qui en préservent la violence ». ■ PATRICE CHÉREAU, qui a monté quatre pièces de Koltès, a largement contribué à le faire connaître de son vivant. Mais de jeunes

metteurs en scène, comme le Lyonnais Jean-Christophe Sals, se confrontent directement à des textes qui peuvent « vraiment perturber ». ■ LES ÉDITIONS DE MINUIT viennent de publier

deux pièces de jeunesse et un recueil d'entretiens. ■ KOLTÈS sera célébré par diverses manifestations, de mars à octobre, à Metz, sa ville natale, à Paris, à Bobigny, à Dijon et à l'étranger.

## Bernard-Marie Koltès, contemporain de référence

Pour l'auteur, mort le 15 avril 1989, à l'âge de quarante et un ans, le théâtre était peut-être le seul art qui permettrait de « retrouver la vraie vie ». La modernité et la radicalité de six grandes pièces de plus en plus lues et jouées touchent de nouvelles générations et de nouveaux territoires

**DIX ANS APRÈS** sa mort, le 15 avril 1989, Bernard-Marie Koltès est un auteur de plus en plus lu, étudié, joué, en France et dans le monde. Traduite en une trentaine de langues – et même en alsacien –, jouée dans une quarantaine de pays, son œuvre intègre de nouveaux territoires et de nouvelles générations. Les grands maîtres de l'écriture ont écrit des pièces au début, comme Patrice Chéreau et Hubert Gignoux en France, puis Peter Stein en Allemagne. A présent, elles attirent des auteurs trop jeunes pour être lus par des professeurs, trop éloignés pour être passés par des références. Koltès est joué en Afrique du Sud, à Porto-Rico, en Nouvelle-Zélande ou au Japon. Un *Minuit* Zucco a même été interdit à Shanghai.

En France, c'est l'influence de l'institution théâtrale, l'éducation nationale à découvrir l'écrivain. La plupart des universités l'étudient et *Quoi Ouest* a été au programme du bac (option théâtre). Un dossier pédagogique, *Koltès, combats avec la scène*, a été établi pour les professeurs, notamment par Anne-Françoise Benhamou, l'une des premières universitaires à s'être intéressée à l'écrivain (collection « Théâtre aujourd'hui », Casterman, 1999).

Bernard-Marie Koltès touche les jeunes, à travers les enseignants, en particulier à travers Roberto Zucco, pièce inspirée de l'histoire vraie d'un théâtre qui avait tué ses per-

se suicider. *Quoi Ouest*, l'un d'une trilogie à l'automne dans un hangar abandonné, à l'Université Paris-III-Censier, dix-neuf mémoires de théâtre ont été lus sur scène sur une jeune œuvre, dont deux sur *Quoi Ouest*. Par comparaison, neuf ont été consacrés au maître de Marguerite Duras et trois autres à celui de Samuel Beckett. Les étudiants ont ainsi analysé le thème de la famille chez Koltès ; l'espace mythique de la scène ; les thèmes du tragique... Signe que l'auteur s'est imposé comme un classique, l'université Paris-IV, vieux lieu conservateur, accueille actuellement sa première thèse sur l'auteur du *Cimetière de nègres* et du *Chien*.

■ NE MÉRITE PAS LA PRUDENCE ■

« Pour moi qui connaissais le théâtre antique, l'écriture de Koltès a été un choc devant le côté brut de ce théâtre des hommes », explique Julien Mage, étudiant en théâtre à l'université de la Sorbonne à Censier, qui a joué quelques textes de l'auteur. Attiré par sa radicalité, elle estime que l'œuvre « ne doit pas être embellie, ne doit pas la prudence esthétique ». Elle n'est bien servie que « par des metteurs en scène eux-mêmes en marge de l'institution, qui en préservent la violence ».

Mais, mais, dans l'histoire du théâtre, l'œuvre de Koltès est la seule à être étudiée. Koltès avait une très grande connaissance du théâtre et de la tragédie. Pour moi, ses pièces sont des tragédies modernes, proches de l'inté-



A New York, en 1983 : « Je n'écris pas avec des idées, [mais] avec des mots. »

rieur de votre quotidien, de notre vie, écrite dans une langue narrative. Mais nous déséquilibrent, nous bouleversent, par exemple quand il joue avec des enfants sur les rapports sociaux dans *Quoi Ouest*, explique Michel Houplain, qui a déjà mis en scène *Quoi Ouest* avec Koltès.

Dans les années 80, les conservateurs de théâtre, l'auteur en fa-

vorait des créations aux frontières ou aux épreuves de la vie. *Quoi Ouest* est devenu un classique – une rengaine, on plaie des étudiants de l'École Anne Bouvier, qui vient de sortir du Conservatoire supérieur national d'art dramatique, a réussi ses concours en présentant des créations du théâtre de Koltès. En 1980, année, elle a travaillé son œuvre fé-

licité avec Catherine Marnas, metteur en scène spécialiste de cette œuvre. Elle n'a pas le Conservatoire pour répondre à la demande des élèves. « J'aime ce qu'il dit, l'aime le rythme, la poésie de sa langue qui se respire d'une façon si particulière », dit Anne Bouvier.

Pour ce travail, qui a été présenté sur le spectacle *Matériau Koltès*,

l'élève comédienne avait étudié « beaucoup de classiques mais l'auteur plus récent que Claudel ou Genet ». Selon elle, « les professeurs s'intéressent pas tellement à Koltès. Ils disent qu'il n'est peut-être pas un grand auteur. Sa réputation serait un peu surfaite parce qu'il est mort jeune, parce qu'il a été défendu par Chéreau. »

LES ÉLÈVES EN MARCHE

En fait, quand les professeurs enseignent l'œuvre aux lycéens et aux étudiants, ils ont souvent les élèves en phase avec la modernité et l'exclusion, les grands thèmes de l'œuvre, l'importance des histoires familiales. En outre, l'œuvre, chez Minuit, est aisément disponible. Enseignant à l'Institut d'études théâtrales de l'université Paris-III, Joseph Danan observe que « Koltès est devenu le contemporain de référence ».

Cet engouement coïncide avec un mouvement plus large. Dans les années 70, les grands metteurs en scène ont commencé à la lecture de textes classiques. « Peu de gens s'intéressaient aux contemporains. A présent, les étudiants sont attirés par des pièces ou des romans récents », remarque Anne-Françoise Benhamou. Éveillée par Koltès, la génération grande dans la recherche, chez les auteurs les plus contemporains, des voix poétiques qui lui parlent d'un monde brouillé dans lequel elle se situe.

Catherine Marnas

### « Ma biographie n'a aucun intérêt »

DE LUI, Bernard-Marie Koltès, ils veulent savoir. Ceux qui ont vu ses mises en scène de Patrice Chéreau et sentent, confusément, l'œuvre continuer de croître après coup. Et ceux, plus jeunes, qui ont découvert par une langue et un itinéraire qui leur découvrent la signature, la présence active de Minuit que les éditions orthographiques qui constituent l'ouvrage. Koltès n'est pas là pour donner « une part » de sa vie, et les entretiens ne seront pas l'« autobiographie involontaire » au sens de la couverture. L'appât biographique devra se tourner vers d'autres, moins intéressants que lui : « Ma biographie n'a aucun intérêt. C'est la vie la plus banale qui soit, la part ma profession. J'ai eu des expériences décisives, mais elles sont inracontables. »

Le racontable, ici concentré en dix-neuf entretiens, n'en est pas moins une mine. Chaque intervention apporte un ton différent selon l'interlocuteur, d'autant plus sensible que Koltès y révélate ses convictions, celle notamment qu'il n'écrit

s'ajouteraient Sallinger et Proust. S'y ajouteraient d'autres textes personnels, des entretiens, des témoignages. Restait à livrer l'intime de la correspondance.

Le titre du recueil d'entretiens que publie Minuit est une maladresse. Sous le nom de Bernard-Marie Koltès, une part de sa vie suggère, plus que la signature, la présence active de Minuit que les éditions orthographiques qui constituent l'ouvrage. Koltès n'est pas là pour donner « une part » de sa vie, et les entretiens ne seront pas l'« autobiographie involontaire » au sens de la couverture. L'appât biographique devra se tourner vers d'autres, moins intéressants que lui : « Ma biographie n'a aucun intérêt. C'est la vie la plus banale qui soit, la part ma profession. J'ai eu des expériences décisives, mais elles sont inracontables. »

Le racontable, ici concentré en dix-neuf entretiens, n'en est pas moins une mine. Chaque intervention apporte un ton différent selon l'interlocuteur, d'autant plus sensible que Koltès y révélate ses convictions, celle notamment qu'il n'écrit

pas avec des idées [mais] avec des mots. Durant six ans, les entretiens accompagnent grosso modo le cycle des mises en scène de Patrice Chéreau, de *Combats de nègres* à *Le Chien* jusqu'à *Retour en désert*. Nombre d'entretiens, accordés à des journaux (dont *Le Monde*) et des revues, en France et en Allemagne, ont été repris dans ces ouvrages consacrés à l'auteur de *Quoi Ouest* – on en retrouvera les entretiens significatifs dans la suite et complète synthèse monographique d'Anne Ubersfeld.

RACONTER, SANS RÉSOUDRE ■

Le regard de Koltès sur le monde, l'auteur devenant un propre observateur, tout en se gardant de la paraphrase. Au risque parfois réducteur de la formule : « Les matches de base, c'est un résumé de l'art dramatique. Ou, plus original : « Le cinéma, c'est le voyage, le voyage de tout notre poids sur le sol. » C'est de l'écriture qu'il parle le plus largement, le plus librement : « Je n'ai aucune raison d'écrire une pièce, sauf le fait d'écrire », avoue-t-il. Il le désire de raconter « sans résoudre », sa recherche « phrases utiles » et conclut par un refus

d'écrire « quelque chose sur un sujet quelconque ».

Devant chacun, il réaffirme la place, centrale, du Noir « ni par sympathie, par solidarité ou par attrait personnel ». Celle de l'homme : « Le mot le plus superficiel et le plus vague que je connaisse. » C'est la langue enfin, qui « l'intéresse jamais plus que lorsqu'elle est altérée », et dont il aime que « le rapport d'un homme avec une langue étrangère soit des plus beaux qu'on puisse établir : peut-être aussi celui qui ressemble le plus au rapport de l'écrivain avec la langue ». L'écriture exige de l'écriture, qu'il n'aura cessé d'interroger jusqu'aux derniers moments : « La seule morale qui reste est la morale de la langue. »

Jean-Louis Fauriol

★ Une part de sa vie. Entretiens (1970-1989). Minuit, 156 p., 75 F (11,43 €). ★ *Amertumes*, Minuit, 60 p., 49 F (7,47 €). ★ *L'Héritage*, Minuit, 78 p., 49 F (7,47 €). ★ Bernard-Marie Koltès, d'Anne Ubersfeld. Sud-Papiers, 212 p., 55 F (8,38 €).

### 1999, l'année Koltès

■ Au cinéma. Du 15 au 31 mars, le 10<sup>e</sup> festival Théâtres au cinéma salue Patrice Chéreau, Bernard-Marie Koltès et Jean Genet. Un film inachevé de Koltès, *La Nuit perdue*, est présenté pour la première fois (le 29 mars), ainsi que les longs-métrages qu'il aimait et le documentaire réalisé par son frère (B.-M. Koltès, comme une fillette). Magic Cinéma, 11 rue du Chemin-Vert, 93100 Bobigny. Tél : 01-41-60-12-34. ■ *Bobigny-Pablo-Picasso*. ■ Exposition *Enfances*. Vingt-huit panneaux présentant la jeunesse

lorraine de l'écrivain accompagnent la plupart des manifestations à Metz, Bobigny, Saint-Denis...

■ Festival Dijon en mai. Un spectacle rare, le Roberto Zucco mis en scène par le Lituanien Oskaras Korsunovas, et un pari, avec le Jean-Christophe Sals (repris au Théâtre Gérard-Philippe début 2000). Théâtre national de Bourgogne. Tél : 03-80-66-47-47. ■ A Paris. L'automne, le Théâtre de la Ville (la salle parisienne qui a programmé le plus de pièces de Koltès) programme *Matériau Koltès*, de Catherine Marnas. Le Théâtre ouvert, de Lucien Attoun, organise

au même moment une série de lectures et de spectacles.

■ Retour de voyage à Metz. La ville natale de l'écrivain propose *Matériau Koltès*, en scène Catherine Marnas. Opéra-Théâtre de Metz. Tél : 03-87-55-51-71. Du 26 au 29 octobre. ■ Autour du monde. Koltès au centre : colloques (Naples, avril), manifestations spéciales à Bruxelles, Dublin, Atlanta, New York, Florence, en Australie et au Japon. ■ Renseignements. Email : koltès@club-internet.fr. Télécopie : 01-34-12-56-06.

### Après Chéreau, de jeunes metteurs en scène touchés par l'œuvre

FRANÇOIS Koltès, réalisateur de cinéma, a l'air du droit d'auteur de son époque de son frère, Bernard-Marie. En dix ans, sa ligne de conduite n'a guère varié : il dit oui à presque tous ceux qui, amateurs ou professionnels, veulent jouer ses pièces, à condition que l'intégrité du texte soit respectée. « Je refuse les adaptations car c'est un auteur récent, dont il faut d'abord faire connaître l'œuvre telle qu'elle est. » Au fil des ans, les demandes ont évolué : « En France, les pièces de Koltès sont moins jouées dans les théâtres nationaux mais beaucoup plus par les petites compagnies, les compagnies en scène indépendantes ou les écoles. »

La Nuit Juste dans les forêts est la pièce la plus montée – un seul comédien, sa production « économique », suivie par *Dans la solitude des champs de coton*, largement popularisée grâce aux deux mises en scène successives de Patrice Chéreau. Dans le milieu professionnel, Koltès est devenu une référence. Ses œuvres remplissent les salles. Les quatre pièces données par Patrice Chéreau restent intouchables pour la plupart des metteurs en scène de sa génération, ceux qui ont vu ses spectacles.

« J'adore dans la solitude des champs de coton, mais j'aurais du mal à la monter après l'avoir vue magnifiquement mise en scène par Chéreau », explique Catherine Marnas, qui a pourtant largement travaillé sur les pièces de Koltès. Michel Didym, originaire de Lorraine comme l'auteur, a monté *La nuit juste avant les forêts*. Sallinger, deux pièces qui n'ont pas été jouées par Chéreau, à Toulouse, Paul Berger, directeur du Théâtre du Pavé, a cependant mis en scène *Quoi Ouest* en 1998, par la pièce et ju-

geant que « chacun doit être libre d'entreprendre une recherche théâtrale, quel que soit l'auteur ».

A vingt-huit ans, Jean-Christophe Sals ignore les préoccupations. Un jour, un comédien lyonnais a demandé à Sallinger : « Le rapport à la mort, la notion d'infini, l'écriture sublime m'ont vraiment perturbé. » Sachant peu de choses de Koltès, il a décidé de monter cette œuvre « très poétique et très obscure, évitant de plaquer des interprétations qui ferment la lecture de la pièce ».

### ■ Le rapport à la mort, la notion d'infini, l'écriture sublime m'ont vraiment perturbé »

Il se sent touché par la « pudeur » des situations. « Les personnages sont tragiques au point où ils dépassent leur drame, ils sont lamentablement jamais mais sont extrêmement lucides. »

Jean-Christophe Sals a réuni cinq comédiens, dont trois sont élèves au conservatoire. Avec les conseils de François Regnault, l'un des premiers admirateurs de Koltès, il a présenté récemment ses professionnels esquisse la pièce. Plusieurs théâtres lui ont fait confiance : Sallinger a joué à Dijon (du 19 au 22 mai), à Tours et, au début de l'année 2000, au Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis.

C. Ba.

La fameuse tragédie du riche Juif de Malte de CHRISTOPHER MARLOWE mise en scène Bernard Sobel avril - Théâtre de Gennevilliers - Location 01 41 32 26 26

THÉÂTRE DE LA VILLE DE PARIS

SAMEDI 20 MARS 17H rûte à bec et direction MALA PUNICA PEDRO MEMELSDORFF D'AMOR RAGIONANDO BALLADES DU NEO-STILNOVO EN ITALIE (1380-1410) LOCATION 01 42 74 22 77 - 2 PL DU CHÂTELET PARIS 4 95



## La kitsch-attitude mène l'offensive dans la danse

« Home-made », ces spectacles incarnent le lien affectif (régressif ?) entre la maison et la scène

MADONES enguirlandées de loupottes multicolores, fausses pelouses vert fluo et nains de jardins, le kitsch habille la danse contemporaine. Riposte acide à l'épure post-moderne, scénographies somptueuses des années 80, cette esthétique bas de gamme à la séduction clinquante bazarde sur le plateau des stocks de gadgets à trois francs six sous. Reflet de la tendance décorative en vogue actuellement ? Agitation de surface par peur du vide ? Difficulté à s'affirmer ? Vite dit.

Ce (mauvais) goût revendiqué pour la pacotille, qui réjouit les uns et crispe les autres, inscrit la danse dans une stratégie nouvelle de proximité. Foin d'hermétisme, il s'agit d'être proche de soi, des gens, du populaire pour lequel ces chorégraphes ont beaucoup de tendresse. Les adeptes s'appellent : Marco Berretini, Laure Bonicel, Christophe Triozzi, Frédéric Werlé. Parmi leurs références : Jeff Koons, Pierre et Gilles, Cindy Sherman, plasticiens, Claude François, le foot et la télévision. Et s'ils rient jaune à l'idée que leurs spectacles soient étiquetés « kitsch », ils finissent tous par admettre l'évidence. Kitsch, ils sont. Sans cynisme, ni démagogie.

Question d'amour et d'authenticité. Ils apportent sur scène leur enfance, leur milieu social. Quand Laure Bonicel, dans son autoportrait *Untitled 01*, jallit de son sac à main une foultitude de bidules, c'est l'impression de la surprise en train de s'amuser comme une gosse. « Lorsque mes parents ont assisté à la pièce intitulée *Blue Bosquet*, ils m'ont immédiatement revue gamine dans le jardin avec mes cahiers en plastique. Je ne l'avais pas du tout réalisé. Je commence à épurer mes spectacles. Sans doute suis-je

en train de prendre confiance en moi. »

Protection de soi, nostalgie douce de sentimentalisme, esthétique incarnant un lien affectif (régressif ?) entre la maison et la scène. « Home-made », les spectacles participent d'abord d'un mode de vie. « Mon solo *Park* ressemble à un appartement, commente Claudia Triozzi. Je ne me souviens pas de mon propre mobilier. Trouvant sur la mémoire, j'aime que les choses aient vécu. Si j'avais un peu plus d'argent pour travailler, peut-être mes spectacles auraient-ils une autre apparence. »

### UN DOUTE INCONFORTE

Rien n'est moins sûr. Economique, cette attitude est aussi éthique. « Quand une lampe de salon convient à un spectacle, pourquoi en acheterais-je une autre ? », constate Frédéric Werlé. Mes moyens financiers limités m'aident à ne pas laisser embarquer dans des délires trop imposants. Le mouvement pour le mouvement ne suffit plus, il revendique des pièces hétérogènes comme la vie.

### Claudia Triozzi, la machine humaine

A partir de meubles très ordinaires, Claudia Triozzi conçoit des spectacles infiniment perverses. Elles sont au cœur des tableaux vivants qui constituent son solo *Park*. Assise à côté d'une table pourvue d'un bras métallique au bout duquel est fixée une éponge, la chorégraphe s'active à un nettoyage mécanique, tout en émettant sur des sonnettes avec ses pieds. Chaque sonnettement la chute de la saucisse qui finissent par lui faire perdre le visage comme un casque.

Un peu plus tard, elle remplit des coupes à glace qui tombent sur terre en même temps qu'elle grille le pain sur un réchauffeur. Humaine machine happée dans un engrenage dont le sens lui échappe. *Park* sidère par sa cruauté froide, sa dinguerie déterminée. C'est la nuit, Claudia Triozzi manque de courage pour se glisser dans cet état de tension coupante et désespérée. Comme si cette danse révélait, à sa façon sauvagement décalée, une vérité insavouable.



« Maman », de Laure Bonicel. Une chorégraphe qui apporte sur scène son enfance.

On y danse, on y chante du Joe Dassin, on y cause de ses points noirs, on y donne la recette de la quiche lorraine. De la quiche au kitsch ? Frédéric Werlé y accueille aussi ses copains, fussent-ils non-danseurs. Tel Constantin Leu, costaud barbu à la présence massive. Qu'il se mette à slip, dégage sa hache dans *La Kermesse héroïque*, son côté premier degré sème un doute inconfortable. Spectacle ou pas ?

Cette intrusion du « vraie vie » dans une chorégraphie crée un hiatus violent. Ce choc, Marco Berretini le cultive avec délectation. « Un maximum d'émotion, il pose telle quelle sur le plateau une femme, l'Adatto, rencontrée dans un meeting. Son corps marqué, son regard brut font basculer la pièce dans une zone non contrôlée. Soudain, elle peut arriver. Jouant avec les limites, Marco Berretini s'approprie les divers (mort de Diana, histoires de meurtrier), écrit des chansons rigolotes, danse, quand c'est absolument nécessaire. Ses pièces, qui traitent par exemple de l'Europe ou de l'écologie nazie, finissent parfois le dérapage. « On peut être attendri ou dégoûté par la sous-culture, mais elle ne nous est pas si étrangère que ça. Et il m'importe plus de faire passer des sensations que d'avoir un style chorégraphique. »

Enfin, les méthodes de produits au kilomètre, contre le vol-faire, ce kitsch subversif, à prendre au moins au cinquième degré, cultive le « public a envie d'être dans la beauté », dit-il pureté, commente

Tompkins, qui n'a de rien depuis vingt ans de sonner les cloches. Le kitsch l'emmène dans un territoire plus trouble où il est obligé de s'interroger sur sa propre justice et sa morale. Cette mise à mal des valeurs établies, Christophe Triozzi la pousse jusqu'à l'outrance. Dans *La Marche des Vierges*, un homme noir fait violer tandis qu'un autre se paime de mariée. Sous les pieds des citoyens vivants, « A force de s'autoréguler, on va finir par étouffer. Avec le kitsch, j'attaque les institutions qui figent la pensée, le pouvoir et la majorité. Il permet de mobiliser, libre et vivant. »

Rosita Boisseau

Frédéric Werlé, du 22 au 27 mars, au Théâtre de la Ville, 140 rue de la Harpe, à Paris. Claudia Triozzi, le 25 mars à Ajaccio. Marco Berretini, le 27 mars à Ajaccio. Mark Tompkins, du 27 au 30 avril à Strasbourg. Christophe Haleb, le 8 mai à Cergy-Portoises.

## Le rapport Poirot analyse les dysfonctionnements de la BNF

Parmi les revendications des personnels de la Bibliothèque nationale de France lors des grèves qui l'ont paralysée à l'automne 1998 figurait la création de commissions chargées de pointer les dysfonctionnements de l'établissement. Albert Poirot, inspecteur général des bibliothèques, a suivi leurs travaux et vient de remettre ses conclusions, après avoir rencontré 310 personnes, soit plus de 10 % des effectifs de la BNF-François-Mitterrand. Son rapport - sévère - vient d'être déposé sur le bureau de Catherine Trautmann, ministre de la culture.

Puisqu'il s'agit d'une synthèse, Albert Poirot pointe d'abord les

la grève : pannes du système informatique, faisant remonter des revendications plus anciennes, horaires de vacataires, « fort ressentiment » contre la direction de la BNF « accusée d'impéritie et d'autoritarisme ». Il constate ensuite que le site de Tolbiac « secrète une ambiance sécuritaire pénible pour le public » pour le personnel « et que les échanges qu'il a pu avoir ont souvent traduit un mal-être, un réel malaise social et psychologique. (...) une morosité provoquée par l'environnement ». Le rapporteur ajoute que « le bâtiment du site François-Mitterrand accumule les contre-performances ».

### COMMENTAIRE

#### ET L'INFORMATIQUE ?

Albert Poirot, qui n'a pas été tendre pour la direction de la Bibliothèque nationale de France, indique que « les changements ne feront pas l'encadrement et moins encore lui. Mais le corollaire de cette affirmation est que l'encadrement doit pas sous-estimer l'importance des améliorations à apporter. » Cette conclusion, légèrement tautologique, indique que les principaux efforts à fournir pour remettre la BNF sur les rails du côté de l'organisation du travail et des relations avec le personnel.

On ne peut que lui donner raison sur ce point. Les solutions passent par la concertation, la direction, qu'il n'est inutile de diaboliser davantage, le personnel déstabilisé par l'emménagement hâtif, conséquence d'une programmation géométrique variable. Une tâche difficile mais possible.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ont une lourde responsabilité dans les dysfonctionnements, mais il n'est doute trop tard pour reprendre l'aménagement d'un bâtiment qu'il faille bricoler les grands frais - il y a toujours 270 millions de tours », indique syndicaliste.

En revanche, c'est le principal reproche qu'on peut adresser au rapport, l'analyse du volet infor-

Leurs causes ? « La bibliothèque ne se remet pas d'un lourd déficit de programmation », c'est-à-dire de définition des contraintes avant le démarrage de l'architecture. La climatisation est défectueuse, les lourdes portes, déformées, trop lourdes, les couloirs intérieurs « interminables et consternants ». Il a constaté l'absence d'un confort minimal pour les personnels qui contraste avec le luxe des espaces destinés à lecteurs, et un manque paradoxal de place (pour le dépôt légal notamment) dans un bâtiment de 160 000 m<sup>2</sup> de surface utile. Les rayonnages denses, biles, dits « compactus », à commande électrique, fonctionnent toujours difficilement.

La maintenance (le département des moyens techniques) est sous-estimée : « un seul serrurier, certes assisté d'un jeune titulaire de CAR affronté à l'entretien des 10 000 portes et trappes que comprend le bâtiment ». De plus, « les solutions architecturales et techniques retenues au titre du projet ne sont pas les plus économiques du financement public ».

Les problèmes posés par la diversité des statuts du personnel échappent largement à la direction de la BNF mais pèsent gravement sur le maniement de la lourde chaine. Sur 28 personnes employées par l'établissement (2 pour le seul site de Tolbiac), 40 % sont non titulaires.

Emmanuel de Roux

**Pour Fête de Saint Patrick**  
Saint Patrick vous fait une fleur

Partez votre voiture à Cherbourg ou ailleurs. Pour connaître l'ensemble des propositions demandez notre brochure au 01 66 90 ou auprès de l'Office de Tourisme Irlandais ou chez votre agent de voyages.

390€ par personne aller-retour pour 1 nuit en mai 1999

Transports et Voyages c/o Irish Ferries

gimes qui un véritable tête (21 pour les seuls vacataires). Une réforme est en cours, mais « le chantier administratif » compliqué car il met en jeu moins cinq ministères. Enfin, les méthodes de la direction sont globalement contestées : « centralisation excessive », « lenteur des réponses », « autoritarisme », « contrôles tatillons », « manque de délégation », « goût du secret ».

On devine que les lignes le reproche d'Albert Poirot à la direction de la BNF d'avoir transféré à Tolbiac l'organisation du travail, déjà archaïque, qui existait à Richelieu. Et c'est sans doute ici, dans le domaine technique, l'encadrement, des horaires, de l'évolution des carrières, la formation que les commissions sont intervenues le plus de précision.

L'afflux du public, pourtant attendu, engendre de nouvelles tensions, dans la bibliothèque haut-de-jardin destinée au grand public (essentiellement étudiant). Le rapport suggère vigoureusement l'amélioration de l'accueil à l'orientation de l'accueil à l'orientation.

E. de R.

## A la Saint-Patrick, la Bretagne chantante investit Bercy

### RENNES

de notre correspondante régionale

Ce 17 mars, veille de la Saint-Patrick, Bercy est bretonne. Sur scène, les quatre piliers de la musique breizh : Alan Stivell, Gilles Servat, Tri Yann et Dan Ar Braz. Dans la salle, des Bretons de Bretagne parisiens et des Parisiens en amoureux de la musique celtique.

Les quatre pionniers trente ans de carrière derrière eux, ils ont tourné sur les mêmes scènes, se connaissent, mais joueront pour la première fois ensemble. Un cinquième groupe armoricain, Arvens, abaissera la moyenne d'âge de ces artistes prêts à célébrer « une grande messe laïque bretonne », dit Jean-Louis Jossic, de Tri Yann.

### UNE FÊTE DE FAMILLE

Il y a pourtant un saint dans l'affaire : Patrick, le patron des Irlandais. « C'est Breton insulaire », précise Jean-Pierre Pichard, directeur du Festival interceltique de Lorient, l'organisateur du concert. Au terme d'un long développement historique, il reconnaît : « Le lien entre Saint-Patrick et la Bretagne est un peu tiré par les che-

tation des lecteurs ainsi que celui des réservations toujours insuffisantes. L'ouverture, sept jours sur sept, des salles de lecture, prévue par la direction, les grèves, toujours réclamée par certains lecteurs, est également analysée. La raison des difficultés que connaît la BNF, le rapporteur n'est pas favorable à un changement prématuré. « Une décision sur ce sujet ne saurait être prise dans l'urgence. »

Enfin, Poirot passe en revue certains problèmes qui pour le peu connus du public n'en sont pas moins inquiétants, car ils touchent à la raison d'être de la BNF : retard du catalogue des ouvrages en stock (63 706 pour le seul haut-de-jardin) ; baisse des crédits d'acquisition (- 27 % en 1999) ; absence de fonds suffisants sur les problèmes touchants à la conservation des documents. La BNF doit maîtriser les conséquences de sa croissance en particulier sur le plan de son organisation », conclut le rapporteur.

E. de R.

celtique, auquel la Bretagne appartient. Il fallait bien choisir une date pour la fête de famille. La Saint-Patrick, depuis quelques années très populaire en France, pour la Saint-Patrick.

Il fallait aussi une salle. Grande. Ils ont eu la plus vaste de France (16 000 places), qui se trouve à Paris. Un peu paradoxal pour des artistes qui depuis trente ans défendent et illustrent la culture bretonne. Ils auraient pu jouer à Rennes, à Nantes... Mais les salles locales sont désormais trop petites pour accueillir un public qui a grossi au fil des années.

Aujourd'hui à la crête de la vague celtique, dont témoigne le succès de Manau, la manie des compils celtiques, les quatre grands regardent le passé avec amertume. Pourtant, après la flambée des années 70, la France n'a plus voulu d'eux. Pendant les années arides, ils ont interrogé, mais ils n'ont pas plié. Les scènes bretonnes, irlandaises, canadiennes les ont accueillis. Bercy n'est pas une revanche, mais une occasion de « féliciter du travail » accompli au fil des décennies sur scène, en faveur, dit Jean-Louis Jossic, d'une « Bretagne créative ».

## Peter Zumthor obtient le prix Mies-Van-der-Rohe

LE SOIXIÈME prix Mies-Van-der-Rohe d'architecture a été attribué le 8 mars, à Weimar (Allemagne), au Suisse Peter Zumthor pour le musée d'art qu'il a construit à Bregenz (Autriche). Ce prix, fondé en 1957 par la Commission européenne, le Parlement européen et la Fondation Mies-Van-der-Rohe à Barcelone, récompense d'une récompense de 50 000 euros (328 000 francs).

Peter Zumthor, né en 1943 à Bâle, a obtenu le prix Carlberg en 1998. Il a réalisé plusieurs bâtiments en Suisse, notamment dans les Grisons, les exceptions : thermes à Val, il construit actuellement le centre de documentation du régime nazi à Berlin ainsi que le pavillon suisse pour l'exposition universelle de Hanovre, en l'an 2000. C'est un voltigeur de la lumière, un puriste de la ligne droite, sous les auspices du plus rigoureux des architectes américains d'origine allemande : Ludwig Mies Van der Rohe. C'est aussi le pavillon dessiné par Mies Van der Rohe pour l'exposition de Barcelone qu'il aura lieu, le 16 avril, la cérémonie de remise du prix.

Le jury, présidé par l'historien Vittorio Lampugnani, est composé d'architectes ou d'experts en ce domaine, parmi lesquels le lauréat de l'année précédente : Dominique Perrault, auteur de la Bibliothèque nationale de France. Les précédents ont été Alvaro Siza, Norman Foster, Eero Saarinen et Nicholas Grimshaw. Parmi les récents retenus figuraient notamment la « maison » de Rem Koolhaas à Bordeaux, le Centre de culture à Lucerne, de Jean Nouvel, le Studio Bernard Tschumi à Fresnoy, un bel immeuble d'Odile Seyler, à Paris. Un expert par pays - pour la France, le critique Jacques Lucan - propose une liste au jury.

### DÉPÊCHES

MUSIQUE : censurées par les autorités chinoises de Shanghai, les représentations du *Pavillon des pivotes*, chef-d'œuvre de l'opéra chinois du XVIII<sup>e</sup> siècle, seront finalement données du 7 au 25 juillet, dans le cadre du Festival du Lincoln Center, à New York. Ce spectacle sera repris au Théâtre de Caen, du 11 au 13 novembre, puis à la Grande Halle de La Villette à Paris, du 10 novembre au 5 décembre. Téléphone : 01 212 875 5127 (New York) ; 01 212 74 00 (Paris) ; 02 31 30 76 00 (Caen).

DANSE : le premier concours international de chorégraphie classique à Paris, organisé le 12 mars à l'Auditorium des Nations à Paris, par le Festival international de danse à Paris n'a décerné ni grand prix ni premier prix. Sept chorégraphes représentant la France, l'Allemagne, la Norvège, les Philippines et les États-Unis étaient en lice. Un deuxième prix a récompensé l'ensemble du chorégraphe autrichien Jörg Mannes. Dmitri Simkin, 19 ans, devenu Allemand, a reçu un prix d'encouragement pour *As Long As Lust*.

**SAISON MONDIALE DU TOURISME**

Pour aller dans le monde entier, passez les vacances à l'étranger.

18-25 ans

Tarif réduit







EN VUE

■ Lundi 15 mars à Mexico, onze guérilleros zapatistes ont disputé, en passe-montagne noir, une partie de football contre une équipe de vétérans.

■ La compagnie brésilienne des chemins de fer (RFFSA), condamnée à des dommages et intérêts après la mort accidentelle d'un cheminot, offre à sa veuve, Osmarina Figueiredo, employée de mine de pyrite, 6 millions de dollars de dédommagement en échange de la propriété d'un terrain de 105 hectares, dont 100 sont des chemins de fer de Bauru, 192 kilomètres de chez elle.

■ Un ouvrier d'une centrale hydro-électrique péruvienne, hospitalisé depuis « de façon prolongée », avait rapporté chez lui, dans la poche arrière de son pantalon, un bâtonnet d'iridium 192 ramassé dans un champ.

■ En général, pour qu'une femme s'en prenne à un homme de cette façon, il faut qu'il soit comme Arnold Schwarzenegger. Bill Clinton, estimait, lundi 15 mars, devant un tribunal de Tel Aviv, une magistrate doutant de la version de Nour qui, accusé du viol de Miss Israël, soutenait : « Le violé c'est moi ! »

■ Hillary Clinton répondra, jeudi 18 mars, à Internet (<http://www.americaonline.com>) aux questions des internautes sur son chien Buddy.

■ Les habitants Wiseman's Bridge, en Grande-Bretagne, où George s'est réfugié après avoir échappé à des chasseurs, iront chercher leur courrier au village voisin. « Nous arrêtons les distributions lorsqu'il y a un chien dangereux, c'est pareil avec les humains », leur a expliqué le porte-parole de la Poste royale.

■ L'inspecteur adjoint Jatan Singh déclare : « Aujourd'hui, je n'en veux plus à personne », après avoir, pour apaiser ses instincts brutaux, suivi pendant dix jours à New Delhi, une compagnie d'un millier de policiers indiens, l'enseignement hindou du Vipassana : méditation, silence, abstinence sexuelle, régime à base de fruits et de céréales.

■ Des députés argentins, s'inspirant du Pinochet, ont demandé le succès de l'inculpation du Prince Charles, en visite officielle, pour les atteintes aux droits de l'homme commises par la Grande-Bretagne en 1982 aux Malouines.

■ Les six millions de livres versés chaque année par l'Etat britannique fondent comme neige entre les mains de la reine mère qui, de fête en fête, habillée aux fastes surannés de l'empire colonial, va sur ses quatre-vingt-dix-neuf ans compter : elle doit quatre millions de livres (40 millions de francs) à un banquier.

Christian Colombani

# Un an après la catastrophe écologique d'Aznalcollar

La presse espagnole donne des prévisions contradictoires concernant le nombre d'oiseaux migrateurs qui vont mourir, empoisonnés par les déchets toxiques qui ont envahi le parc naturel andalou le 25 avril 1998

LA PRESSE espagnole mobilise à l'approche du premier anniversaire de la catastrophe écologique d'Aznalcollar, en Andalousie, où, le 25 avril 1998, la rupture d'un bassin de rétention d'une mine de pyrite, 6 millions de tonnes de déchets toxiques ont envahi le fleuve Guadalquivir, menaçant de s'infiltrer dans le parc tout proche de Doñana. Ce parc, réserve unique, inscrite au patrimoine de l'humanité, d'une faune et d'une flore protégées, s'étend en bord de mer et sert de refuge à

derniers exemplaires du lynx ibérique et de l'aigle royal, mais surtout connu pour ses centaines d'espèces d'oiseaux qui trouvent refuge dans les marais. Or le quotidien catalan *La Vanguardia* vient de lancer un cri d'alarme. A l'en croire, la moitié des quelque 40 000 oiseaux migrateurs venus passer l'hiver sur les terres clouées de Doñana rentreront empoisonnés, à des degrés divers, dans leur pays d'origine.

Parmi les espèces les plus menacées figurent les cigognes, dont

LA VANGUARDIA

La contamination affecte à la moitié de los zansos de Doñana

La moitié des oiseaux qui vivent dans le parc présentent des signes de contamination : l'arsenic, les métaux lourds, dont beaucoup proviennent du Sud. Selon *La Vanguardia*, les oiseaux, habitués à

réunir une zone protégée du parc, auraient dû déplacer cet hiver, en raison d'une avarie du contrôle du réseau hydrographique qui s'est traduite par l'assèchement d'un marais, pour trouver l'humidité qui leur convient, presque aux portes du parc, dans la zone d'Entremuros, la précisément où s'était arrêtée la coulée toxique. Résultat, explique le journal (s'appuyant sur les études d'une équipe de scientifiques qui a travaillé en Suède cet été avant d'aller plus loin contrôler les

nouvelle en Andalousie le ces oiseaux de métaux tout à fait significatives. Entre autres du zinc, du cuivre et de cadmium. Ce qui signifie, d'après *La Vanguardia*, que beaucoup de ces oiseaux vont mourir, tandis que d'autres, très affaiblis par cette contamination, ne pourront pas prendre leur route vers le nord, auront des problèmes de reproduction.

Affirmations qui n'ont manqué de faire sensation, dans le climat polémique qui règne sur l'évaluation de la catastrophe d'Aznalcollar, publié, celui-ci, dans *El País* intitulé « Les oiseaux, la discorde », le président du Conseil supérieur d'investigation scientifique (CISC), Cesar Nombela, dont certains membres servent de base à *La Vanguardia*, réfute cette version alarmiste. D'après M. Nombela, « il n'existe aucune preuve scientifique pour étayer pareille affirmation ». En revanche d'après lui, « 5 % des oiseaux (soit 2 000) mourront au plus sûr » en conséquence de la catastrophe de 1998, tandis que, certes, les cigognes et moult autres qui profitent à l'embouchure du Guadalquivir montrent des taux de contamination encore trop élevés pour la consommation.

Maria-Claudia Decamps

## DANS LA PRESSE

### EUROPE 1

Alain Duhamel

On voit trop facilement à qui la crise va profiter : les anti-européens de tout poil vont en faire leurs choux gras. Ils commencent déjà. Les libéraux tiennent la corde, partant en guerre contre l'Europe, la bureaucratie, de la réglementation des gabegies. Quant aux pays, la France qui tente depuis toujours de pousser une conception volontariste de l'Europe, des obligations sociales et des politiques économiques, se trouve pris en contre-pied. Le paradoxe est que de cette crise sortira plus de démocratie, de contrôle et de transparence (...). Il est absurde d'avoir été obligé, pour en arriver là, de passer par un psychodrame nauséabond et destructeur.

### RTL

Michèle Cotta

De mémoire d'Européen, n'a jamais vu ça. La Commission de Bruxelles montrait du doigt dans un rapport en forme de réquisitoire, la démission de 20 membres, collectivement déclarés coupables de mauvaise gestion, dénonçant conjointement pour avoir perdu le contrôle de leur administration et laisser passer sans réagir fraudes et corruption. Un des deux commissaires français, ancien premier ministre de surcroît, Edith Cresson, dénoncée pour favoritisme et aussi, plus sérieusement, pour avoir sanctionné le détournement, par un prestataire extérieur, de 150 millions d'euros, près d'un milliard de francs.

### FRANCE-SOIR

Yves Thérard

Hier, l'Europe a offert aux Français un exemple de trans-

parence. Aussitôt soupçonnée, la Commission de Bruxelles soumise, à la demande des députés de Strasbourg, au contrôle d'un comité des députés indépendants. Le verdict tombé, sans concession sur la gravité des faits, les accusés devaient démissionner de leurs fonctions. On rêve d'une procédure aussi rigoureuse menée sur les bords de la Seine, du côté du Palais-Royal, ailleurs. Suivez mon regard.

### LIBÉRATION

Jacques Amaric

Avec un peu de chance, épisode peu glorieux de la vie communautaire devrait sonner le glas du projet européen. Il manque de transparence, la communication généralisée et l'utilisation, par les États d'Etat de gouverner, des postes de commissaires à leur disposition pour recycler les gloires et leur offrir

autant de pantoufles en remerciement que services rendus. C'est une bonne chose que les prochains commissaires soient soumis à la confirmation des parlementaires européens. Il ne s'agit plus, ensuite, qu'à renforcer la légitimité de ces mêmes parlementaires. On ne peut pas, loin de là, au-dessus de tout soupçon, en en terminant avec la pratique très française du scrutin de liste nationale à la proportionnelle.

### LA CROIX

Yves Frappat

Chaque mois, les peuples européens, « eurodéputés », il reste à souhaiter qu'ils dominent le désenchantement qui menace, l'idéal européen. Il faudra leur prouver, d'ici là, que l'Europe reste un service rendu aux peuples qui la composent et non l'abri propice à certains, une base des tentations, des réseaux et du mépris.

www.iagora.com

Etrangers dans tous les pays, rencontrez-vous !



IAGORA est un lieu virtuel de rencontre et de débat entre « internationaux », c'est-à-dire, comme l'explique Philippe Nègre, cofondateur du site, entre « gens qui veulent aller à l'étranger, y ont vécu ou s'apprêtent à y vivre, et qui s'intéressent à ce qui est international ». De nos jours, cela fait beaucoup de monde : les rubriques vont du football à la cuisine et les sections conduisent. En dehors des sentiers battus, au « Choc culturel » assuré. Ainsi, Adriana Abdenur promène le monde le regard humoristique, légèrement égocentrique, mais merveilleusement multi-centré. Parlant couramment six langues, elle révèle d'une plume agile les réalités emmêlées de notre univers « global » (global-local). IAGORA permet aussi de suivre la découverte de la sista espagnole par des Texans, la correspondance entre un enfant de Calcutta et un journaliste en quête de clips de musique indienne... Les conseils pratiques sont classés selon trois activités essentielles : études, travail, voyages. IAGORA est volontiers recouru à l'interactivité, notamment des forums et des enquêtes en ligne, mais refuse le « tout-virtuel » et appelle ses lecteurs à créer des groupes de rencontre dans le monde réel. La carte des pays sur lesquels on

trouve des informations précises, précise lentement. Tous les textes ont une version anglaise, mais beaucoup d'informations sont également disponibles en espagnol et en français. Le visiteur peut à tout moment changer de langue et de pays, ce qui permet au site d'être

multilingue sans être cloisonné. Les créateurs de IAGORA, Philippe Nègre (père espagnol, mère française) et son ami Luc Lévy (mère américaine, père français), vivent à New York, mais se sont installés au lycée français de Barcelone. Leur vie d'expatriés leur a permis de découvrir qu'en tous lieux, il ne faut pas longtemps pour retrouver au cœur de la communauté des non-nationaux, qu'ils définissent ainsi : quels que soient leur origine et leur pays d'accueil du moment. « Ils ont un moyen d'être différents », Philippe, pour sa part, se sent français culturellement, mais plutôt espagnol pour ses relations sociales.

IAGORA aurait sans doute été le moins Hughes de Saint-Victor, qui écrit au XII<sup>e</sup> siècle : « L'homme qui trouve sa patrie douce n'est qu'un tendre débutant ; celui pour qui chaque sol est son pays, celui qui a déjà fait, celui-là est parfait pour qui le monde entier est son pays étranger. »

Francis Pisani

## SUR LA TOILE

### ALTERN

Dans un entretien accordé à *Libération*, le directeur de l'Altern, dont la 11<sup>e</sup> édition est prévue pour le 30 mars, Estelle Hallyday, qui vient de gagner un procès contre l'hébergeur de sites Altern dans une affaire de diffusion de photos, a déclaré que les dommages et intérêts qu'elle recevrait seraient reversés à une œuvre de charité, et qu'elle s'apprête à demander justice contre le juge qui a entraîné de nombreuses protestations, car il visait l'hébergeur du site incriminé et non les auteurs. Suite à cette affaire, Altern a dû cesser ses activités, fermant ainsi plus de 30 000 sites francophones. Une réunion publique a été organisée à Paris, mercredi 17 mars à 20 heures - (AFP)

### CANAL

La police de Fayetteville (Géorgie) a arrêté cinq adolescents, accusés d'avoir créé un Web dans le but de recruter des membres pour leur groupe local de l'ACLU (Union américaine pour les droits civiques) à l'école. Ils soutiennent les cinq jeunes inculpés, qui nient les accusations. - (AR)

## Un journaliste à l'ancienne

par Alain Rollat

LES ACCROS du vinaigre décapé-télé, légion, mais il n'y a rien de plus présentateur que Marc-Olivier Fogiel. Il a été dans les colonnes de *Libération* au lendemain de son face-à-face avec Bernard Tapie : « Le froquet talqué de TV Plus (...) persifle (...), confond insolence et muflierie (...), veut avoir le dernier mot (...) Trop léger, trop petit (...) Un post-adolescent mal fini, dont la frivolité égocentrique éclot en symbiose avec la chaîne qu'il habite (...) ». Pauvre petit prince qui s'est cru plus malin que le flambeur de reverberies ! (...) Un sale petit garçon. » Cela frisait le délire. « Sauvageon », l'outing façon Act-Up.

Alain Duhamel n'est pas Marc-Olivier Fogiel. Il ne pratique pas l'interview-spectacle. Il cherche pas à faire de l'audience en reprochant aux autres de

cutter. Il ne profite pas de sa position pour se faire au sup-plice. Il gourmandise n'est pas cruelle. Son des convenances n'a d'égal que son culte de la connivence. Faut-il, pour autant, être méchant avec lui ? Faut-il lui reprocher de l'être par ses meubles ? Faut-il l'accuser d'être une antiquité vivante ? Faut-il lui faire grief de pratiquer, depuis trente ans, le journalisme à l'ancienne ? Faut-il, faire plaisir à la galerie, le dire lisse, poussiéreux, cumulaire, archaïque ?

On se posait la question, le retrouvant, lundi soir, tel qu'en lui-même, pour la première émission de France 2, le train s'entretenait, en effet, le mot n'est pas trop fort, avec un autre éternel de l'académie audiovisuelle qu'est Jacques Delors. Un dino-

en pleine nuit, passionnantes histoires de dinosaures, bien qu'Alain Duhamel ait réussi un tour de force en obligeant son partenaire à faire un grand écart entre Philippe Villiers et Alain Krivine, sans se démarquer de François Bayrou, cette conversation avait fatalement un caractère paléontologique. Faut-il donc empaler le vétéran Duhamel sur une pierre de deux coups en l'expédiant au bûcher promis au jeune Fogiel ? L'affaire mérite réflexion. Brûler Duhamel, condamner son respect pour la politique, ne serait-ce pas sacrifier une partie de notre patrimoine, renier notre héritage, imposer une part de notre propre écriture ? Brûler Fogiel, ne serait-ce pas assassiner l'irrévérence, dénier à l'image le droit d'être iconoclaste avec les autres images, tuer le fond pour vice de

**173**

Bulletin à compléter et à retourner à : LE MONDE, service Abonnements, 24, avenue du Général-Ledoux, 92044 Châtillon Cedex.

**Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173 (26,37€) par an par prélèvement automatique.**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Cette adresse est-elle : ☐ une adresse professionnelle ☐ une adresse personnelle

**Autorisation de prélèvements**

J'autorise l'établissement tireur mon compte à effectuer sur mon dernier prélèvement pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai : ☐ suspendre provisoirement ou d'interrompre mon tout moment.

Date : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

**IMPORTANT :** merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, à l'autorisation, il y en a un dans votre chèque.

Pour renseignements concernant le portage à domicile, la préférence d'abonnement, les tarifs d'abonnement, etc. Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 9h30 à 18h30, lundi au vendredi. Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 8 803 (0,99€/min)

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR		ORGANISME GRENCIER : LE MONDE	
N° 134031		121 bis rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05	
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER			
Nom : _____			
Prénom : _____			
N° : _____			
Code postal : _____			
Ville : _____			
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT			
DU COMPTE À DÉBITER : _____			
N° : _____			
Code postal : _____			
Ville : _____			
DESIGNATION DU COMPTE À DÉBITER			
Code banque : _____			
Code compte : _____			
Cte PIR : _____			



## GUIDE TÉLÉVISION

## DEBATS

- 21.20 Sétif, de la guerre d'Algérie. Forum Planète  
23.20 La Vie des uns pour la Vie des autres. Forum Planète

## MAGAZINES

- 19.00 Archimède, voir : Jeunes Pourquoi ? Des petites bêtes. Expérience : L'épreuve finale. Sciences animées : Diversité génétique. Portrait : Christine Kober. arthologie. Application : Un vaccin d'avenir. Arts  
20.00 20 h Paris Première. Pierre Perret. Paris Première  
20.50 Les Chemins de l'impossible. Les petits mazodiers. M 6  
21.00 Le Gai Savoir. Pourquoi les philosophes ? Invités : Elle Wiesel, Remo Forlani, André Comte-Sponville, Dominique Lecourt. Paris Première  
21.50 Thema. Georges Perec. Arts  
22.00 Les grands. France 2  
22.10 Nibbus, une histoire à retardement. France 3  
22.15 Interdite. Chasseurs primés. M 6  
22.20 Le Cercle. France 2  
1.45 Saga-Cités. Ecoles familiales. France 3

## DOCUMENTAIRES

- 19.00 Les Tribus (12/20). Odyssée  
20.05 La Carte des Kerguelen. Odyssée  
20.15 Reportage. Les Oranges de l'est. Odyssée  
20.25 La victoire en Odyssée  
20.35 Les Massacres de Sétif. Un certain 8 mai. Forum  
20.45 La Vie en face. Tristan Du Cunha. Une vie à l'écart du monde. Arts  
20.55 Les Descendants. 16/13  
21.05 Quelques jours. Odyssée  
21.15 L'X inconnue. Odyssée  
22.45 L'Histoire du jazz. Odyssée  
22.55 Les Celtes. 16/13  
23.15 L'Épopée des fusées. 10/13  
23.20 Bénédictines de la recherche. Planète  
0.00 Conférences de presse. 16 mai 1967 (1/2).

## SÉRIES

- 19.00 Football. Coupe de l'UEFA. France - Bordeaux (Fr.). 20.30 Lyon - Bologne. 21.45 Celta Vigo - Marseille. Canal +  
20.00 Hockey sur glace. Championnat de France. Ligue Elite. AB Sport  
21.00 Quart de finale. Canal +  
21.15 L'Équipe - Lakers. Canal +

## MUSIQUE

- 20.05 Ensemble Carrende. Ateliers de Robert de Lassus. Cinéma  
20.45 Quatre Saisons à Toulouse. Par l'Orchestre du Capitole, dir. Michel Plasson. Cinéma  
23.10 The Nat «Kings» Cole Show 7. Enregistré le 9 juillet 1957. Cinéma  
23.45 Te Deum, de Haydn. Par l'Orchestre baroque La Petite Bande et le Chœur de chambre de Namur, dir. Sigiswald Kuijken. Muzell  
24.00 Meurtre sur répondeur. Gary Sherman. RTL 9  
20.55 Les Montagnes bleues. Pedro Barzman (2/2). France 2  
21.20 La Femme du veuf. Michel Favart. RTBF 1  
22.25 Jennie, lady Randolph Churchill. James Cleton Jones (3/3). Festival  
0.10 Les Avocats du diable. André Cayatte. Festival

## SÉRIES

- 20.35 La Vie à cinq. Les retrouvailles de la Saint-Valentin. France 2  
21.00 Star Trek. La nouvelle génération. (2/2). La 5e dimension. Canal Jimmy  
23.50 Star Trek. Deep Space Nine. (2/2) Le cercle (v.o.). Canal Jimmy  
0.40 Cop Rock. Don't Fall Me Now (v.o.). Canal Jimmy

## FILMS

- 18.45 Les Amants de Vérone. Cinéma  
19.30 La Mort aux champs. Cinéma  
20.00 Tank qui y a vu. Cinéma  
20.15 Les Amants de Vérone. Cinéma  
20.30 de la neige à Noël ? Cinéma  
20.45 Les Amants de Vérone. Cinéma  
21.15 L'Introuvable Vérité. Cinéma  
21.35 Les Amants de Vérone. Cinéma  
22.15 Le Nom du rose. Cinéma  
22.30 Les Amants de Vérone. Cinéma  
22.45 Les Amants de Vérone. Cinéma  
23.20 Les Amants de Vérone. Cinéma



- 21.15 Un homme qui dort. Cinéma  
0.15 Une étoile est née. Cinéma  
0.35 La Volence. Cinéma  
2.50 Seven. Cinéma

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

- TF1  
17.00 Beverly Hills. Cinéma  
19.10 Le Bigdill. Cinéma  
20.00 Journal. Météo.  
20.40 Le Résultat des courses.  
20.42 Boom, Météo.  
22.50 High Line City. 0.35 Minut sport.  
FRANCE 2  
17.20 Cap des Pins. 17.50 Hartley, cœurs à vif. 18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui ? 20.00 Journal. Météo. 20.55 Les Montagnes bleues. 22.30 Les Amants de Vérone. 23.00 Journal. Météo. 0.30 Journal. Météo. 0.35 Les Amants de Vérone.  
FRANCE 3  
17.00 Le Euro, l'union d'emploi. 18.15 L'Euro, l'union d'emploi. 19.15 Un livre, un jour. 19.20 L'information. 20.00 Cosby. 20.10 Tout le sport. 20.15 Spécial du titre. 20.30 Nibbus. 0.25 Magazine olympique. 0.50 Fac. 0.55 L'Euro, l'union d'emploi. 1.00 Saga-Cités. 1.05 Les Amants de Vérone.  
CANAL +  
18.15 Les Amants de Vérone. Cinéma  
0.15 Une étoile est née. Cinéma  
0.35 La Volence. Cinéma  
2.50 Seven. Cinéma

## ARTE

- 19.00 Archimède, voir : Jeunes Pourquoi ? Des petites bêtes. Expérience : L'épreuve finale. Sciences animées : Diversité génétique. Portrait : Christine Kober. arthologie. Application : Un vaccin d'avenir. Arts  
20.00 20 h Paris Première. Pierre Perret. Paris Première  
20.50 Les Chemins de l'impossible. Les petits mazodiers. M 6  
21.00 Le Gai Savoir. Pourquoi les philosophes ? Invités : Elle Wiesel, Remo Forlani, André Comte-Sponville, Dominique Lecourt. Paris Première  
21.50 Thema. Georges Perec. Arts  
22.00 Les grands. France 2  
22.10 Nibbus, une histoire à retardement. France 3  
22.15 Interdite. Chasseurs primés. M 6  
22.20 Le Cercle. France 2  
1.45 Saga-Cités. Ecoles familiales. France 3

## RADIO

- FRANCE-CULTURE  
20.02 Les Chemins de la musique. Composer pour l'opéra aujourd'hui. 20.30 Poésie studio. 21.00 Mauvais genres. 23.00 Nuits magnétiques.  
FRANCE-MUSIQUE  
20.02 Les Chemins de la musique. Composer pour l'opéra aujourd'hui. 20.30 Poésie studio. 21.00 Mauvais genres. 23.00 Nuits magnétiques.  
RADIO CLASSIQUE  
20.15 Les Soirées. 20.40 Les Soirées. 21.00 Les Soirées. 21.30 Les Soirées. 22.00 Les Soirées. 22.30 Les Soirées. 23.00 Les Soirées. 23.30 Les Soirées. 0.00 Les Soirées.

## TELEVISION

## ARTE

- 18.15 Jour d'Europe Coupe de l'UEFA. Quarts de finale retour. Les trois équipes en tête du championnat de France de première division, Bordeaux (en déplacement à Parme) à partir de 18.30, Lyon (qui reçoit Bologne) à 20.30, Marseille (qui dispute un rendez-vous en Espagne, coup d'envoi fixé à 21.45), tenter de se qualifier pour les demi-finales de la Coupe de l'UEFA.

## FRANCE

- 22.45 La Vie à Pénitence. Héritiers d'un nom, d'une fortune ou d'une dynastie, riches ou pauvres, ils doivent assumer un destin ou une légende qu'ils n'ont choisis, s'accommoder d'un aileu parfois encombrant ou concilier leur propre vie et le poids écrasant du passé. Dumas a recueilli leur témoignage, d'une étonnante sincérité. Loin des sempiternels feuilletons, le gotha dont la télévision.

## ARTE

- Un homme qui dort. Point final d'une soirée Thema, inventée par Jacques Quessenne autour de Georges Perec et de ses « Espaces d'espaces », qui à 21.50, ce film est l'adaptation à l'écran, en 1974, l'œuvre éponyme de l'écrivain, écrite sept ans plus tôt. Ce mariage parfait de la littérature et du cinéma, interprété par Jacques Spiesser avec la voix off de Ludmilla Mikael, reçoit le prix Jean-Vigo 1974.

## GUIDE TÉLÉVISION

## DEBATS

- 21.20 Marchands d'armes, marchands de mort ? Invités : Jean-Marie Bédard ; François Hellebourg ; Patrick Lecomand ; Henri Martre ; Xavier Nauver. Forum Planète  
23.10 Castrats, la voix des anges. Invités : Jean Alexandre ; Patrick Barbier ; Jean Duhaut ; Dominique Fernandez ; Duy-Thong Nguyen. Forum

## MAGAZINES

- 13.25 M 6 Kid. La monnaie. M 6  
13.50 M 6 Occupe. France 3  
14.00 M 6 H. France 3  
14.05 Les Dossiers. ITI  
14.15 Questions au gouvernement. nationale.  
15.10 En juin, ça bien. La Cinquième  
16.05 Saga-Cités. Spécial et Sécurité.  
17.00 Le Club. Cinéma  
17.10 Stars stock. Cinéma  
17.15 Hoffmann. Paris Première  
17.20 Nulle part ailleurs. Invités : Robert Altman ; O'Donnell ; Patrick Menale ; Christophe Deschamps. Canal +  
19.10 M 6 0.10 Le Rendez-vous. Notat.  
20.05 Check-Up. Les nouvelles. La narcoleptie. France 3  
20.15 Strip-tease. Météo. France 3  
20.25 Les Dossiers. L'Histoire. (2/2). France 3  
20.30 Des racines. M 6  
20.35 Paris modes. Spécial lingerie. Paris Première  
20.40 Strip-tease. Au cœur de l'île. Un film dominant. Les compagnons. M 6  
20.45 Cas de discute. Anorexie, boulimie, d'où viennent alimentaires ? TV 5  
23.25 Un siècle d'écrivains. Jean Anouilh. L'homme. France 3

## DOCUMENTAIRES

- 17.00 La Carte des Kerguelen. Odyssée  
17.05 Pourquoi Vincent Van Gogh s'est-il suicidé ? (2/2). France 3  
17.45 L'Histoire des grands ballets. (1/2). Les ballets russes de Diaghilev. France 3  
18.25 Cinq colonnes à la une. Les grands d'Australie. La France  
18.35 La Guerre du monde. Odyssée  
18.45 La Chine, dragon millénaire. La 1ère  
19.00 La Guerre du monde. Odyssée  
19.10 La Guerre du monde. Odyssée  
19.15 La Guerre du monde. Odyssée  
19.20 La Guerre du monde. Odyssée  
19.25 La Guerre du monde. Odyssée  
19.30 La Guerre du monde. Odyssée  
19.35 La Guerre du monde. Odyssée  
19.40 La Guerre du monde. Odyssée  
19.45 La Guerre du monde. Odyssée  
19.50 La Guerre du monde. Odyssée  
19.55 La Guerre du monde. Odyssée  
20.00 La Guerre du monde. Odyssée  
20.05 La Guerre du monde. Odyssée  
20.10 La Guerre du monde. Odyssée  
20.15 La Guerre du monde. Odyssée  
20.20 La Guerre du monde. Odyssée  
20.25 La Guerre du monde. Odyssée  
20.30 La Guerre du monde. Odyssée  
20.35 La Guerre du monde. Odyssée  
20.40 La Guerre du monde. Odyssée  
20.45 La Guerre du monde. Odyssée  
20.50 La Guerre du monde. Odyssée  
20.55 La Guerre du monde. Odyssée  
21.00 La Guerre du monde. Odyssée  
21.05 La Guerre du monde. Odyssée  
21.10 La Guerre du monde. Odyssée  
21.15 La Guerre du monde. Odyssée  
21.20 La Guerre du monde. Odyssée  
21.25 La Guerre du monde. Odyssée  
21.30 La Guerre du monde. Odyssée  
21.35 La Guerre du monde. Odyssée  
21.40 La Guerre du monde. Odyssée  
21.45 La Guerre du monde. Odyssée  
21.50 La Guerre du monde. Odyssée  
21.55 La Guerre du monde. Odyssée  
22.00 La Guerre du monde. Odyssée  
22.05 La Guerre du monde. Odyssée  
22.10 La Guerre du monde. Odyssée  
22.15 La Guerre du monde. Odyssée  
22.20 La Guerre du monde. Odyssée  
22.25 La Guerre du monde. Odyssée  
22.30 La Guerre du monde. Odyssée  
22.35 La Guerre du monde. Odyssée  
22.40 La Guerre du monde. Odyssée  
22.45 La Guerre du monde. Odyssée  
22.50 La Guerre du monde. Odyssée  
22.55 La Guerre du monde. Odyssée  
23.00 La Guerre du monde. Odyssée  
23.05 La Guerre du monde. Odyssée  
23.10 La Guerre du monde. Odyssée  
23.15 La Guerre du monde. Odyssée  
23.20 La Guerre du monde. Odyssée  
23.25 La Guerre du monde. Odyssée  
23.30 La Guerre du monde. Odyssée  
23.35 La Guerre du monde. Odyssée  
23.40 La Guerre du monde. Odyssée  
23.45 La Guerre du monde. Odyssée  
23.50 La Guerre du monde. Odyssée  
23.55 La Guerre du monde. Odyssée  
0.00 La Guerre du monde. Odyssée  
0.05 La Guerre du monde. Odyssée  
0.10 La Guerre du monde. Odyssée  
0.15 La Guerre du monde. Odyssée  
0.20 La Guerre du monde. Odyssée  
0.25 La Guerre du monde. Odyssée  
0.30 La Guerre du monde. Odyssée  
0.35 La Guerre du monde. Odyssée  
0.40 La Guerre du monde. Odyssée  
0.45 La Guerre du monde. Odyssée  
0.50 La Guerre du monde. Odyssée  
0.55 La Guerre du monde. Odyssée  
1.00 La Guerre du monde. Odyssée  
1.05 La Guerre du monde. Odyssée  
1.10 La Guerre du monde. Odyssée  
1.15 La Guerre du monde. Odyssée  
1.20 La Guerre du monde. Odyssée  
1.25 La Guerre du monde. Odyssée  
1.30 La Guerre du monde. Odyssée  
1.35 La Guerre du monde. Odyssée  
1.40 La Guerre du monde. Odyssée  
1.45 La Guerre du monde. Odyssée  
1.50 La Guerre du monde. Odyssée  
1.55 La Guerre du monde. Odyssée  
2.00 La Guerre du monde. Odyssée  
2.05 La Guerre du monde. Odyssée  
2.10 La Guerre du monde. Odyssée  
2.15 La Guerre du monde. Odyssée  
2.20 La Guerre du monde. Odyssée  
2.25 La Guerre du monde. Odyssée  
2.30 La Guerre du monde. Odyssée  
2.35 La Guerre du monde. Odyssée  
2.40 La Guerre du monde. Odyssée  
2.45 La Guerre du monde. Odyssée  
2.50 La Guerre du monde. Odyssée  
2.55 La Guerre du monde. Odyssée  
3.00 La Guerre du monde. Odyssée  
3.05 La Guerre du monde. Odyssée  
3.10 La Guerre du monde. Odyssée  
3.15 La Guerre du monde. Odyssée  
3.20 La Guerre du monde. Odyssée  
3.25 La Guerre du monde. Odyssée  
3.30 La Guerre du monde. Odyssée  
3.35 La Guerre du monde. Odyssée  
3.40 La Guerre du monde. Odyssée  
3.45 La Guerre du monde. Odyssée  
3.50 La Guerre du monde. Odyssée  
3.55 La Guerre du monde. Odyssée  
4.00 La Guerre du monde. Odyssée  
4.05 La Guerre du monde. Odyssée  
4.10 La Guerre du monde. Odyssée  
4.15 La Guerre du monde. Odyssée  
4.20 La Guerre du monde. Odyssée  
4.25 La Guerre du monde. Odyssée  
4.30 La Guerre du monde. Odyssée  
4.35 La Guerre du monde. Odyssée  
4.40 La Guerre du monde. Odyssée  
4.45 La Guerre du monde. Odyssée  
4.50 La Guerre du monde. Odyssée  
4.55 La Guerre du monde. Odyssée  
5.00 La Guerre du monde. Odyssée  
5.05 La Guerre du monde. Odyssée  
5.10 La Guerre du monde. Odyssée  
5.15 La Guerre du monde. Odyssée  
5.20 La Guerre du monde. Odyssée  
5.25 La Guerre du monde. Odyssée  
5.30 La Guerre du monde. Odyssée  
5.35 La Guerre du monde. Odyssée  
5.40 La Guerre du monde. Odyssée  
5.45 La Guerre du monde. Odyssée  
5.50 La Guerre du monde. Odyssée  
5.55 La Guerre du monde. Odyssée  
6.00 La Guerre du monde. Odyssée  
6.05 La Guerre du monde. Odyssée  
6.10 La Guerre du monde. Odyssée  
6.15 La Guerre du monde. Odyssée  
6.20 La Guerre du monde. Odyssée  
6.25 La Guerre du monde. Odyssée  
6.30 La Guerre du monde. Odyssée  
6.35 La Guerre du monde. Odyssée  
6.40 La Guerre du monde. Odyssée  
6.45 La Guerre du monde. Odyssée  
6.50 La Guerre du monde. Odyssée  
6.55 La Guerre du monde. Odyssée  
7.00 La Guerre du monde. Odyssée  
7.05 La Guerre du monde. Odyssée  
7.10 La Guerre du monde. Odyssée  
7.15 La Guerre du monde. Odyssée  
7.20 La Guerre du monde. Odyssée  
7.25 La Guerre du monde. Odyssée  
7.30 La Guerre du monde. Odyssée  
7.35 La Guerre du monde. Odyssée  
7.40 La Guerre du monde. Odyssée  
7.45 La Guerre du monde. Odyssée  
7.50 La Guerre du monde. Odyssée  
7.55 La Guerre du monde. Odyssée  
8.00 La Guerre du monde. Odyssée  
8.05 La Guerre du monde. Odyssée  
8.10 La Guerre du monde. Odyssée  
8.15 La Guerre du monde. Odyssée  
8.20 La Guerre du monde. Odyssée  
8.25 La Guerre du monde. Odyssée  
8.30 La Guerre du monde. Odyssée  
8.35 La Guerre du monde. Odyssée  
8.40 La Guerre du monde. Odyssée  
8.45 La Guerre du monde. Odyssée  
8.50 La Guerre du monde. Odyssée  
8.55 La Guerre du monde. Odyssée  
9.00 La Guerre du monde. Odyssée  
9.05 La Guerre du monde. Odyssée  
9.10 La Guerre du monde. Odyssée  
9.15 La Guerre du monde. Odyssée  
9.20 La Guerre du monde. Odyssée  
9.25 La Guerre du monde. Odyssée  
9.30 La Guerre du monde. Odyssée  
9.35 La Guerre du monde. Odyssée  
9.40 La Guerre du monde. Odyssée  
9.45 La Guerre du monde. Odyssée  
9.50 La Guerre du monde. Odyssée  
9.55 La Guerre du monde. Odyssée  
10.00 La Guerre du monde. Odyssée  
10.05 La Guerre du monde. Odyssée  
10.10 La Guerre du monde. Odyssée  
10.15 La Guerre du monde. Odyssée  
10.20 La Guerre du monde. Odyssée  
10.25 La Guerre du monde. Odyssée  
10.30 La Guerre du monde. Odyssée  
10.35 La Guerre du monde. Odyssée  
10.40 La Guerre du monde. Odyssée  
10.45 La Guerre du monde. Odyssée  
10.50 La Guerre du monde. Odyssée  
10.55 La Guerre du monde. Odyssée  
11.00 La Guerre du monde. Odyssée  
11.05 La Guerre du monde. Odyssée  
11.10 La Guerre du monde. Odyssée  
11.15 La Guerre du monde. Odyssée  
11.20 La Guerre du monde. Odyssée  
11.25 La Guerre du monde. Odyssée  
11.30 La Guerre du monde. Odyssée  
11.35 La Guerre du monde. Odyssée  
11.40 La Guerre du monde. Odyssée  
11.45 La Guerre du monde. Odyssée  
11.50 La Guerre du monde. Odyssée  
11.55 La Guerre du monde. Odyssée  
12.00 La Guerre du monde. Odyssée  
12.05 La Guerre du monde. Odyssée  
12.10 La Guerre du monde. Odyssée  
12.15 La Guerre du monde. Odyssée  
12.20 La Guerre du monde. Odyssée  
12.25 La Guerre du monde. Odyssée  
12.30 La Guerre du monde. Odyssée  
12.35 La Guerre du monde. Odyssée  
12.40 La Guerre du monde. Odyssée  
12.45 La Guerre du monde. Odyssée  
12.50 La Guerre du monde. Odyssée  
12.55 La Guerre du monde. Odyssée  
13.00 La Guerre du monde. Odyssée  
13.05 La Guerre du monde. Odyssée  
13.10 La Guerre du monde. Odyssée  
13.15 La Guerre du monde. Odyssée  
13.20 La Guerre du monde. Odyssée  
13.25 La Guerre du monde. Odyssée  
13.30 La Guerre du monde. Odyssée  
13.35 La Guerre du monde. Odyssée  
13.40 La Guerre du monde. Odyssée  
13.45 La Guerre du monde. Odyssée  
13.50 La Guerre du monde. Odyssée  
13.55 La Guerre du monde. Odyssée  
14.00 La Guerre du monde. Odyssée  
14.05 La Guerre du monde. Odyssée  
14.10 La Guerre du monde. Odyssée  
14.15 La Guerre du monde. Odyssée  
14.20 La Guerre du monde. Odyssée  
14.25 La Guerre du monde. Odyssée  
14.30 La Guerre du monde. Odyssée  
14.35 La Guerre du monde. Odyssée  
14.40 La Guerre du monde. Odyssée  
14.45 La Guerre du monde. Odyssée  
14.50 La Guerre du monde. Odyssée  
14.55 La Guerre du monde. Odyssée  
15.00 La Guerre du monde. Odyssée  
15.05 La Guerre du monde. Odyssée  
15.10 La Guerre du monde. Odyssée  
15.15 La Guerre du monde. Odyssée  
15.20 La Guerre du monde. Odyssée  
15.25 La Guerre du monde. Odyssée  
15.30 La Guerre du monde. Odyssée  
15.35 La Guerre du monde. Odyssée  
15.40 La Guerre du monde. Odyssée  
15.45 La Guerre du monde. Odyssée  
15.50 La Guerre du monde. Odyssée  
15.55 La Guerre du monde. Odyssée  
16.00 La Guerre du monde. Odyssée  
16.05 La Guerre du monde. Odyssée  
16.10 La Guerre du monde. Odyssée  
16.15 La Guerre du monde. Odyssée  
16.20 La Guerre du monde. Odyssée  
16.25 La Guerre du monde. Odyssée  
16.30 La Guerre du monde. Odyssée  
16.35 La Guerre du monde. Odyssée  
16.40 La Guerre du monde. Odyssée  
16.45 La Guerre du monde. Odyssée  
16.50 La Guerre du monde. Odyssée  
16.55 La Guerre du monde. Odyssée  
17.00 La Guerre du monde. Odyssée  
17.05 La Guerre du monde. Odyssée  
17.10 La Guerre du monde. Odyssée  
17.15 La Guerre du monde. Odyssée  
17.20 La Guerre du monde. Odyssée  
17.25 La Guerre du monde. Odyssée  
17.30 La Guerre du monde. Odyssée  
17.35 La Guerre du monde. Odyssée  
17.40 La Guerre du monde. Odyssée  
17.45 La Guerre du monde. Odyssée  
17.50 La Guerre du monde. Odyssée  
17.55 La Guerre du monde. Odyssée  
18.00 La Guerre du monde. Odyssée  
18.05 La Guerre du monde. Odyssée  
18.10 La Guerre du monde. Odyssée  
18.15 La Guerre du monde. Odyssée  
18.20 La Guerre du monde. Odyssée  
18.25 La Guerre du monde. Odyssée  
18.30 La Guerre du monde. Odyssée  
18.35 La Guerre du monde. Odyssée  
18.40 La Guerre du monde. Odyssée  
18.45 La Guerre du monde. Odyssée  
18.50 La Guerre du monde. Odyssée  
18.55 La Guerre du monde. Odyssée  
19.00 La Guerre du monde. Odyssée  
19.05 La Guerre du monde. Odyssée  
19.10 La Guerre du monde. Odyssée  
19.15 La Guerre du monde. Odyssée  
19.20 La Guerre du monde. Odyssée  
19.25 La Guerre du monde. Odyssée  
19.30 La Guerre du monde. Odyssée  
19.35 La Guerre du monde. Odyssée  
19.40 La Guerre du monde. Odyssée  
19.45 La Guerre du monde. Odyssée  
19.50 La Guerre du monde. Odyssée  
19.55 La Guerre du monde. Odyssée  
20.00 La Guerre du monde. Odyssée  
20.05 La Guerre du monde. Odyssée  
20.10 La Guerre du monde. Odyssée  
20.15 La Guerre du monde. Odyssée  
20.20 La Guerre du monde. Odyssée  
20.25 La Guerre du monde. Odyssée  
20.30 La Guerre du monde. Odyssée  
20.35 La Guerre du monde. Odyssée  
20.40 La Guerre du monde. Odyssée  
20.45 La Guerre du monde. Odyssée  
20.50 La Guerre du monde. Odyssée  
20.55 La Guerre du monde. Odyssée  
21.00 La Guerre du monde. Odyssée  
21.05 La Guerre du monde. Odyssée  
21.10 La Guerre du monde. Odyssée  
21.15 La Guerre du monde. Odyssée  
21.20 La Guerre du monde. Odyssée  
21.25 La Guerre du monde. Odyssée  
21.30 La Guerre du monde. Odyssée  
21.35 La Guerre du monde. Odyssée  
21.40 La Guerre du monde. Odyssée  
21.45 La Guerre du monde. Odyssée  
21.50 La Guerre du monde. Odyssée  
21.55 La Guerre du monde. Odyssée  
22.00 La Guerre du monde. Odyssée  
22.05 La Guerre du monde. Odyssée  
22.10 La Guerre du monde. Odyssée  
22.15 La Guerre du monde. Odyssée  
22.20 La Guerre du monde. Odyssée  
22.25 La Guerre du monde. Odyssée  
22.30 La Guerre du monde. Odyssée  
22.35 La Guerre du monde. Odyssée  
22.40 La Guerre du monde. Odyssée  
22.45 La Guerre du monde. Odyssée  
22.50 La Guerre du monde. Odyssée  
22.55 La Guerre du monde. Odyssée  
23.00 La Guerre du monde. Odyssée  
23.05 La Guerre du monde. Odyssée  
23.10 La Guerre du monde. Odyssée  
23.15 La Guerre du monde. Odyssée  
23.20 La Guerre du monde. Odyssée  
23.25 La Guerre du monde. Odyssée  
23.30 La Guerre du monde. Odyssée  
23.35 La Guerre du monde. Odyssée  
23.40 La Guerre du monde. Odyssée  
23.45 La Guerre du monde. Odyssée  
23.50 La Guerre du monde. Odyssée  
23.55 La Guerre du monde. Odyssée  
0.00 La Guerre du monde. Odyssée  
0.05 La Guerre du monde. Odyssée  
0.10 La Guerre du monde. Odyssée  
0.15 La Guerre du monde. Odyssée  
0.20 La Guerre du monde. Odyssée  
0.25 La Guerre du monde. Odyssée  
0.30 La Guerre du monde. Odyssée  
0.35 La Guerre du monde. Odyssée  
0.40 La Guerre du monde. Odyssée  
0.45 La Guerre du monde. Odyssée  
0.50 La Guerre du monde. Odyssée  
0.55 La Guerre du monde. Odyssée  
1.00 La Guerre du monde. Odyssée  
1.05 La Guerre du monde. Odyssée  
1.10 La Guerre du monde. Odyssée  
1.15 La Guerre du monde. Odyssée  
1.20 La Guerre du monde. Odyssée  
1.25 La Guerre du monde. Odyssée  
1.30 La Guerre du monde. Odyssée  
1.35 La Guerre du monde. Odyssée  
1.40 La Guerre du monde. Odyssée  
1.45 La Guerre du monde. Odyssée  
1.50 La Guerre du monde. Odyssée  
1.55 La Guerre du monde. Odyssée  
2.00 La Guerre du monde. Odyssée  
2.05 La Guerre du monde. Odyssée  
2.10 La Guerre du monde. Odyssée  
2.15 La Guerre du monde. Odyssée  
2.20 La Guerre du monde. Odyssée  
2.25 La Guerre du monde. Odyssée  
2.30 La Guerre du monde. Odyssée  
2.35 La Guerre du monde. Odyssée  
2.40 La Guerre du monde. Odyssée  
2.45 La Guerre du monde. Odyssée  
2.50 La Guerre du monde. Odyssée  
2.55 La Guerre du monde. Odyssée  
3.00 La Guerre du monde. Odyssée  
3.05 La Guerre du monde. Odyssée  
3.10 La Guerre du monde. Odyssée  
3.15 La Guerre du monde. Odyssée  
3.20 La Guerre du monde. Odyssée  
3.25 La Guerre du monde. Odyssée  
3.30 La Guerre du monde. Odyssée  
3.35 La Guerre du monde. Odyssée  
3.40 La Guerre du monde. Odyssée  
3.45 La Guerre du monde. Odyssée  
3.50 La Guerre du monde. Odyssée  
3.55 La Guerre du monde. Odyssée  
4.00 La Guerre du monde. Odyssée  
4.05 La Guerre du monde. Odyssée  
4.10 La Guerre du monde. Odyssée  
4.15 La Guerre du monde. Odyssée  
4.20 La Guerre du monde. Odyssée  
4.25 La Guerre du monde. Odyssée  
4.30 La Guerre du monde. Odyssée  
4.35 La Guerre du monde. Odyssée  
4.40 La Guerre du monde. Odyssée  
4.45 La Guerre du monde. Odyssée  
4.50 La Guerre du monde. Odyssée  
4.55 La Guerre du monde. Odyssée  
5.00 La Guerre du monde. Odyssée  
5.05 La Guerre du monde. Odyssée  
5.10 La Guerre du monde. Odyssée  
5.15 La Guerre du monde. Odyssée  
5.20 La Guerre du monde. Odyssée  
5.25 La Guerre du monde. Odyssée  
5.30 La Guerre du monde. Odyssée  
5.35 La Guerre du monde. Odyssée  
5.40 La Guerre du monde. Odyssée  
5.45 La Guerre du monde. Odyssée  
5.50 La Guerre du monde. Odyssée  
5.55 La Guerre du monde. Odyssée  
6.00 La Guerre du monde. Odyssée  
6.05 La Guerre du monde. Odyssée  
6.10 La Guerre du monde. Odyssée  
6.15 La Guerre du monde. Odyssée  
6.20 La Guerre du monde. Odyssée  
6.25 La Guerre du monde. Odyssée  
6.30 La Guerre du monde. Odyssée  
6.35 La Guerre du monde. Odyssée  
6.40 La Guerre du monde. Odyssée  
6.45 La Guerre du monde. Odyssée  
6.50 La Guerre du monde. Odyssée  
6.55 La Guerre du monde. Odyssée  
7.00 La Guerre du monde. Odyssée  
7.05 La Guerre du monde. Odyssée  
7.10 La Guerre du monde. Odyssée  
7.15 La Guerre du monde. Odyssée  
7.20 La Guerre du monde. Odyssée  
7.25 La Guerre du monde. Odyssée  
7.30 La Guerre du monde. Odyssée  
7.35 La Guerre du monde. Odyssée  
7.40 La Guerre du monde. Odyssée  
7.45 La Guerre du monde. Odyssée  
7.50 La Guerre du monde. Odyssée  
7.55 La Guerre du monde. Odyssée  
8.00 La Guerre du monde. Odyssée  
8.05 La Guerre du monde. Odyssée  
8.10 La Guerre du monde. Odyssée  
8.15 La Guerre du monde. Odyssée  
8.20 La Guerre du monde. Odyssée  
8.25 La Guerre du monde. Odyssée  
8.30 La Guerre du monde. Odyssée  
8.35 La Guerre du monde. Odyssée  
8.40 La Guerre du monde. Odyssée  
8.45 La Guerre du monde. Odyssée  
8.50 La Guerre du monde. Odyssée  
8.55 La Guerre du monde. Odyssée  
9.00 La Guerre du monde. Odyssée  
9.05 La Guerre du monde. Odyssée  
9.10 La Guerre du monde. Odyssée  
9.15 La Guerre du monde. Odyssée  
9.20 La Guerre du monde. Odyssée  
9.25 La Guerre du monde. Odyssée  
9.30 La Guerre du monde. Odyssée  
9.35 La Guerre du monde. Odyssée  
9.40 La Guerre du monde. Odyssée  
9.45 La Guerre du monde. Odyssée  
9.50 La Guerre du monde. Odyssée  
9.55 La Guerre du monde. Odyssée  
10.00 La Guerre du monde. Odyssée  
10.05 La Guerre du monde. Odyssée  
10.10 La Guerre du monde. Odyssée  
10.15 La Guerre du monde. Odyssée  
10.20 La Guerre du monde. Odyssée  
10.25 La Guerre du monde. Odyssée  
10.30 La Guerre du monde. Odyssée  
10.35 La Guerre du monde. Odyssée  
10.40 La Guerre du monde. Odyssée  
10.45 La Guerre du monde. Odyssée  
10.50 La Guerre du monde. Odyssée  
10.55 La Guerre du monde. Odyssée  
11.00 La Guerre du monde. Odyssée  
11.05 La Guerre du monde. Odyssée  
11.10 La Guerre du monde. Odyssée  
11.15 La Guerre du monde. Odyssée  
11.20 La Guerre du monde. Odyssée  
11.25 La Guerre du monde. Odyssée  
11.30 La Guerre du monde. Odyssée  
11.35 La Guerre du monde. Odyssée  
11.40 La Guerre du monde. Odyssée  
11.45 La Guerre du monde. Odyssée  
11.50 La Guerre du monde. Odyssée  
11.55 La Guerre du monde. Odyssée  
12.00 La Guerre du monde. Odyssée  
12.05 La Guerre du monde. Odyssée  
12.10 La Guerre du monde. Odyssée  
12.15 La Guerre du monde. Odyssée  
12.20 La Guerre du monde. Odyssée  
12.25 La Guerre du monde. Odyssée  
12.30 La Guerre du monde. Odyssée  
12.35 La Guerre du monde. Odyssée  
12.40 La Guerre du monde. Odyssée  
12.45 La Guerre du monde. Odyssée  
12.50 La Guerre du monde. Odyssée  
12.55 La Guerre du monde. O



## EN

■ Lu  
guéri  
en pe  
parti  
équi

■ La  
chen  
conc  
inté  
accé  
à sa  
figa  
mai  
105  
d'un  
che  
300

■ L  
hy  
ho  
pr  
lui  
pa  
19:

■ fe  
ce  
Al  
Cl  
de  
un  
vi  
au  
sk

■ le  
//  
c  
s

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

■ d  
-  
za  
di  
-  
27  
pr  
m  
st  
10  
de

## Le Monde

MERCREDI 17 MARS 1999

## Cuba condamne à de lourdes peines de prison les dissidents du « groupe des quatre »

Le Canada décide de revoir l'ensemble de ses relations avec La Havane

## LA HAVANE

Malgré les appels à la clémence lancés par le Vatican, le Canada et plusieurs pays européens, la justice cubaine a lourdement condamné, lundi 15 mars, quatre dissidents qui avaient réclamé la révision de l'acte de la révolution. Le document intitulé « La patrie appartient à tous », dans son bulletin de la mi-journée, la télévision cubaine a brièvement annoncé le verdict du tribunal de La Havane. Les quatre hommes de prison pour Vladimir Roca, quatre ans pour Félix Bonne et René Gómez, trois ans et six mois pour l'ingénieur Juan Beatriz Roque. Le procureur avait requis des peines de six ans de prison contre Vladimir Roca et de cinq ans pour les trois autres dirigeants du « groupe de travail de la dissidence intérieure », qui avaient été arrêtés en juillet 1997.

Lors du procès, qui s'est tenu il y a seulement quinze jours, après un an et demi de détention sans jugement, le « groupe des quatre » avait été accusé d'activi-

tés contre-révolutionnaires financées par les États-Unis. Dans un long article, le quotidien du Parti communiste *Granma* s'est efforcé de justifier « l'indéfectible » de juger les quatre apatrides, présentés comme les relais du « plan de subversion » lancé par les États-Unis. Lundi, dans la soirée, Magaly de Armas, l'épouse de Vladimir Roca, n'avait toujours pas reçu la copie du jugement. « Je n'ai pas été surprise par le verdict. Ce qui m'a étonnée, ce fut d'en prendre connaissance par la télévision », a-t-elle déclaré, avant de manifester son intention de faire appel.

## POUR QUEL DÉLIT ?

« Je ne sais toujours pas pour quel délit j'ai été condamné. Nous allons nous pourvoir en cassation devant le tribunal suprême car ils sont innocents », soulignait, pour sa part, José Ángel Llerena, avocat de deux des accusés.

La plupart des Cubains ont découvert l'existence des quatre di-

ssidents à l'occasion du procès. Aucune réaction n'était perceptible dans les rues de La Havane après l'annonce du verdict. « Ma grande surprise a été d'apprendre que le fils de Blas Roca [l'un des fondateurs du Parti communiste et l'un des héros de la Révolution] était le leader de ce groupe », confiait une Havaneuse. Autant la propagande officielle a resté discrète sur le procès de ces quatre symboles de la dissidence, autant elle a exulté avec un grand luxe de détails la compuration devant les tribunaux de deux dissidents accusés de plusieurs attentats à la bombe contre des locaux de la Havane en 1997. Un jeune touriste italien, Fabio di Celmo, avait été tué par l'une des explosions. L'accusation a requis la peine de mort contre Ernesto Cruz Leon et trente ans de prison contre Otto Rodríguez Llerena. Les deux accusés ont reconnu les faits qui leur sont reprochés.

Par ailleurs, la nouvelle loi dur-

pendants est entrée en vigueur lundi. Votée par le Parlement à la mi-février, cette « loi de protection de l'indépendance nationale et de l'économie » prévoit des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison pour les personnes coupables de collaborer avec les États-Unis.

## UN REGRETTABLE MESSAGE

Parmi les premières réactions aux condamnations frappant les quatre dissidents, le Canada, le plus important partenaire commercial de Cuba, a annoncé qu'il allait « revoir l'ensemble » de ses relations avec l'île communiste. « C'est un regrettable message que les Cubains envoient à leurs amis », la communauté internationale en faisant de la simple participation à une manifestation pacifique « crime passible d'emprisonnement », a déclaré le premier ministre canadien, Jean Chrétien, dans un communiqué.

Jean-Michel Carrozz

## A chacun ses sages !

par Pierre Georges

QU'EST-CE donc que la Commission, pour ses ennemis et ses amis de ses ennemis ? Un monstre Moloch, budgétivore, anonyme, au dessus des pays, donc ? La grande irresponsabilité illimitée ? La grande malice ? Le bonheur contumier des peuples selon son bon vouloir ? Un gouvernement sans gouvernail, échappant à tout contrôle politique sérieux ? N'en faut-il pas sa tête, qu'à ses directives, ses décisions et la suffisance qu'autoriserait le statut supra-national ?

Qu'est-ce donc que la Commission qui fit tant d'usage de son pouvoir plus que le vocabulaire fleuri de ses contempteurs ? Les Nations et de l'orphelin citoyen ? Le grand loup du monde ? La Commission, le roi pétard, le pétardier à finances ? Du pape népotisme, le népotisme administratif, des maquis subventionnés, des lobbies à peu masqués et des emplois ? Voyez ou possédez ses classiques, ses classiques. Jusqu'à ce qu'il y ait l'ignominieux discours de l'extrême droite française sur les « fédérates », les « mafias » de Bruxelles, discours exaspéré de toutes les xénophobes ordinaires, discours cache-sexe des fureurs et des appétits nationalistes.

La Commission, porteuse de tous les péchés de l'Europe, la Commission, haine, honte, vilpénie, caricaturée et malicieuse. Le nez dans son ruisseau. Et l'on a vu dans l'oreille le mot lâcheux, facile, mais tellement dans le ton ordinaire du moment, de François d'Aubert, sur « la loi du silence », sur

## « LA PATRIE APPARTIENT À TOUS »

C'est excessif, mais c'est vrai. La Commission a été créée par la loi où elle a précisément péché : la démission et le dévouement de certains de ses commissaires aux pratiques condamnables et, pour certaines, presque coutumières, semble-t-il, de népotisme, de fraudes, d'opacité et de connivence instituées en principe régaliennes de fonctionnement. Le document intitulé « La patrie appartient à tous », dans son bulletin de la mi-journée, la télévision cubaine a brièvement annoncé le verdict du tribunal de La Havane. Les quatre hommes de prison pour Vladimir Roca, quatre ans pour Félix Bonne et René Gómez, trois ans et six mois pour l'ingénieur Juan Beatriz Roque. Le procureur avait requis des peines de six ans de prison contre Vladimir Roca et de cinq ans pour les trois autres dirigeants du « groupe de travail de la dissidence intérieure », qui avaient été arrêtés en juillet 1997.

Lors du procès, qui s'est tenu il y a seulement quinze jours, après un an et demi de détention sans jugement, le « groupe des quatre » avait été accusé d'activités contre-révolutionnaires financées par les États-Unis. Dans un long article, le quotidien du Parti communiste *Granma* s'est efforcé de justifier « l'indéfectible » de juger les quatre apatrides, présentés comme les relais du « plan de subversion » lancé par les États-Unis. Lundi, dans la soirée, Magaly de Armas, l'épouse de Vladimir Roca, n'avait toujours pas reçu la copie du jugement. « Je n'ai pas été surprise par le verdict. Ce qui m'a étonnée, ce fut d'en prendre connaissance par la télévision », a-t-elle déclaré, avant de manifester son intention de faire appel.

Par ailleurs, la nouvelle loi dur-

## Le chef des ultra-orthodoxes du Shass devant la justice des hommes

## JÉRUSALEM

de notre correspondant  
Près de mille manifestants du Mur des lamentations, mobilisation des rabbins des écoles religieuses et menaces à peine voilées à l'égard des juges, accusés de poursuivre un nouveau Dreyfus : les activistes du Shass, parti ultra-orthodoxe des juifs séfarades, n'ont pas pu empêcher la justice de poursuivre leur chef, Arieh Deri, une détermination à la fois publique, corruption, falsification de documents et abus de confiance. Mercredi 17 mars, la justice dira si les prières ont été entendues. Si tel n'est pas le cas, plusieurs responsables du Shass ont prédit que la colère de leurs troupes ne pourrait être contenue. La menace est suffisamment sérieuse pour avoir poussé les autorités à prendre quelques précautions.

L'affaire remonte à 1990, lorsque la police ouvre une enquête pour détournement de fonds : Arieh Deri, ancien ministre de l'intérieur, est soupçonné d'avoir fait verser aux institutions religieuses du parti de l'argent illégalement prélevé sur le budget des collectivités locales. Un rapport de la Cour des comptes, un an plus tard, ne laisse aucun doute sur les transferts opérés en 1993, dans le cadre d'un art laquille le Shass a mené une vigoureuse campagne. L'affaire se pimente avec la découverte de versements sur le compte personnel d'Arieh Deri, dès lors soupçonné d'avoir personnellement bénéficié de pots-de-vin.

Durant près de dix ans, Arieh Deri, qui poursuit une carrière politique, va utiliser toutes les arcanes

du droit et de la procédure pour se défendre et éviter un procès au tribunal. En août 1993 - il est alors ministre dans le gouvernement Itzhak Rabin -, cinq juges de la Cour suprême déclarent que les accusations qui pèsent sur lui sont suffisamment sérieuses pour qu'il démissionne, ce qu'il fait, contraint et forcé, quatre jours plus tard. Le procès, qui s'ouvre peu après, ne dure que quelques

## PROCÉDURE CONFUSE

L'accusation est complexe, chargée, mais les accusations se résument à deux : détournement de fonds et abus de confiance. Les pièces s'accumulent, les débats se prolongent et sont renvoyés à plusieurs mois pour diverses raisons. Heureusement, la justice s'enlise, incapable de synthétiser les dépositions des cent quarante-sept témoins et de maîtriser les quelque 41 000 pages du dossier. Comme la loi israélienne lui en donne la possibilité, Arieh Deri demande plusieurs fois en sursis de son procès et s'accompagne avec l'accusation.

Après quelque neuf années de procédure confuse, la justice israélienne prête à rendre son verdict. Entre-temps, Arieh Deri, chef d'un parti comptant neuf députés et, surtout, des dizaines de milliers de fidèles, est devenu un élément central du jeu politique local. La gauche, qui ne peut se passer d'un parti comptant neuf députés et, surtout, des dizaines de milliers de fidèles, est devenu un élément central du jeu politique local. La gauche, qui ne peut se passer d'un parti comptant neuf députés et, surtout, des dizaines de milliers de fidèles, est devenu un élément central du jeu politique local.

Après la démission (qui a été refusée), il a reçu l'autorisation de diffuser, un direct de la salle d'audience, le verdict qui sera prononcé mercredi, à 10 heures du matin, par le tribunal de Jérusalem.

Georges Mariani

## A NOTRE LECTEURS

En raison d'un mouvement de grève à Météo France, nous ne pourrions pas vous transmettre les prévisions météorologiques.

Tirage du Monde daté lundi 15 mars 1999 : 527 519 exemplaires.

1

Garder le  
contact

en plein ciel ?

Parfaitement.

"Désolé, mon avion décollé, je rappelle plus tard..." Fin de vous excuser ! En optant pour SAS, vous ne ferez plus attendre personne. Concrètement ? Attachez votre ceinture, décrochez le téléphone qui se trouve dans l'accoudoir de votre siège et appelez qui vous voulez.

Faciliter vos voyages, c'est l'essence même de notre philosophie. Et les téléphones individuels à bord ne sont qu'un exemple parmi tant d'autres tels que différentes options d'enregistrement, choix de menus à bord, salons d'affaires dans les aéroports, ...

Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages ou SAS au 0 801 25 25 25, consultez 3615 FLY SAS (2,23 Ffr/min) sur Minitel ou visitez notre site Internet [www.sas.se](http://www.sas.se) - Bienvenue à bord !

L'esprit scandinave

SAS

Scandinavian Airlines



irdes peines de prison  
roupe des quatre »

(Publicité)



# les gens du net

[www.lesgensdunet.com](http://www.lesgensdunet.com)

## ils vivent tous les jours avec Internet

Les Gens du Net, c'est une galerie de portraits réalisée dans le monde virtuel pour concrétiser des usages bien réels. Ce sont les internautes qui prennent la parole, envoient leurs images, livrent leurs témoignages. C'est un site Web qui ouvre à l'occasion de la fête de l'Internet et dont nous vous offrons une sélection, pour ceux qui connaissent ou surtout ceux qui ne connaissent pas Internet.



IMPRIMERIE PAR Le Monde

051 7 11 41







LE MONDE / MERCREDI 17 MARS 1999 / 11

(Publicité)

A Net s'affichent  
c'est vous

[illegible][illegible]

« L'écran, c'est plus rigolo que le tableau ! » / « Mon petit plaisir du matin est d'aller voir sur l'ordinateur si j'ai reçu un message de ma fille... » / « Ce matin encore, un apiculteur algérien m'a envoyé un mail pour me demander un conseil... » / « Avec 36 sites sur l'huile d'olive, comment voulez-vous qu'on s'y retrouve ? » / « Les trois priorités des internautes : le sexe, l'argent et la météo (!). Alors, pour tes pages perso, tu t'appelles Pamela Anderson, tu parles de la pluie et d'une recette pour gagner de l'argent... » / « Le dossier OVNI, c'est celui que je préfère. » / « La même conversation au téléphone me coûterait environ 50 francs. Sur Internet, 2 ou 3 francs... » / « C'est mon bios neuronal, il faut que je l'upgrade. Comme j'ai fait mon shutdown à 5 heures, ma séquence de startup est un peu longue. » / « Le Net, c'est mieux que les tracts. »

## Extraits du site [www.lesgensdunet.com](http://www.lesgensdunet.com)

LES GENS DU NET EST UNE INITIATIVE DE CEGETEL PARRAINÉE PAR LE CFJ - [WWW.LESGENDUNET.COM](http://WWW.LESGENDUNET.COM)

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय







(Publicité)

Cet été, on  
travaillera avec son  
Adrien, 6 ans.

as au  
des  
s par  
»

## JEU DES 7 FAMILLES



## Le communautaire

Communiquant tout azimut. Cet internaute est un actif qui cherche et établit le contact durablement. C'est une tribu qu'il recherche. Ou plus si affinités.  
Point de vue de Médiafrance : « Gigantesque point de rencontre planétaire, le Web voit sans cesse de nouveaux Français arriver. Le nombre d'utilisateurs dépasse aujourd'hui les 4 millions et on peut envisager qu'en l'an 2000 près d'un micro sur trois installé dans les foyers pourrait être connecté à Internet. Sur ces bases, le marché des particuliers représenterait fin 2000 un foyer sur dix environ, contre environ un sur vingt-cinq aujourd'hui. »

Ils se  
marient  
en direct

Sophia, Madrid, et  
Carolus, Barcelone

« J'étais en Espagne chez mon cousin. Je lui installais Internet. On a créé un site, Amigo2. Très vite beaucoup de gens se sont connectés et sont devenus de plus en plus proches. Comme une grande bande de potes qui ne s'étaient pas revus depuis longtemps. Bien sûr, ils ne se connaissaient pas. Ils se sont liés à travers les forums et les discussions. Ils sont devenus amis et ont décidé d'organiser des rencontres une fois par an, dans un hôtel. La première fois, c'était à Londres. Les liens sont devenus plus forts. La deuxième année à Barcelone, Sophia et Carolus se sont vus pour la première fois. Elle vivait à Madrid et lui à Barcelone. Ils se connaissaient déjà bien par le Net. Et là, coup de foudre. Six mois plus tard, ils se sont mariés. »

PATRICK LATRONCHE

Elle fait  
naviguer les  
nonfrags

Cécile, animatrice  
d'une association,  
Nîmes

Il y a les démunis. Précaires de l'Indre-et-Loire. Gens qui vivent du chômage, du RMI. Gens qui vivent dans un institut, le temps d'une éducation à l'autonomie. Il y a un bel endroit, moderne, avec un parc informatique à la pointe, de très grands écrans. Il y a Internet, pour qui ils sont tous réunis, et qu'ils aimeraient dompter. Et puis, voilà Cécile.

Une fille pas comme les autres. Un passé trouble, un avenir radieux : informaticienne, Nîmoise mais ex-Parisienne, elle est de tous les combats contre toutes les exclusions. Dans toute la France. Une association humanitaire locale l'appelle. Cécile n'hésite pas. Bénévole. Avec l'aide de la Fondation de France, Cécile est en train de reconstruire dans la région Centre son super site/banque de données anti-exclusion, intersocial.org. « Les gens pourront calculer sur le site le montant des allocations ou du RMI, et pas seulement chercher un lit pour la nuit ou un hôpital accueillant. » Mais comment les pauvres accèdent-ils au Net ? L'association qui a appelé Cécile en Indre-et-Loire est en train de collecter des centaines d'ordinateurs déshérités dans les entreprises, notamment les 3 Suisses. Ils seront ensuite distribués aux autres associations humanitaires avec le système d'exploitation Linux que Cécile y installera. Bien équipé, même un « naufragé » peut aller loin dans le cyberspace.

CESARE PICCOLO

Elle parle  
l'espéranto

Hélène, professeur de  
français, Pessac

Du côté du Périgord, on l'appelle parfois l'Espéranto. C'est une langue peu parlée mais qui réunit la Terre entière, via Internet. Cette langue, c'est l'occitan. Aujourd'hui la quarantaine, Hélène Fave est tombée dedans quand elle était petite. Son père le parlait, et

micro...) pour rester en contact avec le continent américain. Et ça marche, « on communique par email ou par le chat, mais surtout par vidéo. On se parle deux ou trois fois par semaine, vingt minutes environ. On se voit bien, la définition de l'image est correcte. Le son, un peu moins, c'est encore un peu haché. Il faut bidouiller et mettre l'image sur pause pendant qu'on parle pour que le son passe correctement. Mais ce n'est vraiment pas un gadget. Je n'aurais pas pu m'en passer : la même conversation au téléphone me coûterait environ 50 francs. Sur Internet, 2 ou 3 francs. Et ça fait du bien. »

PIERRE CALLEWAERT

Ils font  
cousin-cousine

Laure, Paris

« Je voulais offrir un Coltrane, à mon cousin à Los Angeles. J'ai trouvé le disque sur le Net. J'avais découvert un peintre dans une galerie à San Francisco, Catherine Vosso. A mon retour, j'ai pu retrouver des boîtes d'elle sur le Web. Je l'ai envoyé à mon cousin par l'écran. »

« C'est comment, tes rapports avec ton cousin ?  
« C'est perso. On s'écrit 3 fois fois par semaine et on s'envoie des photos numériques ou des cartes pour les fêtes, pour Shabbat Shalom. Là on se prépare pour Pessac. »

SHLOCO

Elle forme  
au Net et  
adore ça

Tiffany, formatrice  
autodidacte aux nouvelles  
technologies,  
Montreuil

Aux pieds des tours de l'Urssaf, face au futur hypercentre, s'érige l'immeuble en pierre de taille, mais style front populaire, de la mairie de Montreuil, Montreuil



l'africain, Montreuil le manouche, Montreuil le câblé. C'est le décor où officie Tiffany, animatrice formatrice aux nouvelles technologies et employée municipale modeste, quoiqu'en emploi jeune. Un premier mi-temps aux formations auprès des terminaux Internet libre-service (gratuits mais avec une trop longue attente) de la bibliothèque annexe à la mairie. Un deuxième mi-temps pour coopérer avec nombreux projets multimédias municipaux (formation des animateurs d'un centre aéré, pour faire construire une histoire multimédia à des enfants de cinq ans pour le Web, voire un CD-ROM). Tiffany assure aussi la mise à jour du site de la mairie, notamment de l'agenda. Elle adore son boulot, et ça se voit. « Chacune des 85 personnes que j'ai

Elle voit  
sa sœur en  
direct.

Par- dessus  
l'Atlantique

Sophie,  
étudiante, Paris

Sophie, 20 ans, étudiante dans une école de communication mais veut devenir journaliste. Il y a six mois, sa sœur est partie au Canada. Présentant des notes de téléphone saïtes, elle récupère le PC familial



et se fait équiper de tout l'attirail (Webcam, micro...)

formée est différente. C'est stimulant et ça aide à trouver la pédagogie appropriée à chacun. Il y a ceux qui s'y connaissent déjà un minimum, ceux qui culpabilisent de n'avoir jamais touché à un ordinateur. La plupart ont déjà tout chez eux, mais beaucoup ne connaissent rien ou bien une seule fonction de l'Internet. Le travail le plus dur est avec ceux qui savent un petit peu et croient déjà savoir. Mais ce qui les étonne tous, c'est de se dépatouiller très bien tout seuls dès la première demi-heure. »

CESARE PICCOLO

Elle fait  
sa trace

Mélanie, maquettiste,  
Paris

« Internet, je n'y vais que pour travailler sur mon site ou consulter mes messages. Je cyber-diffuse mon fanzine gratis. J'ai des réactions en direct, je montre mes dessins, mes bêtises. Je communique, quoi, au lieu de créer toute seule dans mon coin. Je laisse ma trace. Sans salir. »

MAX GUIDO

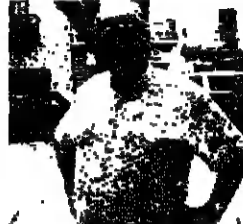
« Ils se connaissaient déjà bien par le Net. Et là, ils se sont vus en direct. Coup de foudre. Six mois plus tard, ils se sont mariés. »

Mr Le maire  
est Le géant  
vert

Yves, professeur de  
chimie, Mèze

De l'internaute, il n'a ni le look, ni la renommée. Pas de casquette, pas de streetwear, pas de snowboard. Mais il est solide. Et scientifique. Et maire. Sa ville, Mèze, est un hameau niché sur les bords de l'étang de Thau, face à Sète, un peu à l'ouest de Montpellier. On y vit de la pêche, de la vigne, de l'ostréiculture et du tourisme. Mais monsieur le maire, un chimiste de formation qui n'a pas volé son surnom de géant vert, a trouvé un nouveau filon pour la

région : la recherche sur l'environnement. Recyclage, traitement des eaux, biotechnologies... C'est l'Ecosite de Mèze et le petit pôle d'économie bio qu'il a généré. Non seulement



ils exportent des produits et du savoir-faire, mais accueillent des dizaines de milliers d'enfants et de touristes chaque année.

« L'objectif final est le "développement durable" de la région. A partir de la solution

des problèmes locaux, on a fini petit à petit par générer une économie, et on a réinvesti dans la recherche et la formation. Sur l'Internet, c'est la même politique. En attendant rapidement le câble, on vise la formation. » Beaucoup d'emplois ont été créés ou maintenus, la contrée se repopule, les jeunes restent, les impôts baissent. A croire qu'ils se prennent pour une micro Silicon Valley de l'environnement sur Méditerranée.

CESARE PICCOLO



## ÇA L'A VRAIMENT CHANGÉE

(CHRISTA, DIRECTRICE ADJOINTE D'UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE, PARIS)

« Alors, Internet, dans votre travail, ça change quoi ?

« Ça change tout, aussi bien pour communiquer dans les congrès internationaux que pour récupérer les publications spécialisées sur tel ou tel sujet. C'est tellement plus facile, avec le Net, de collecter des infos, d'échanger des données avec des universités, avec l'Inserm... »

« Et à la maison ?

« Ça change la vie. Par exemple, si je veux réserver une place de spectacle ou partir en week-end, mon premier réflexe, c'est le Net. C'est là que j'ai pu trouver mon billet d'avion Biarritz-Barcelone. Sinon j'aurais fait la queue des heures. Et puis je communique bien plus avec mes amis qui vivent à l'étranger. »

« Et avec les enfants, quand vous partez en mission à l'étranger ?

« Ils sont encore un peu jeunes pour écrire. De toute façon, je n'ai pas de connexions sur mon portable. D'ailleurs, faut que j'y pense... Oui, vraiment, ce sera génial de communiquer avec eux par le Net. »

Jean Demille

051 0 11 44



1

**Point de vue de Médiangis :** « L'Internet touche en priorité des personnes de formation supérieure (52% des internautes français sont des bac+3). Pionniers sur le plan professionnel, on les retrouve à des postes clefs : les dirigeants d'entreprises (50% d'entre eux participant au choix des produits ou de fournisseurs dans les

la page d'accueil du site de l'école : «C-o-n-n-e-z-a-c... C'est le nom de notre village», s'exclame-t-elle ! A terme, l'instituteur veut développer la



(Publicité)

lu 42 / dépense  
que sur 2 sites Web  
14 jours de délais.

**papa boursi-  
cote, les  
enfants  
jouent**

**Thierry, cadre  
supérieur, Paris**

Premier personnage de  
cette petite histoire de  
famille du XV<sup>e</sup> arrondis-  
sement de Paris comme



il y en aura demain des  
centaines de milliers :  
l'ordinateur. Acheté en  
pièces détachées à l'été  
98 après moult tergiversa-  
tions, puis heureuse-  
ment monté par un ami  
fêré d'informatique,  
ce nouvel animal domes-  
tique trône dans un coin  
du grand salon. A deux  
petits centimètres d'une  
planche d'aimables sou-  
venirs photographiques,  
il a sa place.  
Seconds protagonistes :  
les enfants, deux  
jumeaux de cinq ans et  
une gamine de sept prin-  
temps. Ils ne surfent  
pas. En revanche, les  
galettes laser de *Adibou*  
ou de *Peter et Julie au  
pays des couleurs* n'ont  
plus de secrets pour eux.  
Comme la précise le  
pater familias, «c'est  
autant de temps qu'ils  
ne passeront pas devant  
la télé et ça les familiarise  
avec l'informatique».  
Le père, justement.



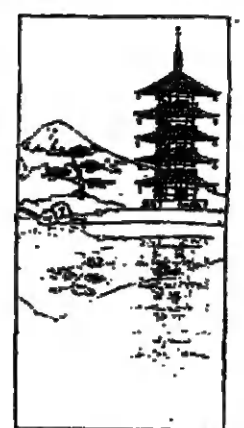
pourrait être le héros de  
la fable. Comprenez :  
l'internaute. Cadre supé-  
rieur, la quarantaine  
portée avec aisance,  
Thierry a les pieds sur  
terre. «Avant, lorsque je  
voulais vendre ou acheter  
une action à la Bourse,  
je devais compter deux  
jours entre mon ordre  
qui devait être libellé par  
écrit à ma banque et sa  
concrétisation.  
Aujourd'hui, tout se fait  
dans la minute, en  
temps réel. Pas de  
temps mort ! Le soir,  
alors que les enfants  
dorment, je me connecte  
au site de la société de  
bourse où j'ai ouvert un  
compte. Je regarde le  
niveau des actions, je  
fais mes calculs grâce à  
un logiciel. Parfois je  
vais sur d'autres sites,  
par exemple pour étudier  
l'historique des actions  
qui m'ont l'air d'avoir le  
vent en poupe. Puis je  
donne mon ordre. Le len-  
demain matin, dès l'ou-  
verture de la bourse,  
mon ordre est passé. Au  
final, j'ai moins de frais  
(à peu près 0,7% au lieu  
de 1,2%) et je suis bien  
plus réactif. Je gagne  
donc plus d'argent.»  
Reste la maman. Pascale  
est secrétaire général  
adjoint de l'Amicale des

cardiologues de l'Est  
parisien. «On n'a pas de  
fax, dit-elle, alors j'utilise  
le courrier électronique  
pour communiquer avec  
le président et faire mes  
propositions.»  
Internet, c'est simple  
comme une banale  
histoire de famille.

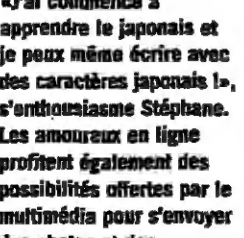
ARIEL KYROU, VOISIN

**Ils s'embras-  
sent à  
distance**

**Reiko, étudiante, Tokyo**  
Reiko est étudiante à  
Tokyo. Stéphane, lui, vient  
d'achever ses études à  
Nantes. Ils se sont ren-  
contrés l'an dernier lors  
d'un voyage d'échange au



Japon. C'est sur les pontons  
du Mont Fuji que Reiko et  
Stéphane se sont embras-  
sés pour la première fois.  
Mais les fleurs des cerisiers  
sont tombées et Stéphane  
a dû rentrer en France,  
à dix mille kilomètres de  
sa bien-aimée.  
Depuis, Reiko et Stéphane  
s'écrivent quotidiennement  
par courrier électronique  
sur Internet. Chaque nuit,  
lorsque l'un rêve, il sait  
qu'avant son réveil, l'autre  
aura allumé fébrilement  
son ordinateur, ouvert sa  
boîte aux lettres virtuelle,  
lu sa missive enflammée,  
et surtout, y aura répondu.  
«J'ai commencé à  
apprendre le japonais et  
je peux même écrire avec  
des caractères japonais !»,  
s'enthousiasme Stéphane.  
Les amoureux en ligne  
profitent également des  
possibilités offertes par le  
multimédia pour s'envoyer  
des photos et des  
«Je t'aime» en fichiers  
audio.  
Mais l'amour peut-il être  
numérisé ? Apparemment  
oui : lorsque Reiko se  
lève, elle est impatiente  
d'arriver à son université  
pour consulter son cour-  
rier ! «Tous les matins,  
je consulte les noms des  
expéditeurs des nouveaux  
messages et mon cœur  
bat plus fort.» Celle-ci  
n'a pourtant aucune raison  
de s'inquiéter : lorsque  
Stéphane a dû porter son  
ordinateur à réparer en  
janvier, il est allé au  
cybercafé tous les soirs  
pendant une semaine  
pour pouvoir écrire à celle  
qu'il aime.



STÉPHANE, AMOUREUX

**Adrien com-  
munique avec  
ses cousins  
Zinzins**

**Adrien (6 ans) et ses  
Zinzins, Paris et le  
monde entier**

Avec grand-père, on  
n'est pas des pros, mais  
on se marie bien avec le  
Web. Tout à l'heure, j'ai  
fait des dessins, dans  
Paint, par exemple un  
tank-obs vert et rouge  
et noir, et j'ai pu les



L'auteur de cet autoportrait s'appelle Yan Morvan. Ce grand photographe de presse a publié dans *Paris-Match*, *Stern*, *Geo*, *Newsweek*. Il a obtenu le prix Robert Kappa et le World Press pour ses reportages de guerre... Aujourd'hui, ce n'est plus à la presse, mais au Web qu'il réserve son travail. «Le Net permet d'être libre et indépendant, dit Yan Morvan, sans dépendre de gros moyens financiers. Quand nous avons lancé *photographie.com* en 1996, tout le monde nous prenait pour des fous. Aujourd'hui, le magazine compte de 20 à 30 000 pages, emploie une dizaine de personnes à plein temps et totalise 1 million de chiffre d'affaires grâce à des partenaires comme Kodak, Leica ou le ministère de la Culture. Nos rédacteurs, souvent des journalistes très connus, disent dans leur rubrique exactement ce qu'ils veulent. Ils ont un code qui leur permet d'écrire directement. N'importe quel photographe peut venir installer ses photos sur le site. Nous couvrons tous les événements photo, dont nous tenons le journal en direct. Notre ambition, c'est d'être l'équivalent du *Monde* sur le territoire de l'image.»  
**Patrick Latronche**

envoyer à papa qui est  
resté à Paris pendant les  
vacances. Après, grâce  
au scanner, on a pu lui  
communiquer une photo  
de Juliette quand elle  
fait le clown avec le por-  
table. J'ai envie de parler  
des zinzins, c'est mes  
cousins. Par exemple,  
y'a Serge. Lui avec  
Nathalie, quand ils sont  
en voyage au Sri Lanka,  
ils vont dans un cyber-  
café et ils nous envoient



par le Web une belle  
carte postale avec de  
beaux paysages. Lui, il a  
un site à lui à Paris pour  
se faire de la pub, avec  
deux CV, un en Français  
et un en Anglais et des  
trucs plus rigolos. Puis,  
y'a Arnaud qui est à  
Londres ; lui, il a trouvé  
un très bon boulot sur

Internet. Il est souvent  
en déplacement à  
Amsterdam maintenant.  
Leur frère Sébastien, il  
envoie toujours des  
choses drôles sur le  
réseau : à Noël, c'était  
un bébé qui se tortille et  
qui danse la macarena et  
même une nana qui  
enlève tous ses habits.  
Et puis, y'a la copine  
Murielle qui est en  
Australie : quand on lui  
envoie des photos du  
mariage de sa sœur  
Anne, elle nous envoie  
une carte de Noël qui  
clignote et il faut décorer  
le sapin avec des  
cadeaux et des boules.  
Et puis, y'a ma tante  
Céline qui profite de  
ses vacances ici pour  
piocher de la doc sur  
Internet et dans *Le  
Monde Diplomatique* car  
elle prépare ses examens  
à Sciences Po à  
Bordeaux. Un autre zin-  
zin, c'est Julien qui est  
aux Etats-Unis pendant  
un an. Il nous envoie des  
photos de sa famille  
numéro 2, de sa nouvelle  
maison, de ses amis,  
avec lui, au sommet du  
plus grand gratte-ciel de  
New York et même sur  
les chutes du Niagara et  
la statue de la Liberté.  
Avec lui, le plus drôle  
c'est que, quand on sait  
qu'il est branché, on  
peut ouvrir une fenêtre  
dans l'écran : lui, il écrit  
en rouge et, nous, on  
écrit en bleu. Il s'est  
cassé deux fois l'épaule  
en faisant de la lutte  
dans son collège.

Comme ça, on a des  
nouvelles.  
Mais le plus fort, pour le  
Web, c'est mon papa.  
Cet été, on va quitter  
Paris et on déménagera  
à Bordeaux. Il continuera  
à travailler avec son  
patron de Paris, mais  
avec du télétravail.  
Comme ça avec Juliette  
on respirera mieux  
et on sera plus malades !  
Tchao, à bientôt sur  
le réseau !  
**ADRIEN ET SON GRAND-PÈRE**

**Ils bravent  
les censures**  
**Salima, rédactrice au  
quotidien indépendant  
"El Watan", Alger**

Octobre 1998, ce  
dimanche est un jour  
comme les autres :  
dangereux. En Algérie, le  
journaliste risque sa vie  
en permanence. Et le  
contexte ne favorise guère  
la parution du journal,  
soumise aux turbulences  
de la vie publique. Salima  
ne se décourage pas : elle  
sait que quoi qu'il arrive,  
l'information passera par  
le Web. Paradoxe : depuis  
quelques mois la presse  
algérienne peut publier  
sur Internet, avec l'aval  
désintéressé ou, incon-  
scient, du pouvoir. Pour  
Salima, l'édition électro-  
nique est avant tout «des-  
tinée à la diaspora et à  
l'opinion internationale.  
Tout ce que l'on écrit est  
diffusé sur le Web.» Une  
autorisation paradoxale :

les journaux ont été  
contraints de suspendre  
leur parution, pour ne dis-  
siper que par téléco-  
piers. Les fidèles vien-  
nent chercher les articles  
directement au journal,  
mais l'édition en ligne de  
*El Watan* persiste et fait  
signer des pétitions dans  
le monde entier. Une  
situation bizarre que la  
journaliste a du mal à  
s'expliquer : «C'est un jeu  
du chat et de la souris.  
Si le pouvoir avait voulu  
nous bloquer, il aurait  
coupé les lignes. Il ne l'a  
pas fait.» A y regarder de  
plus près, cette absence  
de réaction se comprend :  
«L'état attache plus d'im-  
portance à la foule dans  
la rue qu'à l'internet.»  
Au journal, si l'édition  
Internet connaît le succès,  
les priorités restent  
inchangées : informer en  
toute indépendance et gar-  
der le contact avec la rue.

PHILIPPE CROUZILLACQ

**Il trouve les  
infos qu'on  
lui refuse**

**Gildas, éditeur, Paris**

Gildas Lefebvre a décou-



vert Internet comme  
rédacteur en chef adjoint  
de *La Lettre du disque*.  
En 1996, il suit un  
congrès professionnel sur  
le réseau et publie le  
compte-rendu des débats  
avant tout le monde.  
Depuis, il s'occupe de  
son Observatoire du  
disque et ne peut plus  
se passer de cet outil.  
«comme un  
Quid». L'Observatoire,  
qui centralise les don-

nées économiques sur  
l'industrie musicale,  
nécessite une recherche  
d'informations perma-  
nente. Lui navigue pour  
extraire «une masse  
monumentale d'infos»,  
à trier et à classer.  
Finalisant une évaluation  
de l'ensemble de la filière  
musicale, il a cherché  
les infos en France et  
obtenu «pour les  
auteurs, les chiffres de  
la Sacem. Pour l'édition,  
rien. En montant des  
moteurs de recherche en  
batterie, j'ai atterri sur le  
site de la NMMPA (société  
d'éditeurs américaine,  
nda) qui publie le bilan  
par pays de l'édition  
musicale.» Ou comment  
aller chercher ailleurs ce  
que ne communiquent  
pas certains organismes  
nationaux...

GILLES RIO

**Il adore les  
soirées avec  
Laurence**

**Laurence, juriste, Paris**

«J'adore passer une soirée  
avec Laurence. Quand elle  
vient, elle a toujours un  
gâteau. Ou des primeaux.  
Ou n'importe quoi. Elle  
prépare le thé et elle  
parle pendant des heures  
de ses copines. On écoute  
des disques, on mate la  
télé. Et puis : «Heu... Je  
peux utiliser ton ordi deux  
secondes ?» Elle connaît  
mon mot de passe. Vite  
fait, elle fait sa tournée  
d'emails. Laurence a trois  
adresses mails pas de PC.  
Elle lit ses réponses  
d'éventuels employeurs,  
son courrier enflammé  
venu de Moscou, les  
bonnes blagues de l'ami  
Henri. Elle tape ses  
réponses. Ça dure jamais  
longtemps. Hop.  
Le temps d'interroger son  
répondeur, et elle file.»

MAX GUIDO

## QUE FONT-ILS ?

**ILS S'ASSOCIENT**  
Les internautes passent volontiers à l'action. Ils  
créent alors un forum de discussion ou un site  
fédérateur autour de la cause qui leur est chère.  
Comme le Web est grand, très grand, ils se regrou-  
pent pour avoir plus de force. Etre plus visible.  
Homo, trans, politiques, profs, étudiants, parents,  
toutes les sensibilités et tous les types de popula-  
tion se regroupent. Et s'expriment au même niveau  
- la publicité en moins - que les entreprises les  
plus importantes.

**ILS S'AMUSENT**  
Ils écoutent de la musique en travaillant, chassent  
les derniers potins sur les stars du moment,  
feuillettent les sites people, les «magazines futili-  
tendances ou coquins... Les sites de divertissement  
sont légions. Et beaucoup sont l'œuvre d'interna-  
utes particulièrement créatifs. Nouvelle tendance :  
la télévision sur Internet. Ou comment retrans-  
mettre en n'importe quel coin du monde, un show  
ou un concert. Le Net ne déteste pas le spectaculaire !

**ILS CRÉENT**  
Ils sont artistes et les galeries n'invitent pas (ou  
pas encore) leurs œuvres. Ils ne tiennent pas  
forcément à se retrouver dans la rue. Alors ils  
créent sur le Net des sites où s'exhiber : en vidéo,  
en son, en mots. Le multimédia est leur nouvelle  
frontière. Du grenier de l'AN 2000 aux perfor-  
mances live de musiciens venus du bout du monde  
et aux sites, parfois hallucinants de créativité, des  
journaux ou même de certaines entreprises. Le  
réseau d'artistes et de mouvements culturels  
devient planétaire. Pour l'internaute, tendances et  
modes durent le temps d'un clic.

**ILS TRAVAILLENT**  
Groupware, Intranet, logique de communication...  
L'entreprise a ses mots pour parler du réseau. Un  
réseau interne tout d'abord pour s'échanger les  
fichiers, faire fructifier les informations et partager  
les connaissances entre filiales ou au sein même  
d'une société. Une ouverture ensuite, par Internet,  
pour aller vers les autres entreprises. Et séduire les  
clients en leur apportant des services en ligne.  
Sans oublier l'ouverture à l'international.

## LE SAVANT

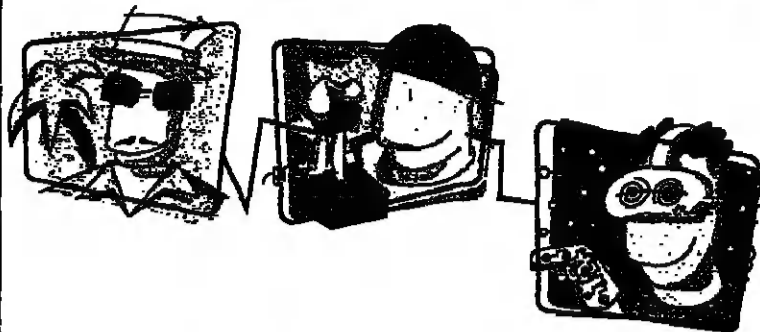


Le savant  
Du lycée, de la mairie, de chez lui ou de Mars, peu  
importe l'endroit d'où il se connecte. Ce qu'il veut :  
en savoir toujours plus.  
Point de vue de *Médias* : «La dimension éducative est  
celle qui arrive en première position des motivations  
d'achat d'un ordinateur dans les foyers, devant la culture,  
le côté pratique et les loisirs. Un bien noble alibi  
d'achat... Devenu internaute, l'utilisateur novice se voit  
comme un pédagogue soucieux d'offrir à ses enfants l'op-  
portunité de découvrir un formidable outil d'apprentissage  
et de culture.»

0571 411111



## JEU DES 7 FAMILLES



## Le touriste

D'un tempérament curieux, ce butineur touche-à-tout n'a qu'une seule limite : ses envies. Qu'il assouvisse ses sites.

**Point de vue de Médias :** «Le touriste n'est pas pressé et aime le confort. Pour preuve, 82% des internautes ont choisi en 1998 un abonnement à durée illimitée. Ses centres d'intérêt sont extrêmement variés : des sites d'actualité générale (pour 55% des internautes sur une période d'un mois), les sites relatifs au transport et tourisme (49%), l'art et la culture (47%), l'informatique (40%), les jeux (35%), la météo (33%), le sport (31%), ou encore l'érotisme (24%).»

## L'accro

Pionnier et évangeliste du Net, ce nautique aux yeux cernés vit ses nouveaux usages intensément. Jusqu'à se perdre dans un univers virtuel.

**Point de vue de Médias :** «Près de 40% des internautes français utilisent le Web tous les jours, alors que 20% y vont moins d'une fois par semaine. Ecrire ou lire ses mails prend moins de temps, mais c'est la fonction qui a le plus progressé depuis 3 ans. Elle représentait 16% du temps passé sur Internet en 1996, 23% en 1998.»

## Le ludique

Epicurien ou éternel joueur à la recherche de nouveaux plaisirs, cet utilisateur voit dans le Net un nouveau terrain vague où bâtir son QG.

**Point de vue de Médias :** «Le jeu touche toutes les strates de la population internet. Bien sûr les étudiants n'échappent pas à la tentation puisque 51% d'entre eux sont prêts à utiliser Internet pour télécharger des jeux et 40% pour jouer en direct. Mais aussi les professionnels puisque 30% d'entre eux sont prêts à utiliser Internet pour y prendre des jeux et 20% pour jouer en direct.»

## C'est nous les chefs (version originale non sous-titrée)

Michael, créateur de sites, Paris

«Tiens, l'ami Killer est sur Battinet !»  
«Eh eh eh : duel sur Starcraft ?»  
«Je t'attends, Mikem !»  
Je choisis les Terran, dans le jeu la race la plus technique. Lui se prend les Toss, des E.T. trop barj. Repère d'un coup de satellite. Il est



en bas sur la map, près de river Stixje. J'attaque agressif en early expansion. J'ai scouté killer vu qu'il démarre en photons canons. Il ne me voit pas venir. J'envoie mon mass marin's en faisant tourner 6 barracks (réserve de fantassins) à donf (je c. 6 c violent) - tanks je veux le k-blo chez lui pour l'empêcher de s'in-croster ailleurs. Je scout en sat. Il tente une troisième base !!! Aia. J'ai balancé 4 groupes de 12 marines, trop tard ! Il s'est fait éliminé 7 photons. A y est, y déboule avec des templar et me storm de partout. Bon galère. Faut pécho une troisième base. Je speed pour construire un wall-in de bunker et des marin's avec la tune qui me reste. Arg, ses mass zealots et ses dragons font cent dru. Ouah ! Grâce à mon wall in, ses zealot courent comme des poules. Résultat nul ! lol : on rigole : lot of laugh. Et y va avec ses scouts. Boum attaque en mass marin's plus tank. Direction le pont pour faire une base au centre. Tiens, tiens le killer qui fait aussi sa base. Bien sûr, bien sûr, lol on, juste à côté. Très drôle. Allez, on fonce tous sur

le pont et, folle, y m'attaque scout archon. Faut faire des tourelles. Avec mon tank je lui détruis son nexus, mais il me ramène 3 archons qui carbonisent mon expansion. Bon, c'est l'heure du draw. C'est nul.»

PATRICK LATRONCHE

## Il entretient son pomodisme en ville

Pierre, commercial, Paris

«Je suis venu au Web bar pour consulter Internet parce que c'est plus sympa. On peut discuter en prenant un pot. Cet après-midi, tout seul devant mon ordinateur, j'avais pas envie. Alors je suis venu consulter des sites d'information professionnelle sur le multimédia. J'ai regardé l'actualité en premier, les dépêches ou d'autres sites d'information d'agence comme Nomade. Et je suis venu aussi envoyer des mails à des gens. J'ai mes deux et mon ordinateur de poche. Je suis assez nomade dans la ville et j'aime bien taper des petites choses dans le métro ou aux terrasses des cafés et après utiliser ces fichiers pour envoyer des mails. Mon mini-micro me sert aussi d'agenda et à répertorier les codes d'immeuble. Je voyage beaucoup dans le métro, dans la rue, sous la pluie et sous la neige, pour mon travail et mon plaisir.»

SPLOCO

## Ils cohabitent sur le fil

Florian, étudiant, Paris

Le plus impressionnant dans le réseau d'ordinateurs bâti par Florian, c'est le câble. Une entité à elle seule qui se loge sous les armoires, se niche sous un lit pour mieux jouer les lièvres et les montes en l'air. Pas rebelle, il ne s'emmêle pas dans les pieds et

branché et son frangin. En bon étudiant un peu fauché, Florian et ses copains jouent la carte de la bidouille, un seul modem suffit à les connecter tous au réseau des réseaux. Le grand, celui sur lequel ils vont chercher des tonnes d'infos qui nourrissent leur petit réseau.

ERIC ATKYNE

## Il ouvre une petite boutique virtuelle

Gildas, hôpital Necker, Paris

L'Espace Plein Ciel est un service un peu spécial de l'Hôpital Necker à Paris : il offre aux plus de 9 ans des activités (ping-pong, lecture, musique, cuisine...) dans un lieu où blouses blanches et attributs médicaux sont proscrits. Grâce à l'opération «pièces jaunes», un ordinateur est entré dans la place. Une aubaine : depuis, Gildas Jouanno, le responsable, initie ces jeunes parois en mail d'évasion à ce moyen hi-tech de «briser les murs». «Au début, j'ai laissé mon adresse mail sur des sites pour ados et pré-

ados. Les messages ont afflué, même d'Espagne, de Norvège, du Canada et du Guatemala.» Toutefois, peu de patients utilisent le mail, le contact ayant du mal à se nouer par écrit à cet âge. Les moteurs de recherche, en revanche, font l'unanimité. Musique, cinéma et sport figurent au Top des préoccupations, devant des demandes plus spécifiques (concours en tout genre, animaux, jouets Lego, Les Guignols...). Le Web permet aussi de mettre en confiance les enfants d'origine étrangère, en maintenant des liens avec leur culture. Pour ces jeunes, Internet n'est, en somme, «qu'un loisir comme les autres».

GILLES RIO

## Elle s'en sert comme assistant

Miraille, secrétaire juridique, Saint-Denis

«Internet est un outil que j'utilise depuis environ un an et demi. Il a simplifié mon travail de manière extraordinaire. D'abord il y a le mail, le meilleur moyen d'être sûr de contacter les gens et d'obtenir une réponse rapide. C'est simple et efficace. Globalement, nous n'utilisons plus le fax, trop contraignant, pour des documents d'une certaine importance. Ensuite, j'ai souvent à

formation : je sais que je n'utilise pas toutes les ressources du Web dans mes recherches.»

MYMERIC PICHEVIN

## Il crée son site et rassemble son bac

Geoffroy, lycéen, Lyon



Tout a commencé voici trois ans, quand Geoffroy

« J'ai dialogué en ligne avec des médecins ou des personnes ayant souffert de ma maladie. Des messages du monde entier m'ont dopé le moral. »

effectuer des recherches d'articles ou de textes juridiques. Avant, je faisais appel à des sociétés extérieures, qui effectuaient des recherches thématiques. Désormais, je vais sur Internet. Bien sûr, si le sujet est très précis, j'ai du mal à trouver suffisamment d'informations. Mais même si cela reste sommaire, cela me permet d'orienter ma recherche et le cas échéant de préciser ma demande lorsque je m'adresse à des professionnels. Et puis il arrive que je trouve tout ce dont j'ai besoin. De toute façon, c'est une économie de temps et d'argent. Mon seul regret est de ne pas avoir suivi de

s'est lancé sur le Net pour se perfectionner en anglais. Le virus le prend. Il rapatrie (légalement) sur son ordinateur des sharewares (logiciels) inédits en France, suit en direct des concerts américains, capte les radios du monde entier, joue sur des jeux vidéo en réseau, lie des contacts avec des internautes de la planète et prépare ses exposés pour le lycée. En septembre 1998, il est l'un des premiers à créer un site sur l'équipe de France de football. «En 6 mois, près de 80 000 visiteurs ont consulté mes pages.» Geoffroy n'est plus seul. Ses recettes publicitaires lui permettent de mettre de l'argent de côté pour

consulter dans mon cabinet, à Genève. Mais je pratique également des consultations de base par le réseau. Je fais du thème astral, je pratique aussi des rituels : il suffit de m'envoyer une photo par mail. On peut aussi m'envoyer une empreinte de sa main droite pour la chiromancie. Sinon, il faut venir



RENAUD MARHIC

REMERCIEMENTS AUX MEMBRES DU JURY : MARC LADEPRIX (CFP), ERIK ORSSEN (ECRIVAIN), MICHEL AGNOLA (CFP), YVES EUDES (LE MONDE), GÉOFFREY GOUVERNEUR (TMS), ARIEL KYROU (MODERNE MULTIMÉDIA), CLAUDE LEBLANC (COURRIER INTERNATIONAL), ARNELLE LETURGO (CRASH), LÉON MERCADET (NOVA), MICHEL MEYER (MULTIMANIA). — REMERCIEMENTS AUX CONTRIBUTEURS ET TOUT PARTICULIÈREMENT AUX DEUX REDACTEURS EN CHEF : JACQUES DENIS ET SÉBASTIEN LUBRANDO. — REMERCIEMENTS AUX CYBER-CAFÉS ET AUX SITES PARTENAIRES DU PROJET : LE CYBAR À LYON (HTTP://WWW.XIMILI.COM/CYBAR), LE CYBER CAFÉ LATINO À PARIS (WWW.CYBERCAFELATINO.COM), LE CYBERNET CAFÉ À GRENOBLE (WWW.NEPTUNE.FR/CYBERNETCAFÉ), LE CYBERCONCEPT À MARSEILLE (WWW.CYBERCONCEPT.FR), LE CYBERCAB À DIEPPE (WWW.FRANCE.COM/CYBERCAB), HÉROÏQUE SANDWICH À BORDEAUX (HEROIQUE@HOTMAIL.COM), LE NET CAFÉ À METZ (WWW.12M.FR/NETCAFENETCAFÉ.HTM), LE SYNDROME CAFÉ À ANNECY (WWW.SYNDROME.COM), LES WEBSTORE DE LILLE (WWW.LILLE.WEBSTORE.FR), MONACO (WWW.WEBSTORE.MC) ET NICE (WWW.WEBSTORE.FR), LE WEB DU ROUTARD (WWW.ROUTARD.COM).

«LES GENS DU NET» EST UNE INITIATIVE DE CEGETEL PARRAINÉE PAR LE CENTRE DE FORMATION DES JOURNALISTES, EDITÉE PAR THE LINK FACTORY

CFJ



cegetel  
Le monde s'ouvre.  
Et si vous en profitez ?

IMPRIMÉ PAR Le Monde.

... Tous les autres en ligne et au complet à partir du 19 mars sur le [www.lesgensdunet.com](http://www.lesgensdunet.com)

**LES GENS DU NET**

Qu'est-ce que nous sommes dans nos tranches de vie d'internautes. Et c'est peut-être tout ça, demain, alors nous Les Gens du Net de nouveaux portraits. Vous pouvez découvrir le site de trois façons : sans débourser par nos 7 familles (Citadin, Entrepreneur, Savant, Ado, Communautaire, Touriste ou Ludique), en toute liberté par les dix fonctions du menu (globe) : ou par l'index pour les plus appliqués. Cherchez bien : vous l'aurez déjà carté les Gens du Net.

**Index**

Tous entrées dans notre index : par continents (ordre alphabétique), par futurs amateurs de professions et par départements.

**Pour contribuer**

Livrez-nous vos portraits, vos impressions par le fil, l'image ou même le son. Trois lignes, une voix ou un petit roman... Et cliquez vite pour savoir comment contribuer et découvrir les cadeaux aux meilleurs auteurs.

**19 Mars 1999**

Les Gens du Net se veut d'abord un miroir vivant des usages du Net, un outil de découverte et de démonstration à destination des internautes mais surtout de ceux pour lesquels Internet reste aujourd'hui du mandarin d'élite. Ce projet sans autre prétention à un père : Cegetel, parce que Cegetel ne conçoit les nouvelles technologies, d'Internet à la téléphonie mobile, que dans cet esprit d'ouverture et de partage au plus grand nombre.

Très vite, une question s'est posée à l'équipe éditoriale de Link Factory : comment montrer simplement tout ce que l'on peut faire avec Internet ? La réponse s'est imposée : en donnant la parole aux internautes. Deux pistes ont alors été suivies : demander à des journalistes professionnels d'aller chercher leurs témoignages, mais aussi proposer aux internautes de raconter eux-